

File Name: 1031.pdf

UNESCO Region: EUROPE AND THE NORTH AMERICA

SITE NAME: **Historic Centre of Guimarães**

DATE OF INSCRIPTION: 16th December 2001

STATE PARTY: PORTUGAL

CRITERIA: C (ii)(iii)(iv)

DECISION OF THE WORLD HERITAGE COMMITTEE:

Excerpt from the Report of the 25th Session of the World Heritage Committee

The Committee inscribed the Historic Centre of Guimarães on the World Heritage List under criteria (ii), (iii), and (iv):

Criterion (ii): Guimarães is of considerable universal significance by virtue of the fact that specialized building techniques developed there in the Middle Ages were transmitted to Portuguese colonies in Africa and the New World, becoming their characteristic feature.

Criterion (iii): The early history of Guimarães is closely associated with the establishment of Portuguese national identity and the Portuguese language in the 12th century.

Criterion (iv): An exceptionally well preserved town, Guimarães illustrates the evolution of particular building types from the medieval settlement to the present-day city, and particularly in the 15th-19th centuries.

Several delegates noted apparent inconsistencies in the ICOMOS evaluation report that were clarified.

BRIEF DESCRIPTIONS

The historic town of Guimarães is associated with the emergence of the Portuguese national identity in the 12th century. An exceptionally well-preserved and authentic example of the evolution of a Medieval settlement into a modern town, its rich building typology exemplifies the specific development of Portuguese architecture from the 15th to 19th century through the consistent use of traditional building materials and techniques.

1.b State, Province or Region: Province of Minho, District of Braga

1.d Exact location: 41°26' N, 8°19' W

**PROPOSITION D'INSCRIPTION DE BIENS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE
MONDIAL**

1. IDENTIFICATION DU BIEN

A) PAYS: PORTUGAL

B) ÉTAT, PROVINCE OU RÉGION: Province de Minho, district de
Braga

C) NOM DU BIEN: Centre Historique de Guimarães

**D) LOCALISATION PRÉCISE SUR LA CARTE ET INDICATION DES
COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES A LA SECONDE PRÈS: (Vide
Annexe II – Carte 1)**

Les coordonnées géographiques de Guimarães sont :

Latitude - 41 27' 13 N

Longitude – 8 15' W (6RW)

Altitude – 175-200 mètres

**E) CARTES ET/OU PLANS INDIQUANT LES LIMITES DE LA ZONE
PROPOSÉE POUR INSCRIPTION ET CELLES DE TOUTE LA ZONE
TAMPON:**

(Vide Annexe II – Carte 2)

**F) SURFACE DU SITE PROPOSÉ POUR INSCRIPTION ET DE
LA ZONE TAMPON PROPOSÉE:**

Surface proposée: 16 Ha

Zone Tampon: 45 Ha

2. JUSTIFICATION DE L'INSCRIPTION

A) DÉCLARATION DE VALEUR

Le Centre Historique de Guimarães est un **vestige unique d'un type particulier de conception de ville**, qui a eu son évolution propre en résultat de la morphologie de son tissu urbain médiéval: une succession de places de grande valeur formelle et qualité ambiante et **un type particulier de construction** avec des typologies très variées mais présentant une grande unité formelle dans son ensemble, intégralement construit avec des systèmes traditionnels appelés:

- **«taipa de rodízio» - colombage** - technique de construction antérieure au XVIe - structure mixte composée d'une charpente en bois et briques cuites au soleil et mortier de terre argileuse.
- **«taipa de fasquio»** - technique de construction utilisée à partir du XIXe, constituée uniquement par une charpente en bois.

L'authenticité de ces systèmes de construction est une permanence vivante dans la ville et constitue une valeur universelle d'exception.

La zone proposée pour inscription dans laquelle dominent ces deux techniques de construction contient une variété particulière de typologies (***Vide annexe II - carte 9, annexe IV - Édifices d'Intérêt Patrimonial se trouvant au Centre Historique et aux alentours***):

- **maisons bourgeoises du XVIe**, le granit est le matériau de base de la construction, les étages supérieurs étant en «taipa de rodízio» (colombage). Dans la zone proposée subsistent deux exemplaires - l'un se situe à l'ancienne rue Cano de Cima, au nord du château, l'autre au début de la rue Santa Maria; cette dernière maison possède au niveau du rez-de-chaussée deux arcs à redents et, au deuxième étage, deux fenêtres rectangulaires à mitre, chanfreinées et biseautées.

- **maisons nobles urbaines du XVIe**, elles sont très souvent le résultat de transformations et d'adaptations de bâtiments pré-existants; leurs façades sont en pierre de taille, granit, matériau «qui distingue la noblesse» et, en général, se sont des demeures de familles nobles. Comme exemple, on peut citer la maison Pedro Álvares de Almada, sise rue Dr. Avelino Germano, et la maison

Valadares de Carvalho, en haut de la rue Santa Maria. Cette dernière possède, à gauche du fronton, au rez-de-chaussée, un portail chanfreiné en plein cintre, au-dessus duquel s'ouvre une fenêtre à balcon rectangulaire, à embrasements et ayant des ornements «manuélin» à la base des colonnettes. Postérieurement, la maison fût agrandie et, à la deuxième moitié du XVIIIe, fut construit le fronton semi-circulaire, sur le tympan duquel furent sculptées les armoiries des Valadares, Carvalho, Vieira et Vasconcelos.

- **maisons de ressaut**, constructions typiques du XVIIe, en granit au rez-de-chaussé et «taipa de rodízio» (colombage) aux étages supérieurs (normalement trois étages). Ce nom provient du fait que le premier et/ou deuxième étage se penche sur la rue, avec des ressauts plus ou moins accentués, à poutres et solives complètement visibles, décalé des alignements des constructions contigues.

- **maisons à péristyles**, constructions du XVIIe, en granit au rez-de-chaussé et «taipa de rodízio» aux étages supérieurs. Ces maisons se situaient, normalement, sur les places. Primitivement, les arcades abritaient le marché les jours de pluie et elles s'ouvraient sur les espaces libres à utilisation publique; ces arcades étaient aussi un lieu de rencontre plus ou moins discret.

- **maisons nobles urbaines du XVIIe**, construites en pierre de taille de granit, à armoiries, avec rez-de-chaussé et premier étage, d'une grande sobriété, se développant à l'horizontale et bordant la rue. Elles possèdent des fenêtres à balcons avec des vérandas à grilles à l'étage supérieur; le rez-de-chaussé présente encore des vestiges du XVIe dans le travail du granit où s'ouvrent des portails chanfreinés. Comme exemple de cette typologie citons: la maison de la famille Portugal sur la place Dr. Mota Prego et rua Gravador Molarinho, la maison Araújo Abreu à la rue Val de Donas et la maison dos Laranjais.

- **maisons urbaines aux façades lisses, du XVIIe et XVIIIe**, construites en granit et «taipa de rodízio» (colombage) aux étages supérieurs, d'autres simplement en pierres taillées en équerre de bas en haut, très sobres, à deux ou trois étages, les linteaux et les jambages latéraux sans la moindre décoration saillante, et sans crépi.

- **maisons nobles urbaines du XVIIIe**, construites en pierre de taille - avec des armoiries - sur des parcelles de surfaces variables mais de dimensions plus réduites que les maisons nobles du XVIIe. Les cours et les escaliers

extérieurs passent à l'intérieur, au rez-de-chaussé. Graduellement, étant donné leur intégration totale dans des fronts urbains, elles perdent la visibilité dont elles jouissaient au XVIIIe et début du XIXe. Comme exemple, nous avons la maison de la famille Amaral à la rue Dr. Avelino Germano, s'ouvrant sur la place Condessa do Juncal, la maison Lobo Machado et autres.

- **maison nobles urbaines de la transition entre le XVIIIe et XIXe**, qui ont des caractéristiques très différentes entre elles, symptomatiques des tensions qui existaient entre le passé et les nouvelles typologies, à une époque charnière et de grandes transformations urbanistiques à Guimarães: de grandes dimensions, à façades horizontales et lignes plus sobres.

- **constructions «pombalines» du XIXe**, sises sur la place du Toural, construites en granit, avec crépis étamé, elles se caractérisent par leur sobriété, uniformité et équilibre de leurs lignes, subordonnées au plan d'ensemble, en résultat des mesures adoptées par la «Junta das Obras Públicas» qui faisait faire des plans généraux pour les façades des immeubles.

- **constructions du XIXe, revêtues d'azulejos**, en pierre de taille de granit, avec un type de revêtement qui ne fut utilisé au Portugal qu'à partir de ce siècle, quand les émigrants portugais sont revenus chez eux et ont investi leurs capitaux dans l'achat ou le financement d'usines de céramique, pour y fabriquer des azulejos d'un type standard, destinés à revêtir les extérieurs des maisons. La ville de Guimarães fut une des premières, après Porto, à utiliser des azulejos de différents types sur les façades des maisons: lisses, avec ou sans ornements, à reliefs ou à bas-reliefs.

- **constructions du XXe, revêtues d'azulejos**, en pierre de taille de granit, revêtues d'azulejos monochromes - verts, bordeaux, ocre, etc. - de taille normale, carrés ou rectangulaires (demi-azulejo) à facettes.

La zone proposée pour inscription est un témoignage historique de grande valeur, car:

- «(...) les origines du Portugal sont indissolublement liées au bourg, ville ensuite, qui fut le honor des comtes de Portucale, du comte D. Henrique et de leurs descendants, les rois du Portugal.

Si la Nation pouvait avoir un lieu de naissance ce serait certainement à Guimarães».¹

(Vide Annexe III, “Guimarães, l' Origine du Portugal”)

-«(...) Un «**hasard historique**» ce fut en effet la semence qui, lancée à la terre par cette ancêtre galicienne dont les cendres sont par là, a germé dans cette agglomération de monuments, d'oeuvres et de gens qui, actuellement, avec leurs vertus et leurs défauts, forment un ensemble singulier, avec un parcours propre leur donnant une identité différente qui mérite la reconnaissance intéressée de tous ceux qui apprécient les spécificités qu'il est urgent de préserver».²

(Vide Annexe III, “Guimarães dans les Belles Lettres - Guimarães: un hasard historique”)

¹ MATTOSO, José - Guimarães, l'origine du Portugal
(ED. Polycopiée (Candidature de Guimarães à Patrimoine Mondial)
GTL, 1996

² PIRES, Óscar - Guimarães dans les Belles Lettres - Guimarães: un hasard historique
(ED. Polycopiée (Candidature de Guimarães à Patrimoine Mondial)
1996

B) ANALYSE COMPARATIVE

«A l'heure actuelle, où la planète s'urbanise à un rythme hallucinant, il s'avère difficile, pour les villes, de conserver les valeurs de l'urbanité traduits qui s'expriment en rapports sociaux, par le patrimoine des édifices et par la politique - l'art de gérer la *polis*. De nos jours, **cité, métropole, mégalopolis** sont très souvent synonymes ou, du moins, signes d'ingouvernabilité. Les grandes agglomérations urbaines ont perdu leur harmonie physique et leur tension sociale libératrice, promotrice de l'innovation et du progrès technologique et socio-économique. Les conflits ethniques et sociaux sont à l'ordre du jour. Bon nombre d'agglomérations urbaines sont passées de villes à arènes polyvalentes et à multiples facettes, où le citoyen s'efface devant le gladiateur.

C'est pourquoi il est important de signaler et de faire l'éloge des villes qui, au long de leur histoire et de nos jours, ont su se moderniser au sein de leur urbanité en enrichissant la "culture des villes". Guimarães est sans doute un de ces cas (...)

Les extrêmes se touchent. Il en est de même pour les paysages ruraux ou urbains. Au Portugal, le Minho et l'Alentejo le démontrent au plus haut degré. En effet, rien de plus différent, même dans un contexte européen, que la campagne du Minho, l'étalement intense des coloris verts d'une agriculture exceptionnellement dense et variée et les tons harmonieux et constants de la campagne de l'Alentejo; d'un côté l'abondance des hameaux éparpillés et accrochés à la terre, de l'autre les grands villages séparés par des kilomètres de solitude qui émergent comme des oasis dans un désert humain - les deux extrêmes, de par la différence et la beauté du paysage rural portugais, et c'est pourquoi ils sont fréquemment mis de pair.

De même pour les villes et, plus encore, pour leurs archétypes respectifs: Evora et l'Alentejo; Guimarães et le Minho. Les deux faces de la genèse urbaine du Portugal. La première, entièrement importée, transplantée par les romains, consolidée par les germains et les musulmans, agrandie par les rois portugais à partir du XIIIe siècle pour devenir, de pair avec Lisbonne, une typique ville de la Renaissance: ville de résidence de la Cour, liée à l'extérieur. Sa structure physique et son paysage reflètent harmonieusement la ville

monocentrique où le roi impose sa volonté aux seigneurs, laïcs et religieux, et où le peuple, silencieusement, se soumet. (...) ³

(Vide Annexe III, “Guimarães, Ville et Urbanité”)

Porto, ville marquée géographiquement par le fleuve et par la proximité de la mer, présente de forts contrastes avec le paysage urbain de Guimarães.

Les deux villes possèdent un tissu urbain d'origine médiévale, basé pour l'essentiel sur un réseau de rues qui forment un ensemble de quartiers de formes irrégulières et de dimensions moyennes, contenant une richesse et variété de types d'architecture civile d'époques successives.

Porto, toutefois, se différencie de par les interventions programmées qui ont ajouté au tissu urbain des rues importantes articulées par des petites et grandes places et aussi de par le langage adopté pour la construction qui est le résultat des granits utilisés, invariablement épais, gris, de grain moyen.

Guimarães, à son tour, adopte le langage des techniques traditionnelles de construction - «taipa de rodízio» (colombage) - dont l'origine se trouve dans les constructions médiévales, avec une intégrité et une authenticité qui ont survécu jusqu'à nos jours.

Dans son processus de consolidation, le centre historique est aujourd'hui une oeuvre singulière, d'une énorme importance patrimoniale, artistique et symbolique, en résultat du genre particulier de construction, des typologies variées des immeubles (pour la plupart du XVIIe siècle) de la morphologie de son tissu urbain intra-muros, avec une succession de places de grande valeur formelle et du processus de réhabilitation urbaine commencé au cours des années 80. En effet, l'authenticité et la force de l'image de Guimarães sont la conséquence de la protection vouée au centre historique par le G.T.L. - Bureau Technique Local de la Mairie de Guimarães.

La méthodologie du projet d'abordage à la ville a essayé de souligner cette qualité formelle en adoptant une politique de réhabilitation urbaine, basée sur une action conjointe de récupération des espaces publics (afin d'encourager l'investissement de capitaux privés dans les immeubles contigus), de

³ GASPAR, Jorge - Guimarães, Ville et Urbanité
(ED. Polycopiée (Candidature de Guimarães à Patrimoine Mondial)
GTL, 1996

récupération des immeubles municipaux (en leur donnant une nouvelle fonction) et de l'appui technique et financier à l'initiative privée.

Quant à l'état de conservation, les édifices du centre historique de Guimarães montrent pour la plupart le passage du temps mais ne se trouvent pas dans un état de délabrement, car 60,2% des immeubles existant dans la zone proposée pour inscription ont déjà subi des interventions (493 immeubles).

Nous pouvons dire que l'intervention sur le centre historique se base sur un projet de ville différente de celle de Porto: la zone d'intervention est plus réduite (étant donné la différence d'échelle en ce qui concerne la dimension des villes et la densité d'occupation des bâtiments) et les interventions ont été plus prononcées et plus décisives en ce qui concerne le tissu urbain existant.

Quant à l'état de conservation du centre historique de Porto, l'opération de récupération touche environ 50% des immeubles Ribeira/Barredo; dans les autres zones - paroisses de Sé et de Miragaia et Vitória - étant donné que l'opération est plus récente et donc, on n'y trouve que des cas isolés de récupération.

Tandis que Porto adopte une politique de réhabilitation urbaine qui ne garde pas toujours les caractéristiques de construction des époques antérieures, Guimarães adopte la philosophie d'intervention de sauvegarde des constructions pré-existantes avec les techniques traditionnelles, ce qui est sans doute essentiel pour la défense de la mémoire collective incontournable et indéniable.

La promotion de la récupération par le biais d'une mise en valeur de l'espace public, maintenant la population sur place et en améliorant son habitat, ainsi que le maintien des techniques de construction traditionnelles et la rigueur d'exécution ont débouché sur une action exemplaire qui distingue Guimarães des autres villes du pays.

Porto et Guimarães possèdent une identité et une signification propres et sont des références nationales du point de vue historique, y compris à cause des questions de «l'origine de la nationalité»:

Quand Camões disait:

*Lá na leal cidade, donde teve
Origem (como é fama) o nome eterno
De Portugal*

il se référait, comme nous le savons, à Porto. Que le nom du Portugal dérive du nom primitif de la ville de Porto, personne n'en doute. Quant à la réalité de la Nation, le problème est bien plus complexe. Si, comme des études récentes semblent le prouver, la nationalité dérive de la création de l'Etat, nous devons reconnaître que sa forme initiale, à l'état très embryonnaire, s'identifie avec le comté primitif appelé Portucale (étant donné qu'il comprenait le territoire *portucale*), mais que la résidence personnelle des comtes se trouvait à Guimarães. Nous ne pouvons pas parler d'un comté de Guimarães mais nous ne pouvons pas non plus séparer le comté du lieu qui se trouvait être le siège de l'autorité qui a gouverné l'embryon du comté *portucale* en tant que représentant du roi de Léon et des Asturies, Afonso III, à partir de 868.

Or le fait que Guimarães était probablement le honor, c'est-à-dire le domaine patrimonial héréditaire des comtes de Portucale, l'a relié pour toujours aux origines de la nationalité. (...)

L'association de Guimarães aux origines de l'Etat Portugais n'a fait que se confirmer au cours des siècles suivants. (...) ⁵

(Vide Annexe III, "Guimarães, l'Origine du Portugal ")

⁵ MATTOSO, José - Guimarães, l'origine du Portugal
(ED. Polycopiée (Candidature de Guimarães à Patrimoine Mondial)
GTL, 1996

C) AUTHENTICITÉ / INTÉGRITÉ

L'authenticité du tissu urbain médiéval du centre historique de Guimarães, d'un caractère spontané, est absolue car elle témoigne plus de mille ans d'occupation et contient un type particulier de constructions. Une grande partie des immeubles datent du XVII^e siècle et ils ont été construits selon des techniques traditionnelles.

Les constructions d'une grande densité dans la maille urbaine, sont un héritage culturel inhérent au patrimoine à sauvegarder.

L'authenticité et l'intégrité de ces systèmes de construction sont d'une valeur singulière et exceptionnelle. Les techniques dominantes sont appelées «taipa de rodízio» (colombage) et «taipa de fasquio». Le terme «taipa» désigne, au nord du pays, une technique de construction dont le bois est un élément.

- **«taipa de rodízio» - colombage** - est une technique de construction de murs extérieurs et intérieurs, utilisée uniquement dans les étages supérieurs (le rez-de-chaussée étant toujours construit en pierres de taille de granit). Les parois sont d'une structure réticulaire composée de poutres de bois (12x12 cm) disposées verticalement, espacées de 50 cm et dont les intervalles sont remplis de briques cuites au soleil et mortier de terre argileuse.

La construction de ces charpentes est à plusieurs morphologies dont les deux plus importants types sont:

- 1 - poutres verticales, sans entrails
- 2 - poutres avec entrails
 - a) entrails multiples (perpendiculaires et en croix)
 - b) entrails simples (diagonaux - en forme de «N»)

- **«taipa de fasquio»** est également une technique de construction de murs extérieurs et intérieurs, utilisée uniquement dans les étages au-dessus du rez-de-chaussée. La structure de ces parois est exécutée au moyen de planches de bois (20 x 3 cm, disposées verticalement et espacées de 4 cm), le tout terminé au moyen de lattes horizontales (d'une largeur de 2 cm, distancées de 2 à 3 cm). Le nom de ce lattis, appelé «fasquio», identifie la technique.

Le crépi représente le revêtement final sur lequel on applique des peintures artisanales.

Ces techniques de construction, à racines médiévales, sont utilisées jusqu'à nos jours étant donné qu'il s'agit d'un processus dont l'exécution est facile.

Les caractéristiques communes pour tous les immeubles interventionnés sont:

- le maintien des techniques constructives traditionnelles (le colombage et la technique de «taipa de fasquio»);
- l'utilisation de mortiers dits pauvres;
- l'utilisation de peintures artisanales, notamment la peinture à la chaux, utilisée pour les parois de pierre et les crépis intérieurs et extérieurs, la peinture à la colle et au lait pour le crépi des intérieurs, la peinture à l'huile pour les bois à l'extérieur et à l'intérieur;
- l'utilisation de la tuile traditionnelle «canuda» (en forme de demi-canne et dont les dimensions varient d'un fournisseur à l'autre);
- l'utilisation de l'ardoise et de la tuile traditionnelle comme revêtement des étages supplémentaires ou simplement les pignons de ces ajouts.

Ce genre particulier de constructions, dressées selon les systèmes de construction et les techniques traditionnelles, maintient le caractère original du centre historique.

Parmi la diversité de ces constructions ressort, cependant, un ensemble de monuments et d'édifices représentatifs d'une importante valeur patrimoniale, protégés par une législation nationale spécifique. **(Vide 6. Suivi B, et Annexe VI)**

Dans la zone proposée pour classement il y a divers immeubles classés «Monuments Nationaux» et «Immeubles à Intérêt Public». **(Vide 4. Gestion C, Annexe II - Carte 3 et Annexe VI)**

Le continuum urbain qui entoure les monuments représente une permanence dont la qualité formelle, constructive et fonctionnelle est unique dans l'ensemble des villes du pays.

Les critères à être appliqués dans le domaine de ces valeurs patrimoniales, en vue de la garantie de leur authenticité et intégrité, sont les suivants:

- donner suite à la réglementation du centre historique existant par le biais de la RICUH (réglementation pour la concession de licences pour travaux de particuliers à l'intérieur de cette zone spécifique) qui définit, oriente et formalise les dispositions spécifiques pour l'édification de la zone

proposée au classement, notamment la définition de la proportion d'occupation fonctionnelle - 50% de l'aire utile édifiée seront garantis pour l'habitation et le restant pourra être réparti entre le commerce et les services; le maintien des parcelles (la jonction de deux parcelles pour la construction d'un seul bâtiment n'étant pas autorisée), le maintien intégral de la hauteur des édifices, ainsi que le maintien des terrains respectifs;

- consolider et donner suite aux activités de récupération déjà initiées, en maintenant les techniques traditionnelles - préservant ainsi l'héritage culturel inhérent au patrimoine à sauvegarder - ce qui sera garantie par la gestion directe et programmée du G.T.L. (Bureau Technique Local) de la Mairie de

Guimarães - opération de réhabilitation urbaine existant depuis les années 80;

- le maintien de la population résidente dans la zone du centre historique, évitant ainsi la désertification du centre historique, par l'application des règles de gestion existantes et qui découlent de la réglementation en vigueur pour cette zone d'intervention - R.I.C.U. H.;
- le maintien du caractère multifonctionnel du centre historique;
- garantir la protection nécessaire des valeurs patrimoniales reçues en héritage, délimitant les obligations des propriétaires et établissant les appui de l'Administration centrale et locale de façon à éviter la dégradation du patrimoine;
- promouvoir l'amélioration des conditions hygiéniques et sanitaires des édifices déficients;
- restructurer l'aménagement du trafic (automobile et piétonnier);
- solutionner le problème du stationnement automobile, en particulier des résidents.

(Vide 6. Suivi B, et C, et Annexe VI)

D) CRITÈRES SELON LESQUELS L'INSCRIPTION EST PROPOSÉE

Les critères considérés sont basés sur les paragraphes 24 a) ii et 24 b) ii des «Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial» - WHC - 97/WS/1, février 1997.

Le centre historique de Guimarães est un **ensemble**, le témoin d'un développement urbain, qui groupe des exemples éminents d'un genre spécial de construction. Par son unité, son système de construction (techniques de

construction traditionnelles), ses caractéristiques architectoniques (typologies différenciées, exemplifiant l'évolution de la ville à différentes époques) ainsi que son intégration dans le paysage représentent une valeur universelle exceptionnelle.

La zone proposée pour classement contient un tissu urbain d'origine médiévale avec une succession de places d'une valeur formelle importante et dont la structure édifiée (pour la plupart datant du XVII^e siècle), bien que typologiquement différenciée, est construite selon des techniques de construction traditionnelles, notamment le colombage et le pisé «de fasquio» - techniques de construction où le bois est un élément primordial.

L'authenticité et l'intégrité du langage constructif des techniques traditionnelles sont une permanence vive dans la ville. Ce genre de constructions est très présent dans la maille urbaine et représente un héritage culturel inhérent au patrimoine à sauvegarder.

L'authenticité et la force de l'image du centre historique de Guimarães est une conséquence de la protection que le centre historique a reçu de l'autarchie, une unité opérationnelle, dont le siège est le G.T.L. étant destinée à garantir la protection et la sauvegarde du centre historique. La politique de réhabilitation urbaine adoptée est basée sur la promotion de la récupération par la réhabilitation et la valorisation de l'espace public, par le maintien de la population résidente, par la sauvegarde et le maintien des immeubles pré-existants construits selon les techniques constructives traditionnelles, ainsi que par la rigueur de l'exécution qui ont eu comme résultat une action exemplaire qui distingue Guimarães des autres villes du pays.

Les résultats exemplaires ont été justement reconnus par l'attribution de plusieurs prix, notamment le «Prix Europa Nostra», en 1985, par la Fédération Internationale des Associations pour la Sauvegarde du Patrimoine Culturel et Naturel de l'Europe, «Prémio Nacional de Arquitectura», en 1993, par l'Ordre des Architectes, le Prix de la «Real Fundación de Toledo», en 1996, et le «Prémio Nacional Imagem da Cidade» avec la réhabilitation des maisons à péristyles - Mention d'Honneur 1999 - attribué par le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire. (***Vide Annexe XIII***)

Les techniques traditionnelles à Guimarães découlent de la pratique, de la transmission orale qui transporte le passé vers le présent, la continuité de la façon de faire et le fait main. C'est dans la conjugaison de ces facteurs que

réside la richesse propre des techniques traditionnelles, l'homme étant l'agent de la pratique et de la tradition.

3. DESCRIPTION

A) DESCRIPTION DU BIEN

Le bien qu'on prétend ajouter à la liste du patrimoine mondial est désigné comme Centre Historique de Guimarães et comprend une ville médiévale intramuros dont l'authenticité et l'intégrité sont uniques dans l'ensemble des villes du nord.

Guimarães, origine de la nationalité, est une ville ayant un passé historique glorieux. L'unité de son tissu urbain d'origine médiévale est fonctionnellement intégrée, caractérisée par l'authenticité de typologies architectoniques différenciées, édifiées selon des systèmes de construction traditionnelle, et représentent des exemples de l'évolution de la ville au long des différentes époques.

Le centre historique de Guimarães, en tant qu'**ensemble**, est un élément singulier de l'espace public. Sans spécifier tous les éléments de l'espace public, nous retiendrons les plus remarquables:

- **Largo da Oliveira** - place à qualité formelle, unique du point de vue ambiantal, historique et artistique. Elle est entourée d'un ensemble de constructions à valeur patrimoniale, notamment: l'église Nossa Senhora da Oliveira, dont les fondements reposent sur ceux d'un monastère du Xe siècle, par les rares «casas alpendradas» (maisons à péristyles) exemple unique dans la ville; par la façade nord de l'ancien Hôtel de Ville - XIV/XVIIe; à l'ouest par les immeubles résidentiels construits selon les techniques de construction traditionnelles ainsi que par une voûte gothique avec une croix centrale, monument nommé Padrão do Salado, dressé pendant le règne de D. Afonso IV en commémoration de la bataille de Salado, de l'an 1340;

- **Praça de S. Tiago** - entourée par l'ensemble résidentiel de la plus grande qualité artistique ambiantale des XVIIe et XVIIIe siècles, ainsi que par l'édifice de l'ancienne Maire, dont le rez-de-chaussé est composé par un péristyle à voûtes gothiques, singulier élément d'articulation entre les places S. Tiago et da Oliveira;

- **Rua de Santa Maria** - une de plus anciennes artères à caractère médiéval, axe principal de liaison entre le noyau du château, sis dans la partie haute et le noyau du monastère dans la partie basse du bourg. Jadis

rue de l'élite, située près de l'église principale et d'une place, à un endroit d'accès facile aux portes de la ville et du château, lieu de résidence du clergé et de la noblesse. Elle comprend également des constructions «rotuladas» (fenêtres munies d'un genre spécial de jalousies en bois), balcons à balustrades en bois de châtaignier, décorations sculptées, corniches de granit et gargouilles oeuvrées, dont se distingue la maison «dos arcos» des comtes de Azenha, exemple d'une architecture néo-classique, un des plus caractéristiques de cette rue et ainsi appelée à cause du "balcon-passage" qui traverse la rue d'un côté à l'autre.

- **Rua Nova** ou **Rua Egas Moniz** - présente des constructions d'époques différentes qui vont des éléments d'architecture médiévale à l'architecture des XVIIIe et XIXe siècles; la Maison de Rua Nova, de racine médiévale qui a subi des modifications au XVIIe siècle, est un des exemples typologiques les plus caractéristiques des maisons appelées «de ressaut».

(Vide Annexe III, notamment "Toponymie: Invocation", et "Évolution de la Forme Urbaine de Guimarães et la Création de son Patrimoine édifié") et Annexe X – Bibliographie)

Entre la diversité des constructions existantes dans le tissu urbain, le Centre Historique de Guimarães offre d'innombrables constructions d'intérêt patrimonial ainsi que d'immeubles classés Monuments Nationaux et Immeubles d'Intérêt Public, témoignage notoire du développement d'une ville européenne.

Entre les nombreux édifices se distinguent, dans la zone proposée au classement: l'église Nossa Senhora da Oliveira - XIIe (M.N.), l'église S. Miguel do Castelo - romane, XVIII (M.N.), l'église Santa Cruz - XVIIe - (I.I.P.), l'édifice da Misericórdia - XVIIe - (I.I.P.); Casa da rua Nova - XVIIe - (I.I.P.), entre autres. *(Vide Annexe II - Carte 3, Annexe IV - "Édificacions d'intérêt patrimonial au Centre Historique et aux alentours (Fiches) " et Annexe VI)*

B) HISTORIQUE ET DÉVELOPPEMENT

Guimarães croît en fonction d'un dynamisme urbain créé par deux forces opposées d'attraction et de protection - le château sur la colline et le monastère dans la plaine. Conformée de sa topographie, polarisée autour des références militaire et religieuse, deux localités distinctes croissant parallèlement se sont

développées jusqu'à ce que le rempart du règne de D. Dinis les ceigne d'une seule enceinte.

Guimarães se confirme pendant la période de la formation de la nationalité, quand D. Afonso Henriques (le premier roi portugais) confirme la charte de son père.

Pendant le XIIe siècle, l'importance de Guimarães se consolide: le monastère est transformé en Collégiale royale et assume une place primordiale dans la hiérarchie des institutions du genre.

Au cours des XVe et XVIe siècles, le bourg se divise en différentes activités professionnelles dont ressortent les industries manuelles de la coutellerie, orfèvrerie et du traitement des cuirs, de pair avec le commerce de marchandises. Cet accroissement industriel et commercial justifie l'agrandissement du réseau routier, faisant de Guimarães un important noeud routier pour les rapports nord/sud et surtout littoral/intérieur.

L'installation des ordres religieux des Dominicains et Franciscains en dehors des murs du bourg a contribué à l'urbanisation extra-muros autour des couvents de ces ordres, dont on remarquera l'urbanisation de Couros (près de l'ordre S. François) - zone formant, pour des raisons d'ordre naturel, un ensemble d'industries pour le traitement des cuirs près de la rivière Couros.

En 1517, D. Manuel octroie au bourg une nouvelle charte, en reconnaissance d'une situation économique et sociale enviable.

Le XVIIIe siècle apparaît comme une période à activité intense, soit en constructions nobles et aristocratiques, soit en installations, et le remodelage d'établissements conventuels. De cette période datent une grande variété de maisons nobles urbaines. Pendant ce même siècle on constate les premières manifestations de "planification" à Guimarães, quand le pouvoir central du Marquis de Pombal soumet à la Mairie le projet de l'édifice qui borde le Largo do Toural du côté oriental. La pensée illuministe impose à la ville un édifice à être construit, par l'initiative privée, en accord avec un plan d'ensemble dépassant la tradition médiévale, bien que devant être réalisé en parcelles.

Le XIXe siècle provoquera de profonds changements à Guimarães: les grands changements politiques, économiques et sociaux du pays ont un reflêt

immédiat dans la vie urbaine. Le XIXe est une période d'une véritable expansion urbaine, confirmée par une série d'actes de caractère administratif: d'abord est reconnu à Guimarães le statut de ville par un édit royal de 1853, un an après la visite de la reine D. Maria II; ensuite, ayant en vue l'aménagement et la délimitation de la zone urbaine, la Mairie décide de diviser le bourg en huit paroisses différentes et de placer aux portes d'entrée du bourg des postes douanier destinés à contrôler l'entrée de produits sujets au paiement d'une taxe.

Les voies de communication qui n'avaient pas subi de grands changements depuis le système routier défini au Moyen-Age sont à présent profondément modifiées. La période de Fontes Pereira de Melo, XVIIIe siècle - ouvrira de nouvelles voies d'accès routier à Guimarães, suivant un schéma assez semblable à celui de nos jours. Ces voies sont renforcées par une liaison des chemins de fer qui, en 1884, font la liaison entre Lousado et Guimarães, facilitant le trafic des marchandises. Ce fait est d'une énorme importance vu qu'il sera responsable de l'urbanisation du côté sud de la ville en s'étendant jusqu'à un endroit peu recherché jusqu'à présent.

Au rythme lent et compassé de la croissance de l'urbanité de Guimarães succède, naturellement, et à partir du XXe siècle un nouveau rythme. Provoqué fondamentalement par un développement industriel continu, c'est ce nouveau rythme qui explique le besoin de sortir de la vieille enceinte vers un espace disposant d'amplitude, d'air et de lumière et celui d'installer ou de remodeler convenablement l'ordre urbain respectif, voire le besoin de planifier la croissance de la ville.

Pendant les années 80 on adoptera une politique centrée sur les questions urbaines du Centre Historique de Guimarães. En 1985 est établi le Bureau Technique Local de la Mairie, responsable de la politique de réhabilitation urbaine adoptée pour le centre historique.

(Vide Annexe X – Bibliographie et Annexe XI – “P.G.U.”)

C) FORME ET DATE DES DOCUMENTS LES PLUS RÉCENTS CONCERNANT LE BIEN

- ALVES, José Maria Gomes – *Património Artístico e Cultural de Guimarães*, I : Guimarães : Ed. de l'auteur, 1981.

- ALVES, José Maria Gomes – *Património Artístico e Cultural de Guimarães, II* : Guimarães : Ed. de l'auteur, 1984.
- AZEVEDO, Correia de – *Arte Monumental Portuguesa. 1985*
- CALDAS, António José Ferreira – *Guimarães: Apontamentos para a sua História. 2e éd.* Câmara Municipal de Guimarães ; Sociedade Martins Sarmiento, 1996.
- CÂMARA MUNICIPAL DE GUIMARÃES. Gabinete Técnico Local - *Guimarães: Cidade Património Mundial: um objectivo estratégico = World Heritage City: a strategic goal.* Câmara Municipal de Guimarães, 1998.
- CRAESBECK, Francisco – *Memórias Ressuscitadas de Entre Douro e Minho. 2e éd.* Guimarães : Sociedade Martins Sarmiento, 1990.
- FERREIRA, Maria da Conceição Falcão – *Uma rua de elite na Guimarães medieval.* Câmara Municipal de Guimarães; Sociedade Martins Sarmiento, 1989.
- FONTE, José Barroso da – *O Castelo de Guimarães. Ed. de l'auteur.*
- GIL, Júlio; fotogr. de Nuno Calvet – *As Mais Belas Igrejas de Portugal. 1ère éd., réimpr.* Lisbonne: Editorial Verbo, 1997.
- GIL, Júlio; fotogr. de Augusto Cabrita – *Os Mais Belos Castelos e Fortalezas de Portugal. 1ère éd.* Lisbonne: Editorial Verbo. Impr. 1986. 303 p.
- GUIMARÃES, Agostinho – *Azulejos de Guimarães. 2e éd., revue et augmentée.* Ed. de l'auteur, 1997.
- MACHADO, Túlia C. Fernandes – *Capelas de Guimarães.* Guimarães: MURALHA, 1996.
- MATTOSO, José; fotogr. Luís Filipe et Cândido de Oliveira – *Castelos de Portugal = Portuguese Castles [Lisboa]:* Correios e Telecomunicações de Portugal, 1998. 96 p. Ed. Direcção de Relações Internacionais e Filatelia Correios e Telecomunicações de Portugal. Edition bilingue.
- TEIXEIRA, Gabriela de Barbosa; BELÉM, Margarida da Cunha – *Diálogos de Edificação: Estudo de técnicas tradicionais de construção.* [Porto]: CRAT, Centro Regional de Artes Tradicionais, 1998.
- VIEIRA, J. A . – *O Minho Pitoresco. 2e éd.*

Autres documents:

- *Descubra Portugal, I : O Minho.* Ed. Ediclube, 1995.
- *Maravilhas de Portugal.* Amadora: Ibis. D. L. 1963. 34 p. (Cultura, 7).
- *Portugal Monumental : Inventário Ilustrado.* Ed. Nova Gesta, 1994.

- *Técnicas de Construção Tradicional, Caderno 1 : Tintas*. Ed. Museu Alberto Sampaio; MURALHA, associação de Guimarães para a Defesa do Património, 1982.

D) ÉTAT ACTUEL DE CONSERVATION

IMMEUBLES

La zone proposée pour classement comporte dans sa structure édifiée 493 bâtiments qui sont d'une manière générale inclus dans une matrice cadastrale et contient des lots de 3 à 6 mètres de face et à profondeurs très variables allant jusqu'à 16 mètres.

65% du total des immeubles ont un caractère principalement résidentiel, 2,8% sont des monuments (14), 6,0% (30) sont des immeubles ayant une valeur patrimoniale et 3,4% sont des équipements (17).

L'état de conservation du total édifié peut être considéré comme étant satisfaisant: 66,4% du total des bâtiments sont en état bon ou raisonnable. Du restant, 31,2% sont en mauvais état et 2,4% en ruine, avec un besoin urgent de travaux à être réalisés, ce qui est montré sur le tableau annexé.

TABLEAU I
État de conservation du patrimoine édifié

État de conservation du patrimoine édifié	%
Bon état	34,4 %
Etat raisonnable	32,0 %
Mauvais état	31,2 %
En ruine	2,4 %

Pendant les dernières 14 années, 327 édifices (66,4%) ont subi des interventions dont 103 (20,8%) ont été l'objet d'interventions financées par l'Administration Centrale et Locale (P.R.I.D. et R.E.C.R.I.A) et 225 (45,6%) ont subi des interventions d'initiative privée sans aucune participation financière. Le patrimoine édifié a subi des interventions profondes (au niveau structurel et de la réorganisation de l'espace intérieur) et des travaux d'amélioration (réparations de la couverture et des avants-toits, réparations de croisées, peinture de façades ainsi que l'introduction d'installations sanitaires, lorsque nécessaire et en accord avec la capacité économique des propriétaires).

Du pourcentage des interventions concernant le patrimoine édifié (66,4%), la moitié sont des interventions profondes et le restant des travaux simples d'amélioration.

La réhabilitation des édifices municipaux, reconvertis en équipements d'intérêt social, a eu comme but de créer des interventions à caractère exemplaire, destinés au grand public, introduisant une méthodologie de projet dans l'initiative privée.

ESPACES PUBLICS

La réhabilitation des espaces publics représente depuis le début de l'opération de réhabilitation un élément faisant partie d'une méthodologie de projet pour la ville, en coordination avec la récupération d'édifices municipaux ainsi que le support technique à l'initiative privée.

Par le biais de la réhabilitation des espaces publics (dotés d'infra-structures et avec un nouveau dessin urbain) on rend aux habitants et visiteurs des places et des rues qui en conséquence de la croissance continue de la ville étaient devenus des espaces chaotiques de stationnement de voitures.

La plupart des espaces publics, environ 90%, sont dorénavant réhabilités, dont ressortent les zones piétonnières (places et rues converties en espaces réservés aux piétons) les voies à circulation motorisée conditionnée (dont l'accès est réservé exclusivement aux habitants) et les voies à stationnement latéral permettant l'arrêt dans la ville intra-muros.

Lors de la réhabilitation des espaces publics le besoin d'implantation de mobilier urbain a toujours été présent. Ainsi, chaque place a été projetée avec une grande rigueur du dessin, le mobilier urbain étant un élément fondamental dans le processus conceptionnel de l'espace en soi.

L'aménagement urbanistique de chaque place se revêt d'un caractère propre en accord avec sa forme et ses fonctions. La place Largo da Câmara a un caractère «baroque», la place S. Tiago un caractère «médiéval», la place Largo João Franco un caractère «renaissance» et la place Largo da Condessa do Juncal un caractère «romantique». Ces différents caractères inclus dans un itinéraire urbain intra-muros garantissent son unité dans sa diversité.

Espaces publics réhabilités:

- Largo da Oliveira (années 70)
- Largo Cónego José Maria Gomes (1985/87)
- Praça de S. Tiago(1985/87)
- Rua Dr. Avelino Germano (1990)
- Rua Gravador Molarinho (1992)
- Largo João Franco, Largo do Serralho, Rua da Rainha (1995)
- Praça Condessa do Juncal, Rua do Anjo (1996)
- Rua Condestável Nun'Álvares (1996)
- Rua Egas Moniz et rues adjacentes (1998)

- **Rua da Arrochela (1998)**
(Vide Annexe II – Carte 6 et Annexe V)

Espaces publics en cours de travaux:

- Avenida Alberto Sampaio
- Rua das Trinas, Largo dos Laranjais, Travessa D. Aninhas et Rua de Santa Maria
- Rua Gravador Molarinho, Rua da Rainha, Rua Alfredo Guimarães et Alameda de S. Dâmaso
- Rua Paio Galvão
- Rua Gil Vicente

(Vide Annexe II - Carte 6)

Avec l'aménagement urbanistique de ces espaces, la réhabilitation de la presque totalité des espaces publics existants dans la zone proposée pour classement sera conclue. Il ne manquera plus que la zone environnante du château et du Palais des Ducs, dont l'étude a été sollicité à l'architecte Álvaro Siza Vieira.

E) POLITIQUES ET PROGRAMMES RELATIFS À LA MISE EN VALEUR ET À LA PROMOTION DU BIEN

Le processus de réhabilitation urbaine s'est initié au cours des années 80 quand on a commencé à constituer une équipe technique pluri-disciplinaire, capable de conduire la réhabilitation d'une façon efficace.

A partir de 1985, le Bureau Technique Local (créé par le diplôme 4/SEHU/85) a pris en charge la gestion du processus de réhabilitation urbaine mettant en pratique une méthodologie de projet pour la ville à travers de la sensibilisation et de l'information des populations, basées sur l'action coordonnée de la réhabilitation des espaces publics, des immeubles municipaux et de l'appui technique à l'initiative privée.

Avec une rigueur technique et éthique sans égal, en récupérant des technologies traditionnelles, en appuyant la formation et la récupération d'ouvriers spécialisés dans les anciennes techniques de construction, en prenant et en soutenant de multiples initiatives de portée sociale et culturelle, il a été possible de conclure différents plans et travaux de réhabilitation.

La théorie de l'intervention par la voie de la pratique basée sur l'expérience a fait l'objet d'études menées par différentes entités, notamment des universités

nationales et étrangères et des écoles secondaires. Plusieurs visites d'études sont organisées pour apprendre "in loco" les pratiques de réhabilitation urbaine.

Les résultats exemplaires qui ont été obtenus, leur valeur de référence – surtout à un moment où plusieurs villes portugaises commencent à développer des interventions du même type – ont justifié l'attribution du «Prix Europa Nostra» em 1985 par la Fédération Internationale des Associations pour la Sauvegarde du Patrimoine Culturel et Naturel de l'Europe, le «Prémio Nacional de Arquitectura» em 1993 par l'ordre des Architectes et le Prix de la 'Real Fundación de Toledo», en

1996 et le «Prémio Nacional Imagem da Cidade» avec la réhabilitation des Maisons à Péristyles – Mention d'Honneur 1999 – attribué par le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire. (**Vide Annexe XIII**)

Les dispositions à être appliquées dans la valorisation et promotion du centre historique de Guimarães sont notamment:

- le maintien du Bureau Technique Local, responsable de l'opération de réhabilitation urbaine du centre historique de Guimarães;
- la continuation des interventions de récupération déjà commencées, avec le maintien intégral des techniques traditionnelles de construction;
- La continuation de l'appui technique aux propriétaires et locataires pour la réalisation de projets et travaux;
- sauvegarder la valeur patrimoniale héritée;
- le maintien de la population résidente actuelle;
- la restructuration du trafic automobile et piétonnier
- solutionner le problème du stationnement automobile, en particulier des résidents.

4. GESTION

A) DROIT DE PROPRIÉTÉ

Les propriétaires des biens composant le centre historique de Guimarães sont des entités publiques et privées.

Espaces publics – Compétence et propriété de la Municipalité de Guimarães
Patrimoine édifié – Pour la plupart propriété privée avec, cependant, quelques édifices municipaux et de l'Etat.

L'adresse de la Mairie est la suivante:

Câmara Municipal de Guimarães
Largo Cónego José Maria Gomes
4800 Guimarães

L'église Nossa Senhora da Oliveira est propriété de l'Etat dont l'adresse est la suivante:

D.G.P. – Direcção Geral do Património
Ministério das Finanças
Praça do Comercio
1100 Lisboa

B) STATUT JURIDIQUE

Créé en 1984, le Bureau du Centre Historique avait comme fonctions de gérer et de dessiner les initiatives privées ou municipales à être exécutées dans l'aire des trois paroisses de la ville, Oliveira, S. Paio et S. Sebastião.

Par le diplôme 4/SEHU/1985 le Programme de Réhabilitation Urbaine du Secrétariat d'Etat de l'Habitation et de l'Urbanisme a été créé. Le Bureau Technique Local (G.T.L.) a été créé après la signature du protocole entre le Secrétariat mentionné ci-dessus et la Mairie de Guimarães. (***Vide Annexe VIII***)

La création du Bureau technique avec les fonctions spécifiées dans le diplôme vient remplir quelques-unes des plus importantes lacunes concernant l'activité au sein de la zone du centre historique. En articulation avec le service municipal existant, une unité opérationnelle de personnes venues d'autres services a été créée; cette unité se dédie exclusivement à la zone historique de

la ville et remplit des fonctions aussi différentes que l'autorisation de licences pour travaux de particuliers, la conception des plans du trafic, l'exécution de projets municipaux et l'appui technique à donner aux travaux des particuliers.

Actuellement, la gestion programmée de toutes les actions à être réalisées au centre historique de Guimarães continue à être assurée par le G.T.L. (créé par le diplôme 4/SEHU/85 du mois de février), maintenant la population résidente et revitalisant la vie de la «Vieille Ville», noyau central et expression maximale de la ville, dorénavant consacré dans l'organigramme de la Mairie, confirmé le 2 juillet 1998, par l'avis n° 4017/98 (2e série).

Le 26/01/98, le centre historique de Guimarães est déclaré zone critique de récupération et de reconversion urbanistique - Diplôme n° 3/98 - 1ère série - B) (**Vide Annexe VIII**). La délimitation de cette zone critique implique, directement ou indirectement:

- a) la déclaration d'utilité publique d'expropriation urgente, avec autorisation d'investissement de la propriété administrative selon le processus correspondant des immeubles y existant et dont l'Administration a besoin pour l'exécution des travaux à être réalisés pour la récupération ou la reconversion de la zone;
- b) la possibilité, pour l'administration, de prendre possession administrative d'immeubles quelconques sis dans la zone: l'occupation temporaire de terrains en vue de l'installation temporaire d'infra-structures ou d'équipements; la démolition d'édifices urgemment nécessaire en conséquence du danger pour ses occupants ou pour le publique; la réalisation de travaux d'amélioration ou de réparation d'édifices dont les mêmes insuffisances imposent également des travaux urgent en conséquence du manque de conditions d'habitabilité.

C) MESURES DE PROTECTION ET DE MOYENS DE MISE ON OEUVRE

La loi portugaise (**Vide Annexe VIII**) reconnaît depuis plusieurs décennies la possibilité de protéger légalement l'entourage des immeubles classés par le moyen d'établissement de zones spéciales de protection, étudiées d'un cas à l'autre, en accord avec les caractéristiques historiques, paysagères et topographiques des lieux où se situe un ou plusieurs immeubles classés. Pour les cas où une zone spéciale de protection n'a pas été étudiée ou ne se justifie pas, une zone de protection automatique de 50 mètres entre en vigueur, à

compter des limites extérieures du bien classé ou en voie de l'être. Dans ces zones sont à éviter des travaux de construction civile ou l'installation de tout genre d'éléments dont la présence - indépendamment de sa valeur esthétique - puisse détruire l'harmonie des lieux.

C'est pourquoi la loi impose que les autarchies recueillent au préalable l'opinion de l'I.P.P.A.R - Institut Portugais du Patrimoine Architectonique, créé en juin 1992 - pour tout projet de travaux ou modification physique dans les zones de protection, seul les travaux ou installations ayant obtenu l'accord de l'Institut pouvant être autorisés. (**Vide Annexe II - Carte 4**)

Au Centre Historique de Guimarães il existe un ensemble d'édifices de valeur patrimoniale protégé par une législation nationale spécifique, ces édifices étant classés «Monuments Nationaux» et Immeubles d'Intérêt Publique». (**Vide Annexe VI**)

En conséquence, 14 édifices sont légalement sauvegardés, 8 comme Monuments Nationaux et 6 étant classés Immeubles d'Intérêt Publique. (**Vide Annexe II - Carte 3**)

Des mesures légales, administratives et de protection existent donc pour le centre historique de Guimarães, notamment des normes d'un caractère général et en conformité avec la législation portugaise concernant le Patrimoine Culturel et des normes municipales spécifiques portant sur la préservation et la sauvegarde du centre historique, notamment: (**Vide Annexe VIII**)

1 - Diplôme concernant le Patrimoine Culturel, défini par le régime de protection légale des édifices classés (Loi du 6 juillet 1985)

2 – Le Règlement Général des Édifications Urbaines - R.G.E.U., qui définit les règles générales pour tous les bâtiments au Portugal (confirmées par le diplôme -loi n° 38 382, du 7 août 1951)

3 – Le Plan Directeur Municipal de Guimarães – P.D.M., qui constitue l'instrument coordinateur le plus privilégié de la politique de l'aménagement du territoire et de la gestion des espaces faisant partie de la Municipalité (13 octobre 1994)

4 - Le Règlement d'Intervention au Centre Urbain et Historique de Guimarães - R.I.C.U.H. , qui définit, oriente et contrôle la préservation et la récupération selon des critères d'autorisation de licences de travaux aux particuliers, confirmé en séance de l'Assemblée Municipale du 20 décembre 1994.

D) ORGANISME(S) CHARGÉ(S) DE LA GESTION

1 – C.M.G. – Mairie de Guimarães par l'intermédiaire du Bureau Technique Local (G.T.L.)

2 – I.P.P.A .R. – Institut Portugais du Patrimoine Architectonique

3 – Colegiada – Organisme ecclésiastique de Nossa Sr.^a da Oliveira

4 – Organismes auxiliaires de gestion, notamment:

4.1 – Serviço Nacional de Bombeiros (des Pompiers) (S.N.B.);

4.2 – Délégation de la Santé Publique;

4.3 – Direction Générale du Tourisme.

E) ÉCHELON AUQUEL S'EFFECTUE LA GESTION

1 – I.P.P.A.R. – Organisme du Gouvernement Central, notamment du Ministère de la Culture qui émet des avis concernant l'émission des autorisations de travaux à être exécutés dans la zone de protection des édifices classés.

2 – C.M.G. - Mairie de Guimarães – Entité représentative de la ville, tutélaire du, et dirigeant le Bureau Technique Local (G.T.L.), responsable de la sauvegarde et de la réhabilitation du Centre Historique, le bureau se trouvant installé en plein centre historique, en contact permanent avec la population résidente et offrant quotidiennement son appui technique aux travaux municipaux et aux travaux particuliers.

3 – Colegiada – Nossa Sr.^a da Oliveira – fait la gestion de l'édifice de l'église du même nom et des édifices qui lui sont adjoints.

4 – Organismes auxiliaires de gestion:

4.1 – Service National des Pompiers (S.N.B.) - Organisme du Gouvernement Central, notamment de l'Administration Interne, émetteur d'avis concernant les mesures de sécurité en cas d'incendies.

4.2 – Délégation de la Santé Publique - Organisme du Gouvernement Central, notamment du Ministère de la Santé, responsable des autorisations pour les licences concernant les établissements vendant des boissons et les restaurants.

4.3 – Direction Générale du Tourisme – Organisme du Gouvernement Central, notamment du Secrétariat d'Etat du Tourisme, émetteur d'avis concernant les processus pour la construction et le classement des établissements hôteliers et autres genres d'hébergements touristiques.

Adresses:

1 - I.P.P.A.R.

Instituto Português do Património Arquitectónico
Casa de Ramalde
Rua Igreja de Ramalde
4100 Porto

2 - C.M.G.

Câmara Municipal de Guimarães
Largo Cónego José Maria Gomes
4800 Guimarães

3 - Serviço Nacional de Bombeiros

Avenida Fontes Pereira de Melo, n. 519
4100 – 262 Porto

4 - Delegação de Saúde Pública

Urb. Jardins da Penha , Bloco 15A
Lojas 30/31 Margaride / Costa
4810 Guimarães

5 - Direcção-Geral de Turismo

Avenida António de Augusto Aguiar, n. 86
1004 Lisboa

F) PLANS ADOPTÉS CONCERNANT LE BIEN

1 - R.I.C.U.H. - Règlement d'Intervention au Centre Urbain et Historique de Guimarães – R.I.C.U.H., qui définit les orientations de préservation et récupération dans la zone d'intervention du G.T.L. – Bureau Technique Local (*Vide Annexe VII*)

2 – P.D.M. de Guimarães - Plan Directeur Municipal de Guimarães - instrument technique et légal, coordinateur de la politique de l'aménagement et de la gestion du territoire de Guimarães. Outre un plan d'occupation du sol, le PDM a établi des critères généraux de développement socio-économique et un programme stratégique d'intervention municipale cherchant à appliquer à toute

la circonscription de Guimarães des méthodologies semblables à celles utilisées au centre historique. (*Vide Annexe VII*)

G) SOURCES ET NIVEAUX DE FINANCEMENT

Les ressources financières utilisées pour la récupération du Centre Historique proviennent du budget municipal et de quelques appuis de la Communauté Européenne.

D'autres financements proviennent de fonds participés cumulativement par l'Etat et par la Municipalité, par le biais des récupérations d'immeubles de location..

1 - R.E.C.R.I.A. – Appui aux Propriétaires d'Immeubles de Location, dont la participation (à fond perdu) peut atteindre 65%, dont 26% de la Municipalité et 39% de l'Etat.

2 – P.R.O.N.O.R.T.E. – Programme Operationnel du Nord (dans le cadre du 2e

Cadre Communautaire) dont la participation peut atteindre 75%.

3 – P.R.O.C.O.M. – Programme d'Appui à la Modernisation du Commerce Traditionnel, sous la forme d'une subvention financière à fond perdu, pouvant atteindre 50%.

4 – P.R.A.U.D. - Programme de Réhabilitation des Zones Urbaines dégradées, dont la participation peut atteindre 25%.

5 – P.R.U. – Programme de Réhabilitation Urbaine, dont la participation peut atteindre 48,7% au maximum.

6 – P.E.T.E.R. – Projets Intégrés Touristiques Structurants de Base Régionale dans le cadre du 2e Cadre Communautaire, dont la participation en provenance de la Direction Générale du Tourisme peut atteindre 25%. Il s'agit d'un projet de valeur touristique.

Les financements mentionnés sous 2, 4, 5 et 6 sont détaillés dans l'Annexe XIII.

H) SOURCES DE COMPÉTENCES ET DE FORMATION EN MATIÈRE TECHNIQUE DE CONSERVATION ET DE GESTION

Financement

La Mairie de Guimarães dispose d'un Bureau d'Appui aux Fonds Communautaires (GAFC), à qui revient le soin d'assurer les fonctions en rapport avec les questions européennes, notamment les contrats-programmes avec l'Administration Centrale, ainsi que la coordination des actions des divers programmes opérationnels.

Toutefois, les ressources et les niveaux de financement disponibles sont insuffisants, d'autres lignes de financement, à fond perdu ou participés, étant nécessaires afin d'appuyer l'initiative privée ou municipale, notamment:

- aux propriétaires résidents, étant donné qu'il n'existe aucune subvention pour la récupération d'immeubles qui ne sont pas de location;
- aux locataires, étant donné qu'en conséquence des travaux effectués par les propriétaires, et face à la correction des loyers, ceux-ci peuvent atteindre un montant impossible d'être supporté par le locataire. Il serait donc nécessaire qu'une législation permette aux locataires de bénéficier d'une subvention pour le loyer.
- à la Mairie, afin de permettre le maintien et la préservation du patrimoine édifié et des espaces publics, étant donné que les programmes communautaires existants se destinent exclusivement à l'exécution de travaux nouveaux et non pas à leur maintien.

Compétences

GTL - Gabinete Técnico Local - (Bureau Technique Local) - responsable de préserver, récupérer et revitaliser le Centre Historique de Guimarães et en promouvant toutes les actions nécessaires à cet effet, responsable notamment pour l'élaboration de projets, l'acceptation et l'accompagnement de projets de particuliers, la gestion de RECRIA, le contrôle et l'accompagnement des travaux particuliers ou municipaux dans sa zone d'intervention.

DOM – Departamento de Obras Municipais - (Département des Travaux Municipaux) - assure l'exécution et le contrôle des travaux municipaux et élabore, par l'intermédiaire de la Divisão de Empreitadas (DE), les dossiers pour la mise à concours des projets, examine les propositions reçues et donne son avis en vue de l'adjudication.

Tous les autres services de la Mairie déploient leur activité avec ou en collaboration avec le G.T.L. selon les domaines d'influence respectifs.

Formation

Dans le cadre du Fond Social Européen, des cours de formation professionnelle dans le domaine de la construction civile ont été organisés pendant cinq ans, ayant en vue la formation d'ouvriers spécialisés dans les techniques traditionnelles, notamment celle de charpentiers, peintres, dalleurs et plâtriers.

Actuellement, très peu d'actions de formation sont disponibles, des activités nouvelles étant nécessaires en accord avec l'évolution des différentes situations:

- formation aux différents niveaux des intervenants de la ville -
ouvriers de la construction spécialisés dans les techniques traditionnelles et
dans le domaine de la rénovation à tous les niveaux;
- échange d'expériences avec d'autres entités afin qu'existe une
circulation des connaissances, une interdisciplinarité.

I) AMÉNAGEMENTS POUR LES VISITEURS ET STATISTIQUES LES CONCERNANT

VISITEURS

Le centre historique de Guimarães est visité par un nombre considérable de touristes, dont, en 1999, 24% sont des visiteurs portugais, 22% en provenance d'Espagne, 7% d'Angleterre, 8% d'Allemagne, 8% d'Italie, 5% de Hollande, 2% des EUA, 3% du Brésil, 2% de Belgique, 2% du Japon, 1% du Canada, 4% en provenance d'autres pays. ***(Vide Annexe IX concernant les données statistiques fournies par la Zone du Tourisme de Guimarães).***

Le Centre Historique de Guimarães offre au visiteur un excellent réseau d'hôtels et de restaurants de qualité, de musées réunissant un important ensemble culturel de pièces faisant l'histoire de la ville et de la région, d'équipements collectifs et de services aux populations ainsi que d'un guide touristique concernant le Centre Historique de Guimarães et de toute la circonscription, «Guimarães - Roteiro Turístico» de Armindo Cachada, publié par la Zone de Tourisme de Guimarães . **(Vide Annexe IX)**

Ce guide est un des principaux instruments pour ceux qui désirent connaître Guimarães. Plus qu'un guide, il s'agit d'un document d'une importance culturelle pour l'histoire et la géographie de Guimarães, qui contient des informations concernant le patrimoine de Guimarães au niveau de son histoire et de son art, de sa culture ainsi que d'autres informations concernant les potentialités touristiques de la région.

UNITÉS HÔTELIÈRES

Au Centre Historique - dans la ville intra-muros - il y a quelques unités hôtelières offrant des conditions excellentes:

- **Pousada da Oliveira** (16 chambres, salle de réunions, restaurant pour 80 personnes et un bar), une des plus importantes unités hôtelières de l'ENATUR;
- **Hotel do Toural** (30 chambres, salle de réunions et bar);
- **Residencial das Trinas** (11 chambres), offrant également d'excellentes conditions d'hébergement)

Dans la zone environnante du centre historique il y a d'autres unités hôtelières garantissant de très bonnes conditions d'hébergement, à savoir:

- **Pousada de Santa Marinha da Costa** (51 chambres, bar, restaurant et deux salles de congrès);
- **Hotel Fundador D. Pedro** (63 chambres);
- **Hotel de Guimarães** (72 chambres, restaurant);
- **Hotel da Penha** (13 chambres, restaurant).

TOURISME CHEZ L'HABITANT OU TOURISME RURAL

Guimarães offre également d'autres formes d'hébergement, plus particulières et de tradition récente: le Tourisme chez l'Habitant ou Tourisme Rural. Cette forme de l'hébergement, spécialement destiné à recevoir le touriste au sein d'une ambiance caractéristique et familiale, a permis de récupérer un patrimoine architectonique de grande valeur qui, autrement, se serait rapidement dégradé. Les maisons seigneuriales ouvertes au Tourisme chez l'Habitant sont notamment:

- **Solar de Paço Vieira**, (3 chambres), situé à Paço Vieira;
- **Casa de Sezim**, (9 chambres), située à São Martinho de Candoso;
- **Casa do Ribeiro**, située à S. Cristovão do Selho;
- **Solar de São Cipriano**, situé à Taboadelo;
- **Casa dos Pombais**, (2 chambres), en ville.

Les seules unités agricoles qui, à Guimarães, offrent des conditions de Tourisme Rural - unité d'hébergement à exploitation familiale, dans le cadre d'une exploitation agricole et d'élevage d'animaux - sont notamment:

- **Quinta das Corujeiras**, située à Vila Nova das Infantas;
- **Quinta de Cima de Eiriz**, située à Calvos.

RESTAURANTS

Quelques-uns des plus importants restaurants au centre historique:

- **Solar do Arco** (pouvant servir 70 personnes);
- **Restaurante Val-De-Donas** (pouvant servir 90 personnes);
- **Restaurante Mumadona** (pouvant servir 70 personnes);
- **Restaurante Vira-Bar** (pouvant servir 52 personnes);
- **El-Rei** (pouvant servir 24 personnes);
- **Cozinha Regional** (pouvant servir 60 personnes);
- **Restaurante Paraxut** (pouvant servir 60 personnes);
- **Adega dos Caquinhos** (pouvant servir 40 personnes);
- **Cervejaria Martins** (pouvant servir 32 personnes);

MUSÉES

Au centre historique de Guimarães se trouvent quelques-uns des musées nationaux les plus importants, à savoir:

- **Museu de Alberto Sampaio** (possédant, entre autres, un important noyau d'orfèvrerie, avec des pièces en provenance du Trésor de Nossa Senhora da Oliveira et du butin de Aljubarrota);
- **Museu de Arte Primitiva Moderna** (possédant un ensemble artistique remarquable);
- **Paço dos Duques de Bragança** (possédant un grand nombre de pièces d'intérêt muséographique, allant du XIIe au XVIIIe siècle, ainsi que des collections de porcelaine «Companhia das Índias», tapisseries flamandes et mobilier portugais et indo-portugais divers)

Dans la zone environnante du centre historique:

- **Museu da Sociedade Martins Sarmento**, situé dans la zone tampon (possédant d'importantes collections archéologiques, des sections de sculpture ancienne, épigraphie latine, des pièces pré et proto-historiques, numismatique et médailles);
- **Museu da Agricultura**, situé à Fermentões (ensemble de pièces précieuses liées à la vie et au travail agricole de la région);
- **Museu Etnográfico de S.Torcato**, situé à S. Torcato (collection de pièces précieuses en rapport avec le culte séculaire du patron S. Torcato –

sacrées, pièces d'orfèvrerie, encarts de fêtes, sculptures en bois , ainsi que des costumes du folklore appartenant à l'ensemble folklorique local).

ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET SERVICES D'APPUI DES VISITEURS ET DE LA POPULATION:

- Office du Turismo Praça de S.Tiago;
- Installations Sanitaires Publiques – Praça de S.Tiago et Rua Gravador Molarinho
- Centre d'Infirmierie Praça de S. Tiago;
- Mairie de Guimarães;
- Bureau Technique Local – G.T.L.;
- Bibliothèque Municipale Raúl Brandão;
- Association Commerciale et Industrielle de Guimarães – ACIG;

STATIONNEMENT

1 - Stationnement rotatif (à temps limité) ayant pour objectif de faciliter l'accès rapide aux services centraux et aux structures commerciales, disposant de 115 places ainsi distribuées:

- 1.1 – Rua Condestável Nun'Álvares (32 places et 1 pour handicapés)
- 1.2 – Largo João Franco (41 places)
- 1.3 – Rua da Rainha (11 places)
- 1.4 – Largo do Serralho (3 places et 1 pour handicapés)
- 1.5 – Largo Condessa do Juncal (20 places)
- 1.6 – Largo Dr. José Mota Prego (6 places)

2 – Zone tampon - Stationnement rotatif, rues d'accès immédiat au centre historique):

- 2.1 – Rua Santo António (45 places)
- 2.2 – Largo do Toural (22 places)
- 2.3 – Alameda de S. Damaso (30 places)

3 - Parkings dans la zone tampon de la ville:

- 3.1 - Guimarães Shopping (1600 places)
- 3.2 - S. Francisco (300 places)
- 3.3 - Parque das Hortas (1000 places)
- 3.4 - Zone autour d'Avenida Alfredo Pimenta et du Stade (600 places)

4 - Autres parkings de dimension plus réduite dans des shopping centres avec 60 places de stationnement, environ.

J) PLAN DE GESTION DU BIEN ET EXPOSÉ DES OBJECTIFS

Les conditions de base existent déjà permettant de donner suite à la gestion et planification du Centre Historique de Guimarães y compris en ce qui concerne l'organisation et la mise en valeur de ses espaces. Les pouvoirs, compétences, instruments et règles d'action sont définis. Des lois existent ainsi que des règlements spécifiques, des méthodologies, des techniques d'étude et d'intervention et des moyens financiers pour la réhabilitation et sauvegarde de ce patrimoine (mentionnés sur b), c), f) et g) du point 4).

L'objectif est de donner suite à un processus d'intervention sur le tissu urbain existant en encourageant le développement local vu dans ses multiples dimensions, y compris la spatiale, l'organisation et la mise en valeur de cette zone spécifique et la promotion d'une vie collective meilleure dans la laquelle la permanence du passé soit légitime dans la mesure où celle-ci sera vivante et actuelle, un besoin ressenti par la communauté pour sa propre continuation. La réhabilitation urbaine ne sépare pas la communauté de son espace de vie, ne fait pas le divorce entre la mise en valeur et le développement social, elle est un processus de développement local.

(...) Après l'époque de la "rénovation urbaine" de substitution (années 60) et de la façadiste "réhabilitation urbaine" (de la deuxième moitié des années 70 et des débuts des 80), le GTL de Guimarães a été le pionnier au Portugal en introduisant (et en soutenant) une stratégie de "conservation du patrimoine urbain". À l'opposé d'une planification rigide, basée sur une réglementation négativiste, irréaliste face à son temps, ce bureau municipal a pu mettre en oeuvre un processus de gestion urbaine de troisième vague, basée sur une pratique de projet et conception en temps réel, dans une approche positive...⁶

K) NOMBRE D'EMPLOYÉS (SECTEUR PROFESSIONNEL, TECHNIQUE, D'ENTRETIEN)

⁶ AGUIAR, José - "A experiência de reabilitação urbana do GTL de Guimarães: estratégia, método e algumas questões disciplinares" (Ed. Polycopiée - Candidature de Guimarães à Patrimoine Mondial)

La Mairie de Guimarães est responsable du Centre Historique de Guimarães dont la gestion est assurée par le Grupo de Projecto - Gabinete Técnico Local de pair avec l'IPPAR et autres entités qui collaborent à la gestion, notamment le Service National des Pompiers, la délégation des Services de Santé et la Direction Générale du Tourisme.

Le GTL, responsable de la récupération et de la gestion du Centre Historique, chargé de la promotion de toutes les actions à cet effet et coordonnée par l'architecte Alexandra Gesta, est formé d'une équipe opérationnelle possédant les compétences techniques suivantes: quatre articles, deux ingénieurs, deux dessinateurs, trois fonctionnaires administratifs et un contrôleur des travaux et a l'appui de la structure organique de la Mairie de Guimarães qui assure le bon fonctionnement des services au moyen de la répartition suivante:

I) Services opérationnels:

Departamento de Obras Municipais - DOM; (Département de Travaux Municipaux)

Departamento de Planeamento e Gestão Urbanística - DPGU; (Département de Planification et Gestion Urbaine)

Departamento de Serviços Urbanos e do Ambiente - DSUA; (Département des Services Urbains et de l'Environnement)

Departamento de Acção Social e Cultural - DASC; (Département de l'Action Sociale et Culturelle)

II) Services instrumentaux:

Departamento de Administração Geral - DAG; (Département de l'Administration Générale)

Divisão de Relações Públicas - DRP; (Division de Relations Publiques)

Divisão de Fiscalização e Contencioso - DFC (Division de Fiscalité et du Contentieux)

III) Services d'Appui Technique:

Planeamento Estratégico - PE; (Planification Stratégique)

Gabinete de Apoio Jurídico - GAJ; (Bureau d'Appui Juridique)

Gabinete de Apoio à Presidência - GAP; (Bureau d'Appui à la Présidence)

Gabinete de Programação e Controlo - GPC;
(Bureau de Programmation et Contrôle)
Gabinete de Apoio às Freguesias - GAF;
(Bureau d'Appui aux Paroisses)
Centro de Informação Autárquico ao Consumidor - CIAC;
(Centre Municipal d'Information au Consommateur)
Gabinete de Apoio aos Fundos Comunitários - GAFC;
(Bureau d'Appui aux Fonds Communautaires)

IV) Grupos de Projeto:

Gabinete de Sistema de Informação Geográfico - GSIG
(Bureau du Système d'Information Géographique)

Chaque groupe de services a des missions spécifiques. Celles des services instrumentaux sont les suivantes:

A) Departamento de Administração Geral (DAG)

(Département d'Administration Générale)

1 - Ce département a pour fonction d'apporter un soutien technique et administratif aux organes et services de la Mairie dans les domaines des ressources humaines, financières et patrimoniales en conformité avec les dispositions légales applicables. Deux divisions municipales en dépendent:

1.1 - Divisão Financeira - (DF) (Division Financière) - chargée de coordonner toute l'activité financière, de la préparation des plans d'activité et du budget - en syntonie avec l'organe exécutif et selon les suggestions présentées par les autres services à l'exécution du budget selon les normes de la comptabilité municipale prévues dans la loi.

1.2. - Divisão Administrativa e de Pessoal (DAP) (Division Administrative et du Personnel) - chargée des fonctions suivantes:

a) assurer la gestion du patrimoine municipal
(inventaire, acquisition et aliénation de biens meubles et
immeubles et fonctions complémentaires;

b) faire le diagnostic des besoins de formation et de perfectionnement du personnel travaillant pour la Mairie;

c) programmer et mettre en oeuvre des actions de formation;

d) faire la gestion du cadre du personnel;

e) procéder au recrutement et sélection des effectifs

**(Vide Annexe VIII - Organigramme approuvé le 2 Juillet, par l'Avis n.4
017/98 - II Série)**

5 - FACTEURS AFFECTANT LE BIEN

A) PRESSIONS DUES AU DÉVELOPPEMENT

Les intentions d'occupation fonctionnelle de certains immeubles auraient eu comme résultat la prolifération du secteur tertiaire et l'installation de bars dans une zone dont l'habitation serait absente. Toutefois, avec l'opération de réhabilitation urbaine en cours, et en définissant des règles sur l'utilisation des immeubles, il a été possible d'en rayer efficacement cette tendance.

La gestion réglementée a empêché aussi la démolition d'immeubles authentiques qui visait à remplacer des maisons dotées d'un corps et d'une âme par des maisons dotées uniquement d'un corps, impeccables dans leur géométrie permise par la technique moderne mais dénuées de toute valeur culturelle. Renouveler n'est pas, par définition, détruire et construire quelque chose de semblable. C'est maintenir les valeurs temporelles des espaces, ce n'est pas créer un espace sans temps.

D'autre part, les rues et les places sont envahies par le trafic et les parkings ce qui entre en conflit avec le fait que ces espaces ainsi envahis sont aussi les principaux espaces de circulation et de convivialité des personnes. En effet, la qualité de la vie et l'image de la ville dépendent en large mesure de la comptabilisation des fonctions techniques de ces espaces (communication, accessibilités) avec les fonctions socioculturelles. C'est pourquoi, de pair avec la reformulation du dessin urbain des espaces publics, ceux-ci sont, peu à peu, rendus à l'usage des piétons, selon un plan général du trafic intitulé Acção Trânsito (Action Trafic) - conçu en 1984 (**Vide Annexe XI**).

B) CONTRAINTES LIÉES À L'ENVIRONNEMENT (POLLUTION, CHANGEMENTS CLIMATIQUES)

Le Centre Historique de Guimarães ne souffre pas de grands problèmes de pollution; il n'y a pas non plus des changements climatiques importants passibles d'affecter le tissu urbain construit. Dans cette zone c'était le trafic automobile qui posait le plus de problèmes car il commençait à contribuer à la dégradation de certains matériaux (le granit) et des arbres. Les espaces de parking, notamment sur les places, étaient aussi cause de pollution visuelle. La réhabilitation urbaine de ces espaces a permis de résoudre le problème. Il en quelques endroits à problème dans la "zone tampon" où il faudra mettre en oeuvre une action du même type. La sauvegarde des arbres et arbustes est de

la responsabilité de la municipalité qui a une équipe spécifique chargée de ce type de protection créée dans le cadre du DSUA (Département de Services Urbains et Environnement)

C) CATASTROPHES NATURELLES ET PLANIFICATION PRÉALABLE (TREMBLEMENT DE TERRE, INONDATIONS, INCENDIES, ETC)

Les responsables politiques et techniques de la Mairie de Guimarães ayant exprimé leur préoccupation quant aux conditions de sécurité du Centre Historique (aiguillée par l'éclosion de deux incendies assez récemment), une étude sur la sécurité contre incendies pour le Centre Historique de Guimarães fut commandée au LNEC (Laboratoire National du Génie Civil). Ce laboratoire a donc fait l'analyse et le diagnostic préliminaire de la situation, abordant la question de la sécurité contre incendies dans son double volet: la réalité physique du centre Historique avec ses constructions et espaces extérieures, publics et privés, et les infrastructures urbaines.

Cette étude est à présent en phase de débat avec les entités responsables - Mairie, Gendarmerie et Service National de Pompiers et quelques mesures ont déjà été prises, comme, par exemple, l'installation de bouches d'incendie sous haute pression dans des points stratégiques et suppression des barrières architectoniques y compris certains emplacements de parkings de voitures.

En 1998 est entré en vigueur un "Plan Municipal d'Émergence" conçu par le Service Municipal de Protection Civile de la circonscription de Guimarães qui dispose d'une unité de direction et contrôle qui fera la coordination des actions à mettre en oeuvre en cas d'accident grave, catastrophe ou calamité et qui sera aussi chargée de la question des ressources à mobiliser.

D) CONTRAINTES DUES AU FLUX DE VISITEURS/ AU TOURISME

Le plus grand flux de visiteurs est observable surtout au Centre Historique qui reçoit environ 21.450 visiteurs à l'an (**Vide Annexe IX**)

En ce qui concerne les bâtiments, il y en a deux qui concentrent le plus grand nombre de visiteurs, 22.000 à l'an:

- Palais des Ducs de Bragança (demeure seigneuriale faite construire par le Comte de Barcelos au 15e siècle, transformée en Caserne au 19e et

restauré pendant les années 30 par la Direction Des Monuments Nationaux. Le palais possède actuellement un musée et est la résidence officielle (au nord du Président de la République);

- Le Château (construit vers la moitié du 10e siècle sur commande de la Comtesse Mumadona, agrandi au 12e par le Comte Henri; il a, par la suite, été l'objet de plusieurs remodelations).

Afin de diversifier les zones d'attraction touristique et de réduire la concentration et pression subséquente sur la zone intra-muros, la municipalité est en train de promouvoir d'autres centres d'intérêt, comme la zone de Couros, le Parc de Loisirs de Hortas, relié à la station de la montagne par un téléphérique, le Centre Culturel de Vila Flor dans le palis du même nom (qui dispose du meilleur jardin civil - 18e siècle - de la ville et qui sera bientôt ouvert au public) et le Parc de Loisirs et des Sports à Costa.

E) NOMBRE D'HABITATIONS À L'INTÉRIEUR DU BIEN, DANS LA ZONE TAMPON

Le nombre d'habitants de la zone proposée pour inscription est de 1.048 personnes et de la zone tampon 1.850. Le GTL s'est toujours efforcé d'éviter la désertification et/ou la tertiairisation du Centre Historique essayant de maintenir la population aussi stable que possible.

F) AUTRE - CIRCULATION

La circulation automobile était une menace pour le Centre Historique, étant donné que les rues étaient devenues des voies de traversée de la ville et les places des parkings chaotiques.

Afin d'inverser ce processus, un plan de trafic pour le Centre Historique fut conçu visant à discipliner et à conditionner le trafic dans la ville intra-muros, notamment:

- en conditionnant les livraisons de marchandises à des horaires préfixés - du 1er Mai au 30 Septembre, entre 1.00 et 09.30 et du 1er Octobre au 30 Avril de 21.00 à 09.30 et en interdisant l'entrée dans cette zone à des véhicules de plus de 3,5 tonnes;
- en transformant les espaces publics en zones piétonnières ce qui augmente indéniablement la qualité de la vie dans ces espaces;
- en créant le stationnement rotatif, de courte durée;

- en réservant quelques zones exclusives pour les services de livraisons et pour les habitants;
- en rendant plus difficiles les parcours directs pour les voitures.

Les mesures conseillées dans ce plan sont appliquées de façon graduelle en simultané avec une reformulation du dessin urbain des espaces publics afin d'éviter des conséquences négatives sur le commerce, par exemple.

6. SUIVI

A) INDICATEURS CLÉS PERMETTANT DE MESURER L'ÉTAT DE CONSERVATION

L'état de conservation des constructions dans le Centre Historique de Guimarães est analysé selon trois paramètres: couvertures, éléments composant la façade et structure. La moyenne de ces trois paramètres, avec une appréciation globale, donne l'état de conservation général de l'immeuble en ce qui concerne son aspect extérieur.

On considère, ainsi, qu'un immeuble est en *bon état de conservation* quand il a fait l'objet d'une intervention profonde - structure et réorganisation de l'espace intérieur -, en *état raisonnable de conservation*, quand l'immeuble a eu des travaux d'amélioration - réparation du toit et de l'avant-toit, des châssis de portes et fenêtres, peinture des façades ainsi que, le cas échéant, l'introduction d'installations sanitaires; en *mauvais état de conservation*, celui qui se trouve dégradé et qui ne peut pas être utilisé comme habitation ou à d'autres fins; en *état de ruine*, celui dont les conditions de sécurité sont inexistantes et ne peut, donc, pas être utilisé.

Les indicateurs statistiques sur l'état de conservation des immeubles de la zone proposée pour inscription se sont basés sur l'analyse des dossiers des travaux qui ont présenté une candidature à des programmes de financement (PRID et RECRIA), des autorisations en étude de travaux privés et de travaux candidats au PROCOM.

Des 493 immeubles existants dans la zone proposée pour inscription, 327 ont subi des interventions, dont 103 (20,8%) ont été récupérés à l'abri du PRID, remplacé postérieurement par le RECRIA (appui aux propriétaires d'immeubles donnés en location) et 225 (45,6%) furent récupérés sans aucun type de coparticipation.

8 immeubles municipaux (1,6%) ont fait objet d'intervention, ainsi que 66 établissements commerciaux (12,6%); ces derniers avec des interventions soutenues par le PROCOM (projet spécial d'urbanisme commercial) - voir Tableau II.

TABLEAU II

Constructions objet d'intervention

ANNÉE	Const.Interv. (PRID/RECRJA)	Const.Interv. (Dos. Trav.)	Const. Interv. Municipale	Const. Interv. PROCOM
1985/86	26	22	1 (GTL)	
1987	13	16	2 (I. Sanit. et Bar Alameda)	
1988	16	14		
1989	4	8		
1990	2	11	1 (Lar St°. António)	
1991	4	7	1 (I. Sanit Pr. S.Tiago)	
1992	6	9	1 (Bibliotheque)	
1993	5	18		
1994	3	18	2 (Postes de Tourisme)	
1995	2	14		
1996	2	18		
1997	6	18		
1998	7	27		62
1999	7	25		4
TOTAL	103	225	8	66
%	20,8%	45,6%	1,6%	12,6%

Des 327 immeubles récupérés depuis 1985, 34,4% se trouvent en bon état de conservation, 32,0% en état raisonnable (tenant compte des travaux faits de 1985 à 1992), 31,2% en mauvais état et 2,4% en état de ruine.

Le pourcentage d'immeubles exigeant des travaux de récupération urgents est, donc, de 33,6%. Le pourcentage de constructions en état "raisonnable" (32,0%) impose des travaux d'entretien dans les plus brefs délais.

TABLEAU III
Etat de conservation des immeubles

N. total immeubles	Etat de conservation	%
	Bon état	34,4
493	Etat raisonnable	32,0
	Mauvais état	31,2
	Etat de ruine	2,4%

PLANS ET PROJETS COMPLÉMENTAIRES À LA REVITALISATION DU CENTRE HISTORIQUE DE GUIMARÃES

En ce qui concerne les projets existants pour le Centre Historique, il nous faut faire une référence au programme RECRIA.

Le programme RECRIA (Régime Spécial de Coparticipation à la Récupération d'Immeubles Donnés en Location) finance la récupération d'immeubles situés au Centre Historique de Guimarães étant donné que celui-ci est exclusivement destiné à l'habitation. Ce programme vise à articuler les interventions de la Mairie de Guimarães avec les propriétaires d'immeubles en mauvais état de conservation. A cet effet, les propriétaires souhaitant faire faire des travaux de récupération de leurs immeubles pourront recevoir une coparticipation (à fonds perdu) jusqu'à la limite de 65% du total, 26% étant à charge de la Mairie et 39% de l'État.

Ce programme permet, donc, de récupérer des immeubles d'habitation, tant de l'intérieur comme de l'extérieur, dans le but de leur conférer de bonnes conditions d'habitabilité.

Le but principal de RECRIA est, donc, de revitaliser et de reclasser le Centre Historique dans le but ultime de garder les habitants dans cette zone et, si possible, d'en attirer d'autres, car un des points forts de ce Centre Historique est précisément le fait d'être fortement habité.

RECRIA, avec le projet d'urbanisme commercial - PROCOM, ont une gestion intégrée dans le but de revitaliser et de reclasser le Centre Historique de Guimarães (**Vide 6. Suivi C, et Annexe XII**).

Pour que l'opération de réhabilitation soit conclue, il est de prévoir encore dix ans d'intervention.

Bien que pratiquement toute la zone intra-muros, en ce qui concerne les espaces publics, ait été objet d'intervention, il reste beaucoup de travail à faire au niveau des structures.

B) DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES CONCERNANT LE SUIVI DU BIEN

Le GTL, avec son opération de réhabilitation urbaine, assure une gestion directe et programmée des espaces publics et des constructions urbaines, mettant en valeur les préexistences et tenant compte des persistances non seulement des formes mais, encore, des plans et des tracés; le dessin urbain, la sauvegarde du patrimoine et le reclassement des ensembles gagnent, ainsi, en importance et reconnaissance. La gestion est complimentée par un règlement spécifique pour le Centre historique - R.I.C.U.H. (règlement de l'intervention au centre urbain et historique de Guimarães), par l'édit du 7/04/97 (**Vide Annexe VII**) qui accorde une exemption d'impôts aux travaux réalisés au Centre historique et par d'autres lois nationales (**Vide Annexe VIII**).

Pratiquement sans aucune intrusion de caractère esthétique, l'objectif est de faire en sorte que le centre historique continue d'être intensément vécu par la population y résidente et par la ville en général.

Le bien proposé pour inscription fera l'objet d'une attention particulière de façon à poursuivre la sauvegarde de son intégrité et à assurer sa salubrité, organisation et mise en valeur. Les travaux de préservation et d'entretien du Centre historique seront toujours accompagné de documents rigoureux: rapports analytiques, illustrés de dessins et de photos.

Toutes les phases de l'intervention sur ce patrimoine, de même que les éléments techniques et formels, seront dûment enregistrés dans le rapport annuel sur l'état des lieux.

C) RÉSULTATS DES PRÉCÉDENTS DE SOUMISSION DE RAPPORTS

SITUATION DU CENTRE HISTORIQUE AU DÉPART

Guimarães 1983: Un cliché du Centre historique de cette ville moyenne du nord du Portugal identifie une réalité "commune".

Dégradation et perversion des fonctions de l'espace public.

Caducité du peu qui existe en termes d'infrastructure de base.

Déclin progressif de l'ensemble construit, situation qui se faisait accompagner des symptômes habituels de diminution de la population résidente.

La menace de ruine pesait en effet sur un immense ensemble d'immeubles qui allaient du Moyen Age au 19e siècle, qui gardaient néanmoins presque intacts la structure typologique originale et l'essentiel de la composition formelle traduits dans des supports et des techniques traditionnelles de construction encore bien vivantes. Subsistaient encore des exemples montrant le contraste caractéristique entre la construction solide du rez-de-chaussée et les structures en granit et la fragilité des étages supérieurs en "taipa de rodízio" (colombage).

A l'intérieur des murailles, ce tissu urbain avait gardé une population très nombreuse et bien enracinée qui montrait, il est vrai, quelques signes de vieillissement, mais dont les us et les pratiques soutenaient la vitalité de cette zone de la ville qu'il fallait à tout prix maintenir. A elle seule, elle justifierait un Programme de Réhabilitation Urbaine qui trouverait ses contours et son contenu dans la richesse architectonique et social de cette ville.

C'est à ce moment-là que la Mairie crée le Gabinete do Centro Historique (bureau du centre historique). l'embryon du futur GTL, une structure de racine municipale institutionnalisée deux ans plus tard et, uniquement à ses débuts, financée en partie par le gouvernement central. Ce bureau se verrait finalement attribuer la responsabilité de la gestion et de la conception de la zone appelée Centre historique de Guimarães.

Cette institutionnalisation ne changerait en rien les principes et critères d'orientation du Projet.

SITUATION ACTUELLE DU CENTRE HISTORIQUE

La restitution de cette zone à sa condition de partie intégrante d'un tout urbain, éloignant le danger de toute sectorisation ou spécialisation au-delà de celles qui la déterminaient déjà dans sa valeur inestimable de parc d'habitation installé dans l'espace urbain, fut faite (et continue de l'être) comme une Pratique de Gestion et Conception jour après jour, appuyée sur une routine qui ne privilégie ni aucune des parties de la zone ni aucune phase spéciale du processus.

L'intervention sur l'ensemble de l'espace public et les infrastructures de base fut, quand même, jugée prioritaire et elle se déroula en opérations successives, financées par l'état, qui ont restitué à la ville la fierté publique. En même temps, le processus de réhabilitation de l'ensemble des constructions (habitation) fut lancé.

La rénovation de l'espace public et les interventions exemplaires sur des immeubles appartenant à la Mairie ont induit, comme prévu, la mobilisation de l'initiative et de l'épargne privées. La gestion, la conception et l'encouragement continus de ces initiatives ont permis de réhabiliter, du point de vue physique et fonctionnel, 66,4% environ des immeubles privés.

L'opportunité de ces actions et leur dispersion dans le tissu urbain ont enrayer ce processus de décadence en lui opposant un processus de "contamination d'initiatives" privées au cours duquel la fierté et l'intérêt collectifs furent éveillés.

En 1985 fut rédigé un rapport d'Assistance Technique à la Ville de Guimarães" du Conseil de l'Europe (**Vide Annexe XIII**).

ETUDES ET PLANS

1. PROCOM - Projet spécial de revitalisation du commerce

La candidature de Guimarães au PROCOM fut présentée par l'ACIG - (Association Commerciale et Industrielle de Guimarães), la CMG Mairie de Guimarães), l'AMAV (Association de circonscriptions de la vallée de la rivière

Ave) et la SOL DO AVE (Association pour le développement intégré de la Vallée de l'Ave).

Une Étude Globale fut faite pour ce projet dont l'objectif principal était de définir les stratégies de développement les plus adéquates à la dynamisation du commerce traditionnel du centre historique de Guimarães et des rues contiguës qui, dans l'ensemble, ont constitué la zone d'intervention du PROCOM.

Les objectifs spécifiques de cette Étude Globale visaient:

- l'activité commerciale - mise à jour et dynamisation des structures commerciales existantes et à implanter dans la zone d'intervention afin de revitaliser et de renforcer la capacité de réponse du commerce traditionnel face à la nouvelle concurrence;

- augmentation de la qualité de vie de la population résidente;

- amélioration de l'image du Centre historique de Guimarães, tant au niveau national qu'international, visant l'augmentation de la demande touristique traditionnelle et du tourisme d'affaires.

Les activités installées dans le Centre historique figurent dans le Tableau ci-dessous:

	TOTAL	
	UNITES	%
Structures commerciales	284	81,4
Structures d'hôtellerie		
	65	18,6
Restauration et similaires		
TOTAL	349	100

115 établissement de la zone d'intervention - ce qui représente une adhésion de 32,9% de la part des commerçants - ont présenté leur candidature au PROCOM du Centre historique de Guimarães. (**Vide Annexe XII**)

2. P.G.U. - Plan Général d'Urbanisation

Un Plan Général d'Urbanisation fut élaboré en 1982, fruit du contrat signé entre la Mairie de Guimarães et les architectes Fernando Távora et Alfredo Matos Ferreira. Il s'agit d'un plan général qui définit les grandes lignes d'une structure urbaine cohérente; c'est un plan-synthèse qui essaye de rendre compatibles l'unité et la variété, le général et le particulier, la fonction et le dessin, la réalité et l'imagination, le passé et l'avenir. **(Vide Annexe XI).**

3. Acção-Trânsito (action-traffic)

Un plan général du trafic routier désigné "Acção-Trânsito" fut élaboré en 1984; un banc de données fut ainsi créé sur le trafic et le stationnement de véhicules dans la ville de Guimarães. **(Vide Annexe XI).**



Câmara Municipal
de

 Guimarães

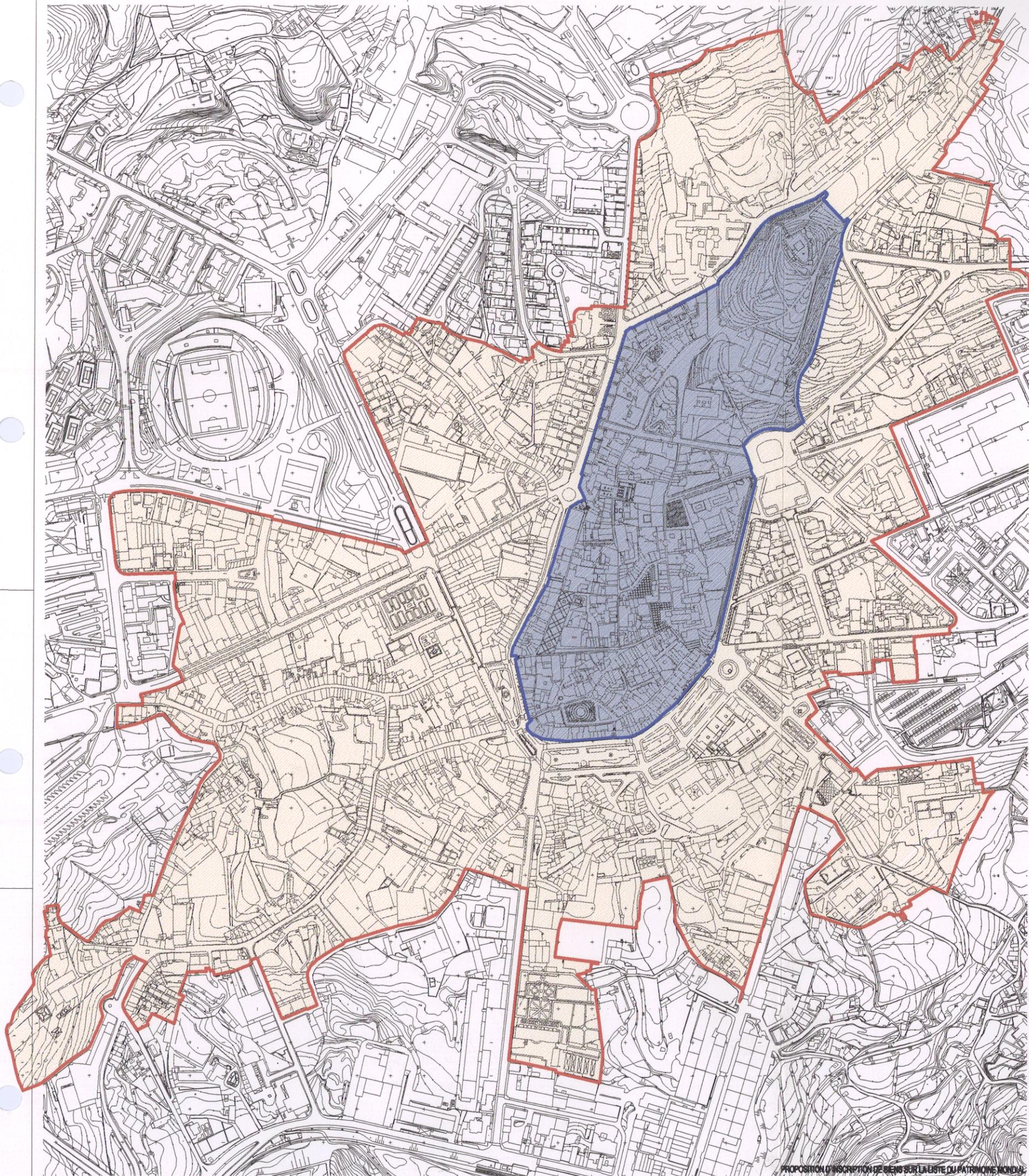
Os Dados Geográficos do Cadastre de Guimarães
 Latitude - 41 22' N - 41 34' N
 Longitude - 8 11' V - 8 28' V
 Altitude - 70m - 810m

 ZONE PROPOSTA A CLASSIFICAR
 ZONE TAMPON

Gabinete Técnico Local
 Carta Indivisa às coordenadas Geográficas
 Escala 1:50000 Maio 2000



Câmara Municipal de Guimarães
 Rua Cônego José Maria Gomes - 4800 Guimarães - Portugal
 Telefone: +351.253.819123 - Fax: +351.253.819134
 E-mail: camara@guimaraes@mail.telepac.pt



Câmara Municipal
de

Guimarães

■ ZONE PROPOSÉE

■ ZONE TAMPON

Gabinete Técnico Local

Of. de Inventário e Património Cultural

Escala 1:5000

Maio 2020



2

Câmara Municipal de Guimarães
Lg. Óbrega José Maria Gomes - 4800 Guimarães - Portugal
Telefone: +351 253 51 51 51 - Fax: +351 253 51 51 54
E-mail: camara@guimaraes.pt

PROPOSITION D'INSCRIPTION DE BIENS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL









Annexe VI

**Edifícios Classificados
na Zona Proposta a Classificação**

Edifícios Classificados na Zona Proposta a Classificação

A área que se pretende classificar possui edifícios classificados, associados a uma política nacional de salvaguarda do património edificado.

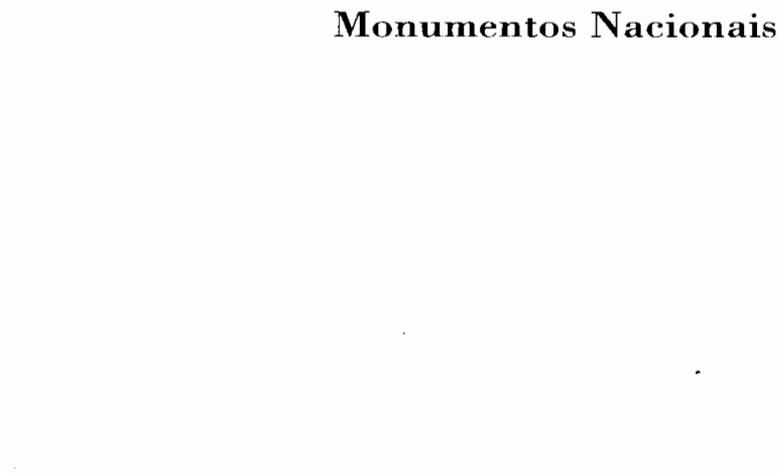
Alguns bens patrimoniais de Guimarães encontram-se classificados desde 1908 como "*Monumento Nacional*" surgindo em 1932 e 1939 a classificação de "*Imóvel de Interesse Público*" e "*Valores Concelhios*", encontrando-se em vigor até aos nossos dias.

De acordo com o artg.º 24.º do Decreto-Lei n.º 20:985, I série – n.º 56 de 7 de Março de 1932, "*Monumentos Nacionais*" designam-se os imóveis cuja conservação é defesa no todo ou em parte, represente interesse nacional pelo seu valor artístico, histórico ou arqueológico.

De acordo com o artg.º 30.º do Decreto-Lei n.º 20:985, I série – n.º 56 de 7 de Março de 1932, "*Imóveis de Interesse Público*", designam-se os imóveis que não merecem a classificação de monumento nacional e que ofereçam todavia considerável interesse público sob o ponto de vista artístico, histórico ou arqueológico.

De acordo com a Lei n.º 2:032, I série – n.º 125 de 11 de Junho de 1949, "*Valores concelhios*", constituem todos os conjuntos de valor arqueológico, histórico, artístico ou paisagístico existentes nos concelhos que não sejam classificados como monumentos nacionais ou como imóveis de interesse público, incumbindo às câmaras municipais, auxiliar o Estado na protecção e vigilância dos elementos ou conjuntos referidos anteriormente.

Monumentos Nacionais



Monumentos Nacionais

1 - Castelo de Guimarães (freguesia de Oliveira do Castelo)

Decreto de 27.08.1908, publicado a 5.09.1908

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 103, 2.ª Série de 30.04.1952

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 170, 2.ª Série de 23.07.1955

(modifica a zona de protecção do Castelo, Igreja de S. Miguel e Paço dos Duques de Bragança)

Boletim N.º 8 da D.G.E.M.N.

2 - Igreja de S. Miguel do Castelo (freguesia de Oliveira do Castelo)

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 103, 2.ª Série de 30.04.1952

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 170, 2.ª Série de 23.07.1955

(modifica a zona de protecção do Castelo, Igreja de S. Miguel e Paço dos Duques de Bragança)

Boletim N.º 20 da D.G.E.M.N.

3 - Paço dos Duques de Bragança (freguesia de Oliveira do Castelo)

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 103, 2.ª Série de 30.04.1952

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 170, 2.ª Série de 23.07.1955

(modifica a zona de protecção do Castelo, Igreja de S. Miguel e Paço dos Duques de Bragança)

Boletim N.º 102 da D.G.E.M.N.

4 - Muralhas de Guimarães (Av. Alberto Sampaio)

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 203, 2.ª Série de 30.08.1958

5 – Igreja Nossa Senhora da Oliveira (freguesia de Oliveira do Castelo)

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 94 2.ª Série de 19.04.1956

Boletim N.º 128 da D.G.E.M.N.

6 – Padrão do Salado (freguesia de Oliveira do Castelo)

D.G. n.º 70 – Decreto n.º 37 366, 1.ª Série de 5.04.1949

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 94 2.ª Série de 19.04.1956

7 – Antigos Paços Municipais (freguesia de Oliveira do Castelo)

D.G. n.º 136 -- Decreto de 23.06.1910

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 94 2.ª Série de 19.04.1956

Monumento Nacional – 1, 2, 3

Castelo de Guimarães, Igreja de S. Miguel do Castelo e Paço dos Duques de Bragança (freguesia de Oliveira do Castelo)

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 103, 2.ª Série de 30.04.1952

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 170, 2.ª Série de 23.07.1955

(modifica a zona de protecção do Castelo, Igreja de S. Miguel e Paço dos Duques de Bragança)

Monumentos pre-históricos

Antas e outros monumentos

Distrito de Viana
 Caminha—Anta da Barrosa.
 Arcos de Valdeves—Antas da Serra de Soajo.

Distrito de Braga
 Guimarães—Anta da Polvoreira.

Distrito de Vila Real
 Villa Pouca de Aguiar—Antas da Serra de Alvão.
 Alijó—Anta de Fozes Coberta.

Distrito de Bragança
 Carrazada da Ancilões—Antas da Villarinho.

Distrito de Porto
 Amarante—Anta da Aboboreira.
 Penafiel—Anta de Santa Marta.

Distrito de Aveiro
 Castello de Paiva—Anta do Valle da Rua.
 Arouca—Anta do Casal Man.
 Albergaria-a-Velha—Anta de Mamaltar.

Distrito de Viseu
 Oliveira de Frades—Anta da Arca.
 Sátão—Antas do Queiriga e Cas-Freires.
 Penalva do Castello—Antas de Penalva.
 Mangualde—Anta de Cunha Baixa.

Distrito de Guarda
 Ceia—Antas de Paranhos.

Distrito de Coimbra
 Figueira—Monumentos da Serra da Breziba.

Distrito de Lisboa
 Cintra:
 Anta de Adrennues.
 Anta de Agulva.
 Antas de Bellas.
 Torres Vedras—Monumento funerario da Pena.

Distrito de Portalegre
 Nisa—Anta da Villa de Nisa.
 Castello de Vide:
 Anta da Melriço.
 Anta dos Pombaes.
 Anta de Fozes de Mouraço.
 Antas da Costada de Alcolguio.
 Anta de Corleiros.
 Anta da Casa dos Galhardos.
 Antas das Tapadas de Pedro Alvaro.
 Anta da Varzea dos Moerões.
 Anta da Nave do Gron.

Crato:
 Anta do Crato.
 Anta da Aldeia da Mata.
 Avis—Anta da Herdade da Ordem.

Distrito de Évora
 Arraiolos:
 Anta da Villa de Arraiolos.
 Anta de Silvaldas.
 Mora—Anta de Pavia, transformada em capella de S. Dnias.
 Montemor-o-Novo:
 Anta da Herdade dos Tournes.
 Anta de S. Brissos.
 Anta da Herdade das Comendas.

Redondo:
 Anta da Venda do Duque.
 Anta da Herdade da Candeira.
 Anta da Herdade das Tesouras.
 Anta da Vidigueira.

Évora:
 Anta do Pinheiro do Campo.
 Anta da Herdade de Montinho.
 Anta da Herdade da Galvrosira.
 Anta do Paço de Vinha.
 Anta da Paredes.
 Anta da Herdade da Serranbeira.
 Anta do Barrocal.
 Anta da Herdade da Tienada.
 Anta da Herdade do Zambujal.
 Anta da Herdade da Murteira.
 Portel—Antas da Herdade do Frixiro.

Distrito de Faro
 Portimão—Monumentos de Alcalar.
 Villa Real de Santo Antonio—Monumentos da Quinta da Nora e Herdade da Marcolla.

Monumentos lusitanos e lusitano-romanos

Castros

Distrito de Viana
 Malgaço—Castro de Malgaço.
 Arcos de Valdeves—Castro de Anera.

Distrito de Braga
 Braga—Castro de Monte-Redondo.
 Guimarães:
 Citania de Britteiros.
 Citania de Sabroso.

Distrito de Bragança

Bragança—Castro de Saocina.
 Miranda do Douro—Castro de Aldeia-Nova.

Distrito de Porto
 Villa do Conde—Castro de Bagunta.
 Santo Tirso:
 Citania de Roria.
 Castro de Monte-Cordova.
 Castro de Alvarelhos.
 Marco de Canaveses—Castro dos Arados.

Distrito de Guarda
 Guarda—Castro de Tintinholo.

Distrito de Lisboa
 Cadaval—Castro de Rocha-Forte.

Distrito de Évora
 Alandroal—Castro de Castello Velho.

Distrito de Beja
 Castro Verde—Castro de Castro Varda.
 Ourique—Castro de Colla.

Enfincchamento
Distrito de Viseu
 Viseu—Cava de Viriato.

Povoações
Distrito de Coimbra
 Condeixa-Velha—Ruínas de Conimbriga.

Distrito de Santarém
 Thomar—Ruínas ditas da Nebancia.

Distrito de Lisboa
 Setúbal—Ruínas de Troia.

Distrito de Faro
 Faro—Ruínas de Estol.

Castello
Distrito de Évora
 Évora—Castello de Vallongo.

Marcos miliares (Saria capelle)
Distrito de Viana
 Valença, Conra e Ponte de Lima—Braga a Tuy (14 marcos).

Distrito de Braga
 Amarelos e Braga—Geira (35 marcos).
 Guimarães—Braga a Guimarães (2 marcos).

Distritos de Braga e Porto
 Fetalício, Santo Tirso e Maia—Braga ao Porto (9 marcos).

Braga e Marco de Canaveses—Braga incerta via (21 marcos).

Distrito de Vila Real
 Montalegre, Boticas e Valpaços—Braga a Chaves (15 marcos).

Marcos miliares
Distritos de Lisboa e Évora
 Alemquer e Évora—Lisboa a Merida (2 marcos).

Pontes
Distrito de Braga
 Amarelos—Ponte de Rodas.

Distrito de Vila Real
 Chaves—Ponte de Trajano.

Distrito de Beja
 Mertola—Ponte de Mertola.

Templo
Distrito de Évora
 Évora—Templo Romano da Évora.

Arcos
Distrito de Viseu
 Oliveira do Hospital—Arco romano do Bobedella.

Distrito de Évora
 Évora—Arco romano de D. Isabel.

Distrito de Beja
 Beja—Arco romano de Beja.

Ponte
Distrito de Braga
 Braga—Tanque do Quintal de Idealo.

Estatuas
Distrito de Lisboa
 Lisboa—Estatuas lusitanas de Montalegre.

Inscrições
Distrito de Braga
 Guimarães—Lapido das Taipas (Ara de Trajano).

MINISTÉRIO DAS OBRAS PUBLICAS, COMMERCIO E INDUSTRIA

Recepção Geral das Obras Publicas e Minas

Repartido de Obras Publicas

Inda vide satisfecitas as disposições do artigo 2.º e seu l.º das bases para classificação dos immeveis que de a ser considerados monumentos nacionaes, approvadas e decreto de 30 de dezembro de 1901: hei por bem determinar para a sua consideração que constem da nova classificação feita pelo respectivo orbe (na qual se incluem os já anteriormente classificados), que, fazendo parte integrante d'este decreto, baixadamente assinada pelo Ministro e Secretario de Estado dos Negocios das Obras Publicas, Commercio e Industria.

O Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Guerra e do mesmo Ministro e Secretario de Estado dos Negocios das Obras Publicas, Commercio e Industria assim o tem entendido e fazem executar. Paço, em 16 de junho 1910. — REI. — José Mathias Nunes — Manuel Antonio Morrin Junior.

Distrito de Villa Real
Villa Real — Fragas de Fanoica.

Distrito de Lisboa
Lisboa:
 Lapidés das Pedras Negras.
 Lapide do Deus Escalépio.

Distrito de Portalegre
Portalegre — Lapide do Municipio de Portalegre.
Avis — Lapide da Igreja de Benavilla.

Distrito de Evora
Montemor-o-Novo:
 Lapide do chefariz da villa de Montemor-o-Novo.
 Lapide na parede fronteira á casa da camara.
 E, em geral, todas as lapides da serie Hübner, que não tem sido recolhidas em museu.

Ruinas
Distrito de Evora
Arraiolos — Ruinas romanas de S. João do Campo.

Monumentos medievales, do renascimento e modernos
Monumentos religiosos
Cathedraes
Distrito de Braga
Braga — Sé de Braga, comprehendendo os tumulos, designadamente os do Conde D. Henrique e D. Teresa, do Infante D. Afonso e do arcebispo D. Gonçalo Pereira.

Distrito de Porto
Porto — Sé de Porto.

Distrito de Viseu
Lamego — Sé de Lamego.
Viseu — Sé de Viseu.

Distrito da Guarda
Guarda — Sé da Guarda.

Distrito de Coimbra
Coimbra — Sé de Coimbra.

Distrito de Lisboa
Lisboa — Sé de Lisboa.

Distrito de Portalegre
Portalegre — Sé de Portalegre.

Distrito de Evora
Evora — Sé de Evora.

Distrito de Funchal
Funchal — Sé do Funchal.

Mosteiros
Distrito de Porto
Felgueiras — Mosteiro de Pombreiro.
Santo Tirso — Mosteiro de Santo Tirso.
Bouças — Mosteiro de Leça do Balio, comprehendendo a lamina sepulcral da bronsa.

Distrito de Aveiro
Arouca — Mosteiro de Arouca, comprehendendo o tumulo de Santa Mafalda.
Aveiro — Mosteiro de Jesus, comprehendendo o tumulo de Santa Juana.

Distrito de Coimbra
Coimbra:
 Mosteiro de Lorvão, comprehendendo os tumulos de Santa Teresa e de Santa Sancha.
 Mosteiro de Santa Clara primitivo (ruinas).
 Mosteiro de Santa Clara, comprehendendo a tumulo da Rainha Santa Isabel.
 Mosteiro de Santa Cruz, comprehendendo os tumulos de D. Afonso Henriques e de D. Sancho I.
 Mosteiro de Cellas.

Distrito de Leiria
Batalha — Mosteiro da Batalha, comprehendendo os tumulos, designadamente os de D. João I e da Rainha D. Filipa de Leocastro e do segundo Conde de Miranda.
Alcobaça — Mosteiro de Alcobaça, comprehendendo os tumulos de D. Pedro I e de C. Inês de Castro.

Distrito de Santarem
Thomar — Mosteiro de Christo.

Distrito de Lisboa
Torres Vedras — Mosteiro do Varatojo.

Lisboa:
 Mosteiro do Olivellas, comprehendendo os tumulos de D. Dinis e de sua filha.
 Mosteiro de Belem, comprehendendo os tumulos, designadamente os de D. Manuel, de D. João III, de D. Sebastião e do Cardinal D. Henrique.

Basilicas
Distrito de Lisboa
Lisboa:
 Basilica de Mafra.
 Basilica da Estrela, comprehendendo os tumulos de D. Maria I e do seu confessor.

Igrejas
Distrito de Vianna
Caminha — Igreja matriz de Caminha.
Ponte da Barca:
 Igreja de Bravãos.
 Igreja de Ponte da Barca.
Vianna do Castello:
 Igreja de S. Cláudio.
 Igreja de Santa Cruz.

Distrito de Braga
Povoa de Lanhoso — Igreja de Foste Arcada.
Barcelos — Igreja de Villar de Frades.
Guimarães:
 Igreja de S. Miguel do Castello.
 Igreja de Nossa Senhora da Oliveira.
 Igreja de S. Domingos (claustro).
 Igreja de S. Martinho de Candoso.

Distrito de Villa Real
Montalegre — Igreja de S. Vicente da Chã.

Distrito de Bragança
Bragança — Igreja de Castro de Avellãs.
Miranda — Igreja de Miranda (antiga Sé).
Freixo de Espada-A-Cinta — Igreja de Freixo de Espada-A-Cinta.
Torre de Moncorvo — Igreja matriz de Moncorvo.

Distrito de Ferte
Povoa de Varzim — Igreja de S. Pedro de Rates.
Villa do Conde:
 Igreja de S. Christovam do Rio Mau.
 Igreja matriz de Villa do Conde.
 Igreja de Santa Clara (1.ª), comprehendendo os tumulos, designadamente os dos fundadores D. Afonso Sanches e D. Teresa Martins.
 Igreja de Aaurara.
Santo Tirso — Igreja de Roriz.
Amarante — Igreja de S. Gonçalo, comprehendendo o claustro.
Paredes — Igreja de Cetto.

Penaful:
 Igreja parochial de S. Martinho.
 Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz.

Main — Igreja de Agues Santas.
Porto:
 Igreja de S. Martinho de Cedofeita.
 Igreja dos Clerigos, designadamente a sua torre.
 Igreja de Santa Clara (2.ª).
 Igreja de S. Francisco (1.ª).
Gaia — Igreja da Serra do Pilar.

Distrito de Aveiro
Aveiro — Igreja das Carmelitas.
Aguada — Igreja da Trofa, comprehendendo os tumulos dos Lamosas.

Distrito de Viseu
Lamego — Igreja de Santa Maria de Almacava.
Resende — Igreja matriz de Carqueus.

Distrito da Guarda
Villa Nova de Fozcos — Igreja matriz de Villa Nova de Fozcos.

Distrito de Coimbra
Coimbra — Igreja da Sé Velha.
 Igreja de S. Salvador.
 Igreja de S. Tiago.
 Igreja de S. Domingos (capella-mor) inacabada.
 Igreja de S. Marcos, comprehendendo os tumulos dos Silvas.
Montemor-o-Velho — Igreja de Nossa Senhora dos Anjos, comprehendendo o tumulo de Diogo de Azambuja. (Vide Castello de Montemor-o-Velho).
Goes — Igreja de Goes, comprehendendo o tumulo do Conde de Sortelha.

Distrito de Leiria
Batalha — Igreja matriz da Batalha.
Caldas da Rainha — Igreja matriz das Caldas da Rainha.

Distrito de Santarem
Thomar:
 Igreja de Santa Maria do Olival, comprehendendo os tumulos, designadamente o de D. Diogo Pinheiro, 1.º bispo de Funchal.
 Igreja de S. João Baptista.
Abrantes — Igreja de Santa Maria do Castello (1.ª).
Santarem:
 Igreja de Santo Agostinho (Graça), comprehendendo os tumulos, designadamente os dos fundadores e do Pedro Alvares Cabral.
 Igreja de S. João de Alportel.
Gollegá — Igreja matriz da Gollegá.

Distrito de Lisboa
Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã.
Torres Vedras — Igreja de S. Pedro.
Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral de Monte Agraço).
Lourea — Igreja matriz de Lourea.
Cintra — Igreja da Penha Longa.

Lisboa:
 Igreja de Carmo (ruinas).
 Igreja da Concoição Velha.
 Igreja da Madre de Deus.

Igreja de S. Vicente de Fora.
Igreja (incompleta) de Santa Egracia.
Igreja de S. Roque.
Igreja de Chellas.
Alcobaça — Igreja de Alcobaça.

Setúbal:
Igreja de S. Tiago de Palmella, comprehendendo o tumulo de D. Jorge de Leocastro.
Igreja do antigo mosteiro de Jesus.
Igreja matriz de S. Julião.
S. Tiago de Cacem — Igreja matriz de S. Tiago.

Distrito de Portalegre
Portalegre — Igreja de S. Bernardo, comprehendendo o tumulo de D. Jorge de Mello.
Crato — Igreja de Flor da Rosa (ruinas), comprehendendo o tumulo de D. Alvaro Gonçalves Pereira.

Elvas:
 Igreja, antiga Sé de Elvas.
 Igreja de S. Pedro.
 Igreja dos Dominicanos.
 Igreja das Dominicãs.

Distrito de Evora
Evora:
 Igreja de S. Francisco (3.ª).
 Igreja dos Leões, comprehendendo as campas de bronsa.
 Igreja de Nossa Senhora de Espinheiro.
 Igreja da Cartuxa («Scala coeli»).

Vianna de Alentejo — Igreja matriz de Vianna.

Distrito de Beja
Serpa — Igreja de S. Francisco (3.ª).
Castro Verde — Igreja das Chagas do Salvador.
Mertola — Igreja matriz de Mertola.

Distrito de Faro
Tavira — Igreja parochial de Santa Maria.

Capellas
Distrito de Vianna
Melgaço — Capella de Nossa Senhora da Orada.

Distrito de Braga
Braga — Capella de Nossa Senhora da Concoição (1.ª).

Distrito de Villa Real
Villa Real — Capella de S. Brás (1.ª), comprehendendo o tumulo de Teixeira de Macedo.

Distrito de Aveiro
Ilhavo — Capella da Vista Alegre, comprehendendo o tumulo de D. Manuel de Moora Manuel, bispo de Miranda.

Distrito de Coimbra
Cantanhede — Capella da Varziella.

Distrito de Leiria
Leiria — Capella da S. Pedro.

Alcobaça:
 Capella de S. Jorge (Aljubarrota).
 Capella da Nossa Senhora do Desterro.

Distrito de Santarem
Thomar — Ermida da Nossa Senhora da Concoição (3.ª).

Distrito de Lisboa
Torres Vedras — Ermida de Nossa Senhora de Ameal
Lisboa:
 Capella de Santo Amaro.
 Capella dos Castros.

Distrito de Evora
Alandroal — Capella da Boa-Nova (Terena).
Evora — Ermida de S. Brás (2.ª).

Distrito de Beja
Beja — Ermida de Santo André.

Cruzeiros
Distrito de Vianna
Melgaço — Cruzeiro de S. Gregorio.

Distrito de Braga
Amares — Cruzeiro de S. João do Campo.
Braga:
 Cruzeiros (2) dos Campos das Hortas e de Sant
 Cruzeiro de Tibães.
Guimarães — Cruzeiro da Senhora da Glia.

Distrito de Porto
Vallongo — Cruzeiro de Vallongo.
Bouças — Cruzeiro de Lopo do Bailin.

Distrito de Aveiro
Aveiro — Cruzeiro da Nossa Senhora da Gloria.
Pinheiro da Boa-Posta — Cruzeiro de Pinheiro
 posta.

Distrito de Coimbra
Coimbra — Cruzeiro de S. Marcos.

Distrito de Castello Branco
Castello Branco — Cruzeiro de Castello Branco.

Distrito de Santarem
Cartaxo — Cruzeiro de Cartaxo.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Cruzeiro de Loures.
 Cruz — Cruzeiro do Arroios. (Vide Padrões).
 Cruz — Cruzeiro das Laranjeiras.
 Cruz — Cruz das Vendas (Asóilho).
 Cruz — Cruzeiro de Setúbal.

Distrito de Portalegre
 Cruz — Cruzeiro de Portalegre (S. Bernardo).
 Cruz — Cruz do Chão — Cruzeiro da Cabeço de Vide.

Distrito de Évora
 Cruz — Cruz da Vila Viçosa.

Distrito de Faro
 Cruz — Cruz da Portugal.

Túmulos e sepulturas

Distrito de Braga
 Cruz — Túmulo do Conde D. Henrique e sua mulher D. Teresa. (Vide Sé de Braga).
 Cruz — Túmulo do Arcebispo D. Diogo do Sousa.

Distrito de Vila Real
 Cruz — Túmulo do 1.º Duque de Bragança.

Distrito do Porto
 Cruz — Túmulo do Monte de S. Roque.
 Cruz — Túmulo de D. Rodrigo Sanches (Grijó).

Distrito de Aveiro
 Cruz — Túmulo de Santa Mafalda. (Vide Mosteiro de Santa Mafalda).
 Cruz — Túmulo de Santa Joana. (Vide Mosteiro de Santa Joana).

Distrito de Viseu
 Cruz — Túmulo de Fernam Gomes de Goes, em Oitavão do Conde.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Túmulos de Santa Teresa e Santa Sancha. (Vide Mosteiro do Lorvão).
 Cruz — Túmulo da Rainha Santa Isabel. (Vide Mosteiro de Santa Clara).
 Cruz — Túmulos de D. Afonso Henriques e D. Sancho I. (Vide Mosteiro de Santa Cruz).
 Cruz — Túmulo de D. Senando.

Distrito de Leiria
 Cruz — Túmulos de D. João I e de D. Filipa de Lencastre. (Vide Mosteiro de Batalha).
 Cruz — Túmulos de D. Pedro I e de D. Inês de Castro. (Vide Mosteiro do Alcoçaba).

Distrito de Santarém
 Cruz — Túmulos de João Afonso, fundador do antigo hospital de Santarém, na Igreja Parochial de S. Nicolau, e de Fernão Rodrigues Redondo, na capella de S. Pedro, actualmente annexa á mesma igreja.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Túmulo de Damião Goes.
 Cruz — Túmulo de D. Dinis e de sua filha. (Vide Mosteiro de Odivellas).
 Cruz — Sepulturas da igreja de Santa Luzia.
 Cruz — Sepultura da Infanta D. Maria, filha de D. Manuel I, na igreja da Luz.
 Cruz — Túmulo da Rainha D. Maria Victoria, na igreja de S. Francisco do Paula.
 Cruz — Túmulo da Rainha D. Maria I. (Vide Basílica da Estrela).
 Cruz — Túmulo de D. Mondo Foyos, na sacristia da igreja da Graça.
 Cruz — Túmulos de D. Manoel I, D. João III, de D. Sebastião e do Cardinal D. Henrique. (Vide Mosteiro de Belem).

Respectivas milicias

Castellos

Distrito de Viana
 Cruz — Castello de Melgaço.
 Cruz — Castello de Monção.
 Cruz — Forte da Insua.
 Cruz — Castello de Lindoso.

Distrito de Braga
 Cruz — Castello de Lanhoso.
 Cruz — Castello de Braga (restos), designadamente a Torre de Menagem.
 Cruz — Castello de Guimarães.

Distrito de Vila Real
 Cruz — Castello de Montalegre.

Distrito de Bragança
 Cruz — Castello de Bragança.
 Cruz — ruína de Anciães — Castello de Carraxoda (ruínas).
 Cruz — ruína de Espada-A-Cinta — Castello do Freixo de Espada-A-Cinta.

Distrito de Aveiro

Distrito de Viana
 Cruz — Castello de Lamego.
 Cruz — Castello do Freixo de Numão.
 Cruz — Castello de Penedono.

Distrito de Guarda
 Cruz — Castello de Colorico.
 Cruz — Castello da Guarda.
 Cruz — Sabugal:
 Cruz — Castello do Sabugal.
 Cruz — Castello de Sortelba.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Círculo de Coimbra, designadamente o Arco de Almedina.
 Cruz — Montemor-o-Velho — Castello de Montemor-o-Velho, comprehendendo a igreja annexa (Vide igreja de Montemor-o-Velho).
 Cruz — Louzã — Castello de Louzã.
 Cruz — Panella — Castello de Penella (ruínas).

Distrito de Leiria
 Cruz — Pombal — Castello de Pombal.
 Cruz — Leiria — Castello de Leiria.
 Cruz — Porto de Mós — Castello de Porto de Mós.
 Cruz — Obidos — Castello de Obidos.

Distrito de Santarém
 Cruz — Villa Nova de Ourém — Castello de Ourém.
 Cruz — Thomar — Castello de Thomar.
 Cruz — Mação — Castello de Belver.
 Cruz — Torres Novas — Castello de Torres Novas.
 Cruz — Barqueiros — Castello de Almorel.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Cintra — Castello dos Mouros, comprehendendo a cisterna.
 Cruz — Lisboa — Castello de S. Jorge e resto das obras de de Lisboa.
 Cruz — Palmella — Castello de Palmella.
 Cruz — Casimbra — Castello de Casimbra.
 Cruz — Alcaçer do Sal — Castello de Alcaçer do Sal.
 Cruz — S. Tiago do Cacem — Castello de S. Tiago do Cacem.

Distrito de Portalegre
 Cruz — Castello de Vide — Castello de Vide (ruínas).
 Cruz — Alter do Chão — Castello de Alter do Chão.
 Cruz — Elvas:
 Cruz — Castello de Elvas.
 Cruz — Forte do Nossa Senhora da Graça.
 Cruz — Avis — Castello de Avis.

Distrito de Évora
 Cruz — Estremoz:
 Cruz — Castello de Estremoz.
 Cruz — Castello de Évora Monte.
 Cruz — Villa Viçosa — Castello de Villa Viçosa (ruínas).
 Cruz — Alandroal — Castello de Alandroal.
 Cruz — Arraiolos — Castello de Arraiolos.
 Cruz — Vianna — Castello de Vianna do Alentejo.
 Cruz — Portel — Castello de Portel (ruínas).

Distrito de Beja
 Cruz — Alentejo — Castello de Alentejo.
 Cruz — Berraoccos — Castello de Noudar.
 Cruz — Beja — Castello de Beja, designadamente a Torre de Menagem.

Distrito de Faro
 Cruz — Silves — Castello de Silves.
 Cruz — Castro Marim — Castello de Castro Marim.

Torres

Distrito de Viana
 Cruz — Monção — Torre de Lapella.

Distrito de Braga
 Cruz — Braga — Torre do Menagem. (Vide Castello de Braga).

Distrito de Vila Real
 Cruz — Villa Marim — Torre de Quintella.

Distrito de Porto
 Cruz — Porto — Torre do palacio dos Terezas.

Distrito de Viseu
 Cruz — Tarouca — Torre de Ucauba.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Lisboa — Torre do S. Vicente de Belem.

Distrito de Évora
 Cruz — Mora — Torre das Aguias.

Distrito de Faro
 Cruz — Villa do Bispo — Torre e muralhas do Sagres.

Padrões

Distrito de Braga
 Cruz — Guimarães — Padrão de D. João I (1.º).

Distrito de Guarda
 Cruz — Figueira de Castellão — Cruz de Pedro Jacques.

Distrito de Santarém
 Cruz — Thomar — Padrão de D. João I (2.º).

Distrito de Portalegre

Distrito de Évora
 Cruz — Estremoz — Padrão do Ameizal.
 Cruz — Borba — Padrão de Montes Claros.

Municípios civis

Paços reais

Distrito de Braga
 Cruz — Barcellos — Paços dos Duques de Bragança (ruínas).
 Cruz — Guimarães — Idem (idem).

Distrito de Lisboa
 Cruz — Cintra:
 Cruz — Paço de Cintra.
 Cruz — Paço da Pena.
 Cruz — Paço de Queluz, comprehendendo os jardins.
 Cruz — Lisboa — Paço da Ajuda.
 Cruz — Setúbal — Palacio da Bacalhoa.

Distrito de Évora
 Cruz — Évora — Paços de Évora (restos).

Paços municipais

Distrito de Viana
 Cruz — Vianna do Castello — Paços municipales de Vianna do Castello.

Distrito de Braga
 Cruz — Guimarães — Paços municipales de Guimarães.

Distrito de Bragança
 Cruz — Bragança — Paços municipales de Bragança (antigos).

Paços episcopais

Distrito de Porto
 Cruz — Porto — Paço episcopal de Porto.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Paço episcopal de Coimbra.

Distrito de Castello Branco
 Cruz — Castello Branco — Paço episcopal de Castello Branco.

Paços de Universidade

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Paços da Universidade de Coimbra.

Distrito de Évora
 Cruz — Évora — Collegio do Espirito Santo.

Palacios particulares e casas memoráveis

Distrito de Viana
 Cruz — Monção — Palacio da Brejoira.
 Cruz — Arcos de Valdevez — Paço de Giella.
 Cruz — Vianna do Castello — Palacio dos Viscondes da Carreira.

Distrito de Braga
 Cruz — Barcellos — Palacio, solar dos Pinheiros.

Distrito de Vila Real
 Cruz — Villa Real — Palacio de Matheus.

Distrito de Porto
 Cruz — Porto — Palacio do Freixo.

Distrito de Viseu
 Cruz — Viseu — Casa da Rua de D. Duarte.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Paço de Sub-Ripas.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Lisboa:
 Cruz — Casa de Brás de Albuquerque (casa dos Bicos), chada.
 Cruz — Palacio dos Condes de Almeida, comprehendendo os padroes commemorativos da conjuração de 1640.
 Cruz — Arraiolos — Casa da «Sempre Noiva».
 Cruz — Évora — Casa de Garcia de Resende.

Misericordias e hospitais

Distrito de Viana
 Cruz — Vianna do Castello — Misericordia de Vianna do Castello.

Distrito de Porto
 Cruz — Porto — Hospital de Santo Antonio.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Misericordia de Coimbra (Collegio Nova Igreja e claustro).

Aqueductos

Distrito de Porto
 Cruz — Villa do Conde — Aqueducto de Villa do Conde.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Aqueducto de S. Sebastião.

Distrito de Santarém
 Cruz — Thomar — Aqueducto do Convento de Christo.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Torres Vedras — Aqueducto de Torres Vedras.
 Cruz — Lisboa — Aqueducto das Aguas Livres, comprehendendo

Districto de Portalegre

Elvas — Aqueducto de Amoreira.

Districto de Évora

Évora — Aqueducto da Prata.

Chafarizes e Fontes

Districto de Vianna

Caminha — Chafaria da Praça Municipal.
Vianna do Castello — Chafaria da Praça da Rainha.

Districto de Ferte

Ferte:

Chafariz das Virtudes.
Chafaria do Passo Alegre, em S. João da Foz.

Districto de Santarém

Santarém — Fonte das Figueiras (vulgarmente dita «Fonte Mourisca»).

Districto de Lisboa

Terres Vedras — Chafaria dos Canos.
Cintra — Antigo repuxo da villa de Cintra.
Lisboa — Chafariz da Esperança.

Districto de Évora

Borba — Chafaria de Borba.
Évora — Chafaria da Praça de Geraldo.

Pontes

Districto de Vianna

Caminha — Ponte de Villar de Mouros.
Ponte da Barca — Ponte sobre o Lima.
Ponte do Lima — Ponte sobre o Lima.

Districto de Braga

Amaral e Povos de Lanhoso — Ponte do Perozello, sobre o Cavado.
Villa Verde e Braga — Ponte do Prado, idem.
Povos de Lanhoso — Ponte de Mem Gutierrez, sobre o Ava.Cabeceiras de Basto — Ponte do Cavex.
Guimarães — Ponte Velha da Vizella, sobre o Vizella.
Barcelos — Ponte sobre o Cavado.

Districto de Bragaça

Miradella — Ponte sobre o Tua.

Districto de Ferte

Amarante — Ponte sobre o Tamega.
Marco de Canavezes — Ponte sobre o Tamoga.

Districto de Leiria

Pedrogam Grande — Ponte do Cabril.

Districto de Portalegre

Altar do Chão — Ponte de Villa Formosa.

Arcos e padrões commemorativos

Districto de Braga

Braga — Arco da Rua do Souto.

Districto de Ferte

Penafiel — Memorial da Ermida.
Marco de Canavezes — Memorial da Alpendurada.

Districto de Aveira

Arouca — Memorial de Santo Antonio do Burgo.

Districto de Viseu

Resende — Memorial de Lordello.

Districto de Lisboa

Lourda — Memorial de Odivellas.

Lisboa:

Padrão do Campo Pequeno.
Padrão de Arruios. (Vide Cruzeiros).
Praça do Commercio, em Lisboa — Monumentos e edificios.

Districto de Faro

Faro — Arco da Villa.

Districto de Vianna

Villa Nova da Cerveira — Pelourinho de Cerveira.
Arcos de Valdevez:Pelourinho de Soajo.
Pelourinho de Arcos de Valdevez.

Ponte da Barca — Pelourinho de Ponte da Barca.

Districto de Braga

Amaral — Pelourinho de Amaral.
Povos de Lanhoso — Pelourinho de Lanhoso.

Districto de Villa Real

Murça de Panoias — Pelourinho de Murça.

Districto de Bragaça

Bragaça — Pelourinho de Bragaça.

Districto de Ferte

Povos de Varzim — Pelourinho de Povos.
Villa do Conde — Pelourinho de Villa do Conde.
Lousada — Pelourinho de Lousada.
Penafiel — Pelourinho de Penafiel.
Pelourinho de Marco

Districto de Guarda

Villa Nova de Fozcos — Pelourinho de Fozcos.
Aguar da Beira — Pelourinho de Aguar.
Trancoso — Pelourinho de Trancoso.
Pinhel — Pelourinho de Pinhel.

Districto de Coimbra

Figueira da Foz — Pelourinho da Figueira.
Lousã — Pelourinho de Lousã.
Penella — Pelourinho de Penella.

Districto de Castello Branco

Fundão — Pelourinho de Fundão.

Districto de Leiria

Batalha — Pelourinho da Batalha.
Obidos — Pelourinho de Obidos.

Districto de Santarém

Alcanede — Pelourinho de Alcanede.

Districto de Lisboa

Alemquer — Pelourinho de Alemquer.
Villa Franca de Xira — Pelourinho de Villa Franca.
Cintra — Pelourinho de Collares.
Lisboa — Pelourinho de Lisboa.

Setúbal:

Pelourinho de Palmella.
Pelourinho de Setúbal.

Districto de Portalegre

Alter do Chão:
Pelourinho de Alter do Chão.
Pelourinho de Cabeço de Vide.
Campo Maior — Pelourinho de Campo Maior.

Districto de Évora

Villa Viçosa — Pelourinho de Villa Viçosa.
Arraiolos — Pelourinho de Arraiolos.

Trechos architectonicos

Districto de Vianna

Melgaço:
Trechos da igreja de Pedorne.
Trechos da igreja de Pêlas.
Valença — Trechos da igreja de S. Fins.

Districto de Ferte

Penafiel — Janela da Raboalira (Ferte), actualmente na Quinta da Avellada.

Districto de Coimbra

Coimbra:
Portal do Collegio de S. Thomás.
Portaes da extincta igreja e convento de Sant'Anna.

Districto de Lisboa

Terres Vedras — Trechos românicos da igreja de Santa Maria de Castello (2.ª).
Alemquer — Portal manuelino do convento de S. Francisco.

Lisboa:

Portal principal da igreja de Madalena.
Portal da capella da Nossa Senhora dos Remedios.
Portal lateral dos antigos Paços de S. Cristovam.
Setúbal — Portal da Gefaria.

Districto de Portalegre

Portalegre — Janelas da casa da Rua Azevedo Coutinho.

Districto de Évora

Évora — Frontaria da igreja da Graça.
Faço, em 16 de junho de 1910. — Manuel Antonio Moreira Junior.



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO—6\$40

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias da que se recebem e aceitam-se gratuitamente.

ASSINATURAS	
As três séries	Ann 200\$
A 1.ª série	140\$
A 2.ª série	130\$
A 3.ª série	100\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37.701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

Administração da Imprensa Nacional de Lisboa

AVISO

Para os devidos efeitos se comunica que, por ordem superior, não serão aceites originais destinados ao «Diário do Governo» que não tragam aposta a ordem para a publicação devidamente assinada, devendo ser autenticada a assinatura pelo respectivo selo branco.

SUMÁRIO

Presidência do Conselho:

Acórdãos proferidos pelo Supremo Tribunal Administrativo nos seguintes recursos:

- N.º 3.777 (administrativo), em que eram recorrentes Manuel da Silva Machado e mulher e recorridas Ema Cosme Coelho e Luísa Cosme Coelho.
- N.º 11.346, em que era recorrente a Fazenda Nacional e recorridos a Caixa de Previdência do Pessoal da Metalúrgica Duarte Ferreira e o seu presidente, Joaquim Daniel Neves, ou Nunes.
- N.º 11.357, em que era recorrente a Fazenda Nacional e recorrida Sommer & C.ª, L.ª
- N.º 11.360, em que era recorrente a Fazenda Nacional e recorrida Maria da Glória Libório Lobo.
- N.º 11.364, em que era recorrente a Fazenda Nacional e recorrida Antero A. Simões Seguro & C.ª, L.ª

Ministério do Interior:

- Despacho que concede autorização para que o regedor da freguesia de Fajã da Ovelha, concelho da Calheta, seja demandado criminalmente no processo que contra ele pendente no tribunal judicial da comarca de Ponta do Sol.
- Portaria que autoriza a Câmara Municipal de Vila do Conde a perenitar o caminho denominado «Cangosta do Senhor das Cruzes», no lugar de Souto do Gago, freguesia de Malça, por uma faixa de terreno.
- Portaria que nomeia uma comissão para dirigir o Albergue Distrital de Mendicidade de Leiria.
- Despachos pela Direcção-Geral da Assistência.

Ministério da Justiça:

- Aditamentos às listas de colocação de pessoal dos serviços jurisdicionais do menores, nos termos do n.º 1.º do artigo 45.º do Decreto-Lei n.º 38.386.
- Despachos pela Direcção-Geral da Justiça.
- Declarações do que se encontram vagos os lugares de oficial de diligências e de escrivão de 2.ª classe, respectivamente, dos tribunais municipal de S. Vicente (Madeira) e da comarca da Feira.

Ministério das Finanças:

- Despachos pela Direcção-Geral da Fazenda Pública.
- Despachos pela Direcção-Geral das Contribuições e Impostos.
- Despachos pela Direcção-Geral das Alfândegas.
- Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços da Junta do Crédito Público.
- Despachos pela Direcção-Geral do Tribunal de Contas.
- Despachos pela Inspecção-Geral de Finanças.
- Despachos pelo Instituto Geográfico e Cadastral.
- Rectificações a despachos pela Caixa Geral de Depósitos, Crédito e Previdência.

Ministério do Exército:

- Rectificações a despachos pela Repartição Geral.

Ministério da Marinha:

- Despachos pela Superintendência dos Serviços da Armada.

Ministério das Obras Públicas:

- Despachos pela Junta Autónoma de Estradas.
- Lista provisória dos candidatos admitidos e excluídos no concurso para engenheiros civis de 3.ª classe da Junta Autónoma de Estradas.
- Despachos que aprovam os autos de recepção definitiva de diversas obras.
- Despachos pela Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais.
- Despachos e rectificações a despachos pela Direcção-Geral dos Serviços de Urbanização.
- Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Hidráulicos.
- Aviso que torna público estar aberto concurso de provas práticas para preenchimento de vagas de escrivãos de 2.ª classe do quadro permanente da Direcção-Geral dos Serviços Hidráulicos.
- Mapa da despesa efectuada pela Comissão de Construções Hospitalares no mês de Março de 1952.
- Portarias que anulam as participações concedidas, pelo Fundo de Desemprego, a várias entidades para a execução de determinados trabalhos.
- Portarias que concedem a várias entidades a participação do Estado, por conta do Fundo de Desemprego, para a execução de diversos trabalhos.

Ministério do Ultramar:

- Acórdãos n.ºs 2.152 e 2.153 do Conselho Ultramarino.
- Despachos pela Direcção-Geral de Administração Política e Civil.

Ministério da Educação Nacional:

- Despachos pela Secretaria-Geral do Ministério.
- Portaria que constitui o júri das provas de habilitação ao título de professor agregado de Radiologia pela Faculdade de Medicina da Universidade de Lisboa, requeridas por um licenciado.
- Portaria que fixa o perímetro de protecção do Castelo, Igreja de S. Miguel e Paço dos Duques de Bragança em Guimarães.
- Despachos pela Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes.
- Despachos e declarações a despachos pela Direcção-Geral do Ensino Técnico Profissional.
- Despachos e declarações a despachos pela Direcção-Geral do Ensino Primário.

PLANTA DA ZONA DE PROTECCÃO DO CASTELO, IGREJA DE
S. MIGUEL E PAÇO DOS DVQVES DE BRAGANÇA, EM GVIMARÃIS
MONVMENTOS NACIONAIS



LIMITE DA ZONA DE PROTECCÃO +++++++
ÁREA VEDADA À CONSTRVCÃO - - - - -

0 50 100 150 METROS



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 6040

oda a correspondência, quer oficial, quer rela-
a anúncios e a assinatura do *Diário do Governo*,
e ser dirigida à Administração da Imprensa
cional. As publicações literárias de que se re-
am 3 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		
Assinatura única	Ano 3605	Semestre 2005
A 1.ª série	1405	" 805
A 2.ª série	1305	" 705
A 3.ª série	1205	" 705

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado)
é de 450 a linha, acrescido do respectivo im-
posto do selo. Os anúncios a que se refere o § único
do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de
Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Presidência do Conselho:

Despachos pelo Subsecretariado de Estado da Aeronáutica.
Acórdãos proferidos pelo Supremo Tribunal Administrativo nos
seguintes recursos administrativos:

- N.º 4080, em que eram recorrentes D. Maria José de Oliveira Pedro, D. Maria Gabriela dos Santos e Silva e D. Maria Amélia Silveira de Assis Mesquita de Oliveira e recorridos o Subsecretário de Estado do Comércio e Indústria, José Luís dos Santos e Silva, D. Maria Eugénia Teixeira Rebelo e D. Mariana Rita Santana Mosca, e n.º 764 (tribunal pleno), em que eram recorrentes o agente do Ministério Público junto da secção do contencioso administrativo e D. Maria Eugénia Teixeira Botelho e recorridas D. Maria José de Oliveira Pedro, D. Maria Gabriela dos Santos e Silva e D. Maria Amélia Silveira de Assis Mesquita de Oliveira.
- N.º 4209, em que era recorrente a Anto Viação Pacense, L.ª, e recorridos o Ministro das Comunicações e António Penha Ferreira.
- N.º 4334, em que era recorrente Manuel Bernardo Pinto e recorridos a Câmara Municipal de Marco de Canaveses e Eduardo Almeida Pires Pinto da Silva.

Despachos pela Emissora Nacional de Radiodifusão.
Despachos pelo Instituto Nacional de Estatística.
Aviso a vários candidatos ao concurso para provimento de lugares de chefes da 5.ª, 7.ª, 8.ª e 9.ª secções do Instituto Nacional de Estatística de que devem entregar diversos documentos.

Ministério do Interior:

Despachos pela Direcção-Geral de Administração Política e Civil.
Despachos pela Junta da Emigração.
Despachos pela Polícia Internacional e de Defesa do Estado.
Despachos pelo Comando-Geral da Polícia de Segurança Pública.
Despachos pela Direcção-Geral da Assistência.
Aviso que torna público estar aberto concurso para farmacêuticos de 2.ª dos Hospitais da Universidade de Coimbra.
Despachos pelo Instituto de Assistência aos Inválidos.
Despachos pela Direcção-Geral de Saúde.
Despachos pelos Hospitais Cívicos de Lisboa.

Ministério da Justiça:

Lista de antiguidades dos funcionários da Repartição Administrativa do Cofre Geral dos Tribunais e do Cofre dos Conservadores, Notários e Funcionários de Justiça, referida a 31 de Dezembro de 1954.
Despachos pela Direcção-Geral dos Registos e do Notariado.
Declaração de que se encontram vagos os lugares entre si anexados de conservador dos Registos Civil e Predial de Avis.
Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Prisionais.

Ministério das Finanças:

Despachos do secretário-geral do Ministério.
Despachos que autorizam várias câmaras municipais a contrair empréstimos na Caixa Geral de Depósitos, Crédito e Previdência, destinados a ocorrer a diversos encargos.
Despachos pela Direcção-Geral da Fazenda Pública.
Despachos pela Direcção-Geral das Alfândegas.
Despachos pela Inspeção-Geral de Finanças.

Ministério do Exército:

Despachos e rectificações a despachos pela Repartição Geral.
Despachos pela 2.ª Direcção-Geral.

Ministério das Obras Públicas:

Portaria que nomeia um engenheiro para exercer as funções de director dos Serviços Marítimos da Direcção-Geral dos Serviços Hidráulicos enquanto durar o impedimento do respectivo titular.
Despachos pela Junta Autónoma de Estradas
Portaria que nomeia uma comissão para estudar as soluções a adoptar relativamente ao problema de conjunto das estações fronteiriças.
Despachos pela Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais.
Despacho que aprova o anto de recepção definitiva da obra de fornecimento e montagem de um guindaste *Derrick* para o farol do Bugio.
Portarias que concedem a várias câmaras municipais a participação do Estado em melhoramentos rurais.
Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Hidráulicos.
Despacho que autoriza o engenheiro director da Hidráulica do Douro a despende uma quantia orçamental para mandar proceder coercivamente à reposição de um açude destruído ilegalmente no ribeiro do Meio Velho, freguesia de Valas, concelho de Valpaços.
Rectificações a despachos pelo Laboratório Nacional de Engenharia Civil.
Lista definitiva dos candidatos admitidos e excluídos no concurso documental para tirocinantes a assistentes do Laboratório Nacional de Engenharia Civil.
Rectificação ao mapa, inserto no *Diário do Governo* n.º 163, de 15 do corrente mês, da despesa efectuada pela Comissão de Construções Hospitalares no mês de Junho de 1955.
Portarias que concedem a várias entidades a participação do Estado, por conta do Fundo de Desemprego, para a execução de diversos trabalhos.

Ministério do Ultramar:

Despacho que substitui o chefe da Secção de Marinha.
Acórdão n.º 3 (pleno) do Conselho Ultramarino.
Acórdão n.º 595 do Conselho Superior Técnico das Alfândegas do Ultramar.

Ministério da Educação Nacional:

Despachos pela Secretaria-Geral do Ministério.
Portaria que modifica a zona de protecção do Castelo, Igreja de S. Miguel e Paço dos Duques de Bragança, em Guimarães, fixada pela portaria inserta no *Diário do Governo* n.º 103, de 30 de Abril de 1952.
Despachos pela Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes.
Despacho que nomeia o júri dos exames finais do estágio de preparação para ingresso nos lugares de conservador dos museus e dos Palácios e Monumentos Nacionais.
Portaria que substitui um vogal do júri do concurso para professor ordinário do 1.º grupo do Instituto Comercial de Lisboa.
Despachos pela Direcção-Geral do Ensino Técnico Profissional.
Aviso que torna público estar aberto concurso para provimento das vagas de auxiliares de trabalhos manuais em várias escolas do ensino técnico profissional.

Ministério da Economia:

Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Agrícolas.
Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Florestais e Aquícolas.
Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Pecuários.

Na sua contestação junta a estes autos alega a firma importadora que não se trata de um refrigerador, por não possuir nenhuma das suas características, mas destina-se exclusivamente a produzir força motriz para, pondo-o em comunicação com a máquina de refrigeração propriamente dita, fornecer a esta a corrente necessária para a produção do frio.

O conselho de verificadores da Alfândega de Mormugão foi de parecer, por maioria, de que o artefacto em contestação deve ser classificado como motor eléctrico, à razão de 20 por cento *ad valorem*, pelo artigo 120 da pauta de importação.

O Conselho do Serviço Técnico-Aduaneiro do Estado da Índia, pelo seu Acórdão n.º 89, de 24 de Agosto de 1951, mandou classificar o artefacto em contestação pelo artigo 120 da pauta de importação, onde cabe, tanto como acessório de gerador de frio, como complemento de uma máquina eléctrica, com a taxa de 20 por cento.

Subiu o acórdão em revisão.

Pelo exposto, acordam os do Conselho Superior Técnico das Alfândegas do Ultramar em confirmar o acórdão ora revisto, não obstante reconhecer-se que muitas das classificações atribuídas pelos interventores neste processo são desfavoráveis, em face das designações contidas na pauta, mas que essas conduzem todas à mesma tributação, que é a da taxa de 20 por cento *ad valorem*.

Sala das Sessões do Conselho Superior Técnico das Alfândegas do Ultramar, 4 de Maio de 1955. — *Vasco de Sá Carneiro*, relator — *Manuel Gonçalves Monteiro* — *Manuel do Amaral Abranches Pinto* — *António Augusto da Costa Rodrigues* — *Joaquim Maria Feijó*.

Para ser publicado no «Boletim Oficial» de todas as províncias ultramarinas, excepto no da de Macau.

Está conforme.

Secretaria do Conselho Superior Técnico das Alfândegas do Ultramar, 11 de Maio de 1955. — O Secretário, *João Guimarães Leitão*.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Secretaria-Geral

Por despacho de 16 do corrente:

Concedidas as seguintes licenças gratuitas, nos termos do artigo 12.º do Decreto n.º 19 478, de 18 de Março de 1931, para serem gozadas seguidamente, aos funcionários do quadro único dos serviços centrais deste Ministério:

Maria Rosa Pereira dos Santos, segundo-oficial, em serviço na Direcção-Geral do Ensino Primário — trinta dias.

Julietta da Trindade Santana, segundo-oficial, em serviço na Direcção-Geral do Ensino Primário — trinta dias, a partir de 16 de Agosto próximo, fora da sua residência oficial.

Ana Gameiro do Sacramento Monteiro, terceiro-oficial, em serviço na Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes — vinte e sete dias.

Noémia da Luz Cavaleiro, aspirante, em serviço na Direcção-Geral da Educação Física, Desportos e Saúde Escolar — trinta dias, fora da sua residência oficial.

Maria Augusta Torrejuncillo de Lemos, aspirante interina, em serviço na Direcção-Geral do Ensino Primário — trinta dias, fora da sua residência oficial.

Secretaria-Geral, 18 de Julho de 1955. — O Secretário-Geral, *Carlos Proença*.

Por despacho de 13 do corrente:

Adelaide Simões, criada, assalariada, do Instituto António Aurélio da Costa Ferreira — concedidos doze dias de licença gratuita.

Por despacho de 16 do corrente:

Maria das Neves Fernandes Duarte Rebelo de Sousa, assistente social de crianças anormais do Instituto António Aurélio da Costa Ferreira — concedidos trinta dias de licença gratuita.

Maria Leonor da Cunha Santos Nogueira, assistente social de crianças anormais do Instituto António Aurélio da Costa Ferreira — concedidos trinta dias de licença gratuita.

Maria Miquelina Ramalho Oliveira, vigilante de crianças anormais do Instituto António Aurélio da Costa Ferreira — concedidos trinta dias de licença gratuita.

Por despacho ministerial de 18 do corrente:

Fernando Centeno de Lacerda e Melo, segundo-oficial do quadro único dos serviços centrais deste Ministério, em serviço na Direcção-Geral da Educação Física, Desportos e Saúde Escolar — concedidos trinta dias de licença gratuita, para ser gozada interpoladamente.

Maria Florinda Baptista Saraiva, terceiro-oficial do quadro único dos serviços centrais deste Ministério, em serviço na Direcção-Geral do Ensino Primário — concedidos trinta dias de licença gratuita, para serem gozados no estrangeiro (Espanha e França). (São devidos emolumentos).

Maria Guilhermina Silva Abreu, segundo-oficial do quadro único dos serviços centrais deste Ministério, em serviço na Direcção-Geral da Educação Física, Desportos e Saúde Escolar — prorrogada por trinta dias a licença publicada no *Diário do Governo* n.º 147, 2.ª série, de 27 de Junho. (São devidos emolumentos).

Judite Lopes de Abreu Castelo, terceiro-oficial do quadro único dos serviços centrais deste Ministério, em serviço na Direcção-Geral do Ensino Primário — concedidos quinze dias de licença por motivo de doença.

Elisa das Dorés Rodrigues Loureiro, enfermeira de 1.ª classe, em serviço no Instituto António Aurélio da Costa Ferreira — prorrogada por trinta dias a licença concedida e publicada no *Diário do Governo* n.º 147, 2.ª série, de 27 de Junho findo.

Secretaria-Geral, 19 de Julho de 1955. — O Secretário-Geral, *Carlos Proença*.

Direcção-Geral do Ensino Superior
e das Belas-Artes

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Educação Nacional, que a zona de protecção do Castelo, Igreja de S. Miguel e Paço dos Duques de Bragança, em Guimarães, a que respeita a portaria de 24 de Novembro de 1951, publicada no *Diário do Governo* n.º 103, 2.ª série, de 30 de Abril de 1952, seja modificada de harmonia com a planta anexa à presente portaria.

Ministério da Educação Nacional, 15 de Abril de 1955. — O Ministro da Educação Nacional, *Fernando Andrade Pires de Lima*.

PLANTA DA ZONA DE PROTECCÃO DO CASTELO, IGREJA DE
S. MIGUEL E PAÇO DOS DVQVES DE BRAGANÇA, EM GVIMARÃIS
MONVMENTOS NACIONAIS



LIMITE DA ZONA DE PROTECCÃO +++++++
ÁREA VEDADA À CONSTRVCÃO -----

0 50 100 150 METROS

Por portaria de hoje:

Nomeado, de harmonia com o disposto no artigo 10.º do Decreto n.º 39 116, de 27 de Fevereiro de 1953, o seguinte júri dos exames finais do estágio de preparação para ingresso nos lugares de conservador dos museus e dos palácios e monumentos nacionais:

Presidente — licenciado João Rodrigues da Silva Couto, director do Museu Nacional de Arte Antiga.

Vogais:

Doutor Manuel Domingues Heleno Júnior, professor catedrático da Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa e director do Museu Etnológico Doutor Leite de Vasconcelos.

Licenciado Mário Tavares Chicó, professor da cadeira anexa de Estética e História de Arte da Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa e director do Museu Regional de Évora.

Diogo de Macedo, director do Museu Nacional de Arte Contemporânea.

Augusto Cardoso Pinto, director do Museu Nacional dos Coches.

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes, 19 de Julho de 1955. — O Director-Geral, *João Alexandre Ferreira de Almeida*.

Por despacho de 16 do corrente:

José Lopes Cristo, preparador-conservador do laboratório de física da Faculdade de Ciências da Universidade de Coimbra — rescindido, a seu pedido, o respectivo contrato. (Registo T. C. 17 251, de 18 do corrente. Anotado na mesma data).

Por despachos de ontem:

Engenheiro João Pereira Martins de Lemos, professor da Escola Superior de Belas-Artes de Lisboa — autorizado a ausentar-se para o estrangeiro durante o período das férias grandes.

Arquitecto Luís Ribeiro Carvalhosa Cristino da Silva, professor da Escola Superior de Belas-Artes de Lisboa — autorizado a ausentar-se para o estrangeiro durante o período das férias grandes.

Licenciada Mariana Amélia Machado Santos, directora da Biblioteca da Ajuda — concedidos vinte e quatro dias de licença graciosa.

Licenciado Augusto Martins Veloso Ferreira, segundo-conservador do Arquivo Distrital do Porto — concedidos quinze dias de licença graciosa.

Licenciada Rosalina Domingues, terceiro-conservador do Arquivo Distrital do Porto — concedidos vinte dias de licença graciosa.

Licenciada Reinalda de Jesus Branca Catarino, terceiro-bibliotecário da Biblioteca da Ajuda — concedidos vinte e um dias de licença graciosa.

Guilherme Vieitez Ribeiro, primeiro-oficial da secretaria da Universidade de Lisboa — concedidos vinte e oito dias de licença graciosa.

Maria Luísa Duarte Silva, aspirante da secretaria da Universidade de Lisboa — concedidos vinte e oito dias de licença graciosa.

Doutor Edmundo Lima Basto, assistente do Instituto Português de Oncologia — concedidos trinta dias de licença graciosa.

Maria da Nazaré de Albuquerque Pires da Silva, catalogadora do Instituto Português de Oncologia — concedidos vinte e sete dias de licença graciosa.

Maria de Lurdes Gonçalves Gomes da Silva Salgueiro, enfermeira de 2.ª classe do Instituto Português de Oncologia — concedidos catorze dias de licença graciosa.

Maria de Fátima Valente Guerreiro Lajinha, enfermeira técnica do Instituto Português de Oncologia — concedidos trinta dias de licença sem vencimentos, com a faculdade de serem gozados no estrangeiro.

Maria Elisa de Almeida Garcia, escriturária de 2.ª classe do Instituto Português de Oncologia — concedidos treze dias de licença sem vencimentos.

António da Silva, operário do Instituto Superior Técnico — concedidos doze dias de licença sem perda de salário.

Concedidas as seguintes licenças, sem perda de salário, aos assalariados do Instituto Português de Oncologia abaixo mencionados:

António Gomes Ricardo, electricista — doze dias.

José Maria Costa, serventuário de 2.ª classe — onze dias.

Manuel Bernardo Pissarra, servente — doze dias.

Aníbal Soares de Campos, servente — doze dias.

Rosa Nogueira e Silva, criada — doze dias.

Maria do Rosário Correia, criada — doze dias.

Carmina Moreira da Silva Leite Ribeiro, criada — dez dias.

Armandina Alves Pereira, criada — doze dias.

Henriqueta da Silva Ribeiro, criada — doze dias.

Concedidos trinta dias de licença graciosa aos seguintes funcionários da Escola de Farmácia da Universidade de Lisboa:

José Roberto Caminha, chefe do pessoal menor.

Manuel Marques da Costa, contínuo de 1.ª classe.

Serafim de Almeida e Sousa, contínuo de 1.ª classe.

Cândida Sousa das Neves Lourenço, contínuo de 2.ª classe.

Zulmira Patrício Firmino, servente.

Por despachos de hoje:

Doutor Ernest Matthes, professor da Faculdade de Ciências da Universidade de Coimbra — autorizado a ausentar-se para o estrangeiro durante o período das férias grandes.

Licenciado Fernando Octávio dos Santos Pinto Serrão, segundo-assistente da Faculdade de Engenharia da Universidade do Porto — autorizado a ausentar-se para o estrangeiro durante o período das férias grandes.

Ester de Assunção Couñago Marques, serventuário, assalariado, do Instituto Bacteriológico Câmara Pestana — concedidos onze dias de licença sem perda de salário.

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes, 20 de Julho de 1955. — O Director-Geral, *João Alexandre Ferreira de Almeida*.

Direcção-Geral do Ensino Técnico Profissional

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Educação Nacional, que, na portaria de 30 de Junho último, publicada no *Diário do Governo* de 6 do corrente, seja substituído o vogal engenheiro Francisco de Paula Leite Pinto pelo Prof. Doutor José Francisco Ramos e Costa, da Faculdade de Ciências da Universidade de Lisboa.

Ministério da Educação Nacional, 18 de Julho de 1955. — O Ministro da Educação Nacional, *Francisco de Paula Leite Pinto*.

Monumento Nacional – 4

Muralhas de Guimarães (Av.ª Alberto Sampaio)

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 203, 2.ª Série de 30.08.1958

Monumentos pre-históricos

Antas e outros monumentos

Districte de Trazos
 Casinha—Anta da Barrosa.
 Arcos de Valdevez—Antas da Serra de Soajo.

Districte de Braga
 Guimarães—Anta da Polvoreira.

Districte de Villa Real
 Villa Pouca de Agoiar—Antas da Serra de Alvão.
 Alijó—Anta de Fonte Coberta.

Districte de Bragaça
 Carrazeda de Ansiães—Antas de Villariño.

Districte de Porto
 Amarante—Anta da Aboboreira.
 Penafiel—Anta de Santa Marta.

Districte de Aveiro
 Castello de Paiva—Anta do Vallo da Rua.
 Arenca—Anta do Casal Mau.
 Albergaria-a-Velha—Anta de Mamaltar.

Districte de Viseu
 Oliveira de Frades—Anta da Arca.
 Satem—Antas de Quiriga e Cas-Freires.
 Penalva de Castello—Antas de Penalva.
 Mangualde—Anta de Cunha Baixa.

Districte de Guarda
 Cais—Antas de Paranhos.

Districte de Coimbra
 Figueira—Monumentos da Serra da Brenha.

Districte de Lisboa
 Cintra:
 Anta de Adrenneva.
 Anta de Agualva.
 Antas de Bellas.
 Torres Vedras—Monumento funerario da Pena.

Districte de Portalegre
 Nisa—Anta da Villa de Nisa.
 Castello de Vide:
 Anta de Melriço.
 Anta dos Pombaes.
 Anta do Fonte de Mouraño.
 Antas da Coutada de Alcolgoel.
 Anta do Corleiros.
 Anta da Casa dos Galhardos.
 Antas das Tapadas de Pedro Alvaro.
 Anta da Varzea dos Mourões.
 Anta da Nave do Gron.

Crato:
 Anta do Crato.
 Anta de Aldeia da Mata.
 Avis—Anta da Herdade da Ordem.

Districte de Evora
 Arraiolos:
 Anta da Villa de Arraiolos.
 Anta de Silvaldas.
 Mora—Anta do Pavia, transformada em capella de S. Dinis.
 Montemor-o-Novo:
 Anta da Herdade dos Touraes.
 Anta de S. Brissos.
 Anta da Herdade das Comendas.

Redondo:
 Anta da Vouda do Duque.
 Anta da Herdade da Candieira.
 Anta da Herdade das Tassouras.
 Anta da Vidigueira.

Evora:
 Anta do Pinheiro do Campo.
 Anta da Herdade da Montinho.
 Anta da Herdade da Galvoeira.
 Anta do Paço da Vinha.
 Anta de Paredes.
 Anta da Herdade da Serranheira.
 Anta do Barrocal.
 Anta da Herdade da Trianada.
 Anta da Herdade do Zambujal.
 Anta da Herdade da Murteira.
 Pertal—Antas da Herdade do Freixo.

Districte de Faro
 Portimão—Monumentos de Alcalar.
 Villa Real de Santo Antonio—Monumentos da Quinta da Nora e Herdade da Marcella.

Monumentos lusitanos e lusitano-romanos

Castros

Districte de Trazos
 Melgaço—Castro de Melgaço.
 Arcos de Valdevez—Castro do Azere.

Districte de Braga
 Braga—Castro de Monte-Redondo.
 Guimarães:
 Citania de Britoires.
 Citania de Sabroso.

Districte de Bragaça

Bragaça—Castro de Sacconas.
 Miranda do Douro—Castro de Aldina-Neva.

Districte de Porto
 Villa do Conde—Castro de Bagunta.
 Santo Tirso:
 Citania de Raris.
 Castro de Monte-Cordova.
 Castro de Alverchos.
 Marca de Canavezes—Castro dos Arados.

Districte de Guarda
 Guarda—Castro de Tintinholbo.

Districte de Lisboa
 Cadaval—Castro de Rocha-Forte.

Districte de Evora
 Alandroal—Castro de Castello Velho.

Districte de Beja
 Castro Verde—Castro de Castro Verde.
 Ourique—Castro de Colla.

Entrincheiramento
Districte de Viseu
 Viseu—Cava de Viriato.

Povoações
Districte de Coimbra
 Condeixa-Velha—Ruínas de Conimbriga.

Districte de Santarem
 Thomar—Ruínas ditas de Nabancia.

Districte de Lisboa
 Setubal—Ruínas de Troia.

Districte de Faro
 Faro—Ruínas de Estoi.

Castello
Districte de Evora
 Evora—Castello de Vallongo.

Marcos militares (Serie capella)
Districte de Trazos
 Valença, Coura e Ponte de Lima—Braga a Tuy (14 marcos).

Districte de Braga
 Amares e Braga—Geira (35 marcos).
 Guimarães—Braga a Guimarães (2 marcos).

Districte de Braga e Porto
 Famalicão, Santo Tirso e Maia—Braga ao Porto (8 marcos).

Districte de Bragaça
 Braga e Marco de Canavezes—Braga incerta via (21 marcos).

Districte de Villa Real
 Montalegre, Boticas e Velpaços—Braga a Chaves (13 marcos).

Marcos militares
Districte de Lisboa e Evora
 Alemquer e Evora—Lisboa a Merida (2 marcos).

Pontes
Districte de Bragaça
 Amares—Ponte de Rodas.

Districte de Villa Real
 Chaves—Ponte da Trajano.

Districte de Beja
 Mertola—Ponte de Mertola.

Templo
Districte de Evora
 Evora—Templo Romano de Evora.

Arco
Districte de Viseu
 Oliveira do Hospital—Arco romano de Bobadella.

Districte de Evora
 Evora—Arco romano de D. Isabel.

Districte de Beja
 Beja—Arco romano de Beja.

Ponte
Districte de Bragaça
 Braga—Tanque do Quintal do Idolo.

Estatuas
Districte de Lisboa
 Lisboa—Estatuas lusitanas de Montalegre.

Inscrições
Districte de Bragaça
 Guimarães—Lapido das Tains (Ara de Trajano).

MINISTERIO DAS OBRAS PUBLICAS, COMMERCIO E INDUSTRIA

Recepção Geral das Obras Publicas e Minas

República de Obras Publicas

Tudo sido satisfeitas as disposições do artigo 2.º e con-
 siderados para classificação dos immoveis que do-
 ram ser considerados monumentos nacionaes, approvadas
 e decreto de 30 de dezembro da 1901: foi por bem de-
 clarar que sejam considerados monumentos nacionaes
 os constam da nova classificação feita pelo respectivo
 alho (na qual se incluem os já anteriormente classifi-
 cados), que, fazendo parte integrante d'este decreto, baix-
 amente assinada pelo Ministro e Secretario da Es-
 ta de Negocios das Obras Publicas, Commercio e In-
 dustria.

O Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Guerra
 e mesmo Ministro e Secretario de Estado dos Negocios
 das Obras Publicas, Commercio e Industria assim e ta-
 m entendido e fazem executar. Paço, em 16 de junho
 1910. — R.E.I. — José Mathias Nunes — Manuel Anto-
 nio Pereira Junior.

Distrito de Villa Real
 Ville Real — Fregas de Povoios.

Distrito de Lisboa
 Lisboa:
 Lapidés das Pedras Negras.
 Lápide do Deus Esculapio.

Distrito de Portalegre
 Portalegre — Lápide do Município de Portalegre.
 Avie — Lápide da Igreja de Benavilla.

Distrito de Évora
 Montemor-o-Novo:
 Lápide do chafariz da villa de Montemor-o-Novo.
 Lápide na parede fronteira á casa da camara.
 E, em geral, todas as lapidas da serie Hübnar, que não tem sido recolhidas em musen.

Ruinás
 Distrito de Évora
 Arraiolos — Ruinas romanas de S. João do Campo.

Monumentos medievales, do renascimento e modernos
Monumentos religiosos
Cathedraes
 Distrito de Braga
 Braga — Sé de Braga, comprehendendo os tumulos, designadamente as do Conde D. Henrique e D. Teresa, do Infante D. Afonso e do arcebispo D. Gonçalo Pereira.

Distrito do Porto
 Porto — Sé do Porto.

Distrito de Viseu
 Lamego — Sé de Lamego.
 Viseu — Sé de Viseu.

Distrito da Guarda
 Guarda — Sé da Guarda.

Distrito de Coimbra
 Coimbra — Sé de Coimbra.

Distrito de Lisboa
 Lisboa — Sé de Lisboa.

Distrito de Portalegre
 Portalegre — Sé de Portalegre.

Distrito de Évora
 Évora — Sé de Évora.

Distrito do Funchal
 Funchal — Sé do Funchal.

Mosteiros
 Distrito de Ferte
 Folgueiras — Mosteiro de Pombreiro.
 Santo Tirso — Mosteiro de Santo Tirso.
 Bouças — Mosteiro de Loça do Balio, comprehendendo a lamina sepulchral de bronze.

Distrito de Aveiro
 Arouca — Mosteiro de Arouca, comprehendendo o tumulo de Santa Mafalda.
 Aveiro — Mosteiro de Jesus, comprehendendo o tumulo de Santa Joana.

Distrito de Coimbra
 Coimbra:
 Mosteiro de Lorvão, comprehendendo os tumulos da Santa Teresa e de Santa Sancha.
 Mosteiro da Santa Clara primitivo (ruinas).
 Mosteiro de Santa Clara, comprehendendo o tumulo da Rainha Santa Isabel.
 Mosteiro de Santa Cruz, comprehendendo os tumulos de D. Afonso Henriques e de D. Sancho I.
 Mosteiro de Cellas.

Distrito de Leiria
 Batalha — Mosteiro da Batalha, comprehendendo os tumulos, designadamente os de D. João I e da Rainha D. Filipa de Lencastre e do segundo Conde de Miranda.
 Alcobaça — Mosteiro de Alcobaça, comprehendendo os tumulos de D. Pedro I e de E. Inês de Castro.

Distrito de Santarem
 Thomar — Mosteiro de Christo.

Distrito de Lisboa
 Torres Vedras — Mosteiro do Varatojo.
 Lisboa:
 Mosteiro de Odivellas, comprehendendo os tumulos de D. Dinis e de sua filha.
 Mosteiro de Belem, comprehendendo os tumulos, designadamente os de D. Manuel, de D. João III, de D. Sebastião e do Cardeal D. Henrique.

Basilicas
 Distrito de Lisboa
 Lisboa:
 Basilica de Mafra.
 Basilica da Estrella, comprehendendo os tumulos de D. Maria I e do seu confessor.

Igrejas
 Distrito de Viana
 Caminha — Igreja matriz de Caminha.
 Pente da Barca:
 Igreja de Bravões.
 Igreja de Ponte da Barca.
 Viana do Castello:
 Igreja de S. Claudio.
 Igreja de Santa Cruz.

Distrito de Braga
 Povos de Lanhoso — Igreja de Fonte Arcada.
 Barcellos — Igreja de Villar de Frades.
 Guimarães:
 Igreja de S. Miguel do Castello.
 Igreja de Nossa Senhora da Oliveira.
 Igreja de S. Domingos (claustro).
 Igreja de S. Martinho de Candoso.

Distrito de Villa Real
 Montalegre — Igreja de S. Vicente da Chã.

Distrito de Bragança
 Bragança — Igreja de Castro de Aveila.
 Miranda — Igreja do Miranda (antiga Sé).
 Freixo de Espada-A-Cinta — Igreja de Freixo de Espada-A-Cinta.
 Torre de Moncorvo — Igreja matriz de Moncorvo.

Distrito de Ferte
 Povos de Varzim — Igreja de S. Pedro do Hatoe.
 Villa do Conde:
 Igreja do S. Christoram do Rio Mau.
 Igreja matriz de Villa do Conde.
 Igreja de Santa Clara (1.ª), comprehendendo os tumulos, designadamente os dos fundadores D. Afonso Sanches e D. Teresa Martins.
 Igreja da Azurara.
 Santo Tirso — Igreja de Roriz.
 Amarante — Igreja de S. Gonçalo, comprehendendo o claustro.
 Paredes — Igreja de Cetto.
 Penafiel:
 Igreja parochial de S. Martinho.
 Igreja do Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz.

Mais — Igreja de Aguas Santas.

Porto
 Igreja de S. Martinho do Cedofeita.
 Igreja dos Clerigos, designadamente a sua torre.
 Igreja de Santa Clara (2.ª).
 Igreja de S. Francisco (1.ª).
 Gaia — Igreja da Serra do Pilar.

Distrito de Aveiro
 Aveiro — Igreja das Carmelitas.
 Agueda — Igreja da Trófa, comprehendendo os tumulos dos Lemos.

Distrito de Viseu
 Lamego — Igreja de Santa Maria de Almocava.
 Resende — Igreja matriz de Carqueiro.

Distrito de Guarda
 Villa Nova de Fozcoas — Igreja matriz de Villa Nova de Fozcoas.

Distrito de Coimbra
 Coimbra — Igreja da Sé Velha.
 Igreja de S. Salvador.
 Igreja de S. Tiago.
 Igreja de S. Domingos (espella-mor) inacabada.
 Igreja de S. Marcos, comprehendendo os tumulos dos Silvas.

Montemor-o-Velho — Igreja de Nossa Senhora dos Anjos, comprehendendo o tumulo de Diogo de Azambuja. (Vide Castello de Montemor-o-Velho).

Goes — Igreja da Goes, comprehendendo o tumulo do Conde de Sortelha.

Distrito de Leiria
 Batalha — Igreja matriz da Batalha.
 Caldas da Rainha — Igreja matriz das Caldas da Rainha.

Distrito de Santarem
 Thomar:
 Igreja de Santa Maria do Olival, comprehendendo os tumulos, designadamente o de D. Diogo Pinheiro, 1.º bispo do Funchal.
 Igreja de S. João Baptista.
 Abrantes — Igreja de Santa Maria do Castello (1.ª).
 Santarem:
 Igreja de Santo Agostinho (Graça), comprehendendo os tumulos, designadamente os dos fundadores e do Pedro Alvares Cabral.
 Igreja de S. João de Alparão.
 Golegã — Igreja matriz da Golegã.

Distrito de Lisboa
 Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã.
 Torres Vedras — Igreja de S. Pedro.
 Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral de Monte Agraço).
 Loures — Igreja matriz de Loures.
 Cintra — Igreja da Pooba Longa.

Lisboa
 Igreja do Carmo (ruinas).
 Igreja da Conceição Velha.
 Igreja da Madre de Deus.

Igreja de S. Vicenta de Fora.
 Igreja (incompleta) de Santa Euzegracia.
 Igreja de S. Roque.
 Igreja de Chellas.

Alcocheta — Igreja de Alcocheta.

Setúbal
 Igreja de S. Tiago de Palmella, comprehendendo o tumulo de D. Jorge de Lencastre.
 Igreja do antigo mosteiro de Josus.
 Igreja matriz de S. Julião.
 S. Tiago de Cacem — Igreja matriz de S. Tiago.

Distrito de Portalegre
 Portalegre — Igreja de S. Bernardo, comprehendendo o tumulo de D. Jorge de Melo.
 Crato — Igreja de Flor da Rosa (ruinas), comprehendendo o tumulo de D. Alvaro Gonçalves Pereira.

Elvas
 Igreja, antiga Sé de Elvas.
 Igreja da S. Podro.
 Igreja dos Dominicicos.
 Igreja das Dominicicas.

Distrito de Évora
 Évora:
 Igreja de S. Francisco (2.ª).
 Igreja dos Leões, comprehendendo as campas de bronze.
 Igreja de Nossa Senhora do Espinhoeiro.
 Igreja de Cartuxa (Scala coeli).
 Vianna de Alentejo — Igreja matriz de Vianna.

Distrito de Beja
 Serpa — Igreja de S. Francisco (3.ª).
 Castro Verde — Igreja das Chagas do Salvador.
 Mertola — Igreja matriz de Mertola.

Distrito de Faro
 Tavira — Igreja parochial de Santa Maria.

Capellas
 Distrito de Viana
 Melgaço — Capella de Nossa Senhora da Orada.

Distrito de Braga
 Braga — Capella de Nossa Senhora da Conceição (1.ª).

Distrito de Villa Real
 Villa Real — Capella de S. Brás (1.ª), comprehendendo tumulo do Teixeira de Alacedo.

Distrito de Aveiro
 Ilhavo — Capella da Vista Alegre, comprehendendo o tumulo da D. Manuel de Mourz Manuel, bispo de Miranda.

Distrito de Coimbra
 Cantanhede — Capella de Vazielis.

Distrito de Leiria
 Leiria — Capella de S. Pedro.
 Alcobaça:
 Capella de S. Jorge (Aljubarrota).
 Capella de Nossa Senhora do Desterro.

Distrito de Santarem
 Thomar — Ermida de Nossa Senhora da Conceição (2.ª).

Distrito de Lisboa
 Torres Vedras — Ermida de Nossa Senhora do Ansel.
 Lisboa:
 Capella de Santo Amaro.
 Capella dos Castros.

Distrito de Évora
 Alandroal — Capella da Boa-Nova (Teresa).
 Évora — Ermida de S. Brás (2.ª).

Distrito de Beja
 Beja — Ermida de Santo André.

Cruzeiros
 Distrito de Vianca
 Melgaço — Cruzeiro de S. Gregorio.

Distrito de Braga
 Amares — Cruzeiro de S. João do Campo.
 Braga:
 Cruzeiros (2) dos Campos das Hortas e de Sant' Cruzeiro de Tibões.

Guimarães — Cruzeiro da Senhora da Gaia.

Distrito de Ferte
 Vallongo — Cruzeiro de Vallongo.
 Bouças — Cruzeiro de Loça do Balio.

Distrito de Aveiro
 Aveiro — Cruzeiro de Nossa Senhora da Gloria.
 Pinheiro da Bemposta — Cruzeiro do Pinheiro á posta.

Distrito de Coimbra
 Coimbra — Cruzeiro de S. Marcos.

Distrito de Castello Branco
 Castello Branco — Cruzeiro de Castello Branco.

Distrito de Santarem
 Cartaxo — Cruzeiro do Cartaxo.

Monumento Nacional – 5, 6, 7

**Igreja Nossa Senhora da Oliveira, Padrão Comemorativo da Batalha do Salado
e Antigos Paços Municipais (freguesia de Oliveira do Castelo)**

D.G. n.º 70 – Decreto n.º 37 366, 1.ª Série de 5.04.1949

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 94 2.ª Série de 19.04.1956

Mas nem todas essas instalações de valioso interesse colectivo estão a cargo dos corpos administrativos, quer na sua fase de montagem, quer na de exploração, pois os serviços públicos de fornecimento de energia eléctrica e de água têm, nas colónias, tal como sucede na metrópole, de ser por vezes confiados a empresas privadas.

Ultimamente o Conselho do Império Colonial, pelo voto unânime de uma das suas secções consultivas, emitiu a opinião de que uma companhia concessionária do fornecimento de energia eléctrica de Angola bem merecia ser auxiliada pelo Governo através de isenções aduaneiras para motores destinados às suas instalações. Mas, porque as facilidades a conceder devem ter carácter geral, de modo a delas poderem beneficiar todas as empresas que se encontrem nas mesmas condições, preceitua-se que a sua concessão fica dependente de simples despacho, depois de verificadas certas formalidades, que já hoje são exigidas para se concederem isenções de direitos aos corpos administrativos.

Nestes termos:

Tendo em vista o artigo 10.º da Carta Orgânica do Império Colonial Português e nos termos do seu § 2.º, por motivo de urgência;

Usando da faculdade conferida pelo artigo 28.º do Acto Colonial, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º Fica o Ministro das Colónias autorizado a, mediante despacho, conceder isenção de direitos de importação e de outras imposições aduaneiras, com excepção do imposto do selo do despacho, para os aparelhos, instrumentos, máquinas e outros materiais a importar pelas empresas concessionárias de serviços públicos de fornecimento de energia eléctrica, gás ou água, para a instalação, renovação ou melhoramento das suas estações produtoras ou das redes de transporte e de distribuição.

§ 1.º As isenções a que se refere o corpo deste artigo serão concedidas mediante propostas dos governos coloniais, formuladas sobre pareceres dos serviços de obras públicas ou de outras entidades técnicas competentes, e audição do Conselho do Império Colonial.

§ 2.º Nas importações efectuadas nos termos deste artigo serão observadas as disposições dos artigos 3.º a 11.º do Decreto n.º 33:596, de 4 de Abril de 1944, na parte aplicável.

Art. 2.º O disposto no artigo anterior pode ser aplicado aos despachos pendentes de liquidação ou de pagamento.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Para ser publicado no «Boletim Oficial» de todas as colónias, excepto Macau.

Paços do Governo da República, 5 de Abril de 1949.—ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA—*António de Oliveira Salazar*—*Teófilo Duarte*.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção-Geral do Ensino Superior
e das Belas-Artes

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20:985, de 7 de Março de 1932, do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do Regimento da Junta Nacional da Educação, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26:611, de 19 de

Maio de 1936, e do artigo 37.º do citado Decreto n.º 20:985;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Braga

Concelho de Guimarães — padrão comemorativo da batalha do Salado, em Guimarães.

Distrito de Coimbra

Concelho de Soure — Castelo de Soure

Art. 2.º São classificados como imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Aveiro

Concelho de Vale de Cambra — Cruzeiro de Roge situado no adro da igreja matriz de Roge.

Distrito de Braga

Concelho de Braga — conjunto da Casa dos Biscainhos, terreiro, jardins, pomar e muralha, na cidade de Braga

Distrito de Coimbra

Concelho da Lousã — casa da Rua Nova, construção do século XVIII, de arquitectura solarana, com características regionais, na Lousã.

Distrito da Guarda

Concelho de Vila Nova de Foz Coa — igreja matriz de Almendra.

Distrito de Lisboa

Concelho de Alenquer — Igreja de Santa Quitéria em Meca.

Concelho de Sintra — Capela de S. Sebastião, em Terrugem.

Distrito de Portalegre

Concelho de Campo Maior — igreja matriz de Campo Maior.

Distrito de Santarém

Concelho de Vila Nova de Ourém — cripta e túmulo do marquês de Valença, na igreja de Vila Velha de Ourém.

Distrito de Viana do Castelo

Concelho de Arcos de Valdevez — casa solarana existente na denominada Quinta do Requeijo, freguesia de Vilela.

Art. 3.º É eliminado da relação dos monumentos nacionais o seguinte imóvel, classificado por decreto de 11 de Junho de 1910:

Distrito do Porto

Concelho de Marco de Canaveses — ponte sobre Tâmega.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém

Paços do Governo da República, 5 de Abril de 1949.—ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA—*António de Oliveira Salazar*—*Fernando Andrade Pereira*—*Lima*.

Diário do Governo n.º 36, 2.ª série, de 17 de Março findo. (Visada pelo Tribunal de Contas em 17 do corrente. Registo n.º 9388. Não são devidos emolumentos).

Secretaria-Geral, 18 de Abril de 1956. — O Secretário-Geral, *Carlos Proença*.

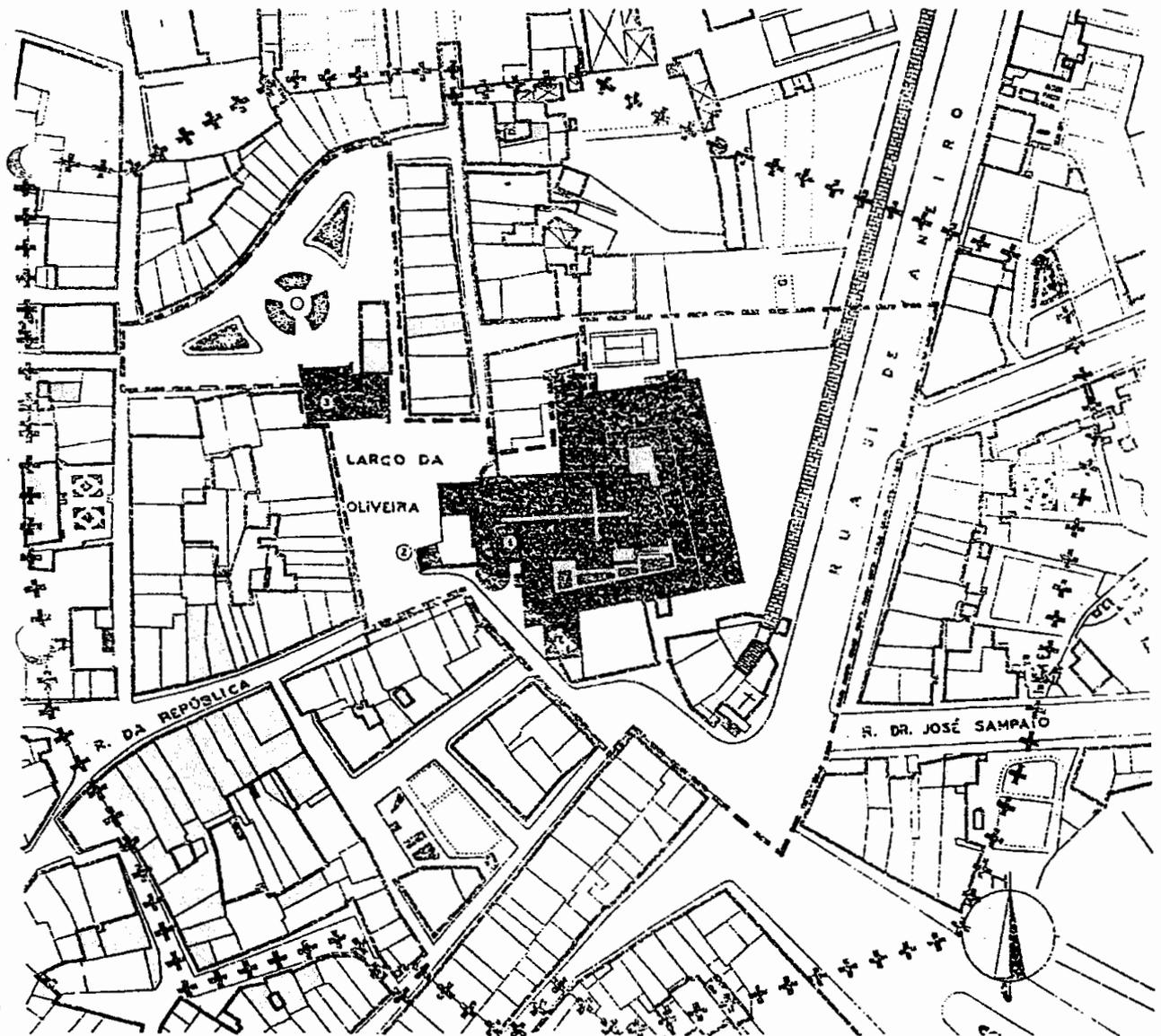
Direcção-Geral do Ensino Superior
e das Belas-Artes

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Educação Nacional, que, ouvida a 1.ª subsecção

da 6.ª secção da Junta Nacional da Educação, de harmonia com o n.º 6.º do § 1.º do Regimento da mesma Junta, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936, seja fixado, conforme planta anexa a esta portaria, o perímetro de protecção da Igreja de Nossa Senhora da Oliveira, do padrão comemorativo da batalha do Salado e dos Paços Municipais, em Guimarães, classificados como monumentos nacionais por Decretos de 16 de Junho de 1910 e n.º 37 366, de 5 do Abril de 1949.

Ministério da Educação Nacional, 1 de Fevereiro de 1956. — Pelo Ministro da Educação Nacional, *Baltasar Leite Rebelo de Sousa*, Subsecretário de Estado da Educação Nacional.

Zona de protecção da Igreja de Nossa Senhora da Oliveira, do padrão comemorativo da batalha do Salado e dos Paços Municipais, em Guimarães.



LIMITE DA ZONA DE PROTECÇÃO + + + + + + + +
ÁREA VEDADA À CONSTRUÇÃO - - - - -

0 10 20 30 40 50 METROS

Imóveis de Interesse Público

Imóveis de Interesse Público

1 – Cruzeiro Manuelino (freguesia de Oliveira do Castelo)

D.G. n.º 13 -. Decreto 44 452 de 5.07.1962

2 – Casa dos Lobos Machados (Rua da Rainha)

D.R. n.º 226 – Decreto 129, 1.ª Série de 29.09. 1977

3 – Edifício n.º 113 da Rua Egas Moniz (freguesia de Oliveira do Castelo)

D.R. n.º 210 – Decreto 95 de 12.09. 1978

4 – Casa das Rótulas (Largo Dr. Mota Pregó)

D. R. n.º 2 – Decreto 1, 1.ª Série de 3.01.1986

5 – Edifício da Misericórdia - conjunto da parte setecentista, incluindo a igreja, a sacristia e os restos da construção inicial (Largo João Franco)

D.G. n.º 297 – Decreto 735, 1.ª Série de 21.12.1974

6 – Capela de Santa Cruz

D.R. n.º 145, 1.ª Série – Decreto do Governo 29/84 de 25 de Junho de 1984

Imóvel de Interesse Público – 1

Cruzeiro Manuelino (freguesia de Oliveira do Castelo)

D.G. n.º 13 - Decreto 44 452 de 5.07.1962

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Decreto n.º 44 452

Nos termos dos artigos 2.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do Regimento da Junta Nacional da Educação, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936:

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Braga:

Concelho de Guimarães — cruzeiro manuelino situado num recanto das paredes exteriores do Museu Regional de Alberto Sampaio, fronteiro à Rua de João de Melo, em Guimarães.

Distrito de Évora:

Concelho de Évora — Capela e Claustro da Mitra, na Herdade da Mitra.

Distrito do Funchal:

Concelho do Funchal — Capela de S. Filipe, na freguesia de Santa Maria Maior.

Distrito de Leiria:

Concelho de Peniche — Igreja de Nossa Senhora da Conceição, em Atouguia da Baleia.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Lisboa — Quinta Alegre, na freguesia da Charneca.

Distrito de Ponta Delgada:

Concelho de Vila do Porto — Casa do 3.º donatário da ilha de Santa Maria (ruínas), em Vila do Porto.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Viana do Castelo — Castro de Sabariz, no lugar de Sabariz, freguesia de Vila Fria.

Distrito de Viseu:

Concelho de Lamego — cruzeiro gótico instalado na ala norte do Museu de Lamego.

Art. 2.º É eliminado da relação dos imóveis de interesse público o seguinte imóvel, classificado pelo Decreto n.º 41 075, de 5 de Dezembro de 1961:

Distrito de Lisboa:

Concelho de Lisboa — prédio no Campo dos Mártires da Pátria, 36 a 39, em Lisboa (Palácio Valmor), na parte em que existem painéis de azulejo do século XVII.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 5 de Julho de 1962. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — António de Oliveira Salazar — Manuel Lopes de Almeida.

10.º Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública

De harmonia com as disposições do artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 25 299, de 6 de Maio de 1935, se publica que S. Ex.º o Ministro da Educação Nacional, por seu despacho de 8 do corrente mês, autorizou, nos termos do § 2.º do artigo 17.º do Decreto n.º 16 670, de 27 de Março de 1929, a seguinte transferência:

CAPTULO 6.º

Direcção-Geral do Ensino Primário

Artigo 860.º «Outras despesas com o pessoal»:

Do n.º 1) «Ajudas de custos»	— 8 000\$00
Para o n.º 2) «Despesas de deslocação, subsídios de viagem e de marcha»	+ 8 000\$00

Conforme o preceituado no artigo 16.º do Decreto n.º 44 115, de 23 de Dezembro do ano findo, esta alteração mereceu, por despacho de 18 do corrente mês, a confirmação de S. Ex.º o Subsecretário de Estado do Orçamento.

10.º Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública, 23 de Junho de 1962. — O Chefe da Repartição, *Albertino Marques*.

MINISTÉRIO DAS COMUNICAÇÕES

Direcção-Geral da Aeronáutica Civil

Portaria n.º 19 259

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro das Comunicações, com fundamento no estabelecido nos artigos 3.º e 5.º do Decreto-Lei n.º 38 292, de 8 de Junho de 1951, fixar as taxas e o prazo do seu pagamento, pela ocupação dos terrenos e instalações nos aeroportos da Madeira (Porto Santo e Funchal).

TABELA

A) Ocupação de terrenos

(Taxa mensal)

I) Por edificações:

Por metro quadrado:

Por superfície coberta 1\$00

II) Por depósitos de combustíveis ou lubrificantes:

Por metro quadrado:

Superfície ocupada pela sua projecção horizontal 1\$00

Por metro cúbico:

Capacidade de armazenagem 1\$00

III) Por aparelhagem de enclimento ou de trasfega de produtos combustíveis ou lubrificantes:

Por metro quadrado:

Superfície ocupada pela sua projecção horizontal 1\$00

Imóvel de Interesse Público – 2

Casa dos Lobos Machados (Largo João Franco)

D.G. n.º 226, 1.ª Série – Decreto 129 de 29.09.1977

**PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS
E MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E INVESTIGAÇÃO
CIENTÍFICA**

Decreto n.º 129/77

de 29 de Setembro

Em conformidade com os artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e o n.º 1.º do § 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965, o Governo decreta, nos termos da alínea g) do artigo 202.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Beja:

Concelho de Beja: área arqueológica da Quinta de Suratesta, nos arredores de Beja, onde se encontram os restos de uma «Vila» lusitano-romana.

Distrito da Guarda:

Concelho de Figueira de Castelo Rodrigo: ruínas de Almofala, conhecidas pela designação de «Casarão da Torre», situadas na margem direita da ribeira de Aguiar, próximo do cruzamento da estrada Figueira de Castelo Rodrigo-Vermiosa com a de Almofala.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Loures, monumento megalítico de Casinhos, na freguesia de Fanhões.

Distrito do Porto:

Concelho de Felgueiras:

Igreja de Santa Maria de Airães.
Igreja de S. Vicente de Sousa.

Concelho de Marco de Canaveses:

Conjunto de elementos românicos da igreja de Soalhães.
Igreja de Vila Boa do Bispo, incluindo os túmulos.

Concelho de Matosinhos: Padrão do Bom Jesus de Matosinhos.

Concelho de Penafiel: igreja de Abrugão, incluindo os túmulos.

Concelho do Porto: Igreja e Convento de S. Bento da Vitória, no Porto.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Arcos de Valdevez: Mosteiro de Ermelo (restos da igreja e da abadia cisterciense).

Art. 2.º São classificados como de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Aveiro:

Concelho de Anadia: Casa da Quinta do Tanque, ou dos Cerveiras, e grupo escultório de

S. Cosme e S. Damião existente na capela anexa à referida casa, em Aguiar, freguesia de S. Pedro de Tamengos.

Concelho de Castelo de Paiva:

Fonte existente nos jardins da Quinta da Boavista, na freguesia de Sobrado.

Quinta da Figa, pátios e jardins que a rodeiam, na freguesia de Barros.

Concelho da Feira: Casa da Torre, na freguesia de S. João de Ver.

Distrito de Beja:

Concelho de Beja: Capela de Nossa Senhora dos Prazeres.

Distrito de Braga:

Concelho de Amares: Casa da Tapada, na freguesia de S. Miguel de Fiscal.

Concelho de Barcelos: Casa de Santo António de Vessadas, capela e jardins que a circundam, na freguesia de Barcelinhos.

Concelho de Braga:

Casa da Avenida Central, 118-124.

Casa Grande do Campo das Hortas.

Casa da Naa.

Casa de Val de Flores ou de Infias.

Igreja e Convento do Pópulo, em Braga.

Igreja da Misericórdia de Braga.

Igreja Paroquial de S. Vitor.

Concelho de Colórico de Basto:

Casa da Boavista, incluindo o jardim e os elementos decorativos que este contém, na freguesia de Veade.

Casa do Outeiro, na freguesia de Veade.

Estela de Vila Boa.

Casa de Caneiros, na freguesia de Santa Eulália de Formentões.

Casa dos Lobos Machados, no Largo da Misericórdia, em Guimarães.

Paço de Gominhões, na freguesia de Caldas de Vizela.

Paço de S. Cipriano, na freguesia de Tabuadelo.

Concelho de Vila Nova de Famalicão: Casa do Vinhal, incluindo a capela e os jardins.

Distrito de Bragança:

Concelho de Carrazeda de Ansiães: Casa de Selores, em S. Gregório de Selores.

Concelho de Freixo de Espada à Cinta: Calçada de Alpajares, também chamada dos Mouros ou do Diabo, que vai da ribeira do Mosteiro até ao Crasto de S. Paulo, na freguesia de Poiares.

Concelho de Mirandela: Igreja de Guide, na freguesia de Torre de D. Chama.

Imóvel de Interesse Público – 3

Edifício n.º 113 da Rua Egas Moniz

Diário do Governo n.º 210 – Decreto 95 de 112.09.1978

MINISTÉRIO DO TRABALHO

Portaria n.º 544/78
de 12 de Setembro

Os cartões de identidade ora usados pelo pessoal técnico da Inspeção do Trabalho encontram-se completamente desajustados das novas realidades orgânicas do Ministério do Trabalho e conseqüentemente da própria Inspeção.

É, assim, da máxima urgência e conveniência criar para todos os elementos dos quadros técnicos de inspeção expedidos meios de identificação donde constem, com clareza, os poderes de actuação específica conferidos aos seus titulares.

Nestes termos:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Trabalho, ao abrigo do disposto no n.º 2 do artigo 38.º do Decreto-Lei n.º 48/78, de 21 de Março, o seguinte:

1.º É criado, conforme modelo anexo a esta portaria, um novo cartão de identidade para uso do pessoal dirigente e pessoal técnico de inspeção da Inspeção do Trabalho.

2.º Os cartões serão emitidos pela Secretaria-Geral do Ministério do Trabalho, mediante lista fornecida pelo inspector-geral do Trabalho.

3.º Junto do inspector-geral do Trabalho será organizado, em livro próprio, o registo dos cartões emitidos.

4.º Os cartões de identidade só terão validade quando assinados pelo inspector-geral do Trabalho e autenticados com o respectivo selo branco, que marcará também o canto inferior esquerdo da fotografia.

5.º — 1 — Os referidos cartões serão substituídos sempre que se verifique qualquer alteração nos elementos neles constantes e obrigatoriamente entregues sempre que os seus titulares cessam o exercício das suas funções.

2 — De igual modo, se deve proceder à entrega do cartão de identidade nos casos de suspensão do exercício de funções ou nos demais casos determinados na lei.

6.º O cartão deverá ser sempre exigido perante as autoridades a que haja necessidade de se recorrer e no momento da entrada nos estabelecimentos ou locais de trabalho a visitar.

7.º — 1 — Os possuidores dos cartões de identidade ora usados devem efectuar a sua entrega no momento em que lhes sejam distribuídos os novos cartões de identidade.

2 — Decorridos três dias após a distribuição referida no número anterior, os cartões de identidade ora usados perdem toda a validade, considerando-se nulos e de nenhum efeito.

8.º É revogada a Portaria n.º 14 413, de 1 de Junho de 1953.

Ministério do Trabalho, 23 de Agosto de 1978. —
O Ministro do Trabalho, *António Manuel Maldonado Gonelha*.

Anverso

REPÚBLICA PORTUGUESA		Fotografia
MINISTÉRIO DO TRABALHO		
Inspeção de Trabalho		
Nome	(Verde)	(Encarnado)
Categoria		
		O Inspector-Geral

Nota. — Dimensões: 115 mm de comprimento por 76 mm de largura. A toda a altura e ao meio do cartão leva uma faixa a verde e encarnado.

O cartão será plastificado.

Verso

<p>Cartão de identidade n.º ...</p> <p>Nos termos do Decreto-Lei n.º 48/78, de 21 de Março, o portador deste cartão pode:</p> <p>Visitar e inspecionar todos os locais onde existam relações de trabalho;</p> <p>Proceder a todos os exames ou inquéritos julgados necessários;</p> <p>Interrogar a entidade patronal, o gestor ou os trabalhadores;</p> <p>Requisitar para consulta todos os livros, registos e outros documentos;</p> <p>Recolher e levar para análise amostras de matérias e substâncias utilizadas ou manipuladas;</p> <p>Prender em flagrante delito as pessoas que procurem impedir a sua acção ou que o injuriem, ameacem, difamem ou agrandam no exercício ou por motivo das suas funções, assim como as pessoas que os acompanhem;</p> <p>Comete o crime de resistência previsto e punível pelo Código Penal todo aquele que se oponha à entrada ou ao livre exercício das suas funções, bem como as pessoas que o acompanhem;</p> <p>Comete o crime de desobediência previsto e punível pelo artigo 188.º do Código Penal aquele que se recusar a prestar-lhe declarações, depoimentos, informações ou quaisquer outros elementos necessários à sua acção.</p>
--

O Ministro do Trabalho, *António Manuel Maldonado Gonelha*.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CULTURA

SECRETARIA DE ESTADO DA CULTURA

Decreto n.º 95/78
de 12 de Setembro

Em conformidade com os artigos 2.º, 24.º e 30 do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, do n.º 1 do § 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965, e n.º 1 do artigo 1.º e n.º 1 do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 1/78, de 7 de Janeiro, o Governo decreta, nos termos da alínea g) do artigo 202.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito da Guarda:

Concelho de Meda:

Castelo da Marialva, incluindo não a torre de menagem como todas muralhas, portas e demais vestígios existentes.

Distrito de Leiria:**Concelho de Ansião:**

Residência senhorial dos Castelo Melhor, na freguesia de Santiago da Guarda.

Concelho de Peniche:

Forte da praia da Consolação, na freguesia de Atouguia da Baleia.

Distrito do Porto:**Concelho de Amarante:**

Paço de Dona Loba, em Padronelo.

Distrito de Viana do Castelo:**Concelho de Ponte de Lima:**

Capela do Anjo da Guarda.

Art. 2.º São classificados como de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Beja:**Concelho de Odemira:**

Forte de Milfontes, em Vila Nova de Milfontes.

Distrito de Braga:**Concelho de Barcelos:**

Torre de Aborim, na freguesia de S. Martinho de Aborim.

Concelho de Braga:

Casa n.ºs 51-55, da Rua dos Pelames (S. Geraldo), em Braga.

Igreja Paroquial de S. Salvador, na freguesia de Figueiredo.

Residências (2) anexas à Casa Maciéis Aranhas, situadas na Praça do Conde de Agrolongo.

Prédio na Rua de Egas Moniz, 113, em Guimarães.

Concelho de Terras de Bouro:

Sepultura do Frade ou campa do Frade, na serra do Gerês, freguesia de Vilar da Veiga.

Concelho de Vila Nova de Famalicão:

Casa de Camilo Castelo Branco, em S. Miguel de Seide.

Concelho de Vila Verde:

Casa de Carcavelos, a 1 km da ponte de Caldeias, na freguesia de S. João Baptista de Coucieiro.

Distrito de Bragança:**Concelho de Torre de Moncorvo:**

Capela de Nossa Senhora dos Prazeres, em Moncorvo.

Capela de Santo António, em Moncorvo.

Concelho de Vinhais:

Igreja de S. Facundo, em Vinhais.

Distrito de Castelo Branco:**Concelho de Castelo Branco:**

Chafariz de S. Marcos, em Castelo Branco.

Edifício do Governo Civil de Castelo Branco (antigo Palácio dos Viscondes de Portalegre).

Igreja de S. Miguel, também igreja matriz e sé catedral, em Castelo Branco.

Concelho do Fundão:

Igreja da Misericórdia do Fundão, incluindo o seu recheio.

Distrito de Coimbra:**Concelho de Arganil:**

Povoação de Piódão.

Concelho de Figueira da Foz:

Igreja do Convento de Santo António, na Figueira da Foz.

Igreja da Misericórdia de Buarcos, incluindo todo o seu recheio.

Concelho de Montemor-o-Velho:

Igreja da Misericórdia e respectiva Casa do Despacho da antiga vila de Pereira, incluindo os seus retábulos de talha, painéis de azulejo e tecto pintado.

Concelho de Oliveira do Hospital:

Solar de Ervedal da Beira.

Distrito de Évora:**Concelho de Évora:**

Igreja de S. Vicente, em Évora, incluindo todo o seu recheio, nomeadamente as pinturas a fresco e em tábuas, o retábulo, o altar de talha e os azulejos.

Distrito de Faro:**Concelho de Faro:**

Antigo cemitério da colónia judaica de Faro.

Fachada setecentista de um edifício situado à entrada de Faro (estrada Lagos-Faro) conhecido por «Casa das Figuras».

Igreja do Carmo, em Faro.

Imóvel de Interesse Público – 4

Casa das Rótulas (Largo Dr. Mota Prego)

D.R. n.º 2, 1.ª Série – Decreto 1 de 3.01.1986

Considerando ainda que se torna necessário estabelecer a forma de transição para a nova carreira de enfermagem:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Defesa Nacional, nos termos do artigo 22.º do Decreto-Lei n.º 133/84, de 2 de Maio, o seguinte:

1.º A transição para a nova carreira de enfermagem do quadro do pessoal civil da Marinha efectua-se de acordo com o disposto no artigo 19.º do Decreto-Lei n.º 133/84 e tem efeitos retroactivos desde 7 de Maio de 1984.

2.º Os encargos resultantes da aplicação deste diploma são satisfeitos, no corrente ano, por conta das dotações orçamentais atribuídas à Marinha para pagamento de vencimentos de pessoal civil.

Ministério da Defesa Nacional.

Assinada em 17 de Dezembro de 1985.

O Ministro da Defesa Nacional, *Leonardo Eugénio Ramos Ribeiro de Almeida*.

MINISTÉRIO DAS FINANÇAS

SECRETARIA DE ESTADO DO TESOURO

Portaria n.º 3/86

de 3 de Janeiro

A Portaria n.º 552-A/85, de 8 de Agosto, determinou as taxas a aplicar aquando da amortização dos certificados de aforro emitidos ao abrigo do Decreto-Lei n.º 43 453, de 30 de Dezembro de 1960.

Tendo-se verificado uma diminuição nas taxas de juro praticadas no mercado financeiro, torna-se necessário proceder a uma alteração das taxas de juro dos certificados de aforro.

Assim:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Secretário de Estado Adjunto do Ministro das Finanças e do Tesouro, o seguinte:

1.º O valor do reembolso dos certificados de aforro a emitir ao abrigo das disposições da presente portaria será calculado à taxa anual de 19,5 % durante o primeiro ano de vida de cada certificado.

2.º A taxa de juro anual aplicável a partir do fim do primeiro ano de vida de cada certificado será a taxa de referência fixada nos termos do artigo 1.º do Decreto-Lei n.º 311-A/85, de 30 de Julho, que estiver em vigor no início de cada ano de vida desses certificados, abatida do diferencial de 2,5 %.

3.º Por cada ano de vida de cada certificado além do primeiro, a taxa a que se refere o número anterior irá sendo acrescida de 0,5 % em cada ano, até ao quinto ano.

4.º Aos certificados de aforro emitidos na vigência da Portaria n.º 552-A/85, de 8 de Agosto, que solicitem a amortização a partir de 1 de Março de 1986 aplicar-se-ão as taxas constantes da tabela anexa à Portaria n.º 101-B/85, de 15 de Fevereiro, até completarem 5 anos de vida a partir da data da sua emissão.

5.º A presente portaria entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação.

Secretaria de Estado do Tesouro.

Assinada em 13 de Dezembro de 1985.

O Secretário de Estado Adjunto do Ministro das Finanças e do Tesouro, *José Alberto Tavares Moreira*.

MINISTÉRIO DA CULTURA

Instituto Português do Património Cultural

Decreto do Governo n.º 1/86

de 3 de Janeiro

Em conformidade com os artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, o n.º 1 do § 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965, o n.º 1 do artigo 1.º e o n.º 1 do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 1/78, de 7 de Janeiro, a alínea a) do artigo 2.º e a alínea a) do artigo 9.º do Decreto-Lei n.º 59/80, de 3 de Abril, e o artigo 3.º do Decreto Regulamentar n.º 34/80, de 2 de Agosto

O Governo decreta, nos termos da alínea g) do artigo 202.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Braga:

Concelho de Barcelos:

Monumento castrejo de Santa Maria de Galegos, Barcelos.

Concelho de Braga:

Termas romanas de Maximinos, Colina de Maximinos, Braga.

Distrito de Leiria:

Concelho da Nazaré:

Igreja de São Gião, situada na Quinta de São Gião, Nazaré.

Distrito do Porto:

Concelho de Marco de Canaveses:

Área arqueológica do Freixo.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Melgaço:

Ponte Nova ou da Cava da Velha, na freguesia de Castro Laboreiro.

Art. 2.º São classificados como imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Aveiro:

Concelho de Oliveira de Azeméis:

Capela de Nossa Senhora da Ribeira, seus retábulos e esculturas, na freguesia de Pinheiro da Bemposta.

Distrito de Beja:

Concelho de Almodôvar:

Igreja do Rosário, aldeia do Rosário.

Concelho de Moura:

Atalaia Magra, freguesia de Santo Agostinho, Moura.
Lagar de Varas do Fojo, Rua de São João de Deus, 20,
Moura.

Distrito de Braga:

Concelho de Braga:

Casa das Paivas ou Casa da Roda, Braga.
Casa da Pereira, na freguesia de Dume.
Igreja de São Vicente, Braga.

Concelho de Esposende:

Castro de São Lourenço, na freguesia de Vila Chã.
Estação arqueológica — Cidade de Belinho, na freguesia de Belinho.

Ponte metálica de Fão, sobre o rio Cávado, na estrada nacional n.º 13.

Concelho de Fafe:

Casa do Santo Velho, Fafe.
Casa de Santo Ovídeo, Fafe.

Concelho de Vila Verde:

Castro do Barbudo, no Monte do Castelo, freguesia de Barbudo e Carreivas.

Distrito de Bragança:

Concelho de Bragança:

Castro de Ciragata, na freguesia de Parada.
Capela da Senhora da Idera (ruínas), Cova da Lua, freguesia de Espimbozela.

Convento e Igreja de São Francisco, Bragança.
Edifício e jardim do antigo Paço Episcopal, onde se encontra instalado o Museu do Abade de Baçal, Bragança.

Concelho de Mirandela:

Igreja paroquial de Avantos.
Solar dos Condes de Vinhais, Mirandela.

Distrito de Castelo Branco:

Concelho de Belmonte:

Convento de Nossa Senhora da Boa Esperança, Belmonte.

Concelho da Covilhã:

Igreja de Nossa Senhora da Conceição, Covilhã.
Murallas da cidade da Covilhã.

Distrito de Évora:

Concelho de Évora:

Igreja das Mercês, Évora.
Igreja de Nossa Senhora da Boa Fé.

Concelho de Montemor-o Novo:

Igreja Matriz de Nossa Senhora da Assunção, Lavre.

Concelho de Reguengos de Monsaraz:

Conjunto megalítico da Herdade do Xerez.

Distrito de Faro:

Concelho de Faro:

Edifício na Rua de São Pedro, n.º 12, actual sede do Arquivo Distrital de Faro.

Concelho de Silves:

Menir dos Gregórios ou Pedra dos Cucos, sítio de Pontais, Silves.

Concelho de Tavira:

Ponte antiga sobre o rio Gilão, Tavira.

Distrito da Guarda:

Concelho de Aguiar da Beira:

Ponte portugalense sobre o rio Coja, na freguesia de Coruche.

Distrito de Leiria:

Concelho da Batalha:

Conjunto do edifício solarengo, capela e dependências anexas pertencentes às famílias Salles Zuquet e Oliveira Simões, Batalha.

Concelho do Bombarral:

Capela do Carvalhal.

Concelho de Castanheira de Pêra:

Poços da Neve e Capela de Santo António da Neve, serra da Lousã, freguesia do Coentral.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Lisboa:

Antiga Igreja do Convento dos Capuchos, bem como a boca da cisterna revestida a azulejo existente num dos pátios do hospital e ainda todas as dependências decoradas com lambrins de azulejo, incluindo o claustro e a escadaria nobre, Lisboa.

Antigo Colégio dos Meninos Orfãos, Recolhimento do Amparo, na Rua da Mouraria, 64, Lisboa.

Casa situada na Avenida de Sidónio Pais e Avenida de António Augusto de Aguiar, 3-D (casa do Sr. Artur Prat, actualmente sede da Ordem dos Engenheiros), Lisboa.

Central Tejo, zona de Belém, Lisboa.

Edifício do *Diário de Notícias* na Avenida da Liberdade, 226-226-A, Lisboa.

Igreja de Nossa Senhora da Porciúncula, do Convento dos Barbadinhos, Calçada dos Barbadinhos, Lisboa.

Concelho de Mafra:

Igreja de São Miguel e cruzeiro do século XVII, no adro da mesma, freguesia do Milharado.

Distrito de Portalegre:

Concelho de Arronches:

Abriço Pinho Monteiro, Herdade de Monte Novo, freguesia de Esperança.

Distrito do Porto:

Concelho do Porto:

Igreja de São Martinho de Lordelo, na freguesia de Lordelo do Ouro.

Concelho da Póvoa de Varzim:

Edifício na Rua do Viscinde e Rua da Amadinha conhecido por Solar dos Carneiros (actual Museu Municipal), Póvoa de Varzim.

Concelho de Santo Tirso:

Casa e Quinta de Dinis de Cima, na freguesia de Santa Cristina do Couto.

Distrito de Santarém:

Concelho de Mação:

Castelo Velho, Caratão.

Concelho de Torres Novas:

Igreja da Misericórdia de Torres Novas.

Concelho de Vila Nova da Barquinha:

Igreja da Misericórdia de Tancos.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Caminha:

Estação arqueológica do Alto do Coto da Pena, na freguesia de Vilarelho.

Concelho de Melgaço:

Casa da Quinta da Calçada, em Melgaço.
Capela de São Julião, na freguesia de Melgaço.
Ponte das Cainheiras, na freguesia de Castro Laboreiro.

Ponte de Dorna, na freguesia de Castro Laboreiro.

Ponte de Varziela, na freguesia de Castro Laboreiro.

Concelho de Monção:

Casa das Rodas, na freguesia de Monção.
Igreja de Santo António dos Capuchos, em Monção.

Concelho de Paredes de Coura:

Casa Grande de Romarigães (conjunto formado pela casa, anexos de função rural e Capela do Amparo).
Solar das Antas, no lugar das Antas, freguesia de Rubiães.

Concelho de Ponte de Lima:

Casa do Outeiro, com a sua capela, os terreiros, portão, cruzeiro e aqueduto, no lugar de Santo Ovídeo, freguesia de Santa Maria de Arcozelo.

Distrito de Vila Real:

Concelho de Boticas:

Castro de Cabeço, na freguesia da Granja.

Concelho de Chaves:

Castelo do Mau Vizinho ou dos Mouros, na freguesia de Cimo da Vila da Castanheira.

Concelho de Ribeira de Pena:

Estação de arte rupestre de Lamelas, na freguesia de São Salvador.

Concelho de Guimarães:

Casa das Rótulas, Guimarães.

Distrito de Évora:

Concelho de Montemor-o-Novo:

Menires da Pedra Longa, freguesia de Nossa Senhora da Vila.

Distrito de Leiria:

Concelho da Batalha:

Capela de Santo António, no lugar de Casal Vieiro, freguesia de São Mamede.

Distrito de Portalegre:

Concelho de Gavião:

Anta do Penedo Gordo, Torre Fundeira, freguesia de Belver.
Ermida de Nossa Senhora do Pilar, na freguesia de Belver.
Ponte antiga de pedra sobre a ribeira da Venda, Herdade da Comenda, freguesia de Comenda.

Distrito do Porto:

Concelho do Porto:

Capela do Senhor e Senhora da Ajuda, na freguesia de Lordelo do Ouro.

Concelho de Vila do Conde:

Edifício conhecido por «Palacete Melo», Avenida de Bento de Freitas, 460, Vila do Conde.

Concelho de Valpaços:

Castro da Lama de Ouriço, no topo do Cabeço da Muralha, freguesia de Vilarandelo.
Castro de Vilanova, no cabeço do Alto da Cidade, freguesia de Santiago de Alhariz.
Castro de Vilarandelo, no Alto da Muradela, freguesia de Vilarandelo.
Conjunto formado pela ponte e alminhas, em Vale de Casas, freguesia de Valpaços.

Distrito de Viseu:

Concelho de Viseu:

Capela de São João da Carreira, na freguesia de São José, Viseu.

Art. 3.º São classificados como valores concelhios os seguintes imóveis:

Distrito de Braga:

Concelho de Braga:

Capela e Recolhimento da Caridade, na Rua do Carmo, Braga.

Concelho de Fafe:

Palácio conhecido como da Companhia de Fiação de Fafe e jardim, na Rua de José Cardoso Vieira de Castro.

Casa ou Solar da Luz, freguesia de Fornelos.

Distrito de Vila Real:

Concelho de Boticas:

Capela de Atilhó ou de Santa Margarida, na freguesia de Alturas do Barroso.

Concelho de Vila Real:

Capela do Espírito Santo ou do Bom Jesus do Hospital, Vila Real.

Distrito de Viseu:

Concelho de Mangualde:

Casa do São Cosmado, próxima da quinta do mesmo nome, na freguesia de Mangualde.

Concelho de Sernancelhe:

Fonte sita na freguesia de Ferreirim.

Mário Soares — Rui Manuel Parente Chancerelle de Machete — António Antero Coimbra Martins.

Assinado em 18 de Dezembro de 1985.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

Referendado em 19 de Dezembro de 1985.

O Primeiro-Ministro, Aníbal António Cavaco Silva.

MINISTÉRIO DO TRABALHO E SEGURANÇA SOCIAL

SECRETARIA DE ESTADO DA SEGURANÇA SOCIAL

Portaria n.º 4/86

de 3 de Janeiro

O Regulamento do Fundo Especial de Segurança Social dos Profissionais de Banca dos Casinos, aprovado pela Portaria n.º 340/85, de 5 de Junho, prevê no n.º 1 do artigo 39.º que a composição do conselho consultivo compreenda os elementos referenciados nas alíneas a), b), c), d) e e).

A deficiente redacção imprimida ao n.º 2 do mesmo artigo tornou inoperante o preceituado anteriormente,

pelo que se mostra necessário promover de imediato a adequada regularização legislativa por forma a repor a unidade do preceito.

Nestes termos, ao abrigo do artigo 50.º do Regulamento do Fundo Especial de Segurança Social dos Profissionais de Banca dos Casinos, aprovado pela Portaria n.º 340/85, de 5 de Junho:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Secretário de Estado da Segurança Social, aprovar o seguinte:

1.º O n.º 2 do artigo 39.º do Regulamento do Fundo Especial de Segurança Social dos Profissionais de Banca dos Casinos, aprovado pela Portaria n.º 340/85, de 5 de Junho, passa a ter a seguinte redacção:

Constarão de regulamento, a propor pela Caixa de Previdência, as normas por que se regerá a designação dos membros do conselho consultivo referidos nas alíneas b), c), d) e e) do n.º 1.

2.º Os efeitos do disposto no n.º 1.º retrotrairão à data da entrada em vigor daquela portaria.

Secretaria de Estado da Segurança Social.

Assinada em 2 de Dezembro de 1985.

O Secretário de Estado da Segurança Social, José Nobre Pinto Sancho.

Despacho Normativo n.º 1/86

Os valores mensais atribuídos à alimentação e alojamento, quando integram a remuneração de trabalho para efeitos de incidência de contribuições para a Segurança Social, são, nos termos do princípio estabelecido pelo n.º 3 do Despacho Normativo n.º 31/83, de 27 de Janeiro, anualmente actualizados, tendo por base a variação dos índices de preços no consumidor verificados no ano anterior.

Visa, assim, este diploma proceder à referida actualização a partir da consideração moderada dos valores médios do crescimento dos preços.

Nestes termos, ao abrigo do artigo 201.º do Decreto n.º 45 266, de 23 de Setembro de 1963, determino o seguinte:

1 — Para efeitos de contribuição para a Segurança Social e subsequente cálculo dos benefícios, devem ser atribuídos à alimentação e ao alojamento, quando integram a remuneração do trabalho, os valores mensais a seguir indicados, sempre que em instrumento de regulamentação colectiva de trabalho não sejam fixados quantitativos superiores:

- a) Alimentação — 6120\$;
- b) Alojamento — 4200\$;
- c) Alojamento e alimentação — 8400\$

2 — Nos casos em que da remuneração faça parte integrante apenas uma refeição principal deve ser atribuído à alimentação, para os efeitos referidos no número anterior, o valor mensal de 3700\$.

3 — O presente despacho produz efeitos a partir de 1 de Janeiro de 1986.

Secretaria de Estado da Segurança Social, 2 de Dezembro de 1985. — O Secretário de Estado da Segurança Social, José Nobre Pinto Sancho.

Imóvel de Interesse Público – 5

Edifício da Misericórdia (Conjunto da parte setecentista, incluindo a igreja, sacristia e os restos da construção inicial)

Diário do Governo, n.º297 – Decreto 735, 1.ª Série de 21.12.1974



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 3\$20

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e a assinaturas do «Diário do Governo» e do «Diário das Sessões», deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional-Casa da Moeda, Rua de D. Francisco Manuel da Melo, 5, Lisboa-1.

ASSINATURAS

As três séries Ano	850\$	Semestre	450\$
A 1.ª série ... »	340\$	»	180\$
A 2.ª série ... »	340\$	»	180\$
A 3.ª série ... »	320\$	»	170\$

Para o estrangeiro e ultramar, acresce o porte do correio

O preço dos anúncios é de 15\$ a linha, acrescido do respectivo imposto do selo, dependendo a sua publicação do pagamento antecipado a efectuar na Imprensa Nacional-Casa da Moeda, quando se trate de entidade particular.

IMPRENSA NACIONAL-CASA DA MOEDA

AVISO

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao «Diário do Governo» desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco ou, na sua falta, a assinatura reconhecida na qualidade de responsável, salvo quando se trate de textos dimanados de cartórios notariais.

SUMÁRIO

Presidência do Conselho de Ministros:

Declaração:

De ter sido rectificado o Decreto n.º 693/74, de 5 de Dezembro, que autoriza a AGPL a celebrar contrato para a elaboração dos estudos da obra de avanço do cais Alcântara-Rocha.

Ministério da Coordenação Interterritorial:

Portaria n.º 830/74:

Abre um crédito especial destinado a reforçar verbas do orçamento da despesa do Conselho Ultramarino para o corrente ano económico.

Ministério da Justiça:

Decreto-Lei n.º 732/74:

Regula a eleição para os cargos directivos da Câmara dos Solicitadores.

Ministério da Economia:

Decreto-Lei n.º 733/74:

Define o regime de exploração das coutadas com fins turísticos e do exercício nelas da actividade venatória.

Decreto n.º 734/74:

Regulamenta algumas disposições do Decreto-Lei n.º 545/74, que estabeleceu o regime de integração dos serviços com atribuições em matéria de turismo na Secretaria de Estado do Comércio Externo e Turismo.

Ministério da Educação e Cultura:

Decreto n.º 735/74:

Classifica diversos imóveis como monumentos nacionais.

PRESIDENCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

Secretaria-Geral

Declara-se, para os devidos efeitos, que entre o original arquivado nesta Secretaria-Geral e o texto do Decreto n.º 693/74, publicado no *Diário do Governo*, 1.ª série, n.º 283, de 5 de Dezembro, existe a seguinte divergência, que assim se rectifica:

No formulário, onde se lê: «... o Governo Provisório decreta o seguinte:», deve ler-se: «... o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:»

Secretaria-Geral da Presidência do Conselho de Ministros, 13 de Dezembro de 1974. — O Secretário-Geral, *Diogo de Paiva Brandão*.

MINISTÉRIO DA COORDENAÇÃO INTERTERRITORIAL

SECRETARIA DE ESTADO DOS ASSUNTOS ECONÓMICOS

Direcção-Geral de Fazenda

Portaria n.º 830/74

de 21 de Dezembro

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Secretário de Estado dos Assuntos Económicos, abrir, nos termos do artigo 5.º do Decreto-Lei n.º 28 326, de 27 de Dezembro de 1937, um crédito especial de 12 000\$, destinado a reforçar, com as importâncias que se indicam, as seguintes verbas do orçamento da despesa do Conselho Ultramarino para o corrente ano económico:

CAPÍTULO II

Serviços próprios do Conselho Ultramarino

Pagamento de serviços:

Artigo 9.º «Despesas de higiene, saúde e confortos»:

N.º 1 «Luz, aquecimento, água, lavagem, limpeza e outras despesas» 6 000\$00

Artigo 10.º «Despesas de comunicações»:

N.º 2 «Telefones» 6 000\$00

12 000\$00

2. O cargo de inspector será provido por nomeação em comissão de serviço, por dois anos, renováveis por iguais períodos, por despacho do Secretário de Estado do Comércio Externo e Turismo, mediante proposta do director-geral do Turismo.

3. O restante pessoal do Serviço de Inspeção consta do quadro anexo a este diploma, sendo provido por contrato mediante despacho do director-geral do Turismo, sendo aplicáveis, com as necessárias adaptações, os artigos 29.º, 30.º, 31 e 33.º do Decreto-Lei n.º 74/71, de 17 de Março.

Art. 5.º — 1. O presidente da Delegação de Turismo da Madeira tem a competência atribuída pelo artigo 24.º do Decreto-Lei n.º 74/71 ao inspector-chefe dos Serviços de Inspeção da Direcção-Geral do Turismo, relativamente ao Serviço de Inspeção criado na área daquela Delegação de Turismo.

2. O inspector e o restante pessoal do Serviço de Inspeção criado junto da Delegação de Turismo da Madeira têm a competência atribuída aos titulares de cargos idênticos pelo Decreto-Lei n.º 74/71.

3. O Secretário de Estado do Comércio Externo e Turismo fixará, de acordo com o Secretário de Estado do Tesouro, as gratificações a atribuir ao pessoal deste Serviço de Inspeção, nos termos do previsto no artigo 32.º do Decreto-Lei n.º 74/71.

Art. 6.º Em tudo o que não estiver especialmente regulado neste diploma é aplicável ao Serviço de Inspeção junto da Delegação de Turismo da Madeira, em matéria de atribuições e competência e de normas de processo e fiscalização, o disposto no Decreto-Lei n.º 74/71.

Vasco dos Santos Gonçalves — Emilio Rui da Veiga Peixoto Vilar.

Promulgado em 12 de Dezembro de 1974.

Publique-se.

O Presidente da República, FRANCISCO DA COSTA GOMES.

Quadro do pessoal a que se refere o artigo 2.º

1 director de serviços	D
2 chefes de repartição	F
4 chefes de secção	J
10 primeiros-oficiais	L
14 segundos-oficiais	N
11 terceiros-oficiais	Q
11 escrevários-dactilógrafos	S

Quadro do pessoal a que se refere o artigo 4.º

1 inspector	J
3 subinspectores	L

O Ministro da Economia, *Emilio Rui da Veiga Peixoto Vilar.*



MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CULTURA

SECRETARIA DE ESTADO DO ENSINO SUPERIOR
E DA INVESTIGAÇÃO CIENTÍFICA

Direcção-Geral dos Assuntos Culturais

Decreto n.º 735/74

de 21 de Dezembro

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 1.º do

§ 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 1.º, 4.º, do artigo 16.º da Lei Constitucional n.º 3/74, de 14 de Maio, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Coimbra:

Concelho de Aguiar da Beira — Dólmen de Carapito I, também conhecido por «Casa da Moura», na freguesia de Carapito.

Distrito de Évora:

Concelho de Estremoz — Villa Lusitano-Romana de Santa Vitória do Ameixial, na aldeia do mesmo nome.

Concelho de Montemor-o-Novo — Menir na courela da Casa Nova, a 100 m da estrada nacional n.º 4 e a 7 km de Montemor-o-Novo.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Sintra — Monumento pré-histórico da Praia das Maçãs, no Outeiro das Mós.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Caminha — Laje das Fogaças, na Chã das Castanheiras, lugar da Boavista, freguesia de Lanhelas.

Concelho de Monção — Castro de S. Caetano, na freguesia de Longos Vales, abrangendo os perímetros das três muralhas.

Distrito de Viseu:

Concelho de Carregal do Sal — Dólmen da Orca, ou Lapa da Orca, em Oliveira do Conde.

Art. 2.º São classificados como imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Angra do Heroísmo:

Concelho de Angra do Heroísmo — Igreja do antigo Colégio da Companhia de Jesus, em Angra do Heroísmo.

Distrito de Aveiro:

Concelho de Aveiro — Igreja da Misericórdia de Aveiro, incluindo as salas do despacho e anexos.

Concelho da Feira — Edifícios da Malaposta de Sanfins, ou de S. Jorge, antiga muda de Souto Redondo.

Concelho de Ílhavo — Forte da Barra de Aveiro, no extremo oeste da ilha da Mó do Meio.

Distrito de Beja:

Concelho da Vidigueira — Ermida de Santa Clara, a cerca de 1 km da Vidigueira, junto à estrada para Portel e Évora.

Distrito de Braga:

Concelho de Esposende — Igreja da Misericórdia de Esposende, incluindo todo o seu recheio.

Concelho de Guimarães:

Edifício da Misericórdia de Guimarães (conjunto da parte setecentista, incluindo a igreja, a sacristia e os restos da construção inicial).

R. de João I, no seu conjunto, em Guimarães.

Distrito de Castelo Branco:

Concelho da Sertã — Igreja matriz da Sertã, incluindo todo o seu recheio.

Distrito de Coimbra:

Concelho de Condeixa-a-Nova:

Palácio dos Figueiredos, no Largo de Artur Barreto, em Condeixa-a-Nova.

Palácio Lemos, na Rua de D. Francisco de Lemos, em Condeixa-a-Nova.

Concelho de Góis — Ponte sobre o rio Ceira, em Góis.

Distrito de Évora:

Concelho de Arraiolos — Convento dos Lóios, em Vale de Flores, Arraiolos.

Concelho de Évora:

Cromeleque e menir, na Herdade dos Almen-dres, freguesia de Nossa Senhora da Tourega.

Menir e pedras que o rodeiam, no Vale dos Cardos, na Herdade dos Almen-dres, freguesia de Nossa Senhora da Tourega, a cerca de 1 km a su-sueste do cromeleque da mesma Herdade.

Distrito de Faro:

Concelho de Lagoa — Castelo de S. João de Arade, na freguesia de Ferragudo.

Concelho de Loulé — Forte Novo, ou da Armação, a cerca de 2 km a sudeste da ribeira de Quarteira.

Concelho de Vila do Bispo — Forte da Boca do Rio, ou de Almadena, na margem direita e junto à foz da ribeira de Budens.

Distrito da Guarda:

Concelho de Meda — Casa com elementos dos séculos XV e XVI, na sede da freguesia de Prova.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Cascais — Forte de Oitavos.

Concelho de Lisboa:

Igreja de Nossa Senhora dos Mártires, em Lisboa.

Palácio dos Condes de Farrobo, incluindo os jardins e o chafariz localizado na Estrada de Benfica junto à azinhaga que limita a norte o Jardim Zoológico.

Palácio dos Condes de Redondo, na Rua de Santa Marta, 56 a 56-E, em Lisboa.

Prédio na Avenida da Liberdade, 226 e 228, em Lisboa.

Prédio na Rua de S. José, 191, em Lisboa.
Prédios na Rua de Santa Marta, 44, 46 e 48, em Lisboa.

Concelho de Sintra — Ruínas da antiga barragem romana donde partia um aqueduto para O-lisipo, ao quilómetro 16,423 da estrada nacional n.º 250.

Distrito de Portalegre:

Concelho de Alter do Chão — Chafariz da Praça da República, em Alter do Chão.

Distrito do Porto:

Concelho de Amarante:

Conjunto definido pelos arruamentos a seguir mencionados, bem como os espaços livres públicos que os mesmos ligam, em Amarante:

1.º Ruas do Dr. Miguel Pinto Martins e Teixeira de Vasconcelos e a parte nascente da Rua de 5 de Outubro.

2.º Praça da República (Largo de S. Gonçalo) e Alameda de Teixeira de Pascoais (antigo mercado e suas naturais extensões até à variante da estrada nacional Porto-Vila Real).

3.º Rua de 31 de Janeiro (antiga Rua do Covelo) e Largo do Conselheiro António Cândido.

Convento de Santa Clara (restos da capela), no Largo de Santa Clara, em Amarante.

Concelho de Felgueiras — Conjunto dos elementos que caracterizam o pátio nobre e jardins da Casa de Simões (muro principal, portão armoriado, fontes e estátuas).

Concelho do Porto:

Edifício onde se encontra instalada a Biblioteca Pública Municipal do Porto, no Jardim de S. Lázaro.

Prédio na Rua de Cândido dos Reis, 75 a 79, no Porto.

Prédio na Rua da Galeria de Paris, 28, no Porto.

Prédios na Avenida de Rodrigues de Freitas, 192, 194, 200 e 204, no Porto.

Concelho da Póvoa de Varzim:

Edifício da Câmara Municipal da Póvoa de Varzim.

Igreja de Nossa Senhora das Dores, na Póvoa de Varzim.

Concelho de Vila Nova de Gaia — Aqueduto que abastece o Mosteiro de Grijó, em Grijó.

Distrito de Santarém:

- Concelho de Abrantes — Antigo Convento de S. Domingos, em Abrantes.
 Concelho da Golegã — Capela de S. José, na Azinhaga.
 Concelho do Sardoal — Edifício do século XVIII denominado «Casa Grande», ou dos Almeidas, no Sardoal.

Distrito de Viana do Castelo:

- Concelho de Valença — Ponte velha, na freguesia de S. Pedro da Torre.
 Concelho de Viana do Castelo — Moinho de vento com velas trapezoidais de madeira, em Montedor, freguesia de Carreço.
 Concelho de Vila Nova de Cerveira:
 Castelo de Vila Nova de Cerveira.
 Solar dos Castros, em Vila Nova de Cerveira.

Distrito de Vila Real:

- Concelho de Chaves — Igreja paroquial de Nogueira da Montanha.
 Concelho de Mesão Frio — Hospital da Misericórdia de Mesão Frio.
 Concelho de Murça — Capela da Misericórdia de Murça.

Distrito de Viseu:

- Concelho de Carregal do Sal — Solar dos Soares de Albergaria, na freguesia de Oliveira do Conde.
 Concelhos de Castro Daire e Cinfães — Ruínas da muralha das Portas de Montemuro, no cimo da serra de Montemuro.
 Concelho de Sátão — Castelo, ou torre de Ferreira de Aves, incluindo o fosso que o ladeia, na Quinta do Paço.
 Concelho de Tondela — Capela de Nossa Senhora do Campo, na freguesia de Campo de Besteiros.
 Concelho de Viseu — Conjunto de quatro lagares cavados na rocha, existentes na freguesia de Vila Chã de Sá e situados, respectivamente, no local conhecido por Brunhal; ao quilómetro 180,550 da estrada nacional n.º 2; no local designado por Pedra do Altar e no pinhal das Martelas.

Art. 3.º São classificados como valores concelhios os seguintes imóveis:

Distrito de Coimbra:

Concelho de Condeixa-a-Nova:

- Casa das Colunas, na Rua da Condeixinha, em Condeixa-a-Nova.
 Casa de S. Tomé, na quinta do mesmo nome.

Distrito de Faro:

Concelho de Portimão — Edifício do Colégio dos Jesuítas, em Portimão.

Distrito do Porto:

Concelho de Matosinhos — Duas sepulturas abertas na rocha granítica, no lugar de Pampelido, freguesia de Perafita.

Art. 4.º Fica esclarecido:

- a) Que a classificação como imóvel de interesse público limitada pelo Decreto n.º 39 175, de 17 de Abril de 1953, à parte constituída por abside e absidiolas da Igreja de S. Francisco, em Guimarães, passa a abranger o claustro e o edifício barroco da Ordem Terceira, incluindo a sacristia do século XVIII da igreja joanina;
- b) Que o imóvel de interesse público situado na cidade do Funchal, classificado pelo Decreto n.º 30 762, de 26 de Setembro de 1940, não se designa como Capela do Corpo Santo, mas sim Capela do Espírito Santo;
- c) Que na classificação como imóvel de interesse público do Forte do Pessegueiro, incluindo a ilha do mesmo nome (Decreto n.º 41 191, de 18 de Julho de 1957), está abrangido o Forte da Ilha de Dentro, situado na referida ilha.

Vasco dos Santos Gonçalves — Manuel Rodrigues de Carvalho.

Promulgado em 12 de Dezembro de 1974

Publique-se.

O Presidente da República, FRANCISCO DA COSTA GOMES.

Património Classificado na Zona Tampão

Monumentos Nacionais

Monumentos Nacionais

1 – Padrão de D. João I (Rua D. João I)

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P. – Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 195, II Série de 21.08.1958

2 – Claustro da Igreja de S. Domingos (freguesia de S. Paio)

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P. – Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 195, II Série de 21.08.1960

Boletim da D.G.E.M.N. n.º 8

Monumento Nacional – 1

Padrão de D. João I (Rua D. João I)

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P. – Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 195, II Série de 21.08.1958

Monumentos pre-históricos

Antas e outros monumentos

Distrito de Viana
 Caminha — Anta da Barrosa.
 Arcos de Valdevez — Antas da Serra de Soajo.

Distrito de Braga
 Guimarães — Anta da Polvoreira.

Distrito de Villa Real
 Villa Ponce de Aguiar — Antas da Serra do Alvo.
 Alijó — Anta de Fonte Coberta.

Distrito de Bragança
 Carraceda de Anciães — Antas de Villarinho.

Distrito de Porto
 Amarante — Anta da Aboboreira.
 Penafeil — Anta de Santa Marta.

Distrito de Aveiro
 Castello de Paiva — Anta do Valle da Rua.
 Aronca — Anta do Casal Mau.
 Albergaria-a-Velha — Anta de Mamallar.

Distrito de Viseu
 Oliveira de Frades — Anta da Aros.
 Salam — Antas do Queiriga e Cas-Freires.
 Penalva do Castello — Antas de Penalva.
 Mangualde — Anta de Cunha Baixa.

Distrito de Guarda
 Coia — Antas de Paranhos.

Distrito de Coimbra
 Figueira — Monumentos da Serra da Brezba.

Distrito de Lisboa
 Cintra:
 Anta de Adrennes.
 Anta de Aguiava.
 Antas de Bellas.
 Torres Vedras — Monumento funsario da Pena.

Distrito de Portalegre
 Nisa — Anta da Villa de Nisa.
 Castello de Vide:
 Anta de Melriço.
 Anta dos Pombaes.
 Anta do Fonte de Mouralço.
 Antas da Coutada de Alcolgolo.
 Anta de Corleiros.
 Anta da Casa dos Galhardos.
 Antas das Tapadas de Pedro Alvaro.
 Anta da Varzea dos Mourões.
 Anta da Nave do Grou.

Crato:
 Anta do Crato.
 Anta da Aldeia da Mata.

Avis — Anta da Herdade da Ordem.

Distrito de Evora
 Arraiolos:
 Anta da Villa de Arraiolos.
 Anta de Silvaldas.
 Mora — Anta do Pavia, transformada em capella de S. Dnis.

Montemor-o-Novo:
 Anta da Herdade dos Touraes.
 Anta do S. Brissos.
 Anta da Herdade das Commendas.

Redondo:
 Anta da Vonda do Duque.
 Anta da Herdade da Candieira.
 Anta da Herdade das Tesouras.
 Anta da Vidigueira.

Evora:
 Anta do Pinheiro do Campo.
 Anta da Herdade de Montinho.
 Anta da Herdade da Galvoeira.
 Anta do Paço da Vinha.
 Anta de Paredes.
 Anta da Herdade da Serranheira.
 Anta do Barrocal.
 Anta da Herdade da Tisnada.
 Anta da Herdade do Zambujal.
 Anta da Herdade da Murteira.

Portel — Antas da Herdade do Freixo.

Distrito de Faro
 Portimão — Monumentos de Alcalar.
 Villa Real de Santo Antonio — Monumentos da Quinta da Nora e Herdade da Marcella.

Monumentos lusitanos e lusitano-romanos

Castro

Distrito de Viana
 Melgaço — Castro de Melgaço.
 Arcos de Valdevez — Castro de Azeros.

Distrito de Braga
 Braga — Castro de Monte-Redondo.
 Guimarães:
 Citania de Briteiros.
 Citania de Sabroso.

Distrito de Bragança

Bragança — Castro de Saecinas.
 Miranda do Douro — Castro de Aldeia-Nova.

Distrito de Porto
 Villa do Conde — Castro de Dagunte.
 Santo Tirso:
 Citania de Roris.
 Castro de Monte-Cordova.
 Castro de Aivarelhos.
 Marco de Canavezes — Castro dos Arados.

Distrito de Guarda
 Guarda — Castro de Tintinho.

Distrito de Lisboa
 Cadaval — Castro de Rocha-Forte.

Distrito de Evora
 Alandroal — Castro de Castello Velho.

Distrito de Beja
 Castro Verde — Castro de Castro Verde.
 Ourique — Castro de Colla.

Entrincheiramento

Distrito de Viseu
 Viseu — Cava de Viriato.

Povoações
Distrito de Coimbra
 Condeixa-Velha — Ruínas de Conimbriga.

Distrito de Santarem
 Thomar — Ruínas ditas de Nabancia.

Distrito de Lisboa
 Setubal — Ruínas de Troia.

Distrito de Faro
 Faro — Ruínas de Estol.
 Castello

Distrito de Evora
 Evora — Castello de Vallongo.

Marcos miliarios (Seria capella)

Distrito de Viana
 Valença, Coura e Ponte de Lima — Braga a Tuy (14 marcos).

Distrito de Braga
 Amares e Braga — Geira (35 marcos).
 Guimarães — Braga a Guimarães (2 marcos).

Distritos de Braga e Porto
 Famalicão, Santo Tirso e Maia — Braga ao Porto (9 marcos).

Braga e Marco de Canavezes — Braga incerta via (21 marcos).

Distrito de Villa Real
 Montalegre, Boticas e Valpaços — Braga a Chaves (13 marcos).

Marcos miliarios

Distritos de Lisboa e Evora
 Alemquer e Evora — Lisboa a Merida (2 marcos).

Ponte

Distrito de Braga
 Amares — Ponte de Rodas.

Distrito de Villa Real
 Chaves — Ponte de Trajano.

Distrito de Beja
 Mertola — Ponte de Mertola.

Templo

Distrito de Evora
 Evora — Templo Romano de Evora.

Arcos
Distrito de Viseu
 Oliveira do Hospital — Arco romano de Bobadella.

Distrito de Evora
 Evora — Arco romano de D. Isabel.

Distrito de Beja
 Beja — Arco romano de Beja.

Funda

Distrito de Evora
 Braga — Tanque do Quintal de Idolo.

Estatuas
Distrito de Lisboa
 Lisboa — Estatuas lusitanas de Montalegre.

Inscrições

Distrito de Braga
 Guimarães — Lápide das Taipas (Ara de Trajano).

MINISTERIO DAS OBRAS PUBLICAS, COMMERCIO E INDUSTRIA
Recepção Geral das Obras Publicas e Minas
(Repartição de Obras Publicas)

Tendo sido satisfeitas as disposições do artigo 2.º e seu D' das bases para classificação dos immoveis que do ser considerados monumentos nacionaes, approvadas o decreto de 30 de dezembro de 1901: hoi por bem declarar que se tem considerado ~~monumentos nacionaes~~ que constam da nova classificação feita pelo respectivo meio (na qual se incluem os já anteriormente classificados), que, fazendo parte integrante d'este decreto, baixada e firmada pelo Ministro e Secretario de Estado dos Negocios das Obras Publicas, Commercio e Industria.

O Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Guerra e mesmo Ministro e Secretario de Estado dos Negocios das Obras Publicas, Commercio e Industria assim o tom entendido e façam executar. Paço, em 16 de junho 1910. — REI. — José Mathias Nunes — Manuel Antonio Pereira Junior.

<p>Districto de Villa Real Villa Real — Fragas de Panoias.</p>	<p>Igrejas Districto de Vianna Caminha — Igreja matriz de Caminha. Ponte da Barca: Igreja de Bravões. Igreja de Ponte da Barca. Vianna do Castello: Igreja de S. Claudio. Igreja de Santa Cruz.</p>	<p>Igreja de S. Vicente de Fora. Igreja (incompleta) de Santa Engracia. Igreja de S. Roque. Igreja de Chellas. Alcochete — Igreja de Alcochete. Setúbal: Igreja de S. Tiago de Palmella, comprehendendo o tumulo de D. Jorge de Loucastre. Igreja do antigo mosteiro de Jesus. Igreja matriz de S. Jolizo. S. Tiago de Cacem — Igreja matriz de S. Tiago.</p>
<p>Districto da Lisboa Lisboa: Lapides das Pedras Negras. Lapide do Deus Asculupio.</p>	<p>Districto de Braga Povoa do Lanhoso — Igreja de Fonte Arcada. Barcellos — Igreja de Villar de Frades. Guimarães: Igreja de S. Miguel do Castello. Igreja de Nossa Senhora da Oliveira. Igreja de S. Domingos (claustro). Igreja de S. Martinho de Candoso.</p>	<p>Districto de Portalegre Portalegra — Igreja de S. Bernardo, comprehendendo o tumulo de D. Jorge de Mello. Crato — Igreja de Flor da Rosa (ruinas), comprehendendo o tumulo de D. Alvaro Goncalves Pereira. Elvas: Igreja, antiga Sé de Elvas. Igreja de S. Pedro. Igreja dos Dominiccos. Igreja das Dominiccas.</p>
<p>Districto de Portalegre Portalegre — Lapide de Municipio de Portalegre. Avis — Lapide da Igreja de Benavilla.</p>	<p>Districto de Vila Real Montalegre — Igreja de S. Vicente da Chã.</p>	<p>Districto de Evora Evora: Igreja de S. Francisco (2.º). Igreja dos Loios, comprehendendo as campas de bronze. Igreja da Nossa Senhora de Espinheiro. Igreja da Cartuxa («Scala coeli»).Vianna de Alentejo — Igreja matriz de Vianna.</p>
<p>Districto de Evora Montemor-o-Novo: Lapide do chafariz da villa do Montemor-o-Novo. Lapide na parede fronteira á casa da camara. E, em geral, todas as lapides da serie Hübner, que não tem sido recolhidas em museu.</p>	<p>Districto de Braga Bragança — Igreja de Castro de Aveilla. Miranda — Igreja de Miranda (antiga Sé). Freixo de Espada-A-Cinta — Igreja de Freixo de Espada-A-Cinta. Torre de Moncorvo — Igreja matriz de Moncorvo.</p>	<p>Districto de Beja Serpa — Igreja de S. Francisco (3.º). Castro Verde — Igreja das Chagas do Salvador. Mertola — Igreja matriz de Mertola.</p>
<p>Ruínas Districto de Evora Arraiolos — Ruínas romanas de S. João do Campo.</p>	<p>Districto de Porto Povoa de Varzim — Igreja de S. Pedro de Rates. Villa do Conde: Igreja de S. Christovam do Rio Mau. Igreja matriz de Villa do Conde. Igreja de Santa Clara (1.º), comprehendendo os tumulos, designadamente os dos fundadores D. Afonso Sanches e D. Teresa Martins. Igreja de Azurara. Santo Tirso — Igreja de Roriz. Amarante — Igreja de S. Gonçalo, comprehendendo o claustro. Paredes — Igreja de Cetto.</p>	<p>Districto de Faro Tavira — Igreja parochial de Santa Maria.</p>
<p>Monumentos medievos, do renascimento e modernos Monumentos religiosos Cathedras Districto de Braga</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viana Melgaço — Capella de Nossa Senhora da Oraula. Districto da Braga Braga — Capella de Nossa Senhora da Conceição (1.º).</p>
<p>Districto de Braga Braga — Sé de Braga, comprehendendo os tumulos, designadamente os do Conde D. Henrique e D. Teresa, do Infante D. Afonso e do arcebispo D. Gonçalo Pereira.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Porto Porto — Sé de Porto.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viseu Lamego — Sé de Lamego. Viseu — Sé de Viseu.</p>
<p>Districto de Guarda Guarda — Sé de Guarda.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viana Melgaço — Capella de Nossa Senhora da Oraula. Districto da Braga Braga — Capella de Nossa Senhora da Conceição (1.º).</p>
<p>Districto de Coimbra Coimbra — Sé de Coimbra.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Lisboa Lisboa — Sé de Lisboa.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viseu Lamego — Sé de Lamego. Viseu — Sé de Viseu.</p>
<p>Districto de Portalegre Portalegre — Sé de Portalegre.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viana Melgaço — Capella de Nossa Senhora da Oraula. Districto da Braga Braga — Capella de Nossa Senhora da Conceição (1.º).</p>
<p>Districto de Evora Evora — Sé de Evora.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto do Funchal Funchal — Sé do Funchal.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viseu Lamego — Sé de Lamego. Viseu — Sé de Viseu.</p>
<p>Mosteiros Districto do Porto Folgueiras — Mosteiro de Pombal. Santo Tirso — Mosteiro de Santo Tirso. Bouças — Mosteiro de Loça do Balio, comprehendendo a lamina sepulchral de bronze.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viana Melgaço — Capella de Nossa Senhora da Oraula. Districto da Braga Braga — Capella de Nossa Senhora da Conceição (1.º).</p>
<p>Districto de Aveiro Arouca — Mosteiro de Arouca, comprehendendo o tumulo de Santa Mafalda. Aveiro — Mosteiro de Jesus, comprehendendo o tumulo de Santa Joana.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Coimbra Coimbra: Mosteiro de Lorvão, comprehendendo os tumulos de Santa Teresa e do Santa Sancha. Mosteiro de Santa Clara primitivo (ruinas). Mosteiro de Santa Clara, comprehendendo o tumulo da Rainha Santa Isabel. Mosteiro de Santa Cruz, comprehendendo os tumulos de D. Afonso Henriques e de D. Sancho I. Mosteiro de Cellas.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viseu Lamego — Sé de Lamego. Viseu — Sé de Viseu.</p>
<p>Districto de Leiria Batalha — Mosteiro da Batalha, comprehendendo os tumulos, designadamente os de D. João I e da Rainha D. Filipa de Lencastrre o do segundo Conde de Miranda. Alcoçaba — Mosteiro de Alcoçaba, comprehendendo os tumulos de D. Pedro I e de D. Inês de Castro.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Santarem Thomar — Mosteiro de Christo.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Lisboa Torres Vedras — Mosteiro do Varatojo.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viseu Lamego — Sé de Lamego. Viseu — Sé de Viseu.</p>
<p>Districto de Lisboa Lisboa: Mosteiro do Odivellas, comprehendendo os tumulos de D. Dinis e de sua filha. Mosteiro de Belem, comprehendendo os tumulos, designadamente os de D. Manuel, de D. João III, de D. Sebastião e do Cardeal D. Henrique.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viana Melgaço — Capella de Nossa Senhora da Oraula. Districto da Braga Braga — Capella de Nossa Senhora da Conceição (1.º).</p>
<p>Basilicas Districto de Lisboa Lisboa: Basilica de Mafra. Basilica da Estrella, comprehendendo os tumulos de D. Maria I e do seu confessor.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Vila Real Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã. Torres Vedras — Igreja de S. Pedro. Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral do Monte Agreço). Loures — Igreja matriz de Loures. Cintra — Igreja da Ponta Longa.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Lisboa Lisboa: Igreja do Carmo (ruinas). Igreja da Conceição Velha. Igreja da Madre de Deus.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Viana Melgaço — Capella de Nossa Senhora da Oraula. Districto da Braga Braga — Capella de Nossa Senhora da Conceição (1.º).</p>
<p>Districto de Vila Real Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã. Torres Vedras — Igreja de S. Pedro. Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral do Monte Agreço). Loures — Igreja matriz de Loures. Cintra — Igreja da Ponta Longa.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Vila Real Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã. Torres Vedras — Igreja de S. Pedro. Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral do Monte Agreço). Loures — Igreja matriz de Loures. Cintra — Igreja da Ponta Longa.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Vila Real Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã. Torres Vedras — Igreja de S. Pedro. Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral do Monte Agreço). Loures — Igreja matriz de Loures. Cintra — Igreja da Ponta Longa.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Vila Real Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã. Torres Vedras — Igreja de S. Pedro. Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral do Monte Agreço). Loures — Igreja matriz de Loures. Cintra — Igreja da Ponta Longa.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Vila Real Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã. Torres Vedras — Igreja de S. Pedro. Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral do Monte Agreço). Loures — Igreja matriz de Loures. Cintra — Igreja da Ponta Longa.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>
<p>Districto de Vila Real Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã. Torres Vedras — Igreja de S. Pedro. Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral do Monte Agreço). Loures — Igreja matriz de Loures. Cintra — Igreja da Ponta Longa.</p>	<p>Districto de Vila Real Penaşol: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Aguaş Santas.</p>	<p>Districto de Vila Real Villa Real — Capella de S. Brás (1.º), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.</p>

Distrito de Lisboa
 Cruz — Cruzeiro do Loures.
 Cruz — Cruzeiro do Arroios. (Vide Padrões).
 Cruz — Cruzeiro das Laranjeiras.
 Cruz — Cruz das Vendas (Azeitão).
 Cruz — Cruzeiro de Setúbal.

Distrito de Portalegre
 Cruz — Cruzeiro de Portalegre (S. Bernardo).
 Cruz — Cruz de Chão — Cruzeiro do Cabeço do Vide.

Distrito de Évora
 Cruz — Cruz de Villa Viçosa.

Distrito de Faro
 Cruz — Cruz de Portugal.

Tumulos e sepulturas

Distrito de Braga
 Cruz — Tumulo do Conde D. Henrique e sua mulher D. Teresa. (Vide Sé de Braga).
 Cruz — Tumulo do Arcebispo D. Diogo de Sousa.

Distrito de Villa Real
 Cruz — Tumulo do 1.º Duque de Bragança.

Distrito do Porto
 Cruz — Tumulo do Monte de S. Roque.
 Cruz — Tumulo de D. Rodrigo Sauchos (Grijó).

Distrito de Aveiro
 Cruz — Tumulo de Santa Mafalda. (Vide Mosteiro de Aveiro).
 Cruz — Tumulo de Santa Joana. (Vide Mosteiro de Joana).

Distrito de Viseu
 Cruz — Tumulo de Fernam Gomes, de Goa, em Oliveira do Conde.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Tumulos de Santa Teresa e Santa Sancha. (Vide Mosteiro de Lorvão).
 Cruz — Tumulo da Rainha Santa Isabel. (Vide Mosteiro de Santa Clara).
 Cruz — Tumulos de D. Afonso Henriques e D. Sancho I. (Vide Mosteiro de Santa Cruz).
 Cruz — Tumulo de D. Senando.

Distrito de Leiria
 Cruz — Tumulos de D. João I e de D. Filipa de Leiria. (Vide Mosteiro de Batalha).
 Cruz — Tumulos de D. Pedro I e de D. Inês de Castro. (Vide Mosteiro do Alcobaca).

Distrito de Santarém
 Cruz — Tumulos de João Afonso, fundador do antigo hospital de Santarém, na Igreja Parochial de S. Nicolau, e de Fernão Rodrigues Redondo, na capella de S. Pedro, actualmente annexa á meama igreja.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Tumulo de Damião Goes.
 Cruz — Tumulo do D. Dinis e de sua filha. (Vide Mosteiro de Odivellas).
 Cruz — Sepulturas da igreja de Santa Luzia.
 Cruz — Sepultura da Infanta D. Maria, filha de D. Manuel I, na igreja da Luz.
 Cruz — Tumulo da Rainha D. Mariana Victoria, na igreja de S. Francisco de Paula.
 Cruz — Tumulo da Rainha D. Maria I. (Vide Basilica de Estrela).
 Cruz — Tumulo do D. Mondo Foyos, na sacristia da igreja da Graça.
 Cruz — Tumulo de D. João das Regras.
 Cruz — Tumulos de D. Manuel I, D. João III, de D. Sebastião e do Cardinal D. Henrique. (Vide Mosteiro de Belem).

Mogumentos militares

Castellos

Distrito de Vianna
 Cruz — Castello de Melgaço.
 Cruz — Castello de Monção.
 Cruz — Forte da Insua.
 Cruz — Castello de Lindoso.

Distrito de Braga
 Cruz — Castello de Lanhoso — Castello de Lanhoso.
 Cruz — Castello de Braga (restos), designadamente a Torre de Menagem.
 Cruz — Castello de Guimarães.

Distrito de Villa Real
 Cruz — Castello de Montalegre.

Distrito de Bragança
 Cruz — Castello de Bragança.
 Cruz — Castello de Ancieiros — Castello de Carraceda (ruínas).
 Cruz — Castello de Espada-A-Cinta — Castello de Freixo de Espada-A-Cinta.

Distrito de Aveiro

Distrito de Viseu
 Cruz — Castello de Lamego.
 Cruz — Freixo de Numão — Castello de Freixo de Numão.
 Cruz — Penedono — Castello de Penedono.

Distrito de Guarda
 Cruz — Colorico da Beira — Castello de Colorico.
 Cruz — Guarda — Castello da Guarda.
 Cruz — Sabugal:
 Cruz — Castello de Sabugal.
 Cruz — Castello de Sortelha.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Cerca de Coimbra, designadamente o Arco de Almedina.
 Cruz — Montemor-o-Velho — Castello de Montemor-o-Velho, comprehendendo a igreja annexa (Vide igreja de Montemor-o-Velho).
 Cruz — Lousã — Castello de Lousã.
 Cruz — Penella — Castello de Penella (ruínas).

Distrito de Leiria
 Cruz — Pombal — Castello de Pombal.
 Cruz — Leiria — Castello de Leiria.
 Cruz — Porto de Mós — Castello de Porto de Mós.
 Cruz — Obidos — Castello de Obidos.

Distrito de Santarém
 Cruz — Villa Nova de Ourém — Castello de Ourém.
 Cruz — Thomar — Castello de Thomar.
 Cruz — Mação — Castello de Beiver.
 Cruz — Torres Novas — Castello de Torres Novas.
 Cruz — Barquinha — Castello de Almorol.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Cintra — Castello dos Mouros, comprehendendo a cisterna.
 Cruz — Lisboa — Castello de S. Jorgo e resto das edificações de Lisboa.
 Cruz — Palmella — Castello de Palmella.
 Cruz — Cezimbra — Castello de Cezimbra.
 Cruz — Alcaçer do Sal — Castello de Alcaçer do Sal.
 Cruz — S. Tiago do Cacem — Castello de S. Tiago do Cacem.

Distrito de Portalegre
 Cruz — Castello do Vide — Castello de Vide (ruínas).
 Cruz — Alter do Chão — Castello de Alter do Chão.
 Cruz — Elvas:
 Cruz — Castello de Elvas.
 Cruz — Forte de Nossa Senhora da Graça.
 Cruz — Avis — Castello de Avis.

Distrito de Évora
 Cruz — Estremoz:
 Cruz — Castello de Estremoz.
 Cruz — Castello de Évora Monte.
 Cruz — Villa Viçosa — Castello de Villa Viçosa (ruínas).
 Cruz — Alandroal — Castello do Alandroal.
 Cruz — Arraiolos — Castello de Arraiolos.
 Cruz — Vianna — Castello da Vianna de Alentejo.
 Cruz — Portel — Castello de Portel (ruínas).

Distrito de Brja
 Cruz — Alrito — Castello de Alrito.
 Cruz — Barrancos — Castello de Noudar.
 Cruz — Beja — Castello de Beja, designadamente a Torre de Menagem.

Distrito de Faro
 Cruz — Silves — Castello de Silves.
 Cruz — Castro Marim — Castello de Castro Marim.

Torres

Distrito de Vianna
 Cruz — Monção — Torre de Lapella.

Distrito de Braga
 Cruz — Braga — Torre de Menagem. (Vide Castello de Braga).

Distrito de Villa Real
 Cruz — Villa Marim — Torre de Quintella.

Distrito do Porto
 Cruz — Porto — Torre do palacio dos Terceiros.

Distrito de Viseu
 Cruz — Tarouca — Torre de Ucauba.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Lisboa — Torre de S. Vicente da Belém.

Distrito de Évora
 Cruz — Mora — Torre das Aguias.

Distrito de Faro
 Cruz — Villa do Bispo — Torre e muralhas de Sagres.

Padroes

Distrito de Braga
 Cruz — Guimarães — Padrao de D. João I (1.º).

Distrito de Guarda
 Cruz — Figueira de Castello Rodrigo — Cruz de Pedro Jacques.

Distrito de Santarém
 Cruz — Thomar — Padrao de D. João I (2.º).

Distrito de Portalegre

Distrito de Évora
 Cruz — Estremoz — Padrao do Amarelal.
 Cruz — Borba — Padrao de Montes Claros.

Paços reais

Distrito de Braga
 Cruz — Barcellos — Paços dos Duques de Bragança (ruínas).
 Cruz — Guimarães — Idem (idem).

Distrito de Lisboa
 Cruz — Cintra:
 Cruz — Paço de Cintra.
 Cruz — Paço da Pena.
 Cruz — Paço de Queluz, comprehendendo os jardins.
 Cruz — Lisboa — Paço da Ajuda.
 Cruz — Setúbal — Palacio da Bealboa.

Distrito de Évora
 Cruz — Évora — Paços de Évora (restos).

Paços municipaes

Distrito de Vianna
 Cruz — Vianna do Castello — Paços municipaes de Vianna do Castello.

Distrito de Braga
 Cruz — Guimarães — Paços municipaes de Guimarães.

Distrito de Bragança
 Cruz — Bragança — Paços municipaes de Bragança (antigos).

Paços episcopaes

Distrito do Porto
 Cruz — Porto — Paço episcopal do Porto.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Paço episcopal de Coimbra.

Distrito de Castello Branco
 Cruz — Castello Branco — Paço episcopal de Castello Branco.

Paço de Universidade

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Paço da Universidade de Coimbra.

Distrito de Évora
 Cruz — Évora — Collegio do Espirito Santo.

Palacios particulares e casas memoraveis

Distrito de Vianna
 Cruz — Monção — Palacio da Brojeira.
 Cruz — Arcos do Valdevez — Paço de Giella.
 Cruz — Vianna do Castello — Palacio dos Viscondes da Carreira.

Distrito de Braga
 Cruz — Barcellos — Palacio, solar dos Pinheiros.

Distrito de Villa Real
 Cruz — Villa Real — Palacio de Matheus.

Distrito do Porto
 Cruz — Porto — Palacio do Freixo.

Distrito de Viseu
 Cruz — Viseu — Casa da Rua de D. Duarte.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Paço da Sub-Ripas.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Lisboa:
 Cruz — Casa de Brás do Albuquerque (casa dos Bicos), fachada.
 Cruz — Palacio dos Condes de Alameda, comprehendendo os padroes commemorativos da conjuração de 1640.

Distrito de Évora
 Cruz — Arraiolos — Casa da «Sempre Noiva».
 Cruz — Évora — Casa de Garcia de Resende.

Misericordias e hospitais

Distrito de Vianna
 Cruz — Vianna do Castello — Misericordia de Vianna do Castello.

Distrito do Porto
 Cruz — Porto — Hospital de Santo Antonio.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Misericordia de Coimbra (Collegio Novo), igreja e claustro.

Aqueductos

Distrito do Porto
 Cruz — Villa do Conde — Aqueducto de Villa do Conde.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Aqueducto de S. Sebastião.

Distrito de Santarém
 Cruz — Thomar — Aqueducto do Convento de Christo.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Torres Vedras — Aqueducto de Torres Vedras.
 Cruz — Lisboa — Aqueducto das Aguas Livres, comprehendendo

<p>Distrito de Portalegre Elvas — Aqueducto da Amoreira.</p> <p>Distrito de Evora Evora — Aqueducto da Prata.</p> <p>Chafarizes e Fontes Distrito de Viana Caminha — Chafariz da Praça Municipal. Viana do Castello — Chafariz da Praça da Rainha.</p> <p>Distrito de Porto Porto: Chafariz das Virtudes. Chafariz do Passio Alegre, em S. João da Foz.</p> <p>Distrito de Santarem Santarem — Fonte das Figueiras (vulgarmente dita «Fonte Mourisca»).</p> <p>Distrito de Lisboa Torres Vedras — Chafariz dos Canos. Cintra — Antigo repuzo da villa de Cintra. Lisboa — Chafariz da Esperança.</p> <p>Distrito de Evora Burba — Chafariz do Burba. Evora — Chafariz da Praça de Geraldo.</p> <p>Fontes Distrito de Viana Caminha — Ponte de Villar de Moura. Ponte da Barca — Ponte sobre o Lima. Ponte do Lima — Ponte sobre o Lima.</p> <p>Distrito de Braga Amares e Povoa de Lanhoso — Ponte de Perosello, sobre o Cavado. Villa Verde e Braga — Ponte do Prado, idem. Povoa de Lanhoso — Ponte de Mem Gutierrez, sobre o Ave. Cabeceiras de Basto — Ponte do Cavex. Goisovães — Ponte Velha de Vizella, sobre o Vizella. Barcellos — Ponte sobre o Cavado.</p> <p>Distrito de Bragança Mirandella — Ponte sobre o Tua.</p> <p>Distrito do Porto Amarante — Ponte sobre o Tamega. Marco do Cauzeira — Ponte sobre o Tamoga.</p> <p>Distrito de Leiria Pedrogam Grande — Ponte do Cahril.</p> <p>Distrito de Portalegra Alter do Chão — Ponte da Villa Formosa.</p> <p>Arcos e padroeira commemorativos Distrito de Braga Braga — Arco da Rua do Souto.</p> <p>Distrito do Porto Penafiel — Memorial da Eruidia. Marco do Cauzeira — Memorial da Alpendurada.</p> <p>Distrito de Aveiro Arouca — Memorial de Santo Antonio de Burgo.</p> <p>Distrito de Viseu Resende — Memorial de Lordello.</p> <p>Distrito de Lisboa Loures — Memorial de Odivallas. Lisboa: Padrão do Campo Pequeno. Padrão de Arroios. (Vide Cruzeiros). Praça do Commercio, em Lisboa — Monumentos edíficos.</p> <p>Distrito de Faro Faro — Arco da Villa.</p> <p>Pelourinhos Distrito de Viana Villa Nova da Cerqueira — Pelourinho de Cerqueira. Arcos do Valdevez: Pelourinho de Soajo. Pelourinho da Arcos de Valdevez. Ponte da Barca — Pelourinho do Ponte da Barca.</p> <p>Distrito de Braga Amares — Pelourinho de Amares. Povoa de Lanhoso — Pelourinho de Lanhoso.</p> <p>Distrito de Villa Real Murça de Fancos — Pelourinho de Murça.</p> <p>Distrito da Bragança Bragança — Pelourinho de Bragança.</p> <p>Distrito de Porto Povoa do Varzim — Pelourinho da Povoa. Villa do Conde — Pelourinho da Villa do Conde. Lousada — Pelourinho de Lousada. Penafiel — Pelourinho de Penafiel. Marco — Pelourinho do Marco.</p>	<p>Distrito da Guarda Villa Nova da Fozcoa — Pelourinho de Fozcoa. Aguar da Beira — Pelourinho de Aguiar. Trancoso — Pelourinho de Trancoso. Pinhel — Pelourinho de Pinhel.</p> <p>Distrito de Coimbra Figueira da Foz — Pelourinho da Figueira. Lousã — Pelourinho de Lousã. Penella — Pelourinho de Penella.</p> <p>Distrito de Castello Branco Fundão — Pelourinho de Fundão.</p> <p>Distrito de Leiria Batalha — Pelourinho da Batalha. Obidos — Pelourinho de Obidos.</p> <p>Distrito de Santarem Alcanede — Pelourinho de Alcanede.</p> <p>Distrito de Lisboa Alemquer — Pelourinho da Mercena. Villa Franca de Xira — Pelourinho de Villa Franca. Cintra — Pelourinho da Collares. Lisboa — Pelourinho de Lisboa. Setúbal: Pelourinho de Palmella. Pelourinho de Setúbal.</p> <p>Distrito de Portalegra Alter do Chão: Pelourinho de Alter do Chão. Pelourinho de Cabeço de Vide. Campo Maior — Pelourinho de Campo Maior.</p> <p>Distrito de Evora Villa Viçosa — Pelourinho da Villa Viçosa. Arraiolos — Pelourinho de Arraiolos.</p> <p>Trachos architectonicos Distrito de Viana Melgaco: Trachos da igreja de Paderne. Trachos da igreja de Fiães. Valença — Trachos da igreja de S. Fins.</p> <p>Distrito de Porto Pennisul — Janela da Reboleira (Porto), actualmente na Quinta da Avelleda.</p> <p>Distrito de Coimbra Coimbra: Portal do Collegio de S. Thomás. Portaes da extincta igreja e convento de Sant'Anna.</p> <p>Distrito de Lisboa Torres Vedras — Trachos romanicos da igreja de Santa Maria do Castello (2.ª). Alemquer — Portal manuelino do convento de S. Francisco. Lisboa: Portal principal da igreja da Madalena. Portal da capella de Nossa Senhora dos Remedios. Portal lateral dos antigos Paços de S. Cristovam. Setúbal — Portal da Gafaria.</p> <p>Distrito de Portalegra Portalegra — Janelas da casa da Rua Azevedo Coutinho.</p> <p>Distrito de Evora Evora — Frontaria da igreja da Graça. Paço, em 16 de junho de 1910. — Manuel Antonio Afonseca Junior.</p>
---	--

António da Cruz, contínuo de 1.ª classe do quadro do pessoal menor dos serviços centrais deste Ministério — quinze dias de licença graciosa, para ser gozada seguidamente e fora da residência oficial.

João Leandro dos Santos, contínuo de 1.ª classe do quadro do pessoal menor dos serviços centrais deste Ministério — vinte e oito dias de licença graciosa, para ser gozada seguidamente e fora da residência oficial.

Pedro Pereira Costa, contínuo de 2.ª classe do quadro do pessoal menor dos serviços centrais deste Minis-

tério — concedidos trinta dias de licença graciosa, para ser gozada seguidamente.

Arlindo Lopes Cabeleira, contínuo de 2.ª classe do quadro do pessoal menor dos serviços centrais deste Ministério — concedidos vinte e nove dias de licença graciosa, para ser gozada seguidamente e a partir de 3 de Setembro próximo.

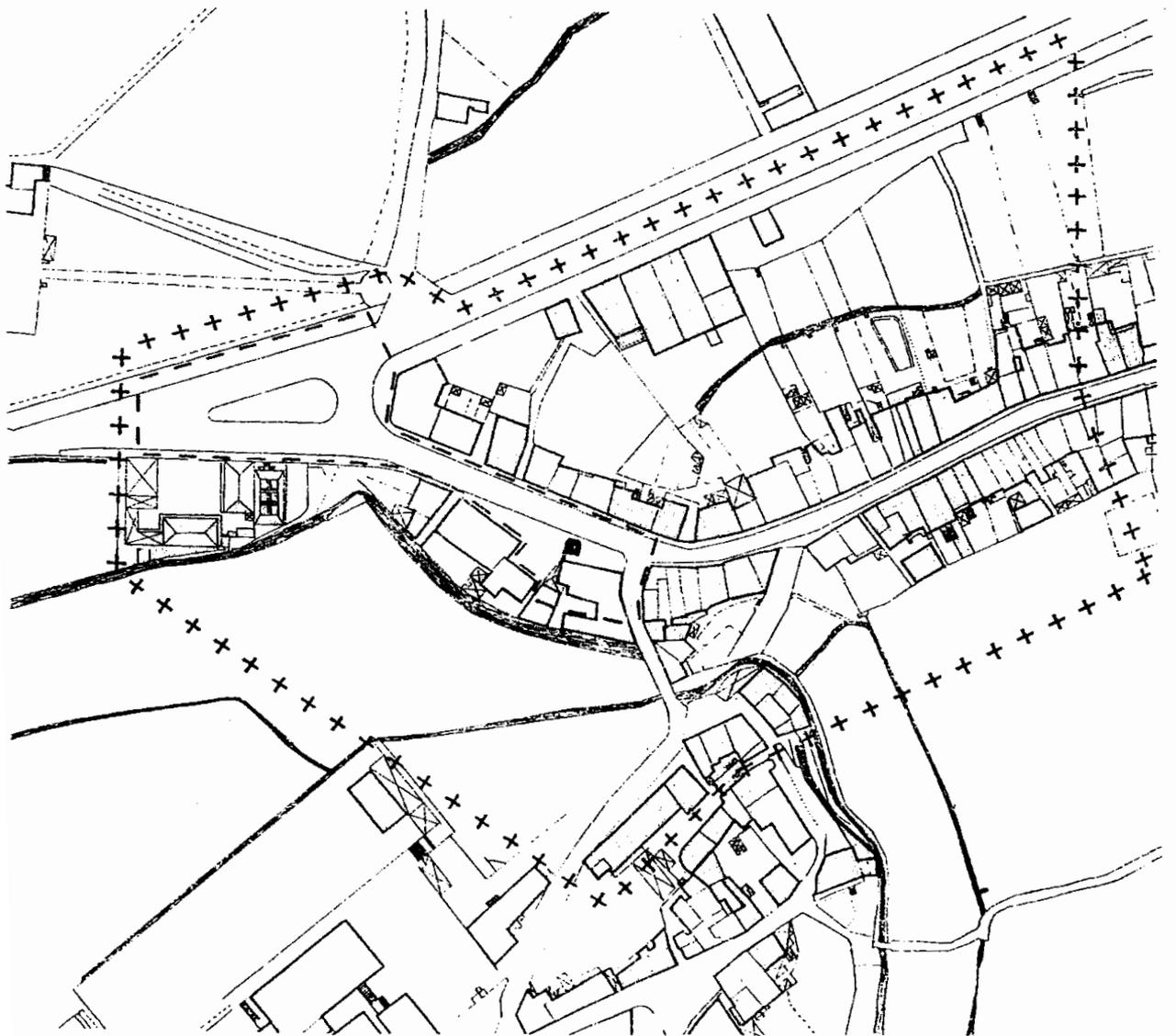
Secretaria-Geral do Ministério, 16 de Agosto de 1958. — Servindo de Secretário-Geral, *João Alexandre Ferrira de Almeida*.

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Educação Nacional, ouvida a 1.ª subsecção da 6.ª secção da Junta Nacional da Educação, que, de harmonia com o disposto no n.º 6.º do § 1.º do artigo 21.º do regulamento da mesma Junta, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936, seja fixado, conforme planta anexa a esta portaria, o perí-

metro de protecção do Padrão de D. João I, em Guimarães, classificado como monumento nacional por Decreto de 16 de Junho de 1910.

Ministério da Educação Nacional, 11 de Abril de 1958. — Pelo Ministro da Educação Nacional, *Baltasar Leite Rebelo de Sousa*, Subsecretário de Estado da Educação Nacional.



Limite da zona de protecção + + + + +

Limite da zona vedada à construção - - -

0 50 100 metros

Monumento Nacional – 2

Claustro da Igreja de S. Domingos (freguesia de S. Paio)

D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Z.E.P. – Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 195, II Série de 21.08.1960

Monumentos pre-historicos

Antas e outros monumentos

Districte de Viana
 Caminha—Anta da Barroca.
 Arcos de Valdevez—Antas da Serra de Soajo.

Districte de Braga
 Guimarães—Anta da Polvereira.

Districte de Villa Real
 Villa Pouca de Aguiar—Antas da Serra de Alva.
 Alijó—Anta da Fonte Coberta.

Districte de Bragança
 Carracedo de Anciles—Antas do Villarinho.

Districte de Porto
 Amarante—Anta da Aboboreira.
 Penafiel—Anta de Santa Marta.

Districte de Aveiro
 Castello de Paiva—Anta do Valle da Rua.
 Arcos—Anta do Casal Mau.
 Albergaria-a-Velha—Anta do Masmaltar.

Districte de Viseu
 Oliviera de Frades—Anta da Arca.
 Salam—Antas de Queiriga e Cas-Freires.
 Penalva do Castello—Antas da Penalva.
 Mangualda—Anta da Cunha Baixa.

Districte de Guarda
 Coia—Antas de Paranhos.

Districte de Coimbra
 Figueira—Monumentos da Serra da Brenha.

Districte de Lisboa
 Cintra:
 Anta de Adrennea.
 Anta da Aqualva.
 Antas do Bellas.
 Torres Vedras—Monumento funerario da Pena.

Districte de Portalegre
 Nisa—Anta da Villa de Nisa.
 Castello de Vide:
 Anta de Melriço.
 Anta dos Pombaes.
 Anta de Fonte de MouraLo.
 Antas da Costada de Alcoçalo.
 Anta de Carleiros.
 Anta da Casa dos Galhardos.
 Antas das Tapadas de Pedro Alvaro.
 Anta da Varzea dos Mourões.
 Anta da Nave do Gron.

Crato:
 Anta do Crato.
 Anta da Aldeia da Mata.
 Avis—Anta da Herdade da Ordem.

Districte de Evora
 Arraiolos:
 Anta da Villa de Arraiolos.
 Anta de Silvaldas.
 Mora—Anta de Pavia, transformada em capella de S. Di-nia.
 Montemor-o-Novo:
 Anta de Herdade dos Tourens.
 Anta de S. Brissos.
 Anta da Herdade das Comendas.

Redondo:
 Anta da Venda do Duque.
 Anta da Herdade da Candieira.
 Anta da Herdade das Tesouras.
 Anta da Vidigueira.

Evora:
 Anta do Pinheiro do Campo.
 Anta de Herdade do Montinho.
 Anta de Herdade da Galvoeira.
 Anta do Paço da Vinha.
 Anta de Paredes.
 Anta da Herdade da Serranbeira.
 Anta do Barrocal.
 Anta da Herdade da Tienada.
 Anta da Herdade do Zambujal.
 Anta da Herdade da Murteira.
 Portel—Antas da Herdade do Freixo.

Districte de Faro
 Portimão—Monumentos de Alcalar.
 Villa Real de Santo Antonio—Monumentos da Quinta da Nora e Herdade da Marcella.

Monumentos lusitanos e lusitano-romanos
Castro
Districte de Viana
 Melgaço—Castro de Melgaço.
 Arcos de Valdevez—Castro de Ásora.

Districte de Braga
 Braga—Castro de Monte-Redondo.
 Guimarães:
 Citania de Britojeiros.
 Citania de Sabroso.

Districte de Bragança
 Bragança—Castro de Saccoias.
 Miranda do Douro—Castro de Aldeia-Nova.

Districte de Porto
 Villa do Coude—Castro de Bagunte.
 Santo Tirso:
 Citania de Roris.
 Castro de Monte-Cordeva.
 Castro de Alvarellhos.
 Marco de Canaveze—Castro dos Arados.

Districte de Guarda
 Guarda—Castro de Tintinolbo.

Districte de Lisboa
 Cadaval—Castro de Rocha-Forte.

Districte de Evora
 Alandroal—Castro de Castello Velbo.

Districte de Beja
 Castro Verde—Castro de Castro Verde.
 Onrique—Castro de Colla.

Entrincheiramento
Districte de Viseu
 Viseu—Cava de Viriato.

Povoações
Districte de Coimbra
 Condeixa-Velha—Ruinas de Conimbriga.

Districte de Pastarum
 Thomar—Ruinas ditas de Nabancia.

Districte de Lisboa
 Setubal—Ruinas de Troias.

Districte de Faro
 Faro—Ruinas de Estoi.

Castello
Districte de Evora
 Evora—Castello de Vallongo.

Marcos millitarios (Serie capella)
Districte de Viana
 Valença, Coura e Ponte de Lima—Braga a Tuy (14 marcos).

Districte de Braga
 Amares e Braga—Geira (35 marcos).
 Guimarães—Braga a Guimarães (2 marcos).

Districte de Braga e Porto
 Famalicão, Santo Tirso e Maia—Braga ao Porto (8 marcos).

Braga e Marco de Canaveze—Braga incerta via (21 marcos).

Districte de Villa Real
 Montalegre, Boticas e Valpaços—Braga a Chaves (13 marcos).

Marcos millitarios.
Districte de Lisboa e Evora
 Alemquer e Evora—Lisboa a Meride (2 marcos).

Pontes
Districte de Braga
 Amares—Ponte de Rodas.

Districte de Villa Real
 Chaves—Ponte de Trajano.

Districte de Beja
 Mertola—Ponte de Mertola.

Templo
Districte de Evora
 Evora—Templo Romano de Evora.

Arcos
Districte de Viseu
 Oliveira do Hospital—Arco romano de Bobadella.

Districte de Evora
 Evora—Arco romano de D. Isabel.

Districte de Beja
 Beja—Arco romano de Beja.

Ponte
Districte de Braga
 Braga—Tasque de Quintal do Idolo.

Estatuas
Districte de Lisboa
 Lisboa—Estatuas lusitanas de Montalegre.

Lapidarios
Districte de Braga
 Guimarães—Lapido das Taipas (Ara de Trajano).

MINISTERIO DAS OBRAS PUBLICAS, COMMERCIO E INDUSTRIA
Grupo Geral das Obras Publicas e Minas
(Repartição de Obras Publicas)

Tudo sido satisfeitas as disposições do artigo 2.º e seu l.º das bases para classificação dos immoveis que do se ser considerados monumentos nacionaes, approvadas y decreto de 30 de dezembro de 1901: hei por bem de-lasar para serem considerados ~~monumentos nacionaes~~ monumentos nacionaes que constam da nova classificação feita pelo respectivo melho (na qual se incluem os já anteriormente classifica-dos), que, fazendo parte integrante d'este decreto, batza-ramente assignada pelo Ministro e Secretario de Es-tado dos Negocios das Obras Publicas, Commercio e In-dustria.

O Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Guerra e mesmo Ministro e Secretario de Estado dos Negocios das Obras Publicas, Commercio e Industria assim o te-mo entendido e façam executar. Paço, em 16 de junho 1910. — REI. — José Athias Nunes — Manuel Antio-nio Morricin Junior.

Districto de Villa Real
Villa Real — Fragas de Penseias.

Districto de Lisboa
Lisboa:
Lapides das Pedras Negras.
Lapide do Deus Aesculapio.

Districto de Portalegre
Portalegre — Lapide de Municipio de Portalegre.
Avis — Lapide da Igreja de Benavilla.

Districto de Evora
Montemor-o-Novo:
Lapide do chafariz da villa de Montemor-o-Novo.
Lapide na parede franteira á casa de camara.
E, em geral, todas as lapides da serie Hübsner, que não tem sido recolhidas em museu.

Ruinias
Districto de Evora
Arraiolos — Ruinas romanas de S. João do Campo.

Monumentos medievales, do renascimento e modernos
Monumentos religiosos
Cathedraes
Districto de Braga
Braga — Sá de Braga, comprehendendo os tumulos, designadamente os do Conde D. Henrique e D. Teresa, do Infante D. Afonso e do arcebispo D. Gonçalo Pereira.

Districto de Porto
Porto — Sá de Porto.

Districto de Viseu
Lamego — Sá de Lamego.
Viseu — Sá de Viseu.

Districto da Guarda
Guarda — Sá da Guarda.

Districto de Coimbra
Coimbra — Sá de Coimbra.

Districto de Lisboa
Lisboa — Sá de Lisboa.

Districto de Portalegre
Portalegre — Sá de Portalegre.

Districto de Evora
Evora — Sá de Evora.

Districto de Funchal
Funchal — Sá de Funchal.

Mosteiros
Districto de Porto
Felgueiras — Mosteiro de Pombeiro.
Santo Tirso — Mosteiro de Santo Tirso.
Bouças — Mosteiro de Leça do Balio, comprehendendo a lamina sepulcral de bronze.

Districto de Aveiro
Arouca — Mosteiro de Arouca, comprehendendo o tumulo de Santa Mafalda.
Aveiro — Mosteiro de Jesus, comprehendendo o tumulo de Santa Joana.

Districto de Coimbra
Coimbra:
Mosteiro de Lorko, comprehendendo os tumulos do Santa Teresa e do Santa Saecba.
Mosteiro de Santa Clara primitivo (ruinas).
Mosteiro de Santa Clara, comprehendendo o tumulo da Rainha Santa Isabel.
Mosteiro de Santa Cruz, comprehendendo os tumulos de D. Afonso Henriques e de D. Sancho I.
Mosteiro de Cellas.

Districto de Leiria
Batalha — Mosteiro da Batalha, comprehendendo os tumulos, designadamente os de D. João I e da Rainha D. Filipa de Leocastre e do segundo Conde de Miranda.
Alcoabaça — Mosteiro de Alcoabaça, comprehendendo os tumulos de D. Pedro I e de E. Inês de Castro.

Districto de Santarem
Thomar — Mosteiro de Christo.

Districto de Lisboa
Torres Vedras — Mosteiro do Varatojn.
Lisboa:
Mosteiro do Odivellas, comprehendendo os tumulos de D. Dinis e de sua filha.
Mosteiro de Belum, comprehendendo os tumulos, designadamente os de D. Manuel, de D. João III, de D. Sebastian e de Cardinal D. Henrique.

Basilicas
Districto de Lisboa
Lisboa:
Basilica de Mafra.
Basilica da Estrella, comprehendendo os tumulos de D. Maria I e do seu confessor.

Igrejas
Districto de Viana
Caminha — Igreja matriz de Caminha.
Ponte da Barca:
Igreja de Bravios.
Igreja de Ponte da Barca.
Viana do Castello:
Igreja de S. Claudio.
Igreja de Santa Cruz.

Districto de Braga
Povoa de Lanhoso — Igreja de Fonte Arcada.
Barcillos — Igreja de Villar de Frades.
Guimarães:
Igreja de S. Miguel do Castello.
Igreja de Nossa Senhora de Oliveira.
Igreja de S. Domingos (claustro).
Igreja de S. Martinho de Cendoug.

Districto de Villa Real
Mooallegro — Igreja de S. Vicente da Chã.

Districto de Bragança
Bragança — Igreja de Castro de Avella.
Miranda — Igreja de Miranda (antiga Sá).
Freixo de Espada-A-Cinta — Igreja de Freixo de Espada-A-Cinta.
Torre de Moncorvo — Igreja matriz de Moncorvo.

Districto de Porto
Povoa de Varzim — Igreja de S. Pedro de Rates.
Villa do Conde:
Igreja de S. Christovam de Rio Mau.
Igreja matriz de Villa do Conde.
Igreja de Santa Clara (1.^a), comprehendendo os tumulos, designadamente os dos fundadores D. Afonso Sauchas e D. Teresa Martins.
Igreja de Azurara.
Santo Tirso — Igreja de Roriz.
Amarante — Igreja de S. Gonçalo, comprehendendo o claustro.
Paredes — Igreja da Castro.

Penedaf
Igreja parochial de S. Martinho.
Igreja do Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz.
Maia — Igreja de Aguas Santas.

Porto
Igreja de S. Martinho de Cedofeita.
Igreja dos Clerigos, designadamente a sua torre.
Igreja de Santa Clara (2.^a).
Igreja de S. Francisco (1.^a).
Gaia — Igreja da Serra do Pilar.

Districto de Aveiro
Aveiro — Igreja das Carmelitas.
Aguada — Igreja da Trofa, comprehendendo os tumulos dos Lemos.

Districto de Viseu
Lamego — Igreja de Santa Maria de Almacave.
Rcaenda — Igreja matriz da Carquerque.

Districto da Guarda
Villa Nova de Fozcos — Igreja matriz de Villa Nova de Fozcos.

Districto de Coimbra
Coimbra — Igreja da Sá Velha.
Igreja de S. Salvador.
Igreja de S. Tiago.
Igreja de S. Domingos (capella-mor) inacabada.
Igreja de S. Marcos, comprehendendo os tumulos dos Silvas.
Montemor-o-Velho — Igreja de Nossa Senhora dos Anjos, comprehendendo o tumulo de Diogo de Azambuja. (Vide Castello de Montemor-o-Velho).
Goés — Igreja de Goés, comprehendendo o tumulo do Conde da Sortelha.

Districto de Leiria
Batalha — Igreja matriz da Batalha.
Caldas da Rainha — Igreja matriz das Caldas da Rainha.

Districto de Santarem
Thomar:
Igreja de Santa Maria do Olivai, comprehendendo os tumulos, designadamente o de D. Diogo Pinheiro, 1.^o bispo de Funchal.
Igreja de S. João Baptista.
Abrantes — Igreja de Santa Maria do Castello (1.^a).
Santarem:
Igreja de Santo Agostinho (Graça), comprehendendo os tumulos, designadamente os dos fundadores e de Pedro Alvaraz Cabral.
Igreja de E. João de Alportão.
Gollegã — Igreja matriz de Gollegã.

Districto de Lisboa
Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã.
Torres Vedras — Igreja de S. Pedro.
Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral de Monte Agraço).
Lours — Igreja matriz de Lours.
Cintra — Igreja da Panha Longa.
Lisboa:
Igreja do Carmo (ruinas).
Igreja da Conceição Velha.
Igreja da Madre de Deus.

Igreja de S. Vicente de Fera.
Igreja (incompleta) de Santa Eufracia.
Igreja de S. Roque.
Igreja de Chellas.

Alcocheta — Igreja de Alcocheta.

Satubal
Igreja de S. Tiago de Palmella, comprehendendo o tumulo de D. Jorge de Leocastre.
Igreja de antigo mosteiro de Jesus.
Igreja matriz de S. Julião.
S. Tiago de Cacem — Igreja matriz de S. Tiago.

Districto de Portalegre
Portalegre — Igreja de S. Bernardo, comprehendendo o tumulo de D. Jorge de Mello.
Crato — Igreja de Flor da Rosa (ruinas), comprehendendo o tumulo de D. Alvaro Gonçaves Pereira.
Elvas:
Igreja, antiga Sá de Elvas.
Igreja de S. Pedro.
Igreja dos Dominicis.
Igreja das Dominicis.

Districto de Evora
Evora:
Igreja de S. Francisco (2.^a).
Igreja dos Loios, comprehendendo as campas de bronze.
Igreja de Nossa Senhora de Espinheiro.
Igreja da Cartuxa (Scala coeli).
Viana de Alentejo — Igreja matriz de Viana.

Districto de Beja
Serpa — Igreja de S. Francisco (3.^a).
Castro Verde — Igreja das Chagas do Salvador.
Mertola — Igreja matriz de Mertola.

Districto de Faro
Tavira — Igreja parochial de Santa Maria.

Capellas
Districto de Viana
Melgaço — Capella de Nossa Senhora da Orada.

Districto de Braga
Braga — Capella de Nossa Senhora da Conceição (1.^a).

Districto de Villa Real
Villa Real — Capella de S. Brás (1.^a), comprehendendo o tumulo da Teixeira de Macedo.

Districto de Aveiro
Ilhavo — Capella da Vista Alegre, comprehendendo o tumulo de D. Manuel de Moura Manuel, bispo de Miranda.

Districto de Coimbra
Cantanhede — Capella de Variella.

Districto de Leiria
Leiria — Capella de S. Pedro.

Alcoabaça
Capella de S. Jorge (Aljubarrota).
Capella de Nossa Senhora do Desterro.

Districto de Santarem
Thomar — Ermida de Nossa Senhora da Conceição (2.^a).

Districto de Lisboa
Torres Vedras — Ermida de Nossa Senhora de Ameal.
Lisboa:
Capella da Santo Amaro.
Capella das Castros.

Districto de Evora
Alandroal — Capella da Boa-Nova (Terceira).
Evora — Ermida da S. Brás (2.^a).

Districto de Beja
Beja — Ermida de Santo André.

Cruzeiros
Districto de Viana
Melgaço — Cruzeiro de S. Gregorio.

Districto de Braga
Amaral — Cruzeiro de S. João do Campo.

Braga
Cruzeiros (2) dos Campos das Hortas e do Sant' Cruzeiro de Tibães.

Guimarães — Cruzeiro da Senhora da Guia.

Districto de Porto
Vallongo — Cruzeiro de Vallongo.
Bouças — Cruzeiro de Lago de Bailin.

Districto de Aveiro
Aveiro — Cruzeiro de Nossa Senhora da Glória.
Pinheiro da Bemposta — Cruzeiro do Fimbre e posta.

Districto de Coimbra
Coimbra — Cruzeiro de S. Marcos.

Districto de Castello Branco
Castello Branco — Cruzeiro da Castello Branco.

Districto de Santarem
Cartaxo — Cruzeiro do Cartaxo.

<p>Distrito de Lisboa ruas—Cruzeiro de Loures. ruas: Cruzeiro de Arroios. (Vide Padrões). Cruzeiro das Laranjeiras. ruas: Cruz das Vendas (Ansião). Cruzeiro de Setúbal.</p> <p>Distrito de Portalegre ruas—Cruzeiro de Portalegre (S. Bernardo). ruas do Chão—Cruzeiro do Cabeço do Vidro.</p> <p>Distrito de Évora ruas Viçosa—Cruzeiro de Villa Viçosa.</p> <p>Distrito de Faro ruas—Cruz de Portugal.</p> <p>Templos e sepulturas</p> <p>Distrito de Braga Templo do Conde D. Henrique e sua mulher D. Teresa. (Vide Sé de Braga). Templo do Arcebispo D. Diogo de Sousa.</p> <p>Distrito de Villa Real ruas—Templo do 1.º Duque de Bragança.</p> <p>Distrito de Porto Templo de S. Miguel—Templo do Monte de S. Roque. Templo de D. Rodrigo Sanches (Grijó).</p> <p>Distrito de Aveiro ruas—Templo de Santa Mafalda. (Vide Mosteiro de Santa Clara). Templo de Santa Joana. (Vide Mosteiro de S. Joana). Templo de S. Miguel—Templo de Fernam Gomes de Gous, em Oliveira do Conde.</p> <p>Distrito de Viseu Templo de S. Miguel—Templo de Fernam Gomes de Gous, em Oliveira do Conde.</p> <p>Distrito de Coimbra Templo de Santa Teresinha e Santa Saucha. (Vide Mosteiro do Lorreño). Templo de S. Miguel—Templo de Rainha Santa Isabel. (Vide Mosteiro de Santa Clara). Templos de D. Afonso Henriques e D. Sancho I. (Vide Mosteiro de Santa Cruz). Templo de D. Sennando.</p> <p>Distrito de Leiria Templos de S. Miguel—Templos de D. João I e de D. Filipa de Leiria. (Vide Mosteiro de Batalha). Templos de S. Miguel—Templos de D. Pedro I e de D. Inês de Castro. (Vide Mosteiro de Alcobaça).</p> <p>Distrito de Santarém Templo de S. Miguel—Templos de João Afonso, fundador do antigo hospital de Santarém, na Igreja Parochial de S. Nicolau, e de Fernão Rodrigues Redondo, na capella de S. Pedro, actualmente annexa á mesma igreja.</p> <p>Distrito de Lisboa Templos de S. Miguel—Templo de Damião Goes. Templos de S. Miguel—Templo de D. Dinis e da sua filha. (Vide Mosteiro de Odivellas). Templos: Sepulturas da igreja de Santa Luzia. Sepultura da Infanta D. Maria, filha de D. Maouel I, na igreja da Luz. Templo da Rainha D. Mariana Victoria, na igreja de S. Francisco de Paula. Templo da Rainha D. Maria I. (Vide Basilica da Estrela). Templo de D. Mondo Foyos, na sacristia da igreja da Graça. Templo de D. João das Regras. Templos de D. Manuel I, D. João III, de D. Sebastião e do Cardinal D. Henrique. (Vide Mosteiro de Belem).</p> <p>Respostas militares</p> <p>Castellos</p> <p>Distrito de Viana Templo de S. Miguel—Castello da Molgaço. Templo de S. Miguel—Castello de Monção. Templo de S. Miguel—Forte da Insua. Templo de S. Miguel—Castello de Lindoso.</p> <p>Distrito de Braga Templo de S. Miguel—Castello de Lanhoes. Templo de S. Miguel—Castello de Braga (restos), designadamente a Torre de Menagem. Templos de S. Miguel—Castello de Guimarães.</p> <p>Distrito de Villa Real Templo de S. Miguel—Castello do Montalegre.</p> <p>Distrito de Bragança Templo de S. Miguel—Castello de Bragança. Templo de S. Miguel—Castello de Ancilões—Castello de Carrazoda (ruínas). Templo de S. Miguel—Castello de Espada-A-Cinta—Castello de Froiz de Espada-A-Cinta.</p> <p>Distrito de Aveiro</p>	<p>Distrito de Viseu Lamego—Castello de Lamego. Froiz de Numão—Castello de Froiz de Numão. Penadeno—Castello de Penadeno.</p> <p>Distrito da Guarda Templo de S. Miguel—Castello de Celorico. Templo de S. Miguel—Castello da Guarda. Templo de S. Miguel—Castello do Sabugal. Templo de S. Miguel—Castello de Sortelha.</p> <p>Distrito de Coimbra Templo de S. Miguel—Cerca de Coimbra, designadamente o Arco de Almedina. Templo de S. Miguel—Castello de Montemor-o-Velho, comprehendendo a igreja annexa (Vide igreja de Montemor-o-Velho). Templo de S. Miguel—Castello de Loufã. Templo de S. Miguel—Castello de Penella (ruínas).</p> <p>Distrito de Leiria Templo de S. Miguel—Castello de Pombal. Templo de S. Miguel—Castello de Leiria. Templo de S. Miguel—Castello de Porto de Mós. Templo de S. Miguel—Castello de Obidos.</p> <p>Distrito de Santarém Templo de S. Miguel—Villa Nova de Ourém—Castello de Ourém. Templo de S. Miguel—Castello de Thomar. Templo de S. Miguel—Castello de Belver. Templo de S. Miguel—Torres Novas—Castello de Torres Novas. Templo de S. Miguel—Barquinha—Castello de Almored.</p> <p>Distrito de Lisboa Templo de S. Miguel—Cintra—Castello dos Mouros, comprehendendo a cisterna. Templo de S. Miguel—Lisboa—Castello de S. Jorge e resto das cercas de Lisboa. Templo de S. Miguel—Palmella—Castello de Palmella. Templo de S. Miguel—Cezimbra—Castello de Cezimbra. Templo de S. Miguel—Alcacer do Sal—Castello de Alcacer do Sal. Templo de S. Miguel—S. Tiago de Cacem—Castello de S. Tiago de Cacem.</p> <p>Distrito de Portalegre Templo de S. Miguel—Castello do Vidro—Castello de Vide (ruínas). Templo de S. Miguel—Alter do Chão—Castello de Alter do Chão. Templo de S. Miguel—Elvas: Castello de Elvas. Forte de Nossa Senhora da Graça. Templo de S. Miguel—Avis—Castello da Avis.</p> <p>Distrito de Évora Templo de S. Miguel—Estremoz: Castello de Estremoz. Castello de Évora Monte. Templo de S. Miguel—Villa Viçosa—Castello de Villa Viçosa (ruínas). Templo de S. Miguel—Alandroal—Castello do Alandroal. Templo de S. Miguel—Arraiolos—Castello de Arraiolos. Templo de S. Miguel—Vianna—Castello de Vianna do Alentejo. Templo de S. Miguel—Portel—Castello de Portel (ruínas).</p> <p>Distrito de Beja Templo de S. Miguel—Alfrite—Castello de Alfrite. Templo de S. Miguel—Barralcos—Castello de Noudar. Templo de S. Miguel—Beja—Castello de Beja, designadamente a Torre de Menagem.</p> <p>Distrito de Faro Templo de S. Miguel—Silves—Castello de Silves. Templo de S. Miguel—Castro Marim—Castello de Castro Marim.</p> <p>Torres</p> <p>Distrito de Viana Templo de S. Miguel—Monção—Torre de Lapella.</p> <p>Distrito de Braga Templo de S. Miguel—Braga—Torre de Menagem. (Vide Castello de Braga).</p> <p>Distrito de Villa Real Templo de S. Miguel—Villa Marim—Torre de Quintella.</p> <p>Distrito de Porto Templo de S. Miguel—Porto—Torre do palacio dos Terenas.</p> <p>Distrito de Viseu Templo de S. Miguel—Tarouca—Torre de Ucanha.</p> <p>Distrito de Lisboa Templo de S. Miguel—Lisboa—Torre de S. Vicenta de Belem.</p> <p>Distrito de Évora Templo de S. Miguel—Mora—Torre das Águas.</p> <p>Distrito de Faro Templo de S. Miguel—Villa do Bispo—Torre e muralhas de Sagres.</p> <p>Padrões</p> <p>Distrito de Braga Templo de S. Miguel—Guimarães—Padrão de D. João I (1.º).</p> <p>Distrito de Guarda Templo de S. Miguel—Figueira de Castelló Rodrigo—Cruz do Pedro Jacques.</p> <p>Distrito de Santarém Templo de S. Miguel—Thomar—Padrão de D. João I (2.º).</p> <p>Distrito de Portalegre</p>	<p>Distrito de Évora Templo de S. Miguel—Estremoz—Padrão do Ameixal. Templo de S. Miguel—Borba—Padrão da Montes Claros.</p> <p>Municípios civis</p> <p>Paços Municipaes</p> <p>Distrito de Braga Templo de S. Miguel—Barcellos—Paço dos Duques de Bragança (ruínas). Templo de S. Miguel—Guimarães—Idem (idem).</p> <p>Distrito de Lisboa Templo de S. Miguel—Cintra: Paço de Cintra. Paço da Pena. Paço de Queluz, comprehendendo os jardins. Templo de S. Miguel—Lisboa—Paço da Ajuda. Templo de S. Miguel—Setúbal—Palacio da Becalhoes.</p> <p>Distrito de Évora Templo de S. Miguel—Évora—Paços de Évora (restos).</p> <p>Paços Municipaes</p> <p>Distrito de Viana Templo de S. Miguel—Vianna do Castello—Paços Municipaes de Vianna do Castello.</p> <p>Distrito de Braga Templo de S. Miguel—Guimarães—Paços Municipaes de Guimarães.</p> <p>Distrito de Bragança Templo de S. Miguel—Bragança—Paços Municipaes de Bragança (antigos).</p> <p>Paços Municipaes</p> <p>Distrito de Porto Templo de S. Miguel—Porto—Paço episcopal de Porto.</p> <p>Distrito de Coimbra Templo de S. Miguel—Coimbra—Paço episcopal de Coimbra.</p> <p>Distrito de Castello Branco Templo de S. Miguel—Castello Branco—Paço episcopal de Castello Branco.</p> <p>Paços de Universidade</p> <p>Distrito de Coimbra Templo de S. Miguel—Coimbra—Paços da Universidade de Coimbra.</p> <p>Distrito de Évora Templo de S. Miguel—Évora—Collegio do Espirito Santo.</p> <p>Palacios particulares e casas memoraveis</p> <p>Distrito de Viana Templo de S. Miguel—Monção—Palacio da Brejoira. Templo de S. Miguel—Arcos de Valdevez—Paço de Giella. Templo de S. Miguel—Vianna do Castello—Palacio dos Viscondes da Carreira.</p> <p>Distrito de Braga Templo de S. Miguel—Barcellos—Palacio, solar dos Fincheiros.</p> <p>Distrito de Villa Real Templo de S. Miguel—Villa Real—Palacio de Matheus.</p> <p>Distrito de Porto Templo de S. Miguel—Porto—Palacio de Freixo.</p> <p>Distrito de Viseu Templo de S. Miguel—Viseu—Casa da Res de D. Duaria.</p> <p>Distrito de Coimbra Templo de S. Miguel—Coimbra—Paço da Sub-Ripa.</p> <p>Distrito de Lisboa Templo de S. Miguel—Lisboa: Casa de Brás da Albuquerque (casa dos Bicos), ohada. Palacio dos Condes do Almada, comprehendendo padrões commemorativos da conjuração de 1640.</p> <p>Distrito de Évora Templo de S. Miguel—Arraiolos—Casa da «Sempre Noiva». Templo de S. Miguel—Évora—Casa de Garcia de Rescudo.</p> <p>Misericordias e hospitaes</p> <p>Distrito de Viana Templo de S. Miguel—Vianna do Castello—Misericordia de Vianna do Castello.</p> <p>Distrito de Porto Templo de S. Miguel—Porto—Hospital de Santo Antonio.</p> <p>Distrito de Coimbra Templo de S. Miguel—Coimbra—Misericordia de Coimbra (Collegio Nova Igreja e claustro).</p> <p>Aqueductos</p> <p>Distrito de Porto Templo de S. Miguel—Villa do Conde—Aqueducto de Villa do Conde.</p> <p>Distrito de Coimbra Templo de S. Miguel—Coimbra—Aqueducto de S. Sebastião.</p> <p>Distrito de Santarém Templo de S. Miguel—Thomar—Aqueducto do Convento de Christo.</p> <p>Distrito de Lisboa Templo de S. Miguel—Torres Vedras—Aqueducto de Torres Vedras. Templo de S. Miguel—Lisboa—Aqueducto das Águas Livres, comprehendendo</p>
---	--	---



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 3020

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 3 exemplares anuam-se gratuitamente.

ASSINATURAS	
As três séries . . . Ano 360\$	Semestre 200\$
A 1.ª série 140\$	" 80\$
A 2.ª série 150\$	" 70\$
A 3.ª série 150\$	" 70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4450 a linha, acrescido de respectivo imposto de selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 20 de Dezembro de 1962, têm a redução de 40 por cento.

ADMINISTRAÇÃO DA IMPRENSA NACIONAL DE LISBOA

AVISO

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao «Diário do Governo» desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco.

SUMÁRIO

Presidência do Conselho:

Despachos pela Emissora Nacional de Radiodifusão.

Ministério do Interior:

Despachos pela Imprensa Nacional de Lisboa.

Ministério da Justiça:

Despachos pela Direcção-Geral da Justiça.
Despachos pela Direcção-Geral dos Registos e do Notariado.
Declaração de que se encontra aberto concurso para provimento, interino, do lugar de terceiro-ajudante da Conservatória do Registo Civil de Tondela (2.ª classe).
Nova publicação, rectificada, da declaração de que se encontra aberto concurso para provimento do lugar de segundo-ajudante do 1.º cartório notarial do Porto (1.ª classe), inserta no *Diário do Governo* n.º 189, de 18 do corrente.
Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Prisionais.
Aviso que torna público estar vago um lugar de assistente social do quadro único dos serviços dependentes da Direcção-Geral dos Serviços Prisionais, para exercer funções no círculo judicial do Funchal.
Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Jurisdicionais de Menores.

Ministério das Finanças:

Despachos pela Direcção-Geral da Fazenda Pública.
Nota do câmbio livre do cruzeiro a aplicar para determinação do imposto de passagem e taxa de emigração a entregar nos cofres do Estado no mês de Setembro de 1960.

Ministério do Exército:

Despachos pela Repartição Geral.

Ministério da Marinha:

Portaria que promove ao posto imediato vários segundos-tenentes de marinha.
Despachos pela Superintendência dos Serviços da Armada.

Ministério das Obras Públicas:

Despachos pela Junta Autónoma de Estradas.
Despachos que aprovam os autos de recepção definitiva de diversas empreitadas.
Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Hidráulicos.

Mapa das despesas efectuadas pela Comissão Administrativa das Novas Instalações Universitárias durante o mês de Julho de 1960.

Portarias que concedem a várias entidades a comparticipação do Estado, por conta do Fundo de Desemprego, para a execução de diversos trabalhos.

Portarias que ampliam os prazos fixados nas comparticipações concedidas, pelo Fundo de Desemprego, a várias entidades para conclusão de determinadas obras.

Portarias que reforçam as comparticipações concedidas às Câmaras Municipais da Marvão e Crato, em conta do crédito aberto no Commissariado do Desemprego a favor da Comissão Coordenadora das Obras Públicas no Alentejo, para execução de várias obras.

Portaria que anula a comparticipação concedida, pelo Fundo de Desemprego, à direcção do Asilo de Mendicidade de Fronteira para execução da obra de construção de um bairro de casas naquela vila.

Ministério do Ultramar:

Acórdão n.º 3515 do Conselho Ultramarino.
Despachos pela Direcção-Geral de Administração Política e Civil.

Ministério da Educação Nacional:

Portaria que fixa o perímetro de protecção do claustro e da Igreja de S. Domingos de Guimarães.
Despachos pela Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes.
Despacho que aplica uma penalidade a um preparador do Instituto Industrial do Porto.
Despachos pela Direcção-Geral do Ensino Primário.
Despachos pelo Instituto de Alta Cultura.

Ministério da Economia:

Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Agrícolas.
Lista de classificação dos candidatos ao concurso documental de admissão para preenchimento de vaga de regente agrícola de 3.ª classe do quadro dos regentes agrícolas da Direcção-Geral dos Serviços Agrícolas, a fim de exercer funções na Horta (Açores).
Lista provisória dos candidatos admitidos ao concurso de provimento dos lugares de auxiliar de laboratório do quadro do pessoal auxiliar da Direcção-Geral dos Serviços Pecuários.
Despachos pela Direcção-Geral dos Serviços Florestais e Aquícolas.

Ministério das Comunicações:

Avisos a dois candidatos classificados no concurso de admissão de escriturários de 2.ª classe do quadro permanente da Direcção-Geral de Transportes Terrestres de que devem declarar se pretendem ou não ocupar o lugar.
Despachos pela Administração-Geral dos Correios, Telégrafos e Telefones.
Despachos pela Administração dos Portos do Douro e Leixões.

Ministério da Saúde e Assistência:

Despachos pelo Instituto de Assistência Nacional aos Tuberculosos.
Despachos pelos Hospitais Cívicos de Lisboa.

Casa Pia de Lisboa — Despachos sobre movimento de pessoal.

tida, nos termos do artigo 246.º do Estatuto do Funcionalismo Ultramarino, a licença de noventa dias da Junta de Saúde do Ultramar no tempo correspondente de licença graciosa, que deverá gozar na metrópole pelo período de cento e cinquenta dias.

Firmino Mendes Lopes, maquinista de guindastes de 2.ª classe do quadro privativo dos serviços dos portos, caminhos de ferro e transportes de Moçambique — convertida, nos termos do artigo 246.º do Estatuto do Funcionalismo Ultramarino, a licença de noventa dias da Junta de Saúde do Ultramar no tempo correspondente de licença graciosa, que deverá gozar na metrópole pelo período de cento e vinte e seis dias.

António Duarte dos Santos, capataz geral, contratado dos serviços de obras públicas de Moçambique — convertida, nos termos do artigo 246.º do Estatuto do Funcionalismo Ultramarino, a licença de noventa dias da Junta de Saúde do Ultramar no tempo correspondente de licença graciosa, que deverá gozar na metrópole pelo período de cento e cinquenta dias.

Para serem publicados no «Boletim Oficial» de Moçambique.

Direcção-Geral de Administração Política e Civil, 16 de Agosto de 1960. — O Director-Geral, *Francisco Simões da Silva Neto*.

Por portarias de 4 de Agosto corrente, visadas pelo Tribunal de Contas em 16 do mesmo mês:

Nelma Morais de Sousa Magalhães Machado, terceiro-oficial do quadro de secretaria do Ministério do Ultramar, colocado na Inspeção Superior de Administração Ultramarina — nomeada, nos termos do n.º 1.º, da base XI e do n.º II, 2.º, da base XII da Lei Orgânica do Ultramar Português, conjugados com o artigo 66.º do Estatuto do Funcionalismo Ultramarino, aplicável em virtude do artigo 103.º do Decreto-Lei n.º 41 169, de 29 de Junho de 1957, para desempenhar, interinamente, as funções de segundo-oficial do mesmo quadro e colocada na mesma Inspeção enquanto durar o impedimento do segundo-oficial José Lopes da Costa, que, por portaria de 29 de Fevereiro findo, visada pelo Tribunal de Contas em 16 de Março seguinte e publicada no *Diário do Governo* n.º 72, 2.ª série, de 26 do mesmo mês, foi nomeado para desempenhar, interinamente, as funções de primeiro-oficial.

Maria Helena Lopes de Oliveira, escriturária de 2.ª classe do quadro de secretaria do Ministério do Ultramar, colocada na Inspeção Superior de Administração Ultramarina — nomeada, nos termos do n.º 1.º, da base XI e do n.º II, 2.º, da base XII da Lei Orgânica do Ultramar Português, conjugados com o artigo 66.º do Estatuto do Funcionalismo Ultramarino, aplicável em virtude do artigo 103.º do Decreto-Lei n.º 41 169, de 29 de Junho de 1957, para desempenhar, interinamente, as funções de terceiro-oficial do mesmo quadro e colocada na mesma Inspeção enquanto durar o impedimento do terceiro-oficial Nelma Morais de Sousa Magalhães Machado, que, por portaria desta data, foi nomeada para desempenhar, interinamente, as funções de segundo-oficial.

(São devidos emolumentos, nos termos do Decreto n.º 22 257).

Jucília Martins dos Santos Martins, dactilógrafa do quadro de dactilografia do Ministério do Ultramar, colocada na Inspeção Superior de Administração

Ultramarina — nomeada, nos termos do n.º 1.º, da base XI e do n.º II, 2.º, da base XII da Lei Orgânica do Ultramar Português, conjugados com o artigo 66.º do Estatuto do Funcionalismo Ultramarino, aplicável em virtude do disposto no artigo 103.º do Decreto-Lei n.º 41 169, de 29 de Junho de 1957, para desempenhar, interinamente, as funções de escriturária de 2.ª classe do quadro de secretaria do mesmo Ministério e colocada na mesma Inspeção enquanto durar o impedimento de Maria Helena Lopes de Oliveira, que, por portaria desta data, foi nomeada para desempenhar, interinamente, as funções de terceiro-oficial do mesmo quadro. (Não são devidos emolumentos, nos termos do Decreto n.º 22 257).

Direcção-Geral de Administração Política e Civil, 18 de Agosto de 1960. — O Director-Geral, *Francisco Simões da Silva Neto*.

Por contrato celebrado em 19 de Julho findo e visado pelo Tribunal de Contas em 17 de Agosto corrente:

Eduardo Manuel Cardoso dos Santos, licenciado em Ciências Biológicas — contratado, de harmonia com o disposto no n.º 1.º, da base XI da Lei Orgânica do Ultramar Português, conjugada com o n.º 3.º do artigo 11.º do Decreto-Lei n.º 35 395, de 26 de Dezembro de 1945, para a prestação de serviço como investigador da Junta de Investigações do Ultramar, com direito ao vencimento mensal de 4500\$. O contrato é pelo prazo de um ano, considerando-se prorrogado tacitamente por períodos iguais até ao limite estabelecido na regra 3.ª do artigo 47.º do Estatuto do Funcionalismo Ultramarino, aprovado pelo Decreto n.º 40 708, de 31 de Julho de 1956, artigo mandado aplicar ao Ministério do Ultramar pelo artigo 103.º do Decreto-Lei n.º 41 169, de 29 de Junho de 1957, cujas regras regulam as condições a que fica sujeito o segundo outorgante, ficando rescindido, a partir da data da posse, o contrato celebrado com o segundo outorgante em 29 de Maio de 1958, publicado no *Diário do Governo* n.º 152, 2.ª série, de 1 de Julho do mesmo ano. (São devidos emolumentos, nos termos do Decreto n.º 22 257).

Direcção-Geral de Administração Política e Civil, 19 de Agosto de 1960. — O Director-Geral, *Francisco Simões da Silva Neto*.

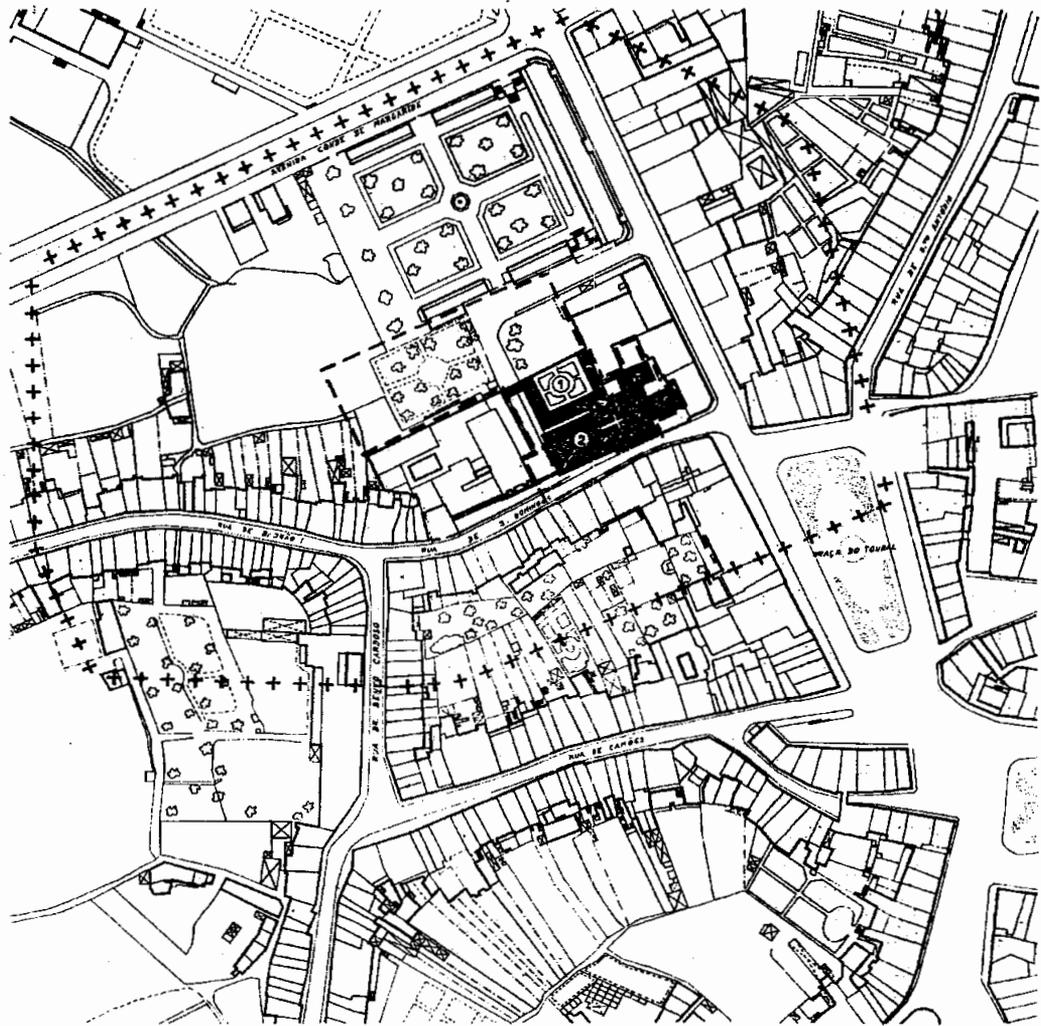
MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Educação Nacional, ouvida a 1.ª subsecção da 6.ª secção da Junta Nacional da Educação, que, de harmonia com o disposto no n.º 6 do § 1.º do artigo 21.º do Regimento da mesma Junta, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936, seja fixado, conforme planta anexa a esta portaria, o perímetro de protecção do claustro e da Igreja de S. Domingos de Guimarães, classificados, respectivamente, como monumento nacional e imóvel de interesse público por Decretos de 16 de Junho de 1910 e n.º 42 255, de 8 de Maio de 1959

Ministério da Educação Nacional, 16 de Agosto de 1960. — Pelo Ministro da Educação Nacional, *Baltasar Leite Rebelo de Sousa*, Subsecretário de Estado da Educação Nacional.

Zona de protecção do claustro e da Igreja de S. Domingos de Guimarães



Limite da zona de protecção + + + + + + +
 Limite da zona vedada à construção - - - - -

0 50 100 metros

Por despacho de 9 deste mês:

Doutor José António Ferreira de Almeida — aprovado o termo de prorrogação do contrato para o exercício das funções de professor extraordinário da Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa. (Registo T. C. 23 438, de 12 do corrente. Visado em 16. Não são devidos emolumentos).

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes, 20 de Agosto de 1960. — O Director-Geral, *João Alexandre Ferreira de Almeida*.

Direcção-Geral do Ensino Técnico Profissional

Repartição dos Serviços Administrativos

Por despacho ministerial de 5 do corrente:

Fernando Ferreira Pereira, preparador do Instituto Industrial do Porto — demitido, por ter sido considerado, pelo Conselho de Ministros, incurso no disposto no artigo 1.º do Decreto-Lei n.º 25 317, de 13 de Maio

de 1939. (Registo T. C. 23 444: Anotado pelo Tribunal de Contas em 12 do corrente).

Direcção-Geral do Ensino Técnico Profissional, 17 de Agosto de 1960. — Pelo Director-Geral, *Manuel Alambre dos Santos*.

Direcção-Geral do Ensino Primário

1.ª Repartição

1.ª Secção

Por despachos de 16 do corrente:

Abono de vencimento de exercício

Distrito escolar de Aveiro:

Elvira Fernandes Dias, professora da escola feminina de Vila Chã de S. Roque, concelho de Oliveira de Azeméis — autorizado o abono de vencimento de exercício perdido de 15 de Junho a 14 de Julho do ano corrente.

Imóveis de Interesse Público



Imóveis de Interesse Público

1 – Convento de S. Francisco

a) Freseos do Convento

D.G. n.º 22 – Decreto de 30 762 de 26.09.1940

b) Parte da igreja de S. Francisco, constituída pela ábside e absidiolos

D.G. n.º 77 – Decreto 39 175 de 17.04.1953

c) Claustro e edifício barroco da Ordem Terceira de S. Francisco, incluindo a sacristia do século XVIII da igreja Joanina

D.G. n.º 297, Decreto 735 de 21.12.1974

2 – Cruzeiro fronteiro ao adro da Igreja de S. Francisco

D.G. n.º 251 – Decreto de 45 327 de 25.10.1963

3 – Rua D. João I, no seu conjunto

D.G. n.º 297 – Decreto de 735 de 21.12.1974

4 – Igreja de S. Domingos (Rua D. João I)

D.G. n.º 105 – Decreto 42 255 de 8.05.1959

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 195, 2.ª Série de 22.08.1959

5 – Igreja e Oratório dos Santos Passos

Despacho da secretaria de Estado da Administração Escolar, transmitido por of. da D.G. dos Assuntos Culturais de 2.06.1972 e por Despacho Ministerial transmitido pelo of. nº 12 685 de 29.08.1975 da mesma D.G.

I.I.P. – Decreto-Lei n.º 280, 1.ª série-B de 30.11.1993

6 – Antigas Fábricas de Curtumes de Guimarães (Zona de Couros)

D.M. of. I.I.P. n.º 7 606 de 29.07.1977

7 – Igreja do Convento das Capuchinhas ou da Madre de Deus (freguesia de S. Sebastião)

D.G. n.º 19 – Decreto 8 de 24.01.1983

Imóvel de Interesse Público – 1

Convento de S. Francisco

b) Frescos do Convento

D.G. n.º 22 – Decreto de 30 762 de 26.09.1940

b) Parte da igreja de S. Francisco, constituída pela ábside e absidiolos

D.G. n.º 77 – Decreto 39 175 de 17.04.1953

e) Claustro e edifício barroco da Ordem Terceira de S. Francisco, incluindo a sacristia do século XVIII da igreja Joanina

D.G. n.º 297, Decreto 735 de 21.12.1974

Usando da faculdade conferida pelo n.º 4.º do § 1.º do artigo 10.º da referida Carta Orgânica e nos termos do § 2.º da mesma disposição:

O Ministro das Colónias decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo único. São isentos de direitos e demais imposições aduaneiras, na colónia de Angola, os materiais a importar que se destinem ao monumento a D. Afonso Henriques, que vai ser erigido na cidade de Luanda.

Publique-se e cumpra-se como nelle se contém.

Para ser publicado no «Boletim Oficial» da colónia de Angola.

Paços do Governo da República, 26 de Setembro de 1940. — ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA — António de Oliveira Salazar — Francisco José Vieira Machado.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção Geral do Ensino Superior
e das Belas Artes

Decreto n.º 30:762

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do decreto n.º 20:985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do Regimento da Junta Nacional da Educação, aprovado pelo decreto-lei n.º 26:611, de 19 de Maio de 1936;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º São classificados monumentos nacionais os seguintes imóveis.

Distrito de Braga

Concelho de Barcelos — Chafariz monumental existente no pátio do extinto convento anexo à Igreja de Vilar de Frades, já classificada de monumento nacional pelo decreto de 16 de Julho de 1910.

Distrito de Faro

Concelho de Portimão — Estação arqueológica descoberta na Quinta da Abicada, freguesia de Mexilhoeira Grande.

Distrito do Funchal

Concelho do Funchal:

Palácio de S. Lourenço, residência de governadores.

Igreja e todas as dependências existentes do Mosteiro de Santa Clara.

Igreja de S. João Evangelista.

Casa da Alfândega.

Distrito de Lisboa

Cidade de Lisboa — Capela de S. Jerónimo, existente na cerca da Casa Pia de Lisboa.

Concelho de Oeiras — Palácio dos Marqueses de Pombal, abrangendo o jardim, casa de pesca e cascata junta.

Concelho de Torres Vedras:

Monumento funerário, eneolítico, do Barro.

Gruta artificial da época calcolítica, aberta em argila, compacta, existente no lugar de Ermigeira.

Distrito de Portalegre

Concelho de Portalegre — Dois claustros existentes no convento anexo à Igreja de S. Bernardo de Portalegre, já classificada como monumento nacional.

Concelho de Elvas — Muralhas e obras anexas praça de Elvas.

Distrito do Porto

Concelho de Amarante — Igreja do Gatão, incluindo as pinturas murais a fresco que a decoram.

Art. 2.º São classificados imóveis de interesse público os seguintes:

Distrito de Braga

Concelho de Esposende — Dez sepulturas de inumação descobertas no lugar do Monte, freguesia de S. Paio de Antas.

Concelho de Guimarães — Frescos existentes no Convento de S. Francisco.

Concelho de Póvoa de Lanhoso — Estrada lusitano-romana situada na estrada para o Castelo da Póvoa de Lanhoso.

Distrito de Coimbra

Concelho de Arganil — Túmulo de Mateus da Cunha existente na Igreja de Pombeiro.

Distrito de Faro

Concelho de Tavira — Igreja da Misericórdia.

Distrito do Funchal

Cidade do Funchal:

Casa de D. Mécia.

Igreja da Encarnação.

Capela de Nossa Senhora da Nazaré.

Capela de S. Paulo.

Capela do Espírito Santo.

Paço episcopal e capela anexa.

Palácios da Torre-Bela, dos Cônsules e dos Ornelas.

Fortes de S. João Baptista, do Ilhéu e de Santiago.

Concelho da Calheta — Capela dos Reis Magos, do Estreito da Calheta.

Concelho de Câmara de Lobos — Igreja do Campanário.

Concelho de Machico:

Igreja matriz.

Capela dos Milagres.

Capela de S. Roque.

Fortes de Santo Amaro e de S. João.

Concelho de Ponta do Sol — Igreja matriz.

Concelho da Ribeira Brava — Igreja matriz.

Concelho de Santa Cruz:

Igreja matriz.

Capela da Mãe de Deus, do Caniço.

Distrito de Lisboa

Cidade de Lisboa:

Capela do antigo Convento dos Cardais, sita na Rua Eduardo Coelho, 1.

Duas salas do primeiro andar do prédio n.º 90 da Rua Cecílio de Sousa.

Concelho de Loures — Palácio da Mitra, em Santo Antão do Tojal, com os seguintes anexos: a antiga igreja, o chafariz monumental, o aqueduto e ainda o pombal existente na quinta do Palácio, com os seus azulejos decorativos, e o portão que dá entrada directa à

quinta e se encontra à direita e um pouco distanciado da igreja.

Concelho da Lourinhã — Três grutas, assim descri-

135

Gruta principal, a 80 metros à esquerda da estrada de S. Bartolomeu a Reguengo Grande, em pedreiras e terrenos pertencentes à «Tia Lisandra» e em frente do casal de Manuel Moleiro.

2.ª gruta, em frente da primeira, mas do lado direito da estrada confinante com o referido casal.

3.ª gruta, na mesma estrada, antes da povoação de Reguengo Grande, junto a uns casarios a que chamam Reguengo Pequeno. É conhecida por Lapa do Reguengo Pequeno.

Distrito de Santarém

Concelho de Ferreira do Zêzere:

Igreja matriz da freguesia das Areias.

Torre de Dornes.

Ruínas da Torre da Murta.

Capela de S. Pedro de Castro.

Igreja da freguesia do Beco.

Distrito de Setúbal

Concelho de Santiago do Cacém — A área do Castelo Velho, com as ruínas da cidade romana adjacente descobertas na herdade dos Chãos Salgados, subúrbios de Santiago do Cacém.

Distrito de Viana do Castelo

Concelho de Monção — Capela de S. Sebastião, na igreja matriz.

Distrito de Vila Real

Concelho de Sabrosa — Cemitério lusitano-romano, situado na Quinta da Relva, freguesia de Provesende.

Distrito de Viseu

Concelho de Sernancelhe — Igreja de Ferreirim.

Art. 3.º São inventariados os seguintes móveis:

Distrito de Braga

Concelho de Póvoa de Lanhoso — Três braceletes de ouro da época proto-histórica, aparecidos no Monte da Senhora do Pilar.

Distrito do Funchal

Pia baptismal do século XVI, em estilo mudéjar, existente na Igreja de Ponta do Sol.

Escultura em madeira representando a Adoração dos Reis Magos, com treze figuras em alto relêvo, século XVI, existente na capela dos Reis Magos, do Estreito da Calheta.

Janela da Casa de Colombo, que se conserva num jardim particular da cidade do Funchal, obra manuelina recolhida quando a Câmara Municipal mandou demolir a propriedade do flamengo João Esmeraldo, onde se diz ter habitado Colombo.

Pinturas sobre madeira:

Painel de Santiago, colocado no altar-mor da Igreja do Socorro, do Funchal.

Triptico da sacristia da mesma Igreja.

Painel dos Apóstolos, da mesma sacristia, que se encontra colocado por debaixo do triptico.

Três painéis (S. Paulo, S. Pedro e Santo André), que se conservam na sacristia da Igreja de S. Pedro, do Funchal.

Três painéis (Anunciação, Natividade, Santa Ana e S. Joaquim), da Igreja Nova de S. Martinho, do Funchal (colocados numa capela do lado da epístola).

Painel (emblema de Cristo), da capela particular da Nossa Senhora da Consolação, do Funchal.

Triptico (descida da Cruz), da Igreja da Ribeira Brava, na parede lateral esquerda da capela-mor.

Painel (adoração dos Magos), na parede lateral esquerda do corpo da mesma Igreja.

Painel de Nossa Senhora do Amparo, no altar do mesmo nome da Sé do Funchal.

Distrito de Lisboa

Pequena peça de artilharia, de bronze, da época de D. Manuel I, pertencente a Manuel Marques, Limitada, estabelecidos em Lisboa, na Avenida 24 de Julho, 8-B, 1.º

Parte de uma fonte de pedra representando cabeças de rei e de rainha, com as divisas esfera armilar e camareiro, pertencente a José Pinto Leite.

Publique-se e cumpra-se como nêle se contém.

Paços do Governo da República, 26 de Setembro de 1940. — ANTONIO OSCAR DE FRAGOSO CARMONA — Antonio de Oliveira Salazar — Mário de Figueiredo.

Ribeiro Ulrich—Manuel Maria Sarmiento Rodrigues—
Fernando Andrade Pires de Lima—Ulisses Cruz de
Aguar Cortês—Manuel Gomes de Araújo—José
Soares da Fonseca.

MINISTÉRIO DO ULTRAMAR

Direcção-Geral do Fomento

Repartição dos Correios, Telégrafos e Electricidade

Portaria n.º 14 337

Ponderando as alterações que se impõem aos preceitos contidos no Regulamento de Permutação de Fundos, aprovado pelo Decreto n.º 1 246, de 4 de Janeiro de 1915, em virtude do uso do novo impresso de vales do correio mandado adoptar nas províncias ultramarinas;

Tendo em vista o disposto n.º 5.º do corpo do artigo 1.º do Decreto n.º 34 076, de 2 de Novembro de 1944, bem como no § 2.º do mesmo artigo:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, nos termos do artigo 10.º da Carta Orgânica, com as alterações que posteriormente lhe foram introduzidas, suspender as disposições do regulamento aprovado pelo Decreto n.º 1 246, de 4 de Janeiro de 1915, que se mostrem em conflito com as normas de execução e fiscalização do serviço de vales resultantes da adopção do novo impresso nas províncias ultramarinas e que tenham sido objecto de instruções publicadas mediante acordo entre os serviços da Fazenda e dos correios.

Ministério do Ultramar, 17 de Abril de 1953.— O Ministro do Ultramar, Manuel Maria Sarmiento Rodrigues.

Para ser publicada no *Boletim Oficial* de todas as províncias ultramarinas.— M. M. Sarmiento Rodrigues.

Serviços de Valores Postais

Portaria n.º 14 338

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, nos termos do artigo 2.º do Decreto n.º 37 030, de 8 de Setembro de 1948, que sejam emitidos e postos em circulação na província de Macau selos de franquia postal, tendo como motivos flores daquela província, com as dimensões de 26 mm X 36 mm, nas quantidades, taxas e cores seguintes:

Flor de panchão (*Pháo Cheong Fá*):
6 000 000 da taxa de 1 avo — vermelho-tijolo, amarelo-claro e verde.

Miosota (*Tou Kin Fá*):
4 000 000 da taxa de 3 avos — verde-azeitona-claro e violeta-pálido.

Garras de dragão (*Pac Ngai Fá*):
3 000 000 da taxa de 5 avos — castanho, vermelho-acastanhado e verde-azeitona.

Flor de freira (*Hóc Tang Lán Fá*):
8 000 000 da taxa de 10 avos — azul-esverdeado, verde e rosa-violáceo.

Jacinto (*Soi Sin Fá*):
2 500 000 da taxa de 16 avos — castanho-claro, amarelo e verde.

Flor de pessegueiro (*Thou Fá*):
1 500 000 da taxa de 30 avos — verde-escuro, lilás e castanho.

Flor de lotos (*Lin Chi Fá*):
2 000 000 da taxa de 39 avos — azul-ultramar, verde-amarelado e cinzento-claro.

Crisântemo (*Côc Fá*):
2 600 000 da taxa de 1 pataca — violeta, amarelo e verde.

Flor de ameixeira (*Mui Fá*):
250 000 da taxa de 3 patacas — cinzento, rosa e sépia-escuro.

Tangerina de quatro estações (*Sei Kuai Kat*):
150 000 da taxa de 5 patacas — vermelho-carmesim, amarelo e verde.

Ministério do Ultramar, 17 de Abril de 1953.— O Ministro do Ultramar, Manuel Maria Sarmiento Rodrigues.

Para ser publicada no *Boletim Oficial* de Macau.— M. M. Sarmiento Rodrigues.

Junta das Missões Geográficas e de Investigações do Ultramar

Comissão Executiva

Missão geo-hidrográfica da Guiné

Orçamento de receita e despesa para 1953

Receita

CAPÍTULO ÚNICO

Artigo único.— Dotação em conta da verba inscrita no capítulo 9.º, artigo 82.º, n.º 1), do orçamento do Ministério do Ultramar para 1953 1.050.000#00

Despesa

CAPÍTULO ÚNICO

Artigo 1.º — Despesas com o pessoal	600.000#00
Artigo 2.º — Despesas com o material	250.000#00
Artigo 3.º — Pagamento de serviços e diversos encargos	200.000#00
	<hr/>
	1.050.000#00

O Chefe da Missão Geo-Hidrográfica da Guiné, Manuel Pereira Crespo, primeiro-tenente.

Junta das Missões Geográficas e de Investigações do Ultramar, Comissão Executiva, 26 de Fevereiro de 1953.— Pelo Presidente, Luis Silveiro.

Aprovado.— Em 10 de Março de 1953.— O Ministro do Ultramar, Manuel Maria Sarmiento Rodrigues.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Decreto n.º 39 175

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do Regimento da Junta Nacional da Edu-

ção, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito do Funchal

Concelho do Funchal.—Paço Episcopal e capela anexa na cidade do Funchal.

Distrito de Lisboa

Concelho de Oeiras.—Palácio dos marqueses de Pombal, abrangendo o jardim, casa de pesca e cascata junta.

Concelho de Sintra.—Quinta da Penha Verde, em Sintra.

Art. 2.º São classificadas como imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Braga

Concelho de Guimarães:

Estação arqueológica da Penha, em Guimarães.
Parte da Igreja de S. Francisco, de Guimarães, consuetuda pela abside e absidiolos.

Distrito de Castelo Branco

Concelho de Penamacor.—Ponte medieval da ribeira de Meimoa.

Distrito de Coimbra

Concelho da Figueira da Foz.—Castro de Santa Eulália, situado numa extrema da Quinta da Foja, na freguesia de Ferreira-a-Nova.

Distrito de Faro

Concelho de Loulé.—Capela de Nossa Senhora da Conceição, em Loulé.

Distrito da Guarda

Concelho da Guarda:

Anta da Pêra do Moço, situada perto da povoação do mesmo nome.

Castro do Jarmelo, situado no cerro do mesmo nome, a uns 18 km a nordeste da Guarda, com a sua linha exterior de muralhas, que passa a norte junto ao actual marco geodésico, e abrangendo: a este, uns 20 m de calçada romana, fora das muralhas, com os vestígios da antiga Fonte da Moura, e uma sepultura cavada na rocha, que se encontra perto dos terrenos onde se ergueu a Igreja de Santa Maria do Jarmelo; a sul, a área ocupada hoje pela Igreja de S. Pedro, cemitério, campanário e antiga casa da Câmara, até um muro que limita esta área por sudoeste, e incluindo duas sepulturas cavadas na rocha, uma situada ao norte da referida Igreja e outra entre esta e o cemitério mencionados; a oeste, o terreno que compreende a Igreja de S. Miguel, uma fonte de mergulho situada na propriedade de Adelino Barreiros e mais uma outra fonte, também de mergulho, situada a sul da dita Igreja de S. Miguel, junto a uma viela.

Concelho de Trancoso:

Capela de Santa Luzia, na vila de Trancoso.
Capela de Nossa Senhora da Penha, em Torre de Terrenho.

Distrito de Lisboa

Concelho de Oeiras.—Os jardins, as esculturas e as duas salas com pintura decorativa do antigo Paço Real de Carias, hoje ocupado pelo Instituto de Altos Estudos Militares.

Distrito de Ponta Delgada

Concelho de Ponta Delgada:

Igreja da Colégia dos Jesuítas, na cidade de Ponta Delgada.

Convento da Esperança, idem.

Portas da Cidade, idem.

Convento de Santo André (Igreja e museu), idem.

Igreja de S. José, idem.

Igreja matriz de S. Sebastião, idem.

Castelo de S. Brás, idem.

Concelho da Ribeira Grande:

Igreja matriz de Nossa Senhora da Estrela, em Ribeira Grande.

Igreja da Misericórdia, idem.

Distrito de Portalegre

Concelho de Castelo de Vide.—Fonte da Vila, em Castelo de Vide.

Distrito do Porto

Concelho de Paços de Ferreira.—Uma inscrição gravada num penedo existente na Bouça de Ferrenças, local das Chãs do Reitor, da freguesia de Sanfins. A referida inscrição é consagrada a umas supostas divindades indígenas, de nome *Fiduenas* e *Cosunea*, e está registada no *Corpus*, de Hübner.

Concelho de Santo Tirso.—Igreja de S. Miguel de Vilarinho.

Distrito de Santarém

Concelho de Salvaterra de Magos.—Capela e falcoaria das ruínas do antigo Paço Real de Salvaterra de Magos.

Distrito de Viana do Castelo

Concelho de Viana do Castelo.—Igreja matriz de Viana do Castelo.

Distrito de Vila Real

Concelho de Valpaços.—Pelourinho de Água Revés.

Distrito de Viseu

Concelho de Castro Daire.—Uma inscrição gravada num penedo existente no lugar de Lamas do Moledo, da freguesia de Moledo, que faz parte de um prédio pertencente a Manuel Rodrigues Simões. A mencionada inscrição foi estudada em 1935 por Hernando Balmori e dada à publicidade na revista *Emerita* (tomo III, pp. 77 a 119) numa memória designada «Sobre la inscripción bilingüe de Lamas de Moledo».

Concelho de Tabuaço.— Igreja românica de S. Pedro das Águias, constituída pelas ruínas de uma antiga capela situada no limite da freguesia de Granjinha.

Art. 3.º É revogado o Decreto n.º 37 077, de 29 de Setembro de 1948, na parte que atribui a classificação de imóvel de interesse público ao Paço Episcopal e capela anexa no Funchal.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 17 de Abril de 1953.— FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Fernando Andrade Pires de Lima*.

MINISTÉRIO DA ECONOMIA

11.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública

De harmonia com as disposições do artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 25 299, de 6 de Maio de 1935, se publica

que S. Ex.ª o Ministro da Economia autorizou, nos termos do § 2.º do artigo 17.º do Decreto n.º 16 670, de 27 de Março de 1929, a seguinte transferência:

CAPÍTULO 15.º

Intendência-Geral dos Abastecimentos

Artigo 258.º «Remunerações certas ao pessoal em exercício»:

Do n.º 2) «Pessoal contratado e requisitado» — 2:105.240\$00

Para o n.º 1) «Pessoal dos quadros aprovados por lei» + 2:105.240\$00

De harmonia com o preceituado no artigo 16.º do Decreto n.º 39 068, de 31 de Dezembro de 1952, esta alteração mereceu, por despacho de 31 de Março findo, a confirmação de S. Ex.ª o Subsecretário de Estado do Orçamento.

11.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública, 15 de Abril de 1953.— O Chefe da Repartição, *Manuel Moreira da Cunha*.

Imóvel de Interesse Público – 2

Cruzeiro Fronteiro ao Adro da Igreja de S. Francisco

D.G. n.º 251 – Decreto de 45 325 de 25.10.1963



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — \$40

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios ou à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS	
As três séries	Ano \$60\$
A 1.ª série	140\$
A 2.ª série	120\$
A 3.ª série	120\$
Somestros 200\$	
80\$	
70\$	
70\$	

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4,50 a linha, acrescido do respectivo imposto de selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Presidência do Conselho:

Declaração:

De ter sido autorizada a transferência de uma verba dentro do capítulo 7.º do orçamento dos encargos gerais da Nação.

Ministério das Obras Públicas:

Decreto n.º 45 325:

Autoriza a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato para a execução da empreitada de «Liceu D. Manuel II (Porto) — Diversas obras de reparação e conservação».

Decreto n.º 45 326:

Autoriza a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato para a execução da empreitada de remodelação geral do edifício do Ministério da Justiça (trabalhos de construção civil).

Ministério da Educação Nacional:

Decreto n.º 45 327:

Classifica como monumento nacional e como imóveis de interesse público, respectivamente, a estação arqueológica situada na herdade da Sala, lugar da Ponte Nova, freguesia de Santiago do Escoural, concelho de Montemor-o-Novo, e vários imóveis situados em diversos concelhos.

PRESIDÊNCIA DO CONSELHO

1.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública

De harmonia com as disposições do artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 25 299, de 6 de Maio de 1935, se publica que S. Ex.ª o Secretário de Estado da Aeronáutica, por seu despacho de 14 do corrente mês, autorizou, nos termos do § 2.º do artigo 17.º do Decreto n.º 16 670, de 27 de Março de 1929, a seguinte transferência:

CAPÍTULO 7.º

Secretaria de Estado da Aeronáutica

Cabinete do Secretário de Estado

Do artigo 135.º «Encargos administrativos»:

N.º 1) «Pagamento de serviços e encargos não especificados»:

a) «Adido aeronáutico em»:

Paris — 8 700\$00

Para o artigo 135.º «Encargos administrativos»:

N.º 1) «Pagamento de serviços e encargos não especificados»:

a) «Adido aeronáutico em»:

Washington + 8 700\$00

1.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública, 19 de Outubro de 1963. — O Chefe da Repartição, *José de Sousa Nunes Ferreira*.

MINISTÉRIO DAS OBRAS PÚBLICAS

Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais

Decreto n.º 45 325

Considerando que foi adjudicada a Viriato Alves Neiva a empreitada de «Liceu D. Manuel II (Porto) — Diversas obras de reparação e conservação»;

Considerando que para a execução de tais obras, como se verifica do respectivo caderno de encargos, está fixado o prazo de conclusão até 31 de Dezembro de 1964;

Tendo em vista o disposto no artigo 22.º e seu § 1.º do Decreto-Lei n.º 41 375, de 19 de Novembro de 1957;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º É autorizada a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato com Viriato Alves Neiva para a execução da empreitada de «Liceu D. Manuel II (Porto) — Diversas obras de reparação e conservação», pela importância de 1 047 650\$20.

Art. 2.º Seja qual for o valor das obras a realizar, não poderá a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais despender com pagamentos relativos às obras executadas, por virtude do contrato, mais de 440 000\$ no corrente ano e 607 650\$20, ou o que se apurar como saldo, no ano de 1964.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 25 de Outubro de 1963. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — António de Oliveira Salazar — António Manuel Pinto Barbosa — Eduardo de Arantes e Oliveira.

Decreto n.º 45 326

Considerando que foi adjudicada a Sociedade de Construções Fernando Pires Coelho, L.ª, a empreitada de re-

modelação geral do edificio do Ministério da Justiça (trabalhos de construção civil);

Considerando que para a execução de tais obras, como se verifica do respectivo caderno de encargos, está fixado o prazo de 500 dias, que abrange os anos de 1963, 1964 e 1965;

Tendo em vista o disposto no artigo 22.º e seu § 1.º do Decreto-Lei n.º 41 375, de 19 de Novembro de 1957;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º É autorizada a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato com a Sociedade de Construções Fernando Pires Coelho, L.ª, para a execução da empreitada de remodelação geral do edificio do Ministério da Justiça (trabalhos de construção civil), pela importância de 6 607 200\$.

Art. 2.º Seja qual for o valor das obras a realizar, não poderá a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais despende com pagamentos relativos às obras executadas, por virtude do contrato, mais de 2 500 000\$ no corrente ano, 4 000 000\$ no ano de 1964 e 107 200\$, ou o que apurar como saldo, no ano de 1965.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 25 de Outubro de 1963. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — António de Oliveira Salazar — António Manuel Pinto Barbosa — Eduardo de Arantes e Oliveira.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Decreto n.º 45 327

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do Regimento da Junta Nacional da Educação, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º É classificado como monumento nacional o seguinte imóvel:

Distrito de Évora:

Concelho de Montemor-o-Novo — Estação arqueológica situada na Herdade da Sala, lugar da Fonte Nova, freguesia de Santiago do Escoural.

Art. 2.º São classificados como imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Angra do Heroísmo:

Concelho de Angra do Heroísmo — Ermida do Espírito Santo, em Angra do Heroísmo.

Distrito de Beja:

Concelho de Alvão — Capela de Santa Luzia, situada na propriedade denominada «Santa Luzia e Cáguas», perto de Alvão.

Concelho de Beja — Igreja de Nossa Senhora do Pó da Cruz, em Beja.

Concelho de Moura — Igreja de S. Pedro, em Moura.

Concelho de Serpa — Ermida de Santa Luzia, na freguesia de Pias.

Distrito de Braga:

Concelho de Guimarães — Cruzeiro fronteiro ao adro da Igreja de S. Francisco, em Guimarães.

Distrito de Castelo Branco:

Concelho da Covilhã — Capela de S. Martinho, na Covilhã.

Distrito de Coimbra:

Concelho de Coimbra — Igreja de Santo António dos Olivais, com seu adro, escadório e capelas, em Coimbra.

Concelho da Figueira da Foz — Forte dos Redondos (ruínas), situado na propriedade denominada «Parque Souto Maior», em Buarcos.

Concelho de Oliveira do Hospital — Castelo de Avô, incluindo as ruínas da Ermida de S. Miguel, situadas no âmbito do Castelo, em Avô.

Distrito de Faro:

Concelho de Lagoa — Forte e Capela de Nossa Senhora da Rocha, em Lagoa.

Distrito de Leiria:

Concelho de Peniche — Igreja de Nossa Senhora da Ajuda, em Peniche.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Alenquer — Igreja de Nossa Senhora dos Prazeres, em Aldeia Galega da Merceana.

Concelho de Lisboa — Edificio onde se encontra instalado o Museu Militar, em Lisboa.

Concelho de Oeiras — Estação eneolítica de Liceia, freguesia de Barcarena.

Concelho de Vila Franca de Xira — Igreja matriz de Castanheira do Ribatejo.

Distrito de Portalegre:

Concelho de Nisa:

Fonte da Pipa, em Nisa.

Ermida de Nossa Senhora dos Prazeres, perto de Nisa.

Distrito do Porto:

Concelho de Paredes — Cruzeiro do adro fronteiro à ermida de Nossa Senhora do Vale, na freguesia de Cete.

Concelho de Vila do Conde — Cruzeiro de Azurara, situado na parte norte do adro da igreja matriz de Azurara.

Distrito de Vila Real:

Concelho de Vila Real — Capela de Nossa Senhora do Loreto, em Guiães.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 25 de Outubro de 1963. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — António de Oliveira Salazar — Inocêncio Galvão Teles.

Imóvel de Interesse Público – 3

Rua D. João I, no seu Conjunto

D.G. n.º 297 – Decreto de 735 de 21.12.1974

2. O cargo de inspector será provido por nomeação em comissão de serviço, por dois anos, renováveis por iguais períodos, por despacho do Secretário de Estado do Comércio Externo e Turismo, mediante proposta do director-geral do Turismo.

3. O restante pessoal do Serviço de Inspeção consta do quadro anexo a este diploma, sendo provido por contrato mediante despacho do director-geral do Turismo, sendo aplicáveis, com as necessárias adaptações, os artigos 29.º, 30.º, 31 e 33.º do Decreto-Lei n.º 74/71, de 17 de Março.

Art. 5.º — 1. O presidente da Delegação de Turismo da Madeira tem a competência atribuída pelo artigo 24.º do Decreto-Lei n.º 74/71 ao inspector-chefe dos Serviços de Inspeção da Direcção-Geral do Turismo, relativamente ao Serviço de Inspeção criado na área daquela Delegação de Turismo.

2. O inspector e o restante pessoal do Serviço de Inspeção criado junto da Delegação de Turismo da Madeira têm a competência atribuída aos titulares de cargos idênticos pelo Decreto-Lei n.º 74/71.

3. O Secretário de Estado do Comércio Externo e Turismo fixará, de acordo com o Secretário de Estado do Tesouro, as gratificações a atribuir ao pessoal deste Serviço de Inspeção, nos termos do previsto no artigo 32.º do Decreto-Lei n.º 74/71.

Art. 6.º Em tudo o que não estiver especialmente regulado neste diploma é aplicável ao Serviço de Inspeção junto da Delegação de Turismo da Madeira, em matéria de atribuições e competência e de normas de processo e fiscalização, o disposto no Decreto-Lei n.º 74/71.

Vasco dos Santos Gonçalves — Emilio Rui da Veiga Peixoto Vilar.

Promulgado em 12 de Dezembro de 1974.

Publique-se.

O Presidente da República, FRANCISCO DA COSTA GOMES.

Quadro do pessoal a que se refere o artigo 2.º

1 director de serviços	D
2 chefes de repartição	F
4 chefes de secção	J
10 primeiros-officiais	L
14 segundos-officiais	N
11 terceiros-officiais	Q
11 escriturários-dactilógrafos	S

Quadro do pessoal a que se refere o artigo 4.º

1 inspector	J
3 subinspectores	L

O Ministro da Economia, *Emilio Rui da Veiga Peixoto Vilar.*

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CULTURA

SECRETARIA DE ESTADO DO ENSINO SUPERIOR
E DA INVESTIGAÇÃO CIENTÍFICA

Direcção-Geral dos Assuntos Culturais

Decreto n.º 735/74

de 21 de Dezembro

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 1.º do

§ 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46349, de 22 de Maio de 1965;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 1.º, 4.º do artigo 16.º da Lei Constitucional n.º 3/74, de 14 de Maio, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Coimbra:

Concelho de Aguiar da Beira — Dólmen de Carapito I, também conhecido por «Casa da Moura», na freguesia de Carapito.

Distrito de Évora.

Concelho de Estremoz — Villa Lusitano-Romana de Santa Vitória do Ameixial, na aldeia do mesmo nome.

Concelho de Montemor-o-Novo — Menir na courrela da Casa Nova, a 100 m da estrada nacional n.º 4 e a 7 km de Montemor-o-Novo.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Sintra — Monumento pré-histórico da Praia das Maças, no Outeiro das Mós.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Caminha — Laje das Fogaças, na Chã das Castanheiras, lugar da Boavista, freguesia de Lanhelas.

Concelho de Monção — Castro de S. Caetano, na freguesia de Longos Vales, abrangendo os perímetros das três muralhas.

Distrito de Viseu:

Concelho de Carregal do Sal — Dólmen da Orca, ou Lapa da Orca, em Oliveira do Conde.

Art. 2.º São classificados como imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Angra do Heroísmo:

Concelho de Angra do Heroísmo — Igreja do antigo Colégio da Companhia de Jesus, em Angra do Heroísmo.

Distrito de Aveiro:

Concelho de Aveiro — Igreja da Misericórdia de Aveiro, incluindo as salas do despacho e anexos.

Concelho da Feira — Edifícios da Malaposta de Sanfins, ou de S. Jorge, antiga muda de Souto Redondo.

Concelho de Ilhavo — Forte da Barra de Aveiro, no extremo oeste da ilha da Mó do Meio.

Distrito de Beja:

Concelho de Vidigueira — Ermida de Santa Clara, a cerca de 1 km da Vidigueira, junto à estrada para Portel e Évora.

Distrito de Braga:

Concelho de Esposende — Igreja da Misericórdia de Esposende, incluindo todo o seu recheio

Concelho de Guimarães:

Edifício da Misericórdia de Guimarães (conjunto da parte setecentista, incluindo a igreja, a sacristia e os restos da construção inicial).

R. de João I, no seu conjunto, em Guimarães.

Distrito de Castelo Branco:

Concelho da Sertã — Igreja matriz da Sertã, incluindo todo o seu recheio.

Distrito de Coimbra:**Concelho de Condeixa-a-Nova:**

Palácio dos Figueiredos, no Largo de Artur Barreto, em Condeixa-a-Nova.

Palácio Lemos, na Rua de D. Francisco de Lemos, em Condeixa-a-Nova.

Concelho de Góis — Ponte sobre o rio Ceira, em Góis.

Distrito de Évora:

Concelho de Arraiolos — Convento dos Lóios, em Vale de Flores, Arraiolos.

Concelho de Évora:

Cromeleque e menir, na Herdade dos Almendres, freguesia de Nossa Senhora da Tourega.

Menir e pedras que o rodeiam, no Vale dos Cardos, na Herdade dos Almendres, freguesia de Nossa Senhora da Tourega, a cerca de 1 km a su-sueste do cromeleque da mesma Herdade.

Distrito de Faro:

Concelho de Lagoa — Castelo de S. João de Arade, na freguesia de Ferragudo.

Concelho de Loulé — Forte Novo, ou da Armção, a cerca de 2 km a sudeste da ribeira de Quarteira.

Concelho de Vila do Bispo — Forte da Boca do Rio, ou de Almadena, na margem direita e junto à foz da ribeira de Budens.

Distrito da Guarda:

Concelho de Meda — Casa com elementos dos séculos xv e xvi, na sede da freguesia de Prova.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Cascais — Forte de Oitavos.

Concelho de Lisboa:

Igreja de Nossa Senhora dos Mártires, em Lisboa.

Palácio dos Condes de Farrobo, incluindo os jardins e o chafariz localizado na Estrada de Benfica junto à azinhaga que limita a norte o Jardim Zoológico.

Palácio dos Condes de Redondo, na Rua de Santa Marta, 56 a 56-E, em Lisboa.

Predio na Avenida da Liberdade, 226 e 228, em Lisboa.

Prédio na Rua de S. José, 191, em Lisboa.

Prédios na Rua de Santa Marta, 44, 46 e 48, em Lisboa.

Concelho de Sintra — Ruínas da antiga barragem romana donde partia um aqueduto para Olysipto, ao quilómetro 16,423 da estrada nacional n.º 250.

Distrito de Portalegre:

Concelho de Alter do Chão — Chafariz da Praça da República, em Alter do Chão.

Distrito do Porto:**Concelho de Amarante:**

Conjunto definido pelos arruamentos a seguir mencionados, bem como os espaços livres públicos que os mesmos ligam, em Amarante:

1.º Ruas do Dr. Miguel Pinto Martins e Teixeira de Vasconcelos e a parte nascente da Rua de 5 de Outubro.

2.º Praça da República (Largo de S. Gonçalo) e Alameda de Teixeira de Pascoais (antigo mercado e suas naturais extensões até à variante da estrada nacional Porto-Vila Real).

3.º Rua de 31 de Janeiro (antiga Rua do Covelos) e Largo do Conselheiro António Cândido.

Convento de Santa Clara (restos da capela), no Largo de Santa Clara, em Amarante.

Concelho de Felgueiras — Conjunto dos elementos que caracterizam o pátio nobre e jardins da Casa de Simões (muro principal, portão armado, fontes e estátuas).

Concelho do Porto:

Edifício onde se encontra instalada a Biblioteca Pública Municipal do Porto, no Jardim de S. Lázaro.

Prédio na Rua de Cândido dos Reis, 75 a 79, no Porto.

Prédio na Rua da Galeria de Paris, 28, no Porto.

Prédios na Avenida de Rodrigues de Freitas, 192, 194, 200 e 204, no Porto.

Concelho da Póvoa de Varzim:

Edifício da Câmara Municipal da Póvoa de Varzim.

Igreja de Nossa Senhora das Dores, na Póvoa de Varzim.

Concelho de Vila Nova de Gaia — Aqueduto que abastecia o Mosteiro de Grijó, em Grijó.

Imóvel de Interesse Público – 4

Igreja de S. Domingos

D.G. n.º 105 – Decreto 42 255 de 8.05.1959

Z.E.P.- Zona Especial de Protecção – D.G. n.º 195, 2.ª Série de 22.08.1959



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — \$40

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a notações e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se requebam 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS	
As três séries . . .	Ano 360\$
A 1.ª série . . .	140\$
A 2.ª série . . .	120\$
A 3.ª série . . .	120\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 45\$0 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Portaria n.º 17 155:

Manda abonar à Embaixada de Portugal em Washington, com efeitos a partir de 1 de Abril de 1959, várias quantias mensais para ocorrer ao pagamento de salários ao pessoal assalariado em serviço naquela missão diplomática — Altera a Portaria n.º 17 009.

Ministério da Educação Nacional:

Decreto n.º 42 255:

Classifica de interesse público vários imóveis existentes em diversos concelhos — Elimina a Igreja de S. Banto, em Coimbra, do número dos imóveis classificados de interesse público pelos Decretos n.ºs 14 986 e 15 075.

Ministério da Saúde e Assistência:

Declaração:

Manda incluir vários preparados na tabela dos medicamentos cuja venda ao público fica dependente de receita médica, inserta no *Diário do Governo* n.º 201, de 19 de Setembro de 1958.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Políticos
e da Administração Interna

Portaria n.º 17 155

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro dos Negócios Estrangeiros, abonar à Embaixada de Portugal em Washington, com efeitos a partir de 1 de Abril de 1959, pela verba do n.º 4) do artigo 23.º do orçamento em vigor, as importâncias mensais abaixo indicadas, a fim de ocorrer ao pagamento de salários ao pessoal assalariado em serviço naquela missão diplomática, ficando assim alterada, a partir daquela data, a Portaria n.º 17 009, de 24 de Janeiro de 1959, na parte respeitante à mencionada Embaixada:

	Dólares americanos
Empregado encarregado dos serviços de imprensa	605,00
Secretário	357,00
Dactilógrafo	315,00
Dactilógrafo	300,00
Dactilógrafo	300,00
Motorista	290,00
Empregada	220,00
Porteiro	182,00

Servente de limpeza	77,00
Servente de limpeza	77,00
Jardineiro	50,00
Total	2:773,00

Ministério dos Negócios Estrangeiros, 8 de Maio de 1959. — O Ministro dos Negócios Estrangeiros, *Marcello Gonçalves Nunes Duarte Mathias*.

(Não carece de visto ou anotação do Tribunal de Contas).

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Decreto n.º 42 255

Nos termos dos artigos 2.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do Regimento da Junta Nacional da Educação, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como imóveis de interesse público:

Distrito de Aveiro

Concelho de Arouca — capela da Santa Casa da Misericórdia de Arouca, em Arouca.

Distrito de Beja

Concelho de Beja — Igreja de Santa Maria da Feira, em Beja, e o conjunto de edifícios a que pertencem a mesma igreja e a torre anexa.

Distrito de Braga

Igreja de S. Domingos, em Guimarães.

Distrito de Castelo Branco

Concelho de Idanha-a-Nova — Fortaleza de Segura (vestígios), em Segura.

Distrito de Coimbra

Concelho de Arganil — Castro da Lomba do Canho, na freguesia de Secarias.

Imóvel de Interesse Público – 5

Igreja e Oratório dos Santos Passos

Despacho da secretaria de Estado da Administração Escolar, transmitido por of. da D.G. dos Assuntos Culturais de 2.06.1972 e por Despacho Ministerial transmitido pelo of. n.º 12 685 de 29.08.1975 da mesma D.G.

I.I.P. – Decreto-Lei n.º 280, 1.ª série-B de 30.11.1993

da Luz», no distrito de Braga, passa a ter a seguinte redacção: «Casa, Solar ou Quinta da Luz, incluindo a capela, o terreiro fronteiro delimitado pelo muro e os portões».

5 — O Decreto n.º 29/90, de 17 de Julho, na parte em que refere «Município de Torres Vedras: Ruínas do 'terceiro edifício' do Convento de Penafirme (Vimeiro)», passa a ter a seguinte redacção: «Município de Torres Vedras: Ruínas do Convento de Penafirme, junto à foz da ribeira do Sorraia (freguesia de A dos Cunhados)».

6 — O Decreto n.º 29/90, de 17 de Julho, na parte em que refere «Município de Oliveira de Frades: Anta pintada de Antela (freguesia de Antela)», passa a ter a seguinte redacção: «Município de Oliveira de Frades: Anta pintada de Antelas (freguesia de Pinheiro de Lafões)».

7 — O Decreto de 16 de Junho de 1910, na parte referente à Anta de Mamaltar da classificação dos monumentos pré-históricos, passa a ter a seguinte redacção: «Anta de Mamaltar de Vale de Fachas, freguesia de Rio de Loba, município de Viseu, distrito de Viseu».

8 — O Decreto de 16 de Junho de 1910, na parte referente à Anta de Queiriga da classificação dos monumentos pré-históricos, passa a ter a seguinte redacção: «Orca dos Juncais ou Anta da Queiriga, freguesia da Queiriga, município de Vila Nova de Paiva, distrito de Viseu».

9 — O artigo 1.º do Decreto n.º 42 007, de 6 de Dezembro de 1958, na parte em que se refere à Ponte de Mizarela, no distrito de Braga, passa a ter a seguinte redacção: «Ponte de Mizarela, Frades, freguesia de Rui-vães, município de Vieira do Minho, distrito de Braga, e Sidrós, freguesia de Ferrel, município de Montalegre, distrito de Vila Real».

Artigo 3.º

~~Publicação da classificação da «Casa de Caneiros»~~

A classificação atribuída pelo artigo 2.º do Decreto n.º 129/77, de 29 de Setembro, à «Casa de Caneiros», freguesia de Santa Eulália de Fermentões, município de Guimarães, distrito de Braga, abrange o jardim a nascente e o muro que o separa do terreiro.

Artigo 4.º

Desclassificação

É desclassificado como imóvel de interesse público o seguinte imóvel:

Distrito de Leiria:

Município da Nazaré:

Casa, no Beco do Largo da Pinta, 10, e na Rua de Branco Martins, 13, Nazaré, freguesia da Nazaré.

Presidência do Conselho de Ministros, 4 de Outubro de 1993.

Aníbal António Cavaco Silva — Jorge Braga de Macedo — Joaquim Martins Ferreira do Amaral.

Assinado em 3 de Novembro de 1993.

Publique-se.

O Presidente da República, MARIO SOARES.

Referendado em 4 de Novembro de 1993.

O Primeiro-Ministro, *Aníbal António Cavaco Silva.*

ANEXO I

Monumentos nacionais

Distrito de Braga

Município de Braga:

Ruínas Arqueológicas de São Martinho de Dume, na freguesia de Dume.

Distrito de Lisboa

Município de Sintra:

Palacete Pombal, também denominado «Palacete dos Condes de Almeida Araújo», incluindo pavilhão das cocheiras e jardim anexo, no Largo do Palácio Nacional de Queluz, freguesia de Queluz.

Distrito de Vila Real

Município de Chaves:

Igreja de São João Baptista, em Cimo de Vila, freguesia de Cimo de Vila da Castanheira.

ANEXO II

Imóveis de interesse público

Distrito de Aveiro

Município da Mealhada:

Estação da Mala-Posta de Carquejo, na estrada nacional n.º 1, ao quilómetro 16, Casal Comba, freguesia de Casal Comba.

Município de Oliveira de Azeméis:

Casa dos Corte Real, também denominada «dos Reis e Vasconcelos», no Largo da República, 43 a 53, Oliveira de Azeméis, freguesia de Oliveira de Azeméis.

Estação da Mala-Posta do Curval, em Curval, freguesia de Pinheiro da Bemposta.

Igreja Matriz de Oliveira de Azeméis, incluindo a escadaria, na Rua de António Alegria e na Rua de Bento Carqueija, Oliveira de Azeméis, freguesia de Oliveira de Azeméis.

Distrito de Beja

Município de Almodôvar:

Convento e Capela de São Francisco, na Rua do Convento e na Rua da Constituição, Almodôvar, freguesia de Almodôvar.

Município de Castro Verde:

Castelo Velho de Cobres, na freguesia de Entradas.

Igreja Matriz de Castro Verde, no Largo do Dr. João Guerreiro Mestre, Castro Verde, freguesia de Castro Verde.

Igreja Matriz de Entradas, na Praça da Liberdade, na Rua do Arrabalde e na Rua da Igreja, Entradas, freguesia de Entradas.

Igreja de Nossa Senhora da Esperança, na Rua da Ermida e na Avenida de Nossa Senhora da Esperança, Entradas, freguesia de Entradas.

Município de Moura:

Mouraria de Moura, na Primeira, na Segunda e na Terceira Ruas da Mouraria; no Largo da Mouraria e na Travessa da Mouraria, Moura, freguesia de São João Baptista.

Distrito de Braga

Município de Braga:

Convento, Colégio e Igreja dos Congregados, também denominado «da Congregação de São Filipe Néri», na Avenida Central, 100, Braga, freguesia de São José de São Lázaro.

Edifícios (dois), na Rua de Santo António das Travessas, 34 a 40, Braga, freguesia da Cidade.

Município de Fafe:

Casa da Arrochela, junto à Igreja Românica de Arões, Arões, freguesia de Arões (São Romão).

Município de Guimarães:

~~Igreja e Oratórios de Nossa Senhora da Consolação~~, nas freguesias de São Sebastião e de Nossa Senhora da Oliveirainha, Igreja Velha de São Cipriano de Taboadelo, em Igreja Velha, freguesia de Taboadelo.

Imóvel de Interesse Público – 6

Antigas Fábricas de Curtumes de Guimarães (Zona de Couros)

D.M. of. I.I.P. n.º 7 606 de 29.07.1977



CÂMARA MUNICIPAL DE GUIMARÃES

EDITAL

ÓSCAR JORDÃO PIRES, LICENCIADO EM DIREITO E PRESIDENTE DA CÂMARA MUNICIPAL DO CONCELHO DE GUIMARÃES, EM EXERCÍCIO;-----

FAZ PÚBLICO, em cumprimento do determinado nos números 1 e 2 do art.º 3.º do Decreto-Lei n.º 181/70 que, por despacho de Sua Excelência o Secretário de Estado da Investigação Científica, proferido sob proposta da 4.ª Subsecção da 2.ª Secção da Junta Nacional da Educação, foi determinada a classificação como imóvel de interesse público do "conjunto das antigas fábricas de curtumes, nesta cidade".

A zona abrangida por esta classificação fica sujeita às disposições legais em vigor, designadamente os art.ºs 25.º a 48.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, do Decreto n.º 38 888, de 29 de Agosto de 1952, do Decreto-Lei n.º 28 468, de 15 de Fevereiro de 1938, do Decreto-Lei n.º 39 600, de 3 de Abril de 1954 e do n.º 2.º do § 1.º do art.º 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965.

Ficam ainda convidados os interessados a apresentar quaisquer reclamações nesta Câmara Municipal no prazo de 30 dias.-----

Para conhecimento geral do público se publica o presente edital e outro de igual teor que vão ser afixados nos lugares públicos do costume.

E eu, *L. Maria Rosa*, 2.º Oficial, servindo de Chefe da Secretaria, o subscrevo.

PAÇOS DO CONCELHO DE GUIMARÃES, 10 DE AGOSTO DE 1977

O PRESIDENTE DA CÂMARA, EM EXERCÍCIO,

Oscar Pires

Ex.ma Senhora
Presidente do Instituto Português
do Património Cultural
Rua Ocidental ao Campo Grande nº 83
Edifício da Biblioteca Nacional
1799 LISBOA CODEX

Classificação da zona das antigas
Fábricas de Curtumes em Guimarães

Of. 06/172-g

05.01.82

Recebi da Associação de Defesa do Património de Guimarães - Muralha, uma carta na qual me davam conhecimento do ofício 015250 de 11 Dez.81, Ref. 6.11.3/15-8 (3) desse Instituto sobre o andamento do processo de classificação da zona referida em epígrafe.

Dado que nesse ofício se indica que, por falta de indicação do representante da Câmara Municipal de Guimarães para uma comissão nomeada sobre parecer da então Comissão Organizadora do Instituto do Património, este processo está incompleto, penso dever chamar a atenção para:

- ofício 003583 de 10 Abr.80, Ref.6.11.3/15-8(3) da então D.G.P.C., dirigido a este Museu, no qual se indicam os representantes dos vários organismos referidos no Parecer citado.
- ofício 153/172 de 21.4.80 deste Museu dirigido ao Director-Geral do Património Cultural, com a indicação da data da primeira reunião da comissão.
- ofício 413/172 de 27.11.80 deste Museu, enviando o relatório da mesma comissão.
- ofício 011428 de 14 Set.81, Ref.78/15-8(26) desse Instituto comunicando o parecer do competente Serviço desse Instituto sobre o Relatório em causa.

Com os melhores cumprimentos

A Directora



CONJUNTO DAS ANTIGAS FÁBRICAS DE CURTUMES DE GUIMARÃES

- 1 - Relatório da Comissão constituída para cumprimento do despacho de 6/11/78 do Senhor Secretário de Estado da Cultura que homologa o Parecer de 3/11/78 da C.O.I.S.P.C.N., no sentido dos serviços da Secretaria de Estado da Cultura, da Câmara Municipal de Guimarães, do Ministério da Habitação e Obras Públicas e da Secretaria de Estado do Ordenamento Físico e Ambiente procurarem a solução mais justa para o problema em causa.

- 2 - Os elementos designados pelos respectivos serviços foram:
 - Dr^o. Maria João Vasconcelos - pela Secretaria de Estado da Cultura.
 - Sr. Vereador Mammel Ferreira - pela Câmara Municipal de Guimarães.
 - Sr. Arq. Manuel Marques de Aguiar - pela Secretaria de Estado do Ordenamento Físico, Recursos Hídricos e Ambiente.
 - O Ministério da Habitação e Obras Públicas não esteve representado.

- 3 - Na sequência das anteriores reuniões foi elaborado o seguinte relatório:
 - 3.1 - A Comissão visitou as antigas Fábricas de Curtumes e suas imediações, tendo-se confirmado o grande interesse que aquele conjunto representa quer pelo seu significado quer pela sua expressão arquitectónica.
 - 3.2 - Analisaram-se os pareceres já oportunamente emitidos, de que se juntam fotocópias:
 - Ofício nº 1428 da D.P.U.E.D.M. à C.M.G.
 - Parecer 3.11/78 da Comissão Organizadora do Instituto de Salvaguarda do Património Cultural e Natural.
 - Comunicação pelo ofício nº 7065 de 29.07.77 da Direcção-Geral do Património Cultural à Câmara Municipal de Guimarães de classificação como Imóvel de interesse público do conjunto das antigas Fábricas de curtumes.
 - 3.3 - A Comissão, após a visita ao local e análise dos antecedentes urbanos da zona, julga que:
 - 3.3.1 - Em virtude do Plano Director da Cidade estar em curso de realização, o mesmo deverá vincular a zona das antigas fábricas de curtumes como de interesse a preservar bem como a sua envolvência.
 - 3.3.2 - A revisão com toda a urgência do "Plano de Pormenor da zona a Nor^{te} da Estação do C.F.", tenha como um dos factores de importância fundamental a zona das antigas fábricas de curtumes, o Palácio de

Vila Flor, a "Casa do Cidade" e respectivos enquadramentos ambientais.

3.3.3 - É de sugerir à Câmara:

3.3.3.1 - Que determine a suspensão de licenciamentos de qualquer espécie de novas construções na zona do referido plano, admitindo apenas obras de conservação, enquanto o mesmo não fôr revisto e aprovado, tendo em consideração a orientação global a preconizar pelo Plano Director de Guimarães.

3.3.3.2 - Que na mesma zona não sejam autorizadas novas indústrias, nem a ampliação das existentes.

3.3.3.3 - Que pondere sobre medidas a adoptar, tendentes a estimular a transferência das indústrias existentes no local, para novos locais.

3.4 - Muito embora a Comissão considere difícil adiantar sugestões programáticas, julga no entanto útil que seja ponderado o seguinte:

- Criação dum "núcleo cultural" compreendendo:

1 - Museu da Indústria

2 - Auditório e Teatro

3 - Instalações para funcionamento dos grupos culturais já existentes.

4 - Escola de Música

5 - Serviços Camarários de apoio administrativo ao "núcleo cultural"

- Instalações de pequenas "oficinas" artesanais, com finalidade comercial e pedagógica, compreendendo:

1 - Tecedeiras

2 - Marceneiros

3 - Sapateiros

4 - Ferreiros

5 - Latoeiros

Etc.

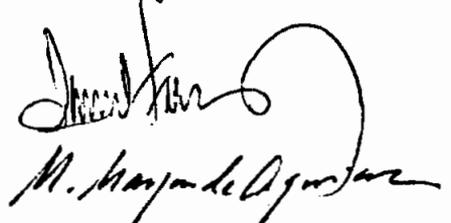
3.5 - As casas que possam ^{ser} mantidas "de habitação" deverão ser beneficiadas prioritariamente pelo P.R.I.D. (D.L. nº 704/76 de 30/9 e Despacho Normativo nº 135/80 de 18/4).

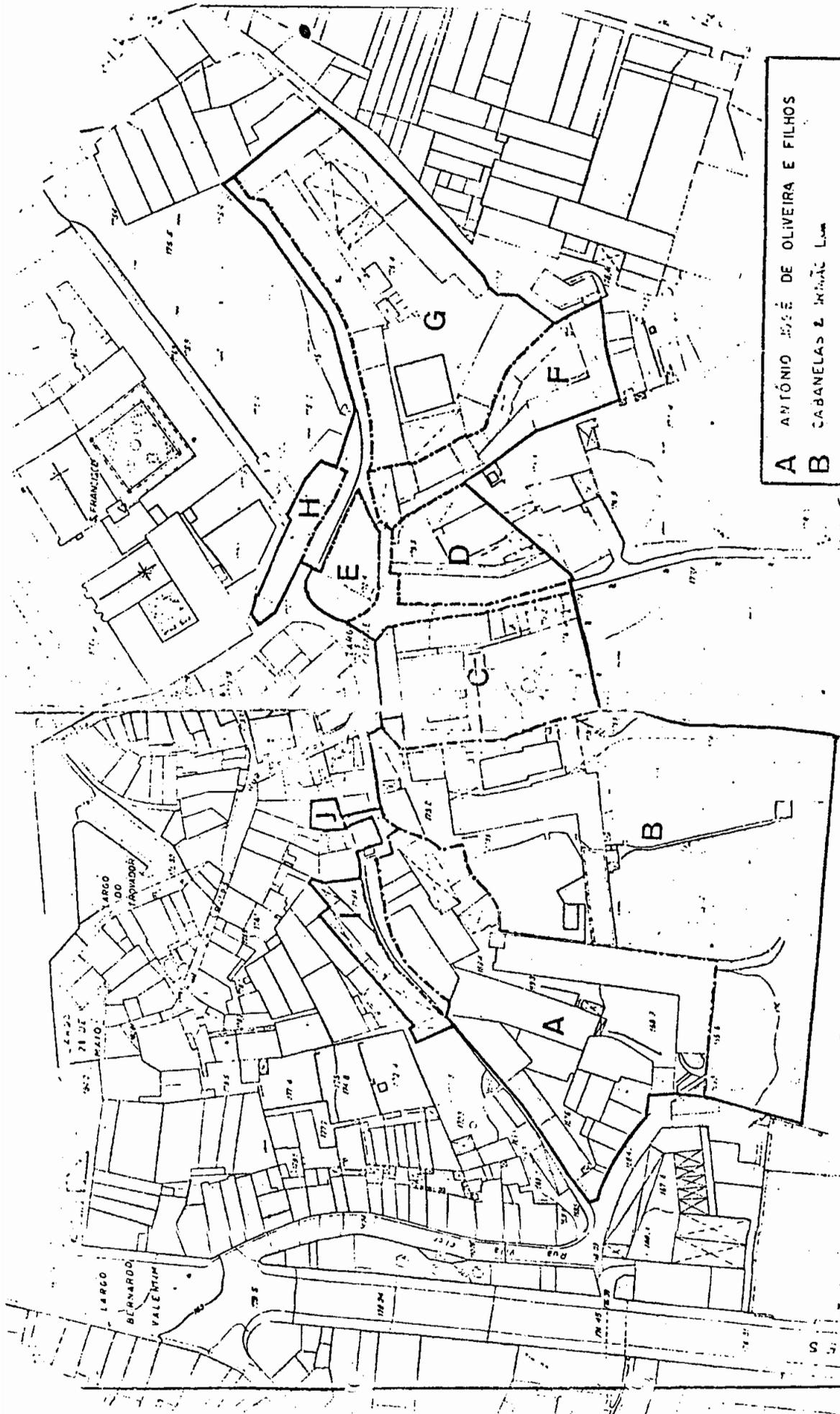
3.6 - Dado que à Câmara Municipal de Guimarães pertence a propriedade designada com a letra F na planta anexa - cujo interesse é evidente sob a óptica de recuperação - julga-se que deveriam, desde já, ser adoptadas algumas iniciativas que, embora simples e de carácter pontual, teriam o mérito de incentivar e assumir uns primeiros passos de implementação.

Assim sugere-se:

- 3.6.1 - A remoção de lixos e limpeza
 - 3.6.2 - A reparação das coberturas
 - 3.6.3 - A reparação de todas as partes de madeira
 - 3.6.4 - O realojamento das poucas famílias (3) que aí vivem em precárias condições de habitabilidade, sugerindo-se que a Câmara promova a sua reinstalação no conjunto habitacional de N.ª S.ª da Conceição, do Fundo de Fomento da Habitação.
 - 3.6.5 - A constituição duma equipa de carpinteiros experientes tendo em vista a criação dum primeiro embrião duma Escola de carpintaria (de construção civil tradicional) e, eventualmente, de marcenaria.
 - 3.6.6.- A designação dum arquitecto responsável pela coordenação dos trabalhos.
 - 3.6.7 - Como medida imediata, a elaboração dum levantamento rigoroso e pormenorizado dos edifícios que são pertença da Câmara.
- 3.7 - Considerando que a zona das antigas fábricas de curtumes reúne as condições previstas no art.º 41 do Decreto-Lei nº 794/76 de 5 de Outubro, julga-se oportuna a sua classificação como área crítica de recuperação e reconversão urbanística. Nesta conformidade recomenda-se que a Câmara Municipal de Guimarães promova a publicação do respectivo decreto regulamentar. Propõe-se ainda que na mesma área, a transmissão por título honoroso de prédios ou edifícios fique sujeita ao direito de preferência nos termos dos art.ºs. 27.º e 28.º do mesmo diploma.

Guimarães, 15 de Outubro de 1980

Paulo João Uscovalos

M. Maria de Aguiar



- A ANTÔNIO JOSÉ DE OLIVEIRA E FILHOS
- B CABANELAS & IRMÃOS Lda
- C FERNANDO RIBEIRO MENDES DE ALMEIDA
- D ANTÔNIO MATOS
- F SOCIEDADE TEXTIL - LUIS CORNEIA
- G DOMINGOS TORCATO RIBEIRO

FRANCISCO

LARGO DE MAIO
LARGO DO TABOADO

LARGO BERNARDO VALENTIM

RUAS

Imóvel de Interesse Público – 7

Igreja do Convento das Capuchinhas ou da Madre de Deus

D.G. n.º 19 – Decreto 8 de 24.01.1983

prazo contado a partir da data de entrega dos ensaios referidos na alínea c) do n.º 2 do artigo 11.º e calculado de acordo com a seguinte fórmula:

$$\text{Prazo em dias} = \frac{\text{Número de candidatos}}{12} + 2$$

Art. 16.º Aos professores de Trabalhos Manuais do ensino preparatório e do 12.º grupo do ensino secundário já profissionalizados à data da publicação do presente diploma ou que venham a ser profissionalizados nos termos do n.º 2 do artigo 5.º é facultada a possibilidade de antecipar a apresentação do ensaio referido na alínea c) do n.º 2 do artigo 11.º nas condições estabelecidas no artigo seguinte.

Art. 18.º — 1 — Para efeitos do disposto nos artigos 16.º e 17.º, os interessados requererão ao Ministro da Educação a antecipação da apresentação do ensaio nos 30 dias subsequentes à divulgação dos conteúdos programáticos das disciplinas ou área de conhecimento da componente de formação científica.

2 — Os candidatos deverão fazer acompanhar o requerimento de um *curriculum vitae* pormenorizado e documentado.

3 — Relativamente aos docentes referidos no n.º 2 do artigo 5.º, o prazo de 30 dias contar-se-á a partir de 1 de Julho, inclusive, do ano lectivo em que terminaram a respectiva profissionalização.

Art. 20.º — 1 — Os professores que requeiram a antecipação prevista no artigo 16.º serão informados da lista de temas para a escolha do ensaio num prazo máximo de 30 dias, devendo a sua apresentação ocorrer até 60 dias após o conhecimento da referida lista.

2 —

3 —

Art. 25.º — 1 — A 1.ª fase do curso complementar de formação terá início em 2 de Novembro de 1982.

2 —

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 15 de Dezembro de 1982. — *Diogo Pinto de Freitas do Amaral*.

Promulgado em 11 de Janeiro de 1983.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

MINISTÉRIO DA CULTURA E COORDENAÇÃO CIENTÍFICA

Decreto do Governo n.º 8/83 de 24 de Janeiro

Em conformidade com os artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, o n.º 1 do § 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965, o n.º 1 do artigo 1.º e o n.º 1 do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 1/78, de 7 de Janeiro,

a alínea a) do artigo 2.º e a alínea a) do artigo 9.º do Decreto-Lei n.º 59/80, de 3 de Abril, e o artigo 3.º do Decreto Regulamentar n.º 34/80, de 2 de Agosto, o Governo decreta, nos termos da alínea g) do artigo 202.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Braga:

Concelho de Guimarães:

Igreja do Convento das Capuchinhas ou da Madre de Deus, em Guimarães.

Concelho da Póvoa de Lanhoso:

Dependência do Hospital da Misericórdia da Póvoa de Lanhoso, designada «Portaria Principal».

Distrito de Bragança:

Concelho de Alfândega da Fé:

Capela de São Bernardino, na freguesia de Gebelim.

Concelho de Mirandela:

Castro de São Juzende, no lugar de Vale de Prados, freguesia de Múrias. Paço dos Távoras, em Mirandela.

Distrito de Coimbra:

Concelho de Cantanhede:

Igreja Paroquial de Ançã.

Distrito de Évora:

Concelho de Mora:

Conjunto de edificações situadas junto à igreja matriz de Brotas.

Distrito de Faro:

Concelho de Tavira:

Forte do Rato, situado a sudeste de Tavira, junto à foz do rio Gilão.

Distrito da Guarda:

Concelho de Aguiar da Beira:

Santuário de Nossa Senhora dos Verdes, incluindo a sua decoração interior, nomeadamente as obras de talha e as pinturas, na freguesia de Forninhos.

Concelho do Sabugal:

Ponte antiga da aldeia da Ponte.

Distrito de Leiria:

Concelho do Bombarral:

Solar dos Melos e Castro, respectiva ermida e terreno adstrito ao solar, em São Mamede, freguesia de Roliça.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Alenquer:

Igreja da Misericórdia de Alenquer, incluindo o seu recheio, nomeadamente a pia baptismal, os azulejos, a talha dourada, as pinturas do tecto e do altar-mor e as lápidas e esculturas antigas ainda existentes.

Concelho de Lisboa:

Casa de João das Regras, situada na Rua do Poço do Borratém, 30, em Lisboa.

Chafariz do Desterro, também conhecido por Chafariz do Intendente, situado na Rua da Palma, tornejando para a Calçada do Desterro e Rua Nova do Desterro, em Lisboa.

Conjunto do Palácio das Necessidades, abrangendo todo o edifício conventual, da Ordem de S. Filipe Néri (dos Padres do Oratório), da torre e da capela, com estatuária de A. Giusti e de José de Almeida, os seus jardins e o respectivo parque, com elementos escultóricos e decorativos, e ainda a fachada palaciana, incluindo a fonte monumental, datada de 1748 e situada no largo ajardinado em frente da capela, em Lisboa.

Conjunto da Praça da Viscondessa dos Olivais, em Lisboa.

Éden-Teatro, situado na Praça dos Restauradores, em Lisboa.

Edifício situado na Avenida do Almirante Reis, 1 a 1-C, tornejando para a Rua Nova do Desterro, 2 e 2-A, em Lisboa.

Edifício principal do Hospital de S. José, antigo Convento e Colégio de Santo Antão-o-Novo, situado na Rua de José António Serrano, em Lisboa.

Edifício situado no Campo dos Mártires da Pátria, 22 a 24, em Lisboa.

Edifício situado na Rua do Benfornoso, 101 a 103, em Lisboa.

Edifício situado na Rua do Benfornoso, 244, em Lisboa.

Edifício situado na Rua das Janelas Verdes, 70 a 78, em Lisboa.

Edifício situado na Rua de São Lázaro, 150 a 154, em Lisboa.

Garagem Liz, situada na Rua da Palma, 265 a 281, tornejando para a Calçada do Desterro, 1 e 1-A, em Lisboa.

Praça de Touros, no Campo Pequeno, em Lisboa.

Teatro Capitólio, situado no Parque Mayer, em Lisboa.

Teatro Ginásio (fachada), na Rua Nova da Trindade, 5 a 5-G, em Lisboa.

Concelho de Loures:

Igreja de S. João Baptista, situada em São João da Talha.

Distrito de Portalegre:

Concelho de Alter do Chão:

Igreja do Convento de Santo António, em Alter do Chão.

Concelho do Crato:

Varanda do Grão-Prior, situada na Praça da República, junto aos Paços do Concelho da vila do Crato.

Concelho de Monforte:

Igreja de Nossa Senhora da Conceição, situada no Rossio de Monforte.

Concelho de Portalegre:

Capela de Nossa Senhora da Penha, na freguesia de São Lourenço, em Portalegre.

Distrito do Porto:

Concelho do Porto:

Café Majestic, situado na Rua de Santa Catarina, 112, no Porto.

Edifício situado na Rua das Virtudes (antigo Clube dos Ingleses), no Porto.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Arcos de Valdevez:

Conjunto de todos os espigueiros de Soajo, na freguesia de Soajo.

Concelho de Ponte de Lima:

Capela da Senhora da Penha de França, situada junto à antiga cadeia comarcã, em Ponte de Lima.

Conjunto formado pela Casa do Cruzeiro, capela e portão, na freguesia de Arca.

Cruzeiro, situado no lugar de Pedrosa, freguesia de Correlhã.

Distrito de Vila Real:

Concelho de Murça:

Conjunto formado pela estrada romana e ponte sobre o rio Tinhela, em Murça.

Concelho de Peso da Régua:

Conjunto constituído pela igreja matriz, campanário e cruzeiro da freguesia de Galafura.

Concelho de Santa Marta de Penaguião:

Igreja paroquial da Cumieira.

Concelho de Valpaços:

Capela de S. Sebastião, em Vilarandelo.

Concelho de Vila Real:

Igreja de Nossa Senhora de Guadalupe, incluindo as 2 pedras tumulares, datadas dos séculos XVI e XVII, que se

encontram na sua nave, na freguesia de Mouçós.

Art. 2.º São classificados como valores concelhios os seguintes imóveis:

Distrito de Braga:

Concelho de Amares:

Aqueduto de Cales, no lugar de Cales, freguesia de Figueiredo.

Concelho de Guimarães:

↳ Casa do Proposto e seus jardins, em Guimarães.

Distrito da Guarda:

Concelho de Figueira de Castelo Rodrigo:

Chafariz da Casqueira, na freguesia de Castelo Rodrigo.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Lisboa:

Conjunto de edifícios situados no Largo de São Sebastião da Pedreira, 46 a 53, tornejando para a Rua do Dr. António Cândido, em Lisboa.

Edifício de Miguel Ventura Terra (Prémio Valmor 1903), situado na Rua de Alexandre Herculano, 57, em Lisboa.

Concelho de Sintra:

Conjunto formado pela casa dos Lafetás, também conhecida por Vila Cosme, com as ruínas da residência renascentista e construções anexas, nomeadamente a capela, o celeiro, a adega e o pombal, na freguesia de São Martinho, em Colares.

Distrito do Porto:

Concelho do Porto:

Conjunto na zona de Campo Alegre/Arrábida, junto às Ruas do Campo Alegre, da Rainha D. Estefânia, do Bom Sucesso e da Travessa do Campo Alegre, no Porto.

Edifício situado na Rua de Pereira Reis, incluindo o seu logradouro e a mata anexa, no Porto.

Distrito de Santarém:

Concelho de Coruche:

Ponte da Coroa, situada junto à estrada nacional n.º 114, nas proximidades de Coruche.

Distrito de Setúbal:

Concelho de Almada:

Quinta de Nossa Senhora da Conceição, incluindo o celeiro, o pombal, a nora

e o jardim, situada junto à estrada nacional n.º 377, freguesia de Almada e Caparica.

Quinta de São Francisco de Borja, considerada no seu todo, habitação com capela, dependências de lavoura, terrenos anexos e todos os azulejos que a decoram, situada na zona do Pragal, freguesia de Almada.

Distrito de Vila Real:

Concelho de Alijó:

Igreja de São Mamede de Ribatua.

Concelho de Vila Real:

Capela de Santa Maria Madalena, de Justes.

Distrito de Viseu:

Concelho de Penalva do Castelo.

Cruzeiro situado na rua principal de Sezures.

Francisco José Pereira Pinto Balsemão — Francisco António Lucas Pires.

Promulgado em 11 de Janeiro de 1983.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

MINISTÉRIO DA HABITAÇÃO, OBRAS PÚBLICAS E TRANSPORTES

Decreto-Lei n.º 35/83

de 24 de Janeiro

Tendo em conta a evolução verificada nas condições de exploração da Ponte de 25 de Abril com a intensificação do tráfego entre as duas margens do Tejo e tornando-se, por isso, necessário simplificar os métodos de cobrança das taxas de portagem por forma a facilitar o seu pagamento pelos utentes, considerou-se indispensável rever o sistema de emissão de bilhetes até agora estabelecido.

Assim:

O Governo decreta, nos termos da alínea a) do n.º 1 do artigo 201.º da Constituição, o seguinte:

Artigo único. O regime e modalidades da emissão de bilhetes de portagem da Ponte de 25 de Abril serão fixados por portaria do Ministro da Habitação, Obras Públicas e Transportes.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 2 de Dezembro de 1982. — *Francisco José Pereira Pinto Balsemão — José Carlos Pinto Soromenho Viana Baptista.*

Promulgado em 6 de Janeiro de 1983.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

**Tabela Cronológica da Legislação dos Imóveis
Classificados da Zona Proposta a Classificação
e da Zona Tampão**

Tabela cronológica da Legislação dos Imóveis Classificados da Zona Proposta a Classificação e da Zona Tampão

- **1908, 27 de Agosto** – Decreto (Classifica como Monumento Nacional – M.N. – o Castelo de Guimarães)
- **1910, 16 de Junho** – Decreto (Classifica como M.N. o Castelo de Guimarães, a Igreja de S. Miguel do Castelo, o Paço dos Duques de Bragança, as Murallas de Guimarães, a Igreja Nossa Senhora da Oliveira, os Antigos Paços Municipais, o Cruzeiro da Senhora da Guia. O Padrão de D. João I, o Claustro da Igreja de S. Domingos)
- **1932, 7 de Março** – Decreto n.º 20 985
- **1936, 24 de Março** – Decreto n.º 26 450
- **1940, 26 de Setembro** – D.G. n.º 22 – Decreto 30 762 (Classifica como Imóvel de Interesse Público – I.I.P. – os frescos do Convento de s. Francisco)
- **1949, 5 de Abril** – D.G. n.º 70 – Decreto 37 366, 1.ª Série (Classifica como M.N. o Padrão do Saldo)
- **1952, 30 de Abril** – D.G. n.º 103, 2.ª Série (Define a Zona de Protecção ao Castelo de Guimarães, à Igreja de S. Miguel do Castelo e ao Paço dos Duques de Bragança)
- **1953, 17 de Abril** – D.G. n.º 77 – Decreto 39 175 (Classifica como I.I.P. parte da Igreja de S. Francisco, constituída pela ábside e absíedolos)
- **1955, 23 de Julho** – D.G. n.º 170, 2.ª Série (modifica a Zona de Protecção do Castelo, Igreja de S. Miguel do Castelo e Paço dos Duques de Bragança)
- **1956, 19 de Abril** – D.G. n.º 94, 2.ª Série (Define a Zona de Protecção à Igreja Nossa Senhora da Oliveira, ao Padrão do Salado e aos Antigos Paços Municipais)
- **1958, 21 de Agosto** – D.G. n.º 195, 2.ª Série (Define a Zona de Protecção ao Padrão do Salado)
- **1958, 30 de Agosto** – D.G. n.º 203, 2.ª Série (Define a Zona de Protecção às Murallas de Guimarães)
- **1959, 8 de Maio** – D.G. n.º 105 (Classifica como I.I.P. a Igreja de S. Domingos)
- **1959, 22 de Agosto** – D.G. n.º 195 (Define a Zona de Protecção à Igreja de S. Domingos)

- **1960, 22 de Agosto – D.G. n.º 195, 2.ª Série** (Define a Zona de Protecção ao claustro da Igreja de S. Domingos)
- **1962, 5 de Julho – D.G. n.º 13 – Decreto 44 452** (Classifica como I.I.P. o Cruzeiro manuelino, situado num recanto das paredes exteriores do Museu Alberto Sampaio)
- **1963, 25 de Outubro – D.G. n.º 251 – Decreto 45 327** (Classifica como I.I.P. o Cruzeiro fronteiro ao adro da Igreja de S. Francisco)
- **1974, 21 de Dezembro – D.G. n.º 297 – Decreto 735** (Classifica como I.I.P. o Claustro e edifício barroco da Ordem Terceira de S. Francisco, incluindo a sacristia do séc. XVIII da Igreja Joanina, e ainda a Rua D. João I, no seu conjunto)
- **1975, 29 de Agosto – D.M. da D.G.A .C. n.º 12 685** (Classifica como I.I.P. a Igreja dos Santos Passos)
- **1977, 29 de Julho – D.M. of. I.I.P. n.º 7 606** (Classifica como I.I.P. as Antigas Fábricas de Curtumes)
- **1977, 21 de Dezembro – D.G. n.º 226 – Decreto 129, 1.ª Série** (Classifica como I.I.P. a Casa dos Lobos Machados)
- **1978, 12 de Setembro – D.G. n.º 210 – Decreto 95** (Classifica como I.I.P. o Edifício n.º 113 da Rua Egas Moniz)
- **1978, 21 de Dezembro – D.G. n.º 297 – Decreto 735, 1.ª Série** (Classifica como I.I.P. o edifício da Misericórdia – conjunto da parte setecentista, incluindo a igreja, sacristia e os restos da construção inicial)
- **1980, 10 de Novembro – D.M. of. n.º 10 399** (Classifica como I.I.P. a Igreja do Convento das Capuchinhas)
- **1983, 24 de Janeiro – D.G. n.º 19 – Decreto 8** (Classifica como I.I.P. a
- **1984, 25 de Junho – Decreto 29** (Classifica como I.I.P. a Capela de Santa Cruz)
- **1986, 3 de Janeiro – D.G. n.º 2 – Decreto 129, 1.ª Série** (Classifica como I.I.P. a Casa das Rótulas)

**Património Edificado e Arqueológico Classificado
no Concelho de Guimarães**

Património Edificado
Monumentos Nacionais

Património Edificado

Monumentos Nacionais

- 1 – Capela de S. Torcato (Lugar Mosteiro / S. Torcato)**
M.N., D.G. n.º 133 – Decreto 8 228 de 4.07.1922
- 2 – Ponte de Serves, (sobre o Rio Ave no lugar da Ponte de Serves – freguesia de Gondar)**
M.N., Decreto 28 536 de 22.03.1938
- 3 – Ponte Velha de Vizela, (sobre o Rio Vizela, no lugar da Ponte Velha – freguesia de S. João de Caldas de Vizela)**
M.N., D.G. n.º 136 – Decreto de 16.06.1910
- 4 – Ponte do Rio Ave (entre Guimarães e Braga E.N. 27)**
M.N., D.G. n.º 35, 1.ª Série, – Decreto 11 454 de 19.02.1926
- 5 – Igreja de Santa Cristina de Serzedelo (Lugar do Mosteiro – freguesia de Serzedelo)**
M.N., Decreto n.º 14 425 de 15.10.1927
Z.E.P. – Zona Especial de Protecção, 2.ª Série n.º 226 de 26.09.1959
Boletim n.º 96 da D.G.E.M.N.
- 6 – Igreja de S. Martinho de Candoso (Lugar do Assento – freguesia de S. Martinho do Candoso)**
M.N. – Decreto de 16.06.1910
- 7 – Citânia de Briteiros (Monte de S. Romão – freguesia de S. Salvador de Briteiros)**
M.N., D.G. n.º 136 – decreto de 16.06.1910
Z.E.P. – Zona especial de Protecção – D.A 84/1 (142) de 15.07.1987
- 8 – Citânia de Sabroso (Monte do Coto de Sabroso – freguesia de S. Lourenço de Sande)**
M.N., D.G. n.º 136 – decreto de 16.06.1910
- 9 – Lápide das Taipas (Ara de Trajano) – rua Trajano Augusto (junto à Igreja Paroquial – Caldas das Taipas)**
M.N., D.G. n.º 136 – decreto de 16.06.1910

10 – Anta de Polvoreira (Monte de Lijó – freguesia de Polvoreira)

M.N., D.G. n.º 136 – decreto de 16.06.1910

11 – Via de Braga a Guimarães (2 marcos miliários, série Capela) – Guimarães

M.N., D.G. n.º 136 – decreto de 16.06.1910

Monumento Nacional – 1

Capela de S. Torcato (Lugar Mosteiro / S. Torcato)

M.N., D.G. n.º 133 – Decreto 8 228 de 4.07.1922



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — \$24

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios ou à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Direcção Geral da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As 3 séries	Ano 50\$	Semestre	28\$00
A 1.ª série	30\$	1	14\$00
A 2.ª série	20\$	1	14\$00
A 3.ª série	15\$	1	10\$00

Avulso: Número de duas páginas \$15;
de mais de duas páginas \$09 por cada duas páginas

O preço dos anúncios (pagamento adiantado), é de \$60 a linha, arrecado de \$08 do sétio por cada um. Excepção em os casos previstos nos §§ 1.º e 2.º do artigo 3.º da lei n.º 1043, publicada no *Diário do Governo* n.º 160, 1.ª série, 31-viii-1920.

SUMÁRIO

Ministério das Finanças:

Decreto n.º 8:227 — Altera a tabela dos emolumentos contados nos processos em que haja de se cobrar custas, anexa ao decreto n.º 2 de 27 de Setembro de 1894 (Reorganização dos serviços do contencioso aduaneiro).

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Aviso — Torna público terem os agentes consulares belgas ficado igualmente encarregados da defesa dos interesses dos súbditos do Grão Ducado do Luxemburgo no território português.

Ministério da Instrução Pública

Lei n.º 1:280 — Suprime os lugares do director, secretário, bibliotecário e vogais do conselho administrativo nas escolas primárias superiores anexadas às escolas normais primárias de Lisboa, Porto e Coimbra, cujas atribuições passam para os funcionários de igual categoria nas escolas normais primárias a que foram anexadas — Determina que o médico escolar tenha a seu cargo não só o serviço médico da escola primária superior mas também a da escola normal primária a que a sua escola foi anexada.

Decreto n.º 8:228 — Determina que sejam classificados monumentos nacionais determinados imóveis nos distritos de Portalegre, Guarda, Évora, Bragança e Viana do Castelo.

Decreto n.º 8:229 — Classifica monumentos nacionais vários trechos das muralhas de Évora.

Ministério do Trabalho:

Portaria n.º 3:239 — Aprova o regulamento balneario e o pré-dário para aplicações terapêuticas e higiénicas da nascente de águas minero-medicinais «Caldas e Fonte Santa» (Caldas de Mantelgas), situadas na freguesia e concelho de Mantoigas, distrito da Guarda.

Portarias n.º 3:240 e 3:241 — Aprovam os aumentos de pré-dário para aplicações terapêuticas e higiénicas, respectivamente, das nascentes de águas minero-medicinais «Curia» e «Caldas de Canavese».

Portarias n.º 3:242 a 3:250 — Autorizam os aumentos da taxa de inserção médica para as seguintes termas e estâncias:

- Portaria n.º 3:242* — Termas de Monfortinho.
- Portaria n.º 3:243* — Termas das Caldas de Moledo.
- Portaria n.º 3:244* — Estância de Vidago.
- Portaria n.º 3:245* — Termas de Caldela.
- Portaria n.º 3:246* — Termas de Entre-os-Rios (Torre).
- Portaria n.º 3:247* — Termas de Entre-os-Rios (S. Vicente).
- Portaria n.º 3:248* — Termas de Aregos.
- Portaria n.º 3:249* — Estância de Pedras Salgadas.
- Portaria n.º 3:250* — Termas Caldinhas (Caldas da Saúde).

n.º 2 de 27 de Setembro de 1894: hei por bem, sob proposta do Ministro das Finanças, e de conformidade com o disposto no § único do artigo 2.º do decreto n.º 4:560, de 8 de Julho de 1918, decretar o seguinte:

Artigo 1.º Os emolumentos constantes dos artigos 1.º a 24.º da tabela anexa ao decreto n.º 2 de 27 de Setembro de 1894 são elevados ao quintuplo.

Art. 2.º A quantia do 50\$ do artigo 25.º é elevada a 500\$, sendo a percentagem a cobrar até essa quantia, em cada lote, 6 por cento e sobre a excedente 2 por cento, constituindo metade destes emolumentos receita do Estado, e sendo a outra dividida em partes iguais pela autoridade que presidir à arrematação, escrivão e pregoeiro.

Art. 3.º Em todos os processos do Contencioso Fiscal são sempre devidas custas em caso de condenação.

Art. 4.º Em qualquer exame, verificação ou avaliação, quando tal diligência for ordenada pelos auditores, serão estes que fixarão o emolumento devido, tendo em atenção as habilitações dos peritos nomeados e o serviço prestado, sendo estes emolumentos, bem como os constantes dos artigos 7.º e 21.º, pessoais.

Art. 5.º O secretário do o amanuense do Tribunal Superior do Contencioso Fiscal terão direito, pelos actos que praticarem, a metade dos emolumentos constantes dos artigos 8.º, 10.º, 11.º, 12.º, 14.º, 18.º, 19.º e 23.º da tabela, contados conforme determina a observação 1.ª da mesma tabela, constituindo a outra metade receita do Estado.

Art. 6.º Fica assim alterada a tabela anexa ao decreto n.º 2 de 27 de Setembro de 1894 e revogada a legislação em contrário.

O Ministro das Finanças assim o tenha entendido e faça executar. Paços do Governo da República, 4 de Julho de 1922. — ANTONIO JOSÉ DE ALMEIDA — *Albano Augusto de Portugal Durão*.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção Geral dos Negócios Comerciais e Consulares

2.ª Repartição

Para os devidos efeitos se faz público que, segundo comunicação da Legação da Bélgica, de 26 do corrente, os agentes consulares belgas ficam igualmente encarregados da defesa dos interesses dos súbditos do Grão Ducado do Luxemburgo no território português.

Direcção Geral dos Negócios Comerciais e Consulares, 29 de Junho de 1922. — O Director Geral, *A. de Oliveira Soares*.

MINISTÉRIO DAS FINANÇAS

Direcção Geral das Alfândegas

1.ª Repartição

1.ª secção

Decreto n.º 8:227

Convido actualizar a cobrança dos emolumentos contados nos processos conforme a tabela anexa ao decreto

MINISTÉRIO DA INSTRUÇÃO PÚBLICA

Direcção Geral do Ensino Primário e Normal

1.ª Repartição

Lei n.º 1:280

Em nome da Nação, o Congresso da República decreta, e eu promulgo, a lei seguinte:

Artigo 1.º Nas escolas primárias superiores anexadas às Escolas Normais Primárias de Lisboa, Porto e Coimbra pelo decreto n.º 8:066, de 1 de Abril de 1922, são suprimidos os lugares do director, secretário, bibliotecário e vogais do conselho administrativo, cujas attribuições passam para os funcionários de igual categoria nas escolas normais primárias a que foram anexadas, deixando estes de receber as actuaes gratificações para receberem as correspondentes aos lugares extintos.

§ 1.º O mesmo se fará em todas as outras escolas primárias superiores que de futuro vedham a ser anexadas às escolas normais primárias.

§ 2.º O médico escolar terá a seu cargo, não só o serviço médico da escola primária superior, mas também o da escola normal primária a que a sua escola foi anexada.

Art. 2.º As verbas para material e desposas diversas das escolas anexadas serão englobadas nas que, para esse mesmo fim, são destinadas às escolas normais primárias respectivas, às quais compete a sua administração.

Art. 3.º Fica revogada a legislação em contrário.

O Ministro da Instrução Pública a faça imprimir, publicar e correr. Paços do Governo da República, 4 de Julho de 1922. — ANTONIO JOSÉ DE ALMEIDA — Augusto Pereira Nobre.

Direcção Geral de Belas Artes

Decreto n.º 8:229

Usando da faculdade que me confere o n.º 3.º do artigo 1.º da lei n.º 891, de 22 de Setembro de 1919:

Hei por bem decretar, sob proposta do Ministro da Instrução Pública, que sejam classificados monumentos nacionais os seguintes imóveis:

A porta do Montalvão e a porta da Vila (restos da muralha da vila, século XV), de Nisa, e o castelo e manuelino cruzeiro da Estrela, de Marvão, distrito de Portalegre.

As muralhas do Castelo (séculos XV e XVII), o Pelourinho (século XVI) e a porta sobre o rio Aguiar (século XIV), de Castelo Rodrigo, distrito da Guarda.

A capela de D. Fradique de Portugal (renascença), o túmulo de Esteves da Gata (século XV), na igreja de S. Francisco, e a capela de Nossa Senhora dos Mártires (ábsido gótica), de Estremoz, distrito de Évora.

O Pelourinho (princípio do século XVI), de Freixo de Espada-à-Cinta, distrito de Bragança.

A capela de S. Torcato, em Guimarães, distrito de Braga.

O pórtico e capela mor (românicos) da igreja de Rubiães, Paredes de Coura, distrito de Viana do Castelo.

O Ministro da Instrução Pública assim o tenha entendido e faça executar. Paços do Governo da República, 4 de Julho de 1922. — ANTONIO JOSÉ DE ALMEIDA — Augusto Pereira Nobre.

Decreto n.º 8:229

Atendendo ao que propõe o Conselho do Arto arqueologia da 1.ª circunscrição;

Usando da faculdade que me confere o n.º 3.º do artigo 1.º da lei n.º 891, de 22 de Setembro de 1919:

Hei por bem decretar, sob proposta do Ministro da Instrução Pública, que sejam classificados monumentos nacionais os seguintes trechos das muralhas de E

Da cêrca romana e árabe:

O arco de D. Isabel, a muralha posterior passeio do Conde de Schomberg, a torre das Quinas, a muralha dos palácios dos Condes Basto, as torres da Porta de Moura, a muralha Praça de Sertório, a muralha da igreja de S. B. as torres das Alcárcovas, de baixo e do cima.

Da cêrca medieval:

As torres e muralha compreendidas entre as tas de Alconchel e do Raimundo, ângulo em f da estrada da Malagueira, torre junta ao conde do Calvário, torre junta ao aquoduto, torre porta de Avis, torre do baluarte de S. Bartolomeu, torre junta à rampa dos Colegiaes, ângulo de cção entre a muralha Fernandina e o baluarte Conde do Lippo, muralha junto ao quartel do Conde de Laria, torre do jardim público.

O Ministro da Instrução Pública assim o tenha entendido e faça executar. Paços do Governo da República, 4 de Julho de 1922. — ANTONIO JOSÉ DE ALMEIDA — Augusto Pereira Nobre.

MINISTERIO DO TRABALHO

Direcção Geral de Minas e Serviços Geológicos

Repartição de Minas

Portaria n.º 3:239

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Trabalho, que, nos termos dos artigos 52 e 53.º do regulamento para o aproveitamento das águas minero-medicinaes aprovado por decreto de 5 de Julho de 1894, e da alínea a) do § 6.º do artigo 47.º do decreto com força de lei n.º 5:787-F, de 10 de Maio de 1919, em conformidade com o parecer do Conselho Superior de Minas e Serviços Geológicos (Secção de Águas) e aprovado o regulamento do balneário e o precário para applicações terapêuticas e higiénicas da nascente de águas minero-medicinaes Caldas e Fonte Santa (Caldas de Manteigas), situadas na freguesia e concelho de Manteigas, distrito da Guarda, requerido por Parafico & C.ª, adjacentários das referidas águas, de que é concessionária a Câmara Municipal de Manteigas, conforme o regulamento e tabela junta:

Regulamento

Artigo 1.º O estabelecimento termal estará aberto ao público desde o dia 1 de Junho até o dia 30 de Setembro de cada anno, podendo porém abrir antes de 1 de Junho e fechar depois de 30 de Setembro, quando a empresa assim o entender.

Art. 2.º Pessoa alguma pode ser admitida ao uso interno das águas, banhos ou qualquer outro tratamento sem que tenha feito a sua inscrição médica.

§ 1.º O bilhete de inscrição médica será vendido a bilheteira, dando direito à consulta inicial, em que se

Monumento Nacional – 2

Ponte de Serves, (sobre o Rio Ave no lugar da Ponte de Serves – freguesia de Gondar)

M.N., Decreto 28 536 de 22.03.1938



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 60

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 3 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		
As 3 séries . . .	Ano 340\$	Semestre 170\$
A 1.ª série	80\$	4.ª 40\$
A 2.ª série	80\$	5.ª 40\$
A 3.ª série	80\$	6.ª 40\$

Avulso: Número de duas páginas 630;
de mais de duas páginas 630 por cada duas páginas

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 2650 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § 1.º e 2.º do artigo 2.º do decreto n.º 16112 de 21-12-1934, têm 40 por cento de abatimento.

SUMÁRIO

Presidência do Conselho:

Rectificações ao decreto n.º 28:360, que aprova e manda pôr em execução o regulamento de administração da Fazenda Naval.

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Aviso — Torna público ter a Finlândia ratificado a Convenção sobre o emprego de mulheres em trabalhos subterrâneos nas minas de qualquer categoria, adoptada pela Conferência Internacional do Trabalho na sua 19.ª sessão, que se realizou em Genebra do 4 a 25 de Junho de 1935.

Ministério das Obras Públicas e Comunicações:

Portarias n.ºs 8:955 e 8:956 — Transferem várias verbas do orçamento do Commissariado do Desemprego.

Ministério das Colónias:

Portaria n.º 8:957 — Manda publicar e pôr em execução na colónia de Cabo Verde o decreto n.º 28:120, que torna extensivo a todas as colónias o sistema das declarações de carga, nos termos do regulamento e da tabela de emolumentos consulares em vigor.

Declaração de ter sido, por despacho do Sub-Secretário de Estado das Finanças, concedida autorização para ser utilizada, independentemente do vencimento dos respectivos duodécimos, a dotação descrita no orçamento para móveis a adquirir pelo Conselho Superior de Disciplina das Colónias.

Ministério da Educação Nacional:

Decreto n.º 28:536 — Classifica monumentos nacionais e de interesse público vários imóveis e inventaria alguns móveis existentes na igreja de S. Lourenço de Azeitão.

PRESIDÊNCIA DO CONSELHO

Tendo sido publicado com inexactidões no *Diário do Governo* n.º 303, 1.ª série, de 30 de Dezembro de 1937, pelo Ministério da Marinha, Repartição do Gabinete, o regulamento de administração da Fazenda Naval, aprovado pelo decreto n.º 28:360, determino que se façam as seguintes rectificações:

No § 1.º do artigo 122.º, onde se lê: «... devendo esta ser enviada ...», deve ler-se: «... devendo este ser enviado ...»;

No artigo 125.º, onde se lê: «... com excepção dos casos previstos na alínea d) do § único do n.º 1.º da alínea G) do artigo 25.º ...», deve ler-se: «... com excepção dos casos previstos na alínea c) do § 1.º do n.º 1.º da alínea G) do artigo 25.º ...»;

No artigo 286.º, onde se lê: «... em livro (modelo n.º 17), com uma conta ...», deve ler-se:

«... em livros riscados para contas correntes, com uma conta ...»;

No artigo 312.º, onde se lê: «... guias de vencimentos, mapas de abono ...», deve ler-se: «... guias de vencimentos, relações de descontos a que se refere o artigo 324.º, mapas de abonos ...»;

Na alínea b) do artigo 324.º, onde se lê: «Uma relação, em duplicado, por cada ...», deve ler-se: «Uma relação por cada ...»;

No artigo 411.º, onde se lê: «... em livros, conforme o modelo n.º 17, devendo ...», deve ler-se: «... em livros riscados para contas correntes, devendo ...»;

No artigo 413.º, onde se lê: «... um livro de contas correntes com os seus fornecedores, conforme o modelo n.º 17.», deve ler-se: «... um livro de contas correntes com os seus fornecedores.»

Em 18 de Março de 1938. — António de Oliveira Salazar.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção Geral dos Negócios Políticos e Económicos

Repartição da Sociedade das Nações

Por ordem superior se faz público que, segundo informa o secretário geral da Sociedade das Nações, a Finlândia ratificou em 3 de Março de 1938 a Convenção sobre o emprego de mulheres em trabalhos subterrâneos nas minas de qualquer categoria, adoptada pela Conferência Internacional do Trabalho na sua 19.ª sessão, que teve lugar em Genebra de 4 a 25 de Junho de 1935.

Direcção Geral dos Negócios Políticos e Económicos, 18 de Março de 1938. — O Director Geral, Luís Teixeira de Sampaio.

Comissariado do Desemprego

Repartição Central

Portaria n.º 8:955

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro das Obras Públicas e Comunicações, que no orçamento do Commissariado do Desemprego actualmente em

vigor sejam feitas as seguintes transferências para o capítulo 3.º, artigo 13.º, n.º 1), alínea c):

Do capítulo 3.º, artigo 13.º, n.º 1), alínea a) . . .	100.000\$00
Do capítulo 3.º, artigo 13.º, n.º 2), alínea a) . . .	300.000\$00
Do capítulo 3.º, artigo 15.º, n.º 2), alínea a) . . .	200.000\$00
Do capítulo 3.º, artigo 15.º, n.º 2), alínea b) . . .	200.000\$00
Do capítulo 3.º, artigo 15.º, n.º 2), alínea c) . . .	100.000\$00
Do capítulo 4.º, artigo 19.º . . .	100.000\$00
	<hr/> 1.000.000\$00

Ministério das Obras Públicas e Comunicações, 22 de Março de 1938. — O Ministro das Obras Públicas e Comunicações, *Joaquim José de Andrade e Silva Abran-ches*.

Portaria n.º 8:956

A fim de ser aplicada nas obras de reparação e modificação de vários edifícios destinados a moradia de cantoneiros, sedes de secção de conservação e depósitos de utensílios e ferramentas, a cargo da Junta Autónoma de Estradas: manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro das Obras Públicas e Comunicações, que do capítulo 3.º, artigo 13.º, n.º 1), alínea b) «Diversos», do orçamento do Commissariado do Desemprego actualmente em vigor seja transferida a verba de 133.333\$ para o capítulo 3.º, artigo 13.º, n.º 1), alínea c) «Construção e conservação de edifícios diversos», do mesmo orçamento.

Ministério das Obras Públicas e Comunicações, 22 de Março de 1938. — O Ministro das Obras Públicas e Comunicações, *Joaquim José de Andrade e Silva Abran-ches*.

MINISTÉRIO DAS COLÓNIAS

Direcção Geral de Administração Política e Civil

Repartição de Justiça, Instrução e Missões

Portaria n.º 8:957

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro das Colónias, que, nos termos do artigo 91.º da Carta Orgânica do Império Colonial Português, seja publicado e posto em execução na colónia de Cabo Verde o decreto n.º 28:120, de 29 de Outubro de 1937, publicado no *Diário do Governo* n.º 252, 1.ª série, da mesma data.

Para ser publicada no «Boletim Oficial» da colónia de Cabo Verde,

Ministério das Colónias, 22 de Março de 1938. — O Ministro das Colónias, *Francisco José Vieira Machado*.

9.ª Repartição da Direcção Geral da Contabilidade Pública

Declara-se que, por despacho de S. Ex.ª o Sub-Secretário de Estado das Finanças de 11 do corrente mês, foi concedida autorização para ser utilizada, independentemente do vencimento dos respectivos duodécimos, a dotação descrita na alínea c) do n.º 1) do artigo 65.º do orçamento do Ministério das Colónias do corrente ano económico.

9.ª Repartição da Direcção Geral da Contabilidade Pública, 18 de Março de 1938. — Pelo Chefe da Repartição, *José Marques Pereira*.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção Geral do Ensino Superior e das Belas Artes

Decreto n.º 28:536

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do Dec.º n.º 20:985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do artigo 21.º do regimento da Junta Nacional da Educação, aprovado pelo decreto-lei n.º 26:611, de 18 Maio de 1936:

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e su- mulgo o seguinte:

Artigo 1.º São classificados monumentos nacion- ais os seguintes imóveis:

Distrito de Braga

Concelho de Guimarães — Ponte de Serves, sob o rio Ave.

Concelho de Vila Nova de Famalicão — Igreja Santa Eulália, do Mosteiro de Arnoso.

Distrito de Coimbra

Concelho de Coimbra — Capela dos Reis Magos, retábulo do altar-mor, sacristia, claustro, ca- do capítulo e adegas do Convento de S. Mar- ça cuja igreja, com os túmulos nela contidos e cruzeiro fronteiro, foram classificados monu- mento nacional por decreto de 16 de Junho 1910.

Distrito da Guarda

Concelho de Almeida — Muralhas da Praça de Almeida (em substituição da designação «mu- ralhas do Castelo de Almeida», que errada- mente lhes foi atribuída no decreto n.º 14:985 de 3 de Fevereiro de 1928).

Distrito de Leiria

Concelho de Peniche — Fortaleza de Peniche, e todas as muralhas militares que constituem os baluartes e cortinas existentes na vila.

Idem — Forte de S. João Baptista e os arcos que o ligam à ilha Berlenga.

Distrito de Portalegre

Concelho de Elvas — Muralhas de Elvas.

Distrito de Vila Real

Concelho de Chaves — Castelo de Chaves, com todos os restos de muralhas militares existentes na cidade, incluindo os fortes de S. Neutel e de S. Francisco.

Idem — Ponte romana e as duas colunas comemorativas nela colocadas, do tempo dos imperado- res Vespasiano e Trajano.

Distrito de Viseu

Concelho de S. Pedro do Sul — Construção comen- cida por Piscina de D. Afonso Henriques, das antigas Caldas de Alafões.

Art. 2.º São classificados de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito da Guarda

Concelho de Gouveia — Antiga casa da Câmara de Melo.

Idem — Capela de Santa Marta, de Melo.

Idem — Local conhecido por Outeiro, sobranceiro à vila de Folgoasinho.

Distrito de Lisboa

Concelho de Lisboa — Igreja de S. Francisco de Paula, de Lisboa (em que se acha depositado o túmulo de D. Mariana Vitória, classificado monumento nacional por decreto de 16 de Junho de 1910).

Idem — Palácio construído pelo architecto João Frederico Ludovice, na Rua de S. Pedro de Alcântara, 39 a 49, em frente da Calçada da Glória, Lisboa.

Idem — Palácio do Barão de Quintela e Conde de Farrobo, na Rua do Alecrim, incluindo os jardins, muros e pórtico de acesso pela Rua António Maria Cardoso.

Distrito do Pôrto

Concelho do Pôrto — Chafariz da Colher, em Miragaia.

Idem — Chafariz do Jardim de S. Lázaro, proveniente do Convento de S. Domingos.

Idem — Chafariz da Rua Escura.

Idem — Chafariz da Rua de S. Domingos.

Idem — Chafariz da Rua de S. João (restos).

Idem — Chafariz da Rua das Taipas.

Idem — Dois obeliscos provenientes da Quinta da Prelada, situados actualmente no Passeio Alegre, Foz do Douro.

Idem — Lago, fontes e escadaria que restam da Quinta da Prelada, Pôrto.

Concelho de Vila Nova de Gaia — Mosteiro de Grijó (conjunto formado pela igreja, sacristia, claustro e cêrca, com chafariz).

Distrito de Santarém

Concelho de Tomar — Cêrca do Convento de Cristo.

Distrito de Setúbal

Concelho de Setúbal — Igreja de S. Lourenço de Vila Nogueira de Azeitão.

Distrito de Vila Real

Concelho de Chaves — Igreja de Nossa Senhora da Azinheira do Outeiro Sêco.

Art. 3.º São inventariados os seguintes móveis:

Distrito de Setúbal

Concelho de Setúbal — Na igreja de S. Lourenço de Vila Nogueira de Azeitão:

- a) «Virgem com o Menino», alto relêvo em faiança esmaltada e policromada, do comêço do século XVI;
- b) Pia baptismal, de pedra da Arrábida, da época de D. Manuel;
- c) Púlpito, de pedra da Arrábida, datada de 1592;
- d) Pequeno cofre de reliquias, de prata dourada, trabalho português do século XVI;
- e) Cristo de marfim fixado em cruz de ébano, do século XVII;
- f) Cadeira de coiro lavrado e ciznelado, no tipo do século XVII;
- g) Várias telas, de qualidade medíocre, mas que em conjunto e com as suas molduras primitivas possuem apreciável valor decorativo;
- h) Azulejos.

Publique-se e cumpra-se como nêle se contém.

Paços do Govêrno da República, 22 de Março de 1938. — ANTONIO OSCAR DE FRAGOSO CARMONA — António de Oliveira Salazar — António Faria Carneiro Pacheco.

Monumento Nacional – 3

**Ponte Velha de Vizela, (sobre o Rio Vizela, no lugar da Ponte Velha – freguesia de
S. João de Caldas de Vizela)**

M.N., D.G. n.º 136 – Decreto de 23.06.1910

Monumentos pre-históricos

Antas e outros monumentos

Districte de Viana
 Caminha — Anta da Barrosa.
 Arcos de Valdevez — Antas da Serra de Soajo.

Districte de Braga
 Guimarães — Anta da Polvoreira.

Districte de Villa Real
 Villa Pouca de Aguiar — Antas da Serra de Alvão.
 Alijó — Anta de Fonte Coberta.

Districte de Bragança
 Carraceda de Anciles — Antas de Villarinho.

Districte de Porto
 Amarante — Anta da Aboboreira.
 Penafoel — Anta de Santa Maria.

Districte de Aveiro
 Castello de Paiva — Anta do Valle da Rua.
 Arouca — Anta do Casal Mau.
 Albergaria-a-Velha — Anta de Mamaltar.

Districte de Viseu
 Oliveira de Frades — Anta da Arou.
 Satem — Antas de Quiriga e Cas-Freiras.
 Penalva do Castello — Antas de Penalva.
 Mangualde — Anta da Cenha Baixa.

Districte de Guarda
 Coia — Antas da Paranhos.

Districte de Coimbra
 Figueira — Monumentos da Serra da Brenha.

Districte de Lisboa
 Cintra:
 Anta de Adrenunes.
 Anta de Aqualva.
 Antas de Bellas.
 Torres Vedras — Monumento funerario da Pena.

Districte de Portalegre
 Nisa — Anta da Villa da Nisa.
 Castello de Vide:
 Anta de Melriço.
 Anta dos Pombeiros.
 Anta de Fonte da Moura.
 Antas da Contada de Alcolgelo.
 Anta do Cordeiros.
 Anta da Casa dos Galhardos.
 Antas das Tapadas de Pedro Alvaro.
 Anta da Varzea dos Mourões.
 Anta da Nave do Grou.

Crato:
 Anta do Crato.
 Anta da Aldeia da Mata.
 Avis — Anta da Herdade da Ordem.

Districte de Evora
 Arraiolos:
 Anta da Villa de Arraiolos.
 Anta de Silvaldas.
 Mora — Anta de Pavia, transformada em capella de S. Di-
 nis.
 Montemor-o-Novo:
 Anta da Herdade dos Touraes.
 Anta de S. Brissos.
 Anta da Herdade das Commendas.

Redondo:
 Anta da Venda do Duque.
 Anta da Herdade da Caudisira.
 Anta da Herdade das Tesouras.
 Anta da Vidigueira.

Evora:
 Anta do Pinheiro do Campo.
 Anta da Herdade do Montalbo.
 Anta da Herdade da Galvoeira.
 Anta do Paço de Vinha.
 Anta de Paredes.
 Anta da Herdade da Serranheira.
 Anta do Barrocal.
 Anta da Herdade da Trianada.
 Anta da Herdade do Zambujal.
 Anta da Herdade da Murteira.
 Portel — Antas da Herdade do Freixo.

Districte de Faro
 Portimão — Monumentos de Alcalar.
 Villa Real de Santo Antonio — Monumentos da Quinta de
 Nora e Herdade da Marcella.

Monumentos lusitanos e lusitano-romanos

Castro

Districte de Viana
 Melgaço — Castro de Melgaço.
 Arcos de Valdevez — Castro de Azere.

Districte de Braga
 Braga — Castro de Monte-Redondo.
 Guimarães:
 Citania de Britojos.
 Citania de Sabroço.

MINISTERIO DAS OBRAS PUBLICAS, COMMERCIO E INDUSTRIA
Decreeo Geral das Obras Publicas e Minas
Repartição de Obras Publicas

Tendo sido satisfeitas as disposições do artigo 2.º e seu
 1.º das bases para classificação dos immoveis que do-
 ram considerados monumentos nacionaes, approvadas
 e decreto de 30 de dezembro de 1901: hei por bem de-
 clarar que os mesmos monumentos
 se constam da nova classificação feita pelo respectivo
 alho (na qual se incluem os já anteriormente classifi-
 cados), que, fazendo parte integrante d'este decreto, baiz-
 ramente assinada pelo Ministro e Secretario da Es-
 ta dos Negocios das Obras Publicas, Commercio e In-
 dustria.

O Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Guerra
 e do Ministerio e Secretario de Estado dos Negocios
 das Obras Publicas, Commercio e Industria assim o to-
 maram em conhecimento e fazem executar. Paço, em 10 de junho
 de 1910. — REI. — José Mathias Nunes — Manuel Anto-
 nio de Noronha Junior.

Districte de Bragança

Bragança — Castro de Saccolas.
 Miranda do Douro — Castro de Aldeia-Nova.

Districte de Porto
 Villa de Coude — Castro de Bagunte.
 Santo Tirso:
 Citania de Roria.
 Castro de Monte-Cordova.
 Castro de Alvarelhos.
 Marco de Canaveses — Castro dos Arados.

Districte de Guarda
 Guarda — Castro de Tintinholbo.

Districte de Lisboa
 Cadaval — Castro de Rocha-Forte.

Districte de Evora
 Alandroal — Castro de Castello Velho.

Districte de Beja
 Castro Verde — Castro de Castro Verde.
 Ourique — Castro de Colia.

Entrincheiramento

Districte de Viseu
 Viseu — Cava de Viriato.

Povoações

Districte de Coimbra
 Condeixa-Velha — Ruínas da Conimbriga.

Districte de Santarem
 Thomar — Ruínas ditas da Nabencia.

Districte de Lisboa
 Setubal — Ruínas de Troia.

Districte de Faro
 Faro — Ruínas de Estoi.

Castello
 Evora — Castello de Vallongo.

Marcos miliares (Saria copelle)

Districte de Viana
 Valença, Coura e Ponte de Lima — Braga e Toy (14
 marcos).

Districte de Braga
 Amares e Braga — Geira (36 marcos).
 Guimarães — Braga e Guimarães (2 marcos).

Districte de Braga e Porto
 Fomalico, Santo Tirso e Maia — Braga ao Porto (9 mar-
 cos).

**Braga e Marco de Canaveses — Braga incerta via (21
 marcos).**

Districte de Villa Real
 Montalegre, Boticas e Valpaços — Braga a Chaves (13
 marcos).

Marcos miliares

Districte de Lisboa e Evora
 Alemquer e Evora — Lisboa e Merida (2 marcos).

Ponte

Districte de Braga
 Amares — Ponte de Rodas.

Districte de Villa Real
 Chaves — Ponte de Trajano.

Districte de Beja
 Mertola — Ponte de Mertola.

Templo

Districte de Evora
 Evora — Temple Romano de Evora.

Arco

Districte de Viseu
 Oliveira do Hospital — Arco romano de Bobadella.

Districte de Evora
 Evora — Arco romano da D. Isabel.

Districte de Beja
 Beja — Arco romano de Beja.

Ponte

Districte de Braga
 Braga — Tanque do Quintal do Idolo

Estatuas

Districte de Lisboa
 Lisboa — Estatuas lusitanas de Montalegre.

Inscrições

Districte de Braga
 Guimarães — Lápide das Taipas (ARA da Trajano).

Distrito de Villa Real
 Villa Real — Fragas de Faoias.

Distrito de Lisboa
 Lisboa: Lapidar das Pedras Negras. Lapidar de Deus Esculapio.

Distrito de Portalegre
 Portalegre — Lapidar do Municipio de Portalegre. Avis — Lapidar da Igreja de Benaville.

Distrito de Evora
 Montemor-o-Novo: Lapidar de chafariz da villa do Montemor-o-Novo. Lapidar na parede fronteira a casa da camara. E, em geral, todas as lapidas da serie Hubner, que não tem sido recolhidas em musen.

Ruinas
Distrito de Evora
 Arraiolos — Ruinas remanescentes de S. João do Campo.

Monumentos medievales, do renascimento e modernos
Monumentos religiosos
Cathedraes
Distrito de Braga
 Braga — Sé de Braga, comprehendendo os tumulos, designadamente os do Conde D. Henrique e D. Teresa, do Infante D. Afonso e do arcebispo D. Gonçalo Pereira.

Distrito de Porto
 Porto — Sé de Porto.

Distrito de Viseu
 Lamego — Sé de Lamego. Viseu — Sé de Viseu.

Distrito da Guarda
 Guarda — Sé da Guarda.

Distrito de Coimbra
 Coimbra — Sé de Coimbra.

Distrito de Lisboa
 Lisboa — Sé de Lisboa.

Distrito de Portalegre
 Portalegre — Sé de Portalegre.

Distrito de Evora
 Evora — Sé de Evora.

Distrito de Funchal
 Funchal — Sé do Funchal.

Mosteiros
Distrito de Porto
 Felgueiras — Mosteiro de Pombeiro. Santo Tirso — Mosteiro de Santo Tirso. Bouças — Mosteiro de Loça do Balio, comprehendendo a lamina sepulcral de bronze.

Distrito de Aveiro
 Arouca — Mosteiro de Arouca, comprehendendo o tumulo de Santa Mafalda. Aveiro — Mosteiro de Jesus, comprehendendo o tumulo de Santa Joana.

Distrito de Coimbra
 Coimbra: Mosteiro de Lorvão, comprehendendo os tumulos de Santa Teresa e de Santa Sancha. Mosteiro de Santa Clara primitivo (ruinas). Mosteiro de Santa Clara, comprehendendo o tumulo de Rainha Santa Isabel. Mosteiro de Santa Cruz, comprehendendo os tumulos de D. Afonso Henriques e de D. Sancha I. Mosteiro de Cellas.

Distrito de Leiria
 Batalha — Mosteiro da Batalha, comprehendendo os tumulos, designadamente os de D. João I e da Rainha D. Filipa de Lencastro e do segundo Conde da Miranda. Alcobaça — Mosteiro de Alcobaça, comprehendendo os tumulos de D. Pedro I e de D. Inês de Castro.

Distrito de Santarem
 Thomar — Mosteiro de Christo.

Distrito de Lisboa
 Torres Vedras — Mosteiro de Varatoija.

Lisboa:
 Mosteiro do Odivellas, comprehendendo os tumulos de D. Dinis e de sua filha. Mosteiro de Belem, comprehendendo os tumulos, designadamente os de D. Meual, de D. João III, de D. Sebastião e do Cardinal D. Henrique.

Basilicas
Distrito de Lisboa
 Lisboa: Basilica de Mafra. Basilica de Estrela, comprehendendo os tumulos de D. Maria I e do seu confessor.

[Igrejas]
Distrito de Viana
 Caminha — Igreja matriz de Caminha. Ponte da Barca: Igreja de Bravões. Igreja de Ponte da Barca. Viana do Castelo: Igreja de S. Cleudio. Igreja de Santa Cruz.

Distrito de Braga
 Povoa de Lanhoso — Igreja de Fonte Arcada. Barcellos — Igreja de Villar de Frades. Guimarães: Igreja de S. Miguel de Castello. Igreja de Nossa Senhora da Oliveira. Igreja de S. Domingos (claustro). Igreja de S. Martinho de Candoso.

Distrito de Villa Real
 Montalegre — Igreja da S. Vicente da Chã.

Distrito de Bragança
 Bragança — Igreja de Castro de Avellã. Miranda — Igreja de Miranda (antiga Sé). Freixo de Espada-A-Cinta — Igreja de Freixo de Espada-A-Cinta. Torre de Moncorvo — Igreja matriz de Moncorvo.

Distrito de Porto
 Povoa de Varzim — Igreja de S. Pedro de Rates. Villa do Conde: Igreja do S. Christovam do Rio Mau. Igreja matriz de Villa do Conde. Igreja de Santa Clara (1.ª), comprehendendo os tumulos, designadamente os dos fundadores D. Afonso Sanches e D. Teresa Martins. Igreja de Azarara. Santo Tirso — Igreja da Roriz. Amarante — Igreja de S. Gonçalo, comprehendendo o claustro. Paredes — Igreja de Cetto. Penafiel: Igreja parochial de S. Martinho. Igreja de Paço de Sousa, comprehendendo o tumulo de Egas Moniz. Maia — Igreja de Agusa Santas.

Porto:
 Igreja do S. Martinho de Codofeita. Igreja dos Clerigos, designadamente a sua torre. Igreja de Santa Clara (2.ª). Igreja de S. Francisco (1.ª). Gaia — Igreja da Serra do Pilar.

Distrito de Aveiro
 Aveiro — Igreja das Carmelitas. Agueda — Igreja da Trofa, comprehendendo os tumulos dos Lemos.

Distrito de Viseu
 Lamega — Igreja de Santa Maria de Almacave. Resende — Igreja matriz de Carqueve.

Distrito da Guarda
 Villa Nova da Fozcoa — Igreja matriz de Villa Nova da Fozcoa.

Distrito de Coimbra
 Coimbra — Igreja da Sé Velha. Igreja de S. Salvador. Igreja de S. Tiago. Igreja de S. Domingos (capella-mer) inscubada. Igreja de S. Marcos, comprehendendo os tumulos dos Silvas.

Montemor-o-Velho — Igreja de Nossa Senhora dos Anjos, comprehendendo o tumulo de Diogo de Azambuja. (Vide Castello de Montemor-o-Velho).
 Gões — Igreja de Gões, comprehendendo o tumulo do Conde da Sortelha.

Distrito de Leiria
 Batalha — Igreja matriz da Batalha. Caldas da Rainha — Igreja matriz das Caldas da Rainha.

Distrito de Santarem
 Thomar: Igreja de Santa Maria do Olival, comprehendendo os tumulos, designadamente o de D. Diogo Pinheiro, 1.º bispo de Funchal. Igreja de S. João Baptista. Abrantes — Igreja de Santa Maria do Castello (1.ª). Santarem: Igreja de Santo Agostinho (Graça), comprehendendo os tumulos, designadamente os dos fundadores e de Pedro Alvarez Cabral. Igreja de S. João de Alpendo. Golegã — Igreja matriz da Golegã.

Distrito de Lisboa
 Lourinhã — Igreja matriz da Lourinhã. Torres Vedras — Igreja de S. Pedro. Arruda — Igreja de S. Quintino (Sobral de Monte Agraço). Loures — Igreja matriz de Loures. Cintura — Igreja da Penha Longa.

Lisboa:
 Igreja do Carmo (ruinas). Igreja da Condição Velha. Igreja da Madre de Deus.

Igreja de S. Vicente de Fora. Igreja (incompleta) de Santa Egrezia. Igreja de S. Roque. Igreja de Chellas. Alcochete — Igreja de Alcochete.

Setúbal:
 Igreja de S. Tiago de Palmella, comprehendendo o tumulo de D. Jorge de Lancastre. Igreja do antigo mosteiro de Jesus. Igreja matriz de S. Julião. S. Tiago de Cacem — Igreja matriz de S. Tiago.

Distrito de Portalegre
 Portalegre — Igreja de S. Bernardo, comprehendendo o tumulo de D. Jorge de Mella. Crato — Igreja de Flor da Rosa (ruinas), comprehendendo o tumulo de D. Alvaro Gonçaves Pereira.

Elvas:
 Igreja, antiga Sé de Elvas. Igreja de S. Pedro. Igreja dos Dominicicos. Igreja das Dominicicas.

Distrito de Evora
 Evora: Igreja de S. Francisco (2.ª). Igreja dos Leões, comprehendendo os campos de bronze. Igreja de Nossa Senhora de Espinheiro. Igreja da Cartuxa («Scala coeli»). Viana do Alentejo — Igreja matriz de Viana.

Distrito de Beja
 Serpa — Igreja de S. Francisco (3.ª). Castro Verde — Igreja das Chagas do Salvador. Mertola — Igreja matriz de Mertola.

Distrito de Faro
 Tavira — Igreja parochial de Santa Maria.

[Capellas]
Distrito de Viana
 Melgago — Capella de Nossa Senhora da Orada.

Distrito de Braga
 Braga — Capella de Nossa Senhora da Conceição (1.ª).

Distrito de Villa Real
 Villa Real — Capella da S. Brás (1.ª), comprehendendo o tumulo de Teizaira da Macedo.

Distrito de Aveiro
 Ilhavo — Capella da Vista Alegre, comprehendendo o tumulo de D. Manuel de Moura Manuel, bispo de Miranda.

Distrito de Coimbra
 Cantanhede — Capella de Variella.

Distrito de Leiria
 Leiria — Capella de S. Pedro. Alcobaça: Capella de S. Jorge (Aljubarrota). Capella da Nossa Senhora de Desterro.

Distrito de Santarem
 Thomar — Ermida de Nossa Senhora da Conceição (2.ª).

Distrito de Lisboa
 Torres Vedras — Ermida de Nossa Senhora de Ameal. Lisboa: Capella de Santo Amaro. Capella dos Castros.

Distrito de Evora
 Alandroal — Capella da Boa-Nova (Tereza). Evora — Ermida de S. Brás (2.ª).

Distrito de Beja
 Beja — Ermida de Santo André.

[Cruzeiros]
Distrito de Viana
 Melgago — Cruzeiro de S. Gregorio.

Distrito de Braga
 Amares — Cruzeiro de S. João do Campo.

Braga:
 Cruzeiros (3) dos Campos das Hortas a de Sant. Cruzeiro de Tibães.

Guimarães — Cruzeiro da Senhora da Graça.

Distrito de Porto
 Vallongo — Cruzeiro de Vallongo. Baupas — Cruzeiro de Lago de Ballia.

Distrito de Aveiro
 Aveiro — Cruzeiro de Nossa Senhora da Gloria. Pinheiro da Bemposta — Cruzeiro de Pinheiro da Bemposta.

Distrito de Coimbra
 Coimbra — Cruzeiro de S. Marcos.

Distrito de Castello Branco
 Castello Branco — Cruzeiro de Castello Branco.

Distrito de Santarem
 Cartaxe — Cruzeiro de Cartaxe.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Cruzeiro de Loures.
 Cruz — Cruzeiro de Arroios. (Vide Padreses).
 Cruz — Cruzeiro das Laranjeiras.
 Cruz — Cruz das Vendas (Azaião).
 Cruz — Cruzeiro de Setúbal.

Distrito de Portalegre
 Cruz — Cruzeiro de Portalegre (S. Bernardo).
 Cruz — Cruzeiro de Cabeço da Vide.

Distrito de Évora
 Cruz — Cruzeiro de Villa Viçosa.

Distrito de Faro
 Cruz — Cruz de Portugal.

Túmpulos e sepulturas

Distrito de Braga
 Cruz — Túmulo do Conde D. Henrique e sua mulher D. Teresa. (Vide Sé de Braga).
 Cruz — Túmulo do Arcebispo D. Diogo do Sousa.

Distrito de Villa Real
 Cruz — Túmulo do 1.º Duque de Bragança.

Distrito de Porto
 Cruz — Túmulo do Monte de S. Roque.
 Cruz — Túmulo de D. Rodrigo Sanches (Grijó).

Distrito de Aveiro
 Cruz — Túmulo da Santa Matilde. (Vide Mosteiro de Aveiro).
 Cruz — Túmulo de Santa Joana. (Vide Mosteiro de Santa Joana).

Distrito de Viseu
 Cruz — Túmulo de Fernam Gomes, de Goes, em Oliveira do Conde.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Túmulos de Santa Teresa e Santo Sancha. (Vide Mosteiro do Lorvão).
 Cruz — Túmulo da Rainha Santa Isabel. (Vide Mosteiro de Santa Clara).
 Cruz — Túmulos de D. Afonso Henriques e D. Sancho I. (Vide Mosteiro de Santa Cruz).
 Cruz — Túmulo de D. Seemando.

Distrito de Leiria
 Cruz — Túmulos de D. João I e de D. Filipa de Lourenço. (Vide Mosteiro de Batalha).
 Cruz — Túmulos de D. Pedro I e de D. Inês de Castro. (Vide Mosteiro do Alcobça).

Distrito de Santarém
 Cruz — Túmulos de João Afonso, fundador do antigo hospital de Santarém, na Igreja Paroquial de S. Nicolau, e de Fernão Rodrigues Redondo, na capella de S. Pedro, actualmente annexa á mesma igreja.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Túmulo de Damião Goes.
 Cruz — Túmulo de D. Dinis e da sua filha. (Vide Mosteiro de Odivellas).
 Cruz — Sepulturas da igreja de Santa Luzia.
 Cruz — Sepultura da Infanta D. Maria, filha de D. Manuel I, na igreja da Luz.
 Cruz — Túmulo da Rainha D. Maria Victoria, na igreja de S. Francisco de Paula.
 Cruz — Túmulo da Rainha D. Maria I. (Vide Basílica da Estrela).
 Cruz — Túmulo de D. Mondo Foyos, na sacristia da Igreja da Graça.
 Cruz — Túmulo de D. João das Regras.
 Cruz — Túmulos de D. Manuel I, D. João III, de D. Sebastião e do Cardeal D. Henrique. (Vide Mosteiro de Belem).

Resquícios militares

Castellos

Distrito de Viana
 Cruz — Castello de Melgaço.
 Cruz — Castello de Monção.
 Cruz — Forte da Inua.
 Cruz — Torre da Barca — Castello de Lindoso.

Distrito de Braga
 Cruz — Torre de Lanhoes — Castello de Lanhoes.
 Cruz — Castello de Braga (restos), designadamente a Torre de Menagem.
 Cruz — Castello de Guimarães.

Distrito de Villa Real
 Cruz — Castello de Montalegre.

Distrito de Bragança
 Cruz — Castello de Bragança.
 Cruz — Torre de Ancilões — Castello de Carrasoda (ruínas).
 Cruz — Torre de Espada-A-Cinta — Castello do Frixo de Espada-A-Cinta.

Distrito de Aveiro

Distrito de Viseu
 Cruz — Castello de Lamego.
 Cruz — Frixo de Nuno — Castello de Frixo de Nuno.
 Cruz — Penedono — Castello de Penedono.

Distrito de Guarda
 Cruz — Calorico da Beira — Castello de Calorico.
 Cruz — Guarda — Castello de Guarda.
 Cruz — Sabugal:
 Cruz — Castello de Sabugal.
 Cruz — Castello de Sortelha.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Cárca de Coimbra, designadamente o Arco da Alameda.
 Cruz — Montemor-o-Velho — Castello de Montemor-o-Velho, comprehendendo a igreja annexa (Vide igreja de Montemor-o-Velho).
 Cruz — Louã — Castello de Louã.
 Cruz — Penella — Castello de Penella (ruínas).

Distrito de Leiria
 Cruz — Pombal — Castello de Pombal.
 Cruz — Leiria — Castello de Leiria.
 Cruz — Porto de Mós — Castello de Porto de Mós.
 Cruz — Obidos — Castello de Obidos.

Distrito de Santarém
 Cruz — Villa Nova de Ourém — Castello de Ourém.
 Cruz — Thomar — Castello de Thomar.
 Cruz — Mação — Castello de Belver.
 Cruz — Torres Novas — Castello de Torres Novas.
 Cruz — Barquinha — Castello de Almorol.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Cintra — Castello dos Mouros, comprehendendo a cisterna.
 Cruz — Lisboa — Castello de S. Jorge e resto das obras de S. Jorge de Lisboa.
 Cruz — Palmella — Castello de Palmella.
 Cruz — Coximbra — Castello de Coximbra.
 Cruz — Alcazar do Sal — Castello de Alcazar do Sal.
 Cruz — S. Tiago do Cacem — Castello de S. Tiago do Cacem.

Distrito de Portalegre
 Cruz — Castello do Vido — Castello de Vido (ruínas).
 Cruz — Alter do Chão — Castello de Alter do Chão.
 Cruz — Elvas:
 Cruz — Castello de Elvas.
 Cruz — Forte de Nossa Senhora da Graça.
 Cruz — Avis — Castello de Avis.

Distrito de Évora
 Cruz — Estremoz:
 Cruz — Castello de Estremoz.
 Cruz — Castello de Évora Mont.
 Cruz — Villa Viçosa — Castello de Villa Viçosa (ruínas).
 Cruz — Alandroal — Castello de Alandroal.
 Cruz — Arraiolos — Castello de Arraiolos.
 Cruz — Viana — Castello de Viana do Alentejo.
 Cruz — Portel — Castello de Portel (ruínas).

Distrito de Beja
 Cruz — Alentejo — Castello de Alentejo.
 Cruz — Barrancos — Castello de Barrancos.
 Cruz — Beja — Castello de Beja, designadamente a Torre de Menagem.

Distrito de Faro
 Cruz — Silves — Castello de Silves.
 Cruz — Castro Marim — Castello de Castro Marim.

Torres

Distrito de Viana
 Cruz — Monção — Torre de Lapella.

Distrito de Braga
 Cruz — Braga — Torre de Menagem. (Vide Castello de Braga).

Distrito de Villa Real
 Cruz — Villa Marim — Torre de Quintella.

Distrito de Porto
 Cruz — Porto — Torre do palacio dos Terenas.

Distrito de Viseu
 Cruz — Tarouca — Torre de Ucanha.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Lisboa — Torre de S. Vicente de Belem.

Distrito de Évora
 Cruz — Morn — Torre das Aguias.

Distrito de Faro
 Cruz — Villa do Bispo — Torre e muralhas de Sagres.

Padroes

Distrito de Braga
 Cruz — Guimarães — Padrao de D. João I (1.º).

Distrito de Guarda
 Cruz — Figueira do Castello Rodrigo — Cruz de Pedro Jacques.

Distrito de Santarém
 Cruz — Thomar — Padrao de D. João I (2.º).

Distrito de Portalegre

Distrito de Évora
 Cruz — Estremoz — Padrao do Amexial.
 Cruz — Borba — Padrao de Montes Claros.

Museus civis

Paços Municipaes

Distrito de Braga
 Cruz — Barcellos — Paços dos Duques de Bragança (ruínas).
 Cruz — Guimarães — Idem (idem).

Distrito de Lisboa
 Cruz — Cintra:
 Cruz — Paço do Cintra.
 Cruz — Paço da Pena.
 Cruz — Paço de Quelos, comprehendendo os jardins.
 Cruz — Lisboa — Paço da Ajuda.
 Cruz — Setúbal — Palacio da Bacalhoa.

Distrito de Évora
 Cruz — Évora — Paços de Évora (restos).

Paços Municipaes

Distrito de Viseu
 Cruz — Viana do Castello — Paços municipaes de Viana do Castello.

Distrito de Braga
 Cruz — Guimarães — Paços municipaes de Guimarães.

Distrito de Bragança
 Cruz — Bragança — Paços municipaes de Bragança (antigos).

Paços Municipaes

Distrito de Porto
 Cruz — Porto — Paço episcopal do Porto.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Paço episcopal de Coimbra.

Distrito de Castello Branco
 Cruz — Castello Branco — Paço episcopal de Castello Branco.

Paços de Universidade

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Paços da Universidade de Coimbra.

Distrito de Évora
 Cruz — Évora — Collegio do Espirito Santo.

Palacios particulares e casas memoraveis

Museus de Viana

Monção — Palacio da Brejoira.
Arco de Valdevez — Paço de Giella.
Viana do Castello — Palacio dos Viscondes da Carreira.

Distrito de Braga
 Cruz — Barcellos — Palacio, solar dos Pinheiros.

Distrito de Villa Real
 Cruz — Villa Real — Palacio de Matheus.

Distrito de Porto
 Cruz — Porto — Palacio do Frixo.

Distrito de Viseu
 Cruz — Viseu — Casa da Rua de D. Duarte.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Paço de Sob-Ripas.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Lisboa:
 Cruz — Casa de Brás do Albuquerque (casa dos Bicos), (chada).
 Cruz — Palacio dos Condes do Almaraz, comprehendendo os padroes commemorativos da conjuração de 1640.

Distrito de Évora
 Cruz — Arraiolos — Casa da «Sempre Noiva».
 Cruz — Évora — Casa de Garcia de Resende.

Misericordias e hospitaes

Distrito de Viana
 Cruz — Viana do Castello — Misericordia de Viana do Castello.

Distrito de Porto
 Cruz — Porto — Hospital de Santo Antonio.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Misericordia de Coimbra (Collegio Nova Igreja e claustro).

Aqueductos

Distrito de Porto
 Cruz — Villa do Conde — Aqueducto de Villa do Conde.

Distrito de Coimbra
 Cruz — Coimbra — Aqueducto de S. Sebastião.

Distrito de Santarém
 Cruz — Thomar — Aqueducto do Convento de Christo.

Distrito de Lisboa
 Cruz — Torres Vedras — Aqueducto de Torres Vedras.
 Cruz — Lisboa — Aqueducto das Aguas Livres, comprehendendo

Distrito de Portalegre
Elvas — Aqueducto da Amoreira.

Distrito de Évora
Évora — Aqueducto da Prata.

Chafarizes e Fontes
Distrito de Viana
Caminha — Chafariz da Praça Municipal.
Viana do Castello — Chafariz da Praça da Rainha.

Distrito de Porto
Porto:
Chafariz das Virtudes.
Chafariz do Passado Alegre, em S. João da Foz.

Distrito de Santarém
Santarém — Fonte das Figueiras (vulgarmente dita «Fonte Mourisca»).

Distrito de Lisboa
Torres Vedras — Chafariz dos Casos.
Cintra — Antigo repuxo da villa de Cintra.
Lisboa — Chafariz da Esperança.

Distrito de Évora
Borba — Chafariz de Durba.
Évora — Chafariz da Praça de Geralde.

Fontes
Distrito de Viana
Caminha — Ponte de Villar de Mouros.
Ponte da Barca — Ponte sobre o Lima.
Ponte de Lima — Ponte sobre o Lima.

Distrito de Braga
Amaral e Povoa de Lanhoso — Ponte de Porozello, sobre o Cavado.
Villa Verde e Braga — Ponte do Prado, idem.
Povoa de Lanhoso — Ponte de Mem Gutierrez, sobre o Ave.
Cabeceiras de Basto — Ponte da Cavex.
Guimarães — Ponte Velha de Vizella, sobre o Vizella.
Barcellos — Ponte sobre o Cavado.

Distrito de Bragança
Mirandella — Ponte sobre o Tua.

Distrito de Porto
Amarante — Ponte sobre o Tamega.
Marco de Canavezes — Ponte sobre o Tomoga.

Distrito de Leiria
Pedrogam Grande — Ponte do Cabril.

Distrito de Portalegre
Alter do Chão — Ponte de Villa Formosa.

Arcos e pedras commemorativos
Distrito de Braga
Braga — Arco da Rua do Souto.

Distrito de Porto
Penafiel — Memorial da Eruida.
Marco de Canavezes — Memorial da Alpendurada.

Distrito de Aveiro
Arouca — Memorial de Santo Antonio do Burgo.

Distrito de Viana
Bassende — Memorial de Lordello.

Distrito de Lisboa
Loures — Memorial de Odivellas.

Lisboa:
Padrão do Campo Pequeno.
Padrão de Arroios. (Vide Cruzeiros).
Praça do Commercio, em Lisboa — Monumentos e edificios.

Distrito de Faro
Faro — Arco da Villa.

Distrito de Viana
Villa Nova da Corveira — Pelourinho do Corveira.

Arcos de Valdevaz:
Pelourinho de Soajo.
Pelourinho de Arcos de Valdevaz.
Ponte da Barca — Pelourinho do Ponte da Barca.

Distrito de Braga
Amaral — Pelourinho de Amaral.
Povoa de Lanhoso — Pelourinho de Lanhoso.

Distrito de Villa Real
Murça de Panoisa — Pelourinho da Murça.

Distrito de Bragança
Bragança — Pelourinho de Bragança.

Distrito de Porto
Povoa de Varzim — Pelourinho da Povoa.
Villa do Conde — Pelourinho de Villa do Conde.
Lousada — Pelourinho de Lousada.
Penafiel — Pelourinho de Penafiel.
Vila Verde — Pelourinho de Vila Verde.

Distrito de Guarda
Villa Nova de Fozza — Pelourinho de Fozza.
Aguiar da Beira — Pelourinho de Aguiar.
Trancoso — Pelourinho de Trancoso.
Pinhal — Pelourinho de Pinhal.

Distrito de Coimbra
Figueira da Foz — Pelourinho da Figueira.
Lousã — Pelourinho de Lousã.
Penella — Pelourinho de Penella.

Distrito de Castello Branco
Fundão — Pelourinho do Fundão.

Distrito de Leiria
Batalha — Pelourinho da Batalha.
Obidos — Pelourinho de Obidos.

Distrito de Santarém
Alcanede — Pelourinho de Alcanede.

Distrito de Lisboa
Alamquer — Pelourinho da Mercana.
Villa Franca da Xira — Pelourinho de Villa Franca.
Cintra — Pelourinho de Collares.
Lisboa — Pelourinho da Lisboa.
Setúbal:
Pelourinho de Palmella.
Pelourinho de Setúbal.

Distrito de Portalegre
Alter do Chão:
Pelourinho de Alter do Chão.
Pelourinho de Cabeço de Vidu.
Campo Maior — Pelourinho de Campo Maior.

Distrito de Évora
Villa Viçosa — Pelourinho de Villa Viçosa.
Arraiolos — Pelourinho de Arraiolos.

Trilhas architectonicas
Distrito de Viana
Melgaço:
Trilhas da igreja de Pederna.
Trilhas da igreja de Fílas.
Valença — Trilhas da igreja de S. Fins.

Distrito de Porto
Penafiel — Janela da Reboloira (Porto), actualmente na Quinta de Avelleda.

Distrito de Coimbra
Coimbra:
Portal do Collegio de S. Thomás.
Portaes da exuncta igreja e convento de Sant'Anna.

Distrito de Lisboa
Torres Vedras — Trilhas romenicas da igreja de Santa Maria do Castello (2.º).
Alemquer — Portal manuelino do convento de S. Francisco.
Lisboa:
Portal principal da igreja da Madalena.
Portal da capella de Nossa Senhora dos Remedios.
Portal lateral dos antigos Paços de S. Cristovam.
Setúbal — Portal da Gafaria.

Distrito de Portalegre
Portalegre — Janelas da casa da Rua Azevedo Coutinho.

Distrito de Évora
Évora — Frontaria da igreja da Graça.
Paço, em 16 de junho de 1910. — Manuel Antonio Moreira Junior.

Monumento Nacional – 4

Ponte do Rio Ave (entre Guimarães e Braga E.N. 27)

M.N., D.G. n.º 35, 1.ª Série, – Decreto 11 454 de 19.02.1926



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DÊSTE NÚMERO — \$90

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Direcção Geral da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 7 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		
As 3 séries	Ano 1926	150\$
A 1.ª série	30\$	50\$
A 2.ª série	30\$	50\$
A 3.ª série	30\$	50\$
Avulsos: Número de duas páginas \$30;		
de mais de duas páginas \$30 por cada duas páginas		

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 1\$50 linha, durante do respectivo tempo do anúncio. Os anúncios a que se referem os §§ 1.º e 2.º do artigo 2.º do decreto n.º 10.112, de 24-ix-1924, têm 50 por cento de abatimento.

SUMÁRIO

Ministério do Interior:

Rectificação ao decreto n.º 11:442, que revoga e substitui os capítulos I e II do regulamento geral da policia administrativa, aprovado pelo decreto n.º 9:116.

Ministério da Justiça e dos Cultos:

Portaria n.º 4:577 — Determina que, sob a superintendência do Director do *Boletim Oficial do Ministério da Justiça*, seja organizada uma lista da qual conste o tempo de serviço público de todos os magistrados.

Decreto n.º 11:446 — Determina que seja instalado um reformatório para o sexo masculino no edificio e terrenos rústicos anexas da Quinta da Mitra, no Vale do Moudego, concelho da Guarda, estabelecimento que será designado por «Reformatório da Guarda».

Ministério das Finanças:

Nova publicação, rectificada, do artigo 4.º do decreto n.º 11:440, que determina que o imposto criado pelo artigo 8.º da lei n.º 1:668 seja liquidado, pago e escriturado nos termos legalmente prescritos para a contribuição de registo por título oneroso, observadas as disposições a que se refere o supracitado decreto.

Decreto n.º 11:447 — Suprime um lugar de contador no Tribunal das Execuções Fiscaes de Lisboa — Cria um lugar de escrivão no Tribunal das Execuções Fiscaes do Porto.

Ministério da Marinha:

Decreto n.º 11:448 — Prorroga o prazo a que se refere o artigo 14.º e seu parágrafo do decreto n.º 11:020, que aprovou o regulamento dos meios de salvação a bordo — Determina que o referido decreto entre definitivamente em vigor no dia 1 de Setembro de 1926.

Decreto n.º 11:449 — Regula a execução para pagamento de custas e selos nas acções julgadas nas capitania dos portos e delegações marítimas do continente e ilhas adjacentes e bem assim a satisfação dos emolumentos e taxas por serviços efectuados e documentos passados pelas mesmas estações marítimas.

Decreto n.º 11:450 — Transfere dentro do capítulo 2.º da proposta orçamental do Ministério para 1925-1926 uma quantia destinada a reforçar a verba de subsídios a oficiais da corporação da armada.

Decreto n.º 11:451 — Transfere da proposta orçamental do Ministério do Comércio e Comunicações para a do Ministério da Marinha em vigor no corrente ano económico várias quantias, que deverão ser inscritas na proposta orçamental de 1926 dos referidos Ministérios, constituindo o capítulo 8.º, artigo 36.º «Fundo de protecção à marinha mercante e portos nacionais».

Ministério dos Negocios Estrangeiros:

Lei n.º 1:840 — Autoriza o Governo a aderir à Convenção relativa à organização do estatuto de Tânger.

Ministério do Comércio e Comunicações:

Decreto n.º 11:452 — Prorroga até 30 de Junho de 1926 o prazo estabelecido no artigo 1.º do decreto n.º 10:425 para o pagamento do emolumento anual devido pelos estabelecimentos industriais e comerciais.

Ministério das Colónias:

Portaria n.º 4:578 — Rejeita o diploma legislativo do governo da provincia de S. Tomé e Príncipe n.º 32, de 9 de Setembro de 1925, que alterou o regime de diuturnidades estabelecido para determinadas categorias de funcionários da provincia.

Portaria n.º 4:579 — Rejeita o diploma legislativo do governo geral da provincia de Angola n.º 72, de 7 de Março de 1925, que reorganizou a caixa de aposentação dos funcionários do quadro aduaneiro de Angola e S. Tomé como associação de socorros mútuos.

Ministério da Instrução Pública:

Decretos n.º 11:453 e 11:454 — Classificam monumentos nacionais vários imóveis.

Ministério da Agricultura:

Decreto n.º 11:455 — Permite a importação até 1200 bovinos adultos — Determina que até 30 de Abril de 1926 a carne de bovinos fornecida pelos criadores portugueses para os talhos de Lisboa, pelo actual regime, seja paga por preço não inferior ao que fôr cobrado pela carne das reses argentinas.

MINISTÉRIO DO INTERIOR

Repartição da Segurança Pública

Rectificação

Para os devidos efeitos se declara que no artigo 7.º do decreto n.º 11:442, publicado no *Diário do Governo* n.º 32, 1.ª série, de 11 de Fevereiro corrente, onde se lê: «e os restantes abonos» deve ler-se: «e os respectivos abonos».

Repartição da Segurança Pública, 18 de Fevereiro de 1926. — O Chefe da Repartição, Luis Machado Pinto.

MINISTÉRIO DA JUSTIÇA E DOS CULTOS

Direcção Geral da Justiça e dos Cultos

Portaria n.º 4:577

Convindo que do *Boletim Oficial do Ministério da Justiça* conste o tempo de serviço público de cada magistrado judicial e do Ministério Público:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Mi-

dide e faça executar. Paços do Governo da República, 19 de Fevereiro de 1926.—BERNARDINO MACHADO
Eduardo Ferreira dos Santos Silva.

Decreto n.º 11:454

Tendo em vista e que propõe o Conselho de Arte e Arqueologia da 3.ª Circunscriçõe;

Usando da faculdade que me confere o n.º 3.º de artigo 47.º da Constituição Política da República Portuguesa:

Hei por bem decretar, sob proposta do Ministro da Instrução Pública, que sejam classificados monumentos nacionais es seguintes imóveis:

Ruínas da cidade velha de Santa Luzia, em Viana do Castelo (zona de defesa em volta das ruínas nunca inferior a 20 metros);

Muralha de Melgaço;

Muralhas denominadas de D. Fernando, Porto, e respectivo miradouro;

Torre de Barcelos, chamada de Festigo da Muralha;

Capela-mor da Igreja de Longos Vales, arredores de Menção;

Casa chamada de João Velho ou dos Arcos, Viana do Castelo;

Casa de Miguel de Vasconcelos, Viana do Castelo;

Cruzeiro de S. Julião, Melgaço;

Ponte de Rio Ave, entre Guimarães e Braga, estrada nacional n.º 27;

Igreja de S. Domingos de Vila Real de Trás-os-Montes e, nos termos do artigo 45.º de decreto com força de lei de 26 de Maio de 1911, o pequeno fontanário existente no Largo da Sé de Porto.

● Ministro da Instrução Pública assim o tenha en-

tendido e faça executar. Paços do Governo da República, 19 de Fevereiro de 1926.—BERNARDINO MACHADO—
Eduardo Ferreira dos Santos Silva.

MINISTÉRIO DA AGRICULTURA

Secretaria Geral

Decreto n.º 11:455

Tornando-se indispensável suprir com gado importa a falta de carne para a alimentação da população Lisboa, e para atender o pedido da Câmara Municipal desta cidade;

Tendo sido ouvido o Conselho Superior de Agricultura;

Usando da faculdade que me confere o n.º 4.º do artigo 47.º da Constituição Política da República Portuguesa, e sob proposta do Ministro da Agricultura:

Hei por bem decretar o seguinte:

Artigo 1.º Fica permitida a importação até 1:200 bovinos adultos, devendo contado o gado a importar estar no Tejo até o dia 15 de Abril, e mais tardar.

Art. 2.º Até 30 de Abril de corrente ano a carne de bovinos fornecida por criadores portugueses para os talhos de Lisboa, pelo actual regime, será paga por pr não inferior ao que fôr cobrado pela carne das reses argentinas.

Art. 3.º Ficam revogadas as disposições em contrário

Os Ministros das Finanças e da Agricultura assim o tenham entendido e faça executar. Paços do Governo da República, 19 de Fevereiro de 1926.—BERNARDINO MACHADO—
Armando Marques Guedes—António Alberto Torres Garcia.

Monumento Nacional – 5

Igreja de Santa Cristina de Serzedelo (Lugar do Mosteiro – freguesia de Serzedelo)

M.N., Decreto n.º 14 425 de 15.10.1927

Z.E.P. – Zona Especial de Protecção, 2.ª Série n.º 226 de 26.09.1959

Boletim n.º 96 da D.G.E.M.N.



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO D'ESTE NÚMERO — \$30

Toda a correspondência, quer official, quer relativa a annuncios e a assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Direcção Geral das Imprensas Nacionais. As publicações litterárias de que se recebem 7 exemplares annuam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		
As 3 séries	Ano 1927	Semestru
A 1.ª série	90\$	45\$
A 2.ª série	80\$	40\$
A 3.ª série	80\$	40\$

Avales: Número de duas paginas \$30;
de mais de duas paginas \$90 por cada duas paginas

O preço dos annuncios (pagamento adiantado) é de 2\$50 a linha, de seis dias do respectivo termo do anno. Os annuncios a que se refere o § 1.º do artigo 2.º do decreto n.º 10113, de 24-11-1924, têm 40 por cento de abatimento.

SUMARIO

Ministério da Instrução Pública:

Rectificações ao decreto n.º 14:227, na parte relativa à fixação dos quadros do pessoal da Inspekção de Sanidade Escolar e Educação Física e Repartição de Construções Escolares.

Decreto n.º 14:425 — Considera monumentos nacionais vários edificios.

Ministério da Agricultura:

Decreto n.º 14:426 — Determina que a Junta do Fomento Agrícola faça entrega à Escola Agrícola Móvel de Tomar da quantia de 200 contos, que será applicada na aquisição de uma propriedade destinada à sua sede e em despesas de instalação.

Decreto n.º 14:427 — Autoriza os serviços de administração autónoma do Ministério a effectuarem empréstimos à Bolsa Agrícola

Abade, do concelho de Barcelos; Igreja de S. Romão de Arões, do concelho de Fafe; Igreja de S. Gens de Boelhio; Igreja de Gandara e Igreja de S. Miguel do Entre-os-Rios, do concelho de Penafiel; Igreja de Vila Boa de Quires, do concelho de Marco de Canaveses; Igreja de S. Fins de Friestas, do concelho de Valença; Igreja de Cerzedelo do concelho de Guimarães; Capela de Nossa Senhora de Agosto (Capela dos Alfaiates), do Porto; Igreja de S. Tiago, Torre de Centum-Colas e Castelo de Belmonte do concelho de Belmonte.

Art. 2.º Fica revogada a legislação em contrario.

O Ministro da Instrução Pública, assim o tenha entendido o faça executar.

Paços do Governo da República, 14 de Outubro de 1927. — ANTONIO OSCAR DE FRAGOSO CARMONA — José Alfredo Mendes de Magalhães.

Direcção Geral de Belas Artes, 14 de Outubro de 1927. — O Director Geral, Augusto César Ferreira Gil.

MINISTÉRIO DA INSTRUÇÃO PÚBLICA

Secretaria Geral

Rectificação ao decreto n.º 14:227

Por ter saído com inexactidões, novamente se publica o seguinte:

Artigo 2.º Inspekção de Sanidade Escolar e educação física, onde se lê: «Um serventário», deve ler-se: «Um serventário (segundo continuo em disponibilidade)».

§ único do mesmo artigo, onde se lê: «Do quadro do pessoal da Direcção Geral de Saúde do Ministério do Interior», deve ler-se: «Dos quadros do pessoal da Direcção Geral de Saúde e dependências do Ministério do Interior».

Secretaria Geral do Ministério da Instrução Pública, 6 de Outubro de 1927. — O Secretário Geral interino, Joaquim Inácio de Barcelos Júnior.

Direcção Geral de Belas Artes

Decreto n.º 14:425

Usando da faculdade que me confere o § 3.º do artigo 38.º e o n.º 3.º do artigo 47.º da Constituição Política da República Portuguesa:

O Governo da República Portuguesa, sob proposta do Ministro da Instrução Pública, decreta o seguinte:

Artigo 1.º São considerados monumentos nacionais a Igreja Matriz de Barcelos; Igreja de Santa Maria do

MINISTÉRIO DA AGRICULTURA

Direcção Geral do Ensino e Fomento

Decreto n.º 14:426

Considerando que, pelo decreto n.º 4:831, de 14 de Setembro de 1918, que organizou o ensino agrícola móvel, é consignada no n.º 2.º do artigo 2.º a criação de uma escola em Tomar, cabendo-lhe, segundo o artigo 10.º do mesmo decreto, especialmente o ensino da cultura da oliveira e da vinha, culturas arvenses, fabrico de azeite e de vinho, exploração de montados, das abelhas e do bicho de seda;

Considerando que o decreto n.º 13:057, de 12 de Janeiro do corrente anno, revogando o artigo 42.º do decreto n.º 7:042, de 18 de Outubro de 1920, reconhece a necessidade do funcionamento da citada escola;

Considerando que se torna indispensável instalar em propriedades do Estado os diversos organismos agrícolas do Ministério da Agricultura, a fim de se não repetir o caso de serem beneficiados e valorizados terrenos que lhe não pertencem;

Usando da faculdade que me confere o n.º 2.º do artigo 2.º do decreto n.º 12:740, de 26 de Novembro de 1920, sob proposta dos Ministros de todas as Repartições:

Hei por bem decretar, para valor como lei, o seguinte:

Artigo 1.º A Junta do Fomento Agrícola entregará, pelas disponibilidades do capitulo 1.º, artigo 1.º, do seu orçamento para o corrente anno económico, à Escola Agri-

Património Edificado
Imóveis de Interesse Público

Imóveis de Interesse Público

1 – Estação Arqueológica da Penha (Monte da Penha – freguesia da Costa)

I.I.P., D.G. n.º 77 – Decreto 39 175 de 17.04.1953

Z.E.P. – Zona Especial de Protecção, D.G. n.º 14, 2.ª Série de 18.01.1953

2 – Mosteiro de Santa Marinha da Costa (Lugar da Cerca – freguesia da Costa)

I.I.P., D.G. n.º 69 Decreto 26 450 de 24.03.1936

Boletim n.º 130 da D.G.E.M.N.

3 – Igreja de S., João de Calvos (Lugar da Igreja entre os rios Ave e Vizela, freguesia de Calvos)

I.I.P., Decreto 40 361 de 20.10.1955

4 – Cruzeiro de granito brasonado (freguesia de S. Salvador do Souto)

I.I.P., D.G. n.º 63 Decreto 33 587 de 27.03.1944

5 – Cruzeiro, tendo na Cruz uma imagem de Cristo em bronze (Lugar da Careta – freguesia de S. Salvador do Souto)

I.I.P., Decreto 35 817 de 20.08.1946

6 – Capela de Nossa Senhora da Conceição (Lugar da Conceição – freguesia de Azurém)

I.I.P., D.G. n.º 228, 1.ª Série - Decreto 40 361 de 20.10.1955

7 – Capela do Espírito Santo (Lugar de Rechã – freguesia de S. Lourenço de Sande)

I.I.P., D.G. n.º 274 - Decreto 516 de 22.11.1971

8 – Paço de São Cipriano (Lugar da Igreja - freguesia de Taboadelo)

I.I.P., D.G. n.º 226 - Decreto 129 de 29.09.1977

9 – Paço de Gominhães (Lugar do Paço, freguesia de S. João de Caldas de Vizela)

I.I.P., D.G. n.º 226 - Decreto 129 de 29.09.1977

10 – Casa de Caneiros (Lugar de Caneiros – freguesia de Fermentões)

I.I.P., D.G. n.º 129 - Decreto 29 de 26.09.1977

11 – Casa do Alto (Lugar do Alto – freguesia de Nespereira)

I.I.P., D.G. n.º 47 - Decreto 28 de 26.02.1982

Imóvel de Interesse Público – 1

Estação Arqueológica da Penha (Monte da Penha – freguesia da Costa)

I.I.P., D.G. n.º 77 – Decreto 39 175 de 17.04.1953

Z.E.P. – Zona Especial de Protecção, D.G. n.º 14, 2.ª Série de 18.01.1953



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — \$80

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem \$ exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre 200\$
A 1.ª série	140\$	“ 80\$
A 2.ª série	120\$	“ 70\$
A 3.ª série	120\$	“ 70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido de respectivo imposto de selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 60 por cento.

SUMÁRIO

Ministério da Justiça:

Portaria n.º 14 336 — Altera a constituição do quadro do pessoal contratado do tribunal da comarca de Estarreja.

Ministério das Finanças:

Decreto-Lei n.º 39 174 — Dá nova redacção ao n.º 5.º do artigo 2.º e ao artigo 14.º do Decreto n.º 30 290, alterado pelo Decreto-Lei n.º 38 201 (importação de fios e tecidos destinados a bordados nos arquipélagos da Madeira e dos Açores) — Manda referir ao artigo 424 da pauta de importação o prazo mencionado no artigo 15.º do Decreto n.º 30 290, prorrogado por força do Decreto n.º 38 694.

Ministério do Ultramar:

Portaria n.º 14 337 — Suspende as disposições do Regulamento de Permutação de Fundos, aprovado pelo Decreto n.º 1 246, que contrariem as normas de execução e fiscalização do serviço de vales resultantes da adopção do novo impresso nas províncias ultramarinas.

Portaria n.º 14 338 — Manda emitir e pôr em circulação na província ultramarina de Macau diversos selos de franquia postal. Orçamento de receita e despesa para o ano de 1953 da missão geo-hidrográfica da Guiné.

Ministério da Educação Nacional:

Decreto n.º 39 175 — Classifica como monumentos nacionais e como imóveis de interesse público diversos imóveis existentes em vários concelhos — Revoga o Decreto n.º 37 077 na parte que atribui a classificação de imóvel de interesse público ao Paço Episcopal e capela anexa no Funchal.

Ministério da Economia:

Declaração de ter sido autorizada a transferência de uma verba dentro do capítulo 15.º do orçamento do Ministério.

MINISTÉRIO DA JUSTIÇA

Direcção-Geral da Justiça

Portaria n.º 14 336

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Justiça, que, nos termos do artigo 38.º do Estatuto Judiciário, seja criado um lugar de escrivão de 2.ª classe no tribunal da comarca de Estarreja, em substituição de um de copista que está presentemente vago na respectiva secretaria, o qual é extinto, ficando assim o quadro do pessoal contratado daquele

tribunal a ser constituído por um escrivão de 2.ª classe e por dois copistas.

Ministério da Justiça, 17 de Abril de 1953. — O Ministro da Justiça, *Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira*.

MINISTÉRIO DAS FINANÇAS

Direcção-Geral das Alfândegas

Decreto-Lei n.º 39 174

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º Passam a ter nova redacção as disposições seguidamente indicadas do Decreto n.º 30 290, de 13 de Fevereiro de 1940, alterado pelo Decreto-Lei n.º 38 201, de 12 de Março de 1951:

Art. 2.º

5.º Os tecidos de seda e de fibras artificiais ou sintéticas, crus, brancos e tintos, de uma só cor, classificados pelos artigos 416, 424, 426 e 428-G, e os lenços abrangidos pelos artigos 417, 427 e 428-H.

Art. 14.º Os fios e tecidos a que se refere o artigo 3.º e os tecidos mencionados neste decreto compreendidos nos artigos pautais 472, 473, 478, 477, 501, 475, 476, 416; 424, 426, 428-G, 417, 427 e 428-H, quando procedentes da Madeira, ficam igualmente sujeitos à sua entrada no continente e no arquipélago dos Açores aos direitos da pauta máxima e aos da pauta mínima sem o agravamento das taxas correspondentes à obra os bordados dos mesmos tecidos e as respectivas obras, especificadas ou não.

Art. 2.º O prazo mencionado no artigo 15.º do Decreto n.º 30 290, prorrogado por força do Decreto n.º 38 694, de 22 de Março de 1952, referir-se-á também ao artigo 424.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 17 de Abril de 1953. — FRANCISCO HIGINIO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *João Pinto da Costa Leite* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira* — *Artur Aguedo de Oliveira* — *Adolfo do Amaral Abranches Pinto* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *José Frederico do Casal*

Ribeiro Ulrich—Manuel Maria Sarmiento Rodrigues—
Fernando Andrade Pires de Lima—Ulisses Cruz de
Aguilar Cortês—Manuel Gomes de Araújo—José
Soares da Fonseca.

MINISTÉRIO DO ULTRAMAR

Direcção-Geral do Fomento

Repartição dos Correios, Telégrafos e Electricidade

Portaria n.º 14 337

Ponderando as alterações que se impõem aos preceitos contidos no Regulamento de Permutação de Fundos, aprovado pelo Decreto n.º 1 246, de 4 de Janeiro de 1915, em virtude de uso do novo impresso de vales do correio mandado adoptar nas províncias ultramarinas;

Tendo em vista o disposto n.º 5.º do corpo do artigo 1.º do Decreto n.º 34 076, de 2 de Novembro de 1944, bem como no § 2.º do mesmo artigo:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, nos termos do artigo 10.º da Carta Orgânica, com as alterações que posteriormente lhe foram introduzidas, suspender as disposições do regulamento aprovado pelo Decreto n.º 1 246, de 4 de Janeiro de 1915, que se mostrem em conflito com as normas de execução e fiscalização do serviço de vales resultantes da adopção do novo impresso nas províncias ultramarinas e que tenham sido objecto de instruções publicadas mediante acordo entre os serviços da Fazenda e dos correios.

Ministério do Ultramar, 17 de Abril de 1953.— O Ministro do Ultramar, *Manuel Maria Sarmiento Rodrigues*.

Para ser publicada no *Boletim Oficial* de todas as províncias ultramarinas.— *M. M. Sarmiento Rodrigues*.

Serviços de Valores Postais

Portaria n.º 14 338

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, nos termos do artigo 2.º do Decreto n.º 37 050, de 8 de Setembro de 1948, que sejam emitidos e postos em circulação na província de Macau selos de franquia postal, tendo como motivos flores daquela província, com as dimensões de 26 mm × 36 mm, nas quantidades, taxas e cores seguintes:

Flor de panchão (*Pháo Cheong Fá*):

6 000 000 da taxa de 1 avo — vermelho-tijolo, amarelo-claro e verde.

Miosota (*Tou Kin Fá*):

4 000 000 da taxa de 3 avos — verde-azeitona-claro e violeta-pálido.

Garras de dragão (*Pac Ngai Fá*):

3 000 000 da taxa de 5 avos — castanho, vermelho-acastanhado e verde-azeitona.

Flor de freira (*Hóc Tung Lán Fá*):

8 000 000 da taxa de 10 avos — azul-esverdeado, verde e rosa-violáceo.

Jacinto (*Soi Sin Fá*):

2 500 000 da taxa de 16 avos — castanho-claro, amarelo e verde.

Flor de pessegueiro (*Thou Fá*):

1 500 000 da taxa de 30 avos — verde-escuro, lilás e castanho.

Flor de lotos (*Lin Chi Fá*):

2 000 000 da taxa de 39 avos — azul-ultramar, verde-amarelado e cinzento-claro.

Crisântemo (*Cóc Fá*):

2 600 000 da taxa de 1 pataca — violeta, amarelo e verde.

Flor de ameixeira (*Mui Fá*):

250 000 da taxa de 3 patacas — cinzento, rosa e sépia-escuro.

Tangerina de quatro estações (*Sei Kuai Kat*):

150 000 da taxa de 5 patacas — vermelho-carmesim, amarelo e verde.

Ministério do Ultramar, 17 de Abril de 1953.— O Ministro do Ultramar, *Manuel Maria Sarmiento Rodrigues*.

Para ser publicada no *Boletim Oficial* de Macau.— *M. M. Sarmiento Rodrigues*.

Junta das Missões Geográficas e de Investigações do Ultramar

Comissão Executiva

Missão geo-hidrográfica da Guiné

Orçamento de receita e despesa para 1953

Receita

CAPÍTULO ÚNICO

Artigo único.— Dotação em conta da verba inscrita no capítulo 9.º, artigo 82.º, n.º 1), do orçamento do Ministério do Ultramar para 1953 1.050.000\$00

Despesa

CAPÍTULO ÚNICO

Artigo 1.º — Despesas com o pessoal	600.000\$00
Artigo 2.º — Despesas com o material	250.000\$00
Artigo 3.º — Pagamento de serviços e diversos encargos	200.000\$00
	<hr/>
	1.050.000\$00

O Chefe da Missão Geo-Hidrográfica da Guiné, *Manuel Pereira Crespo*, primeiro-tenente.

Junta das Missões Geográficas e de Investigações do Ultramar, Comissão Executiva, 26 de Fevereiro de 1953.— Pelo Presidente, *Luis Silveira*.

Aprovado.— Em 10 de Março de 1953.— O Ministro do Ultramar, *Manuel Maria Sarmiento Rodrigues*.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do Regulamento da Junta Nacional da Edu-

Concelho de Tabuaço.— Igreja românica de S. Pedro das Águias, constituída pelas ruínas de uma antiga capela situada no limite da freguesia de Granjinha.

Art. 3.º É revogado o Decreto n.º 37 077, de 29 de Setembro de 1948, na parte que atribui a classificação de imóvel de interesse público ao Paço Episcopal e capela anexa no Funchal.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 17 de Abril de 1953.— FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Fernando Andrade Pires de Lima*.

MINISTÉRIO DA ECONOMIA

11.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública

De harmonia com as disposições do artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 25 299, de 6 de Maio de 1935, se publica

que S. Ex.ª o Ministro da Economia autorizou, nos termos do § 2.º do artigo 17.º do Decreto n.º 16 670, de 27 de Março de 1929, a seguinte transferência:

CAPÍTULO 15.º

Intendência-Geral dos Abastecimentos

Artigo 258.º «Remunerações certas ao pessoal em exercício»:

Do n.º 2) «Pessoal contratado e requisitado» — 2:105.240,400

Para o n.º 1) «Pessoal dos quadros aprovados por lei» + 2:105.240,400

De harmonia com o preceituado no artigo 16.º do Decreto n.º 39 068, de 31 de Dezembro de 1952, esta alteração mereceu, por despacho de 31 de Março findo, a confirmação de S. Ex.ª o Subsecretário de Estado do Orçamento.

11.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública, 15 de Abril de 1953.— O Chefe da Repartição, *Manuel Moreira da Cunha*.

Agência-Geral do Ultramar

Ter saído com inexactidões no *Diário do Governo* n.º 10, de 13 deste mês, novamente se publica o seguinte:

Por despacho de 8 do corrente:

Maria Amélia de Sousa Castanheira, auxiliar eventual, contratada, da Agência-Geral do Ultramar — autorizado o abono de horas extraordinárias, nos termos do artigo 43.º do Decreto-Lei n.º 26 115, de 23 de Novembro de 1935, por serviços a prestar durante o ano de 1954.

Agência-Geral do Ultramar, 14 de Janeiro de 1954. — Agente-Geral, *Leonel Pedro Banha da Silva*.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

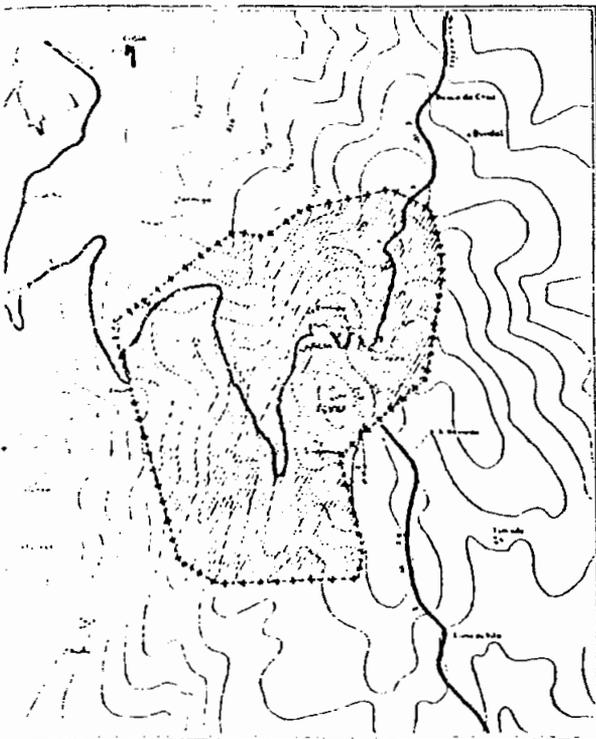
Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Educação Nacional, que, ouvida a 2.ª subsecção da 6.ª secção da Junta Nacional da Educação, de acordo com o disposto no n.º 5.º do § 2.º do artigo 1.º do regimento da mesma Junta, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936, seja fixado, conforme plantas anexas a esta portaria, o **perímetro de protecção da Estação Arqueológica da Penha, em Guimarães**, classificada como imóvel de interesse público pelo Decreto n.º 39 175, de 17 de Abril do corrente ano.

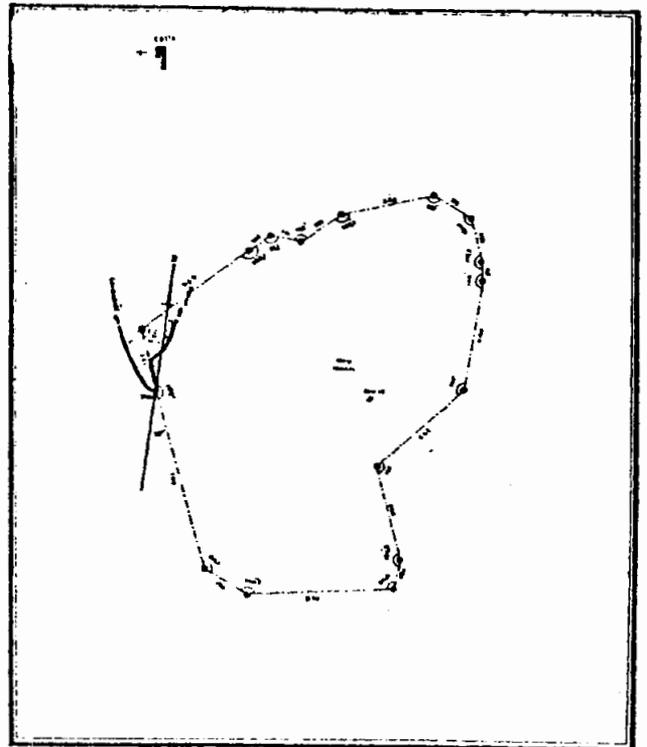
Ministério da Educação Nacional, 31 de Dezembro de 1953. — Pelo Ministro da Educação Nacional, *Henrique Tavares de Macedo*, Subsecretário de Estado da Educação Nacional.

Estação arqueológica da Penha, em Guimarães

Zona de protecção



Polígono de protecção



Por despacho de 9 do corrente:

Licenciado João Manuel Bairrão de Oliveira da Silva Oleiro, segundo-assistente da Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra — concedidos 4 dias de licença graciosa, nos termos do § único do artigo 16.º do Decreto n.º 21 603, de 17 de Agosto de 1932, em vigor por força do disposto no artigo 11.º do Decreto n.º 22 224, de 18 de Fevereiro de 1933, com a faculdade de ser gozada no estrangeiro.

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes, 14 de Janeiro de 1954. — O Director-Geral, *João Alexandre Ferreira de Almeida*.

Direcção-Geral do Ensino Lical

Por despachos de 11 do corrente:

José Raimundo Rodrigues Serrão, professor efectivo do 9.º grupo do quadro do Liceu de Vila Real — concedidos, nos termos do n.º 2 do artigo 158.º do Decreto n.º 36 508, de 17 de Setembro de 1947, 30 dias de licença para tratamento, em prorrogação da anteriormente concedida por despacho publicado no *Diário do Governo* n.º 293, 2.ª série, de 17 de Dezembro do ano fudo.

José Pinto Soares, professor efectivo do 1.º grupo do quadro do Liceu de Vila Real — concedidos, nos termos do n.º 2 do artigo 158.º do Decreto n.º 36 508, de 17 de Setembro de 1947, 60 dias de licença para tratamento.

(Não carecem de visto ou anotação do Tribunal de Contas).

Por portarias de 11 de Dezembro de 1953:

António Abrantes Forte, servente do quadro do pessoal menor do Liceu D. João III, em Coimbra — exone-

Imóvel de Interesse Público – 2

Mosteiro de Santa Marinha da Costa (Lugar da Cerca – freguesia da Costa)

I.I.P., D.G. n.º 69 Decreto 26 450 de 24.03.1936

Boletim n.º 130 da D.G.E.M.N.

MINISTÉRIO DAS FINANÇAS

Lei n.º 1:937

Em nome da Nação, a Assembleia Nacional decreta e eu promulgo a lei seguinte:

Artigo 1.º É o Governo autorizado a contrair um empréstimo interno consolidado, que se denominará «Consolidado de 3 3/4 por cento — 1936», na importância total de 500:000 contos, em séries de 100:000 contos.

Art. 2.º As obrigações do empréstimo terão o valor nominal que para cada série for determinado pelo Ministro das Finanças e vencerão o juro de 3 3/4 por cento ao ano, pagável aos trimestres, em 1 de Março, 1 de Junho, 1 de Setembro e 1 de Dezembro, sendo o primeiro vencimento no dia 1 de Setembro do corrente ano.

Art. 3.º Os títulos e certificados deste empréstimo gozarão das garantias, isenções e direitos consignados nos artigos 57.º, 58.º, 59.º e 60.º da lei n.º 1:933.

Art. 4.º O novo empréstimo só poderá ser convertido ou remido ao par decorridos dez anos após a sua emissão.

Art. 5.º Anualmente, e a partir do primeiro ano económico que tiver o seu início após o uso da autorização conferida no artigo 1.º, será entregue à Junta do Crédito Público, para reforço do Fundo de amortização da dívida pública, a importância de 10:000 contos, que a mesma Junta obrigatoriamente aplicará:

a) Na compra de títulos do empréstimo autorizado pela presente lei, sempre que, até ao fim do décimo ano contado da sua emissão, a cotação respectiva seja simultaneamente inferior ao par e inferior à média das cotações durante o ano anterior, e a partir do décimo primeiro ano desde que os mesmos títulos tenham cotação inferior ao seu valor nominal;

b) Na compra de títulos da dívida externa portuguesa, sempre que, nos termos da alínea antecedente, não haja de realizar-se a compra de títulos do novo empréstimo.

§ único. A importância referida no corpo deste artigo acrescerá em cada ano o rendimento dos títulos adquiridos pelo Fundo de amortização da dívida pública, em execução desta consignação especial, mas sem prejuízo da amortização prevista no artigo 48.º da lei n.º 1:933.

Art. 6.º É autorizado o Ministro das Finanças a realizar com a Caixa Geral de Depósitos, Crédito e Previdência ou com os estabelecimentos bancários nacionais quaisquer contratos para a colocação dos títulos ou a fazer esta por meio de subscrição pública ou venda no mercado, não podendo, porém, o encargo efectivo do empréstimo, excluídas as despesas da sua representação em títulos ou certificados, exceder 4 1/4 por cento.

Publique-se e cumpra-se como nela se contém.

Paços do Governo da República, 24 de Março de 1936. — ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA — António de Oliveira Salazar.

MINISTÉRIO DAS COLÓNIAS

Decreto n.º 26:449

Tornando-se necessário organizar plano de fomento que interesse à colonização portuguesa na nossa coló-

nia da África Oriental com unidade de pensamento e acção;

Usando da faculdade conferida pelo § 2.º do artigo 10.º da Carta Orgânica do Império Colonial Português, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º É criada uma missão técnica, com a composição constante deste decreto, destinada ao estudo de problemas hidro-agrícolas e respectivos projectos organizados sob a superintendência da Direcção Geral de Fomento Colonial, nos quais serão estudadas não só as obras de engenharia e agronomia, mas também o problema económico-social.

Art. 2.º Os estudos a realizar são:

- a) Rega e povoamento do vale do Umbeluzi;
- b) Ponte do caminho de ferro em construção do vale do Limpopo, tendo em vista a derivação das águas do Incomati para a rega do respectivo vale;
- c) Estudo económico das culturas a fazer nos vales do Limpopo, Umbeluzi e Incomati;
- d) Reconhecimento topográfico, agronómico e económico do distrito de Quelimane e das zonas servidas pelo caminho de ferro de Moçambique, tendo em vista o povoamento europeu e indígena.

Art. 3.º O chefe da missão e seus colaboradores serão recrutados entre técnicos de provada competência com trabalho já realizado em estudos similares dos que neste decreto lhe são fixados.

Art. 4.º A missão compõe-se de:

- 1 engenheiro civil, chefe.
- 1 engenheiro geógrafo.
- 3 engenheiros civis.
- 3 agrónomos.

§ único. O pessoal auxiliar será recrutado na própria colónia de Moçambique, dando-se preferência aos brancos nascidos na própria colónia.

Art. 5.º Os vencimentos, ajudas de custo e deslocações de todo o pessoal da missão são fixados por despacho do Ministro das Colónias, mediante proposta da Direcção Geral de Fomento Colonial, e constarão dos respectivos contratos aprovados pelo Ministro.

Art. 6.º Para ocorrer no corrente ano económico aos encargos resultantes do presente diploma, que não podem exceder 950.000\$, abrirá o governador geral da colónia de Moçambique, com as formalidades da lei, os necessários créditos especiais.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Para ser publicado nos «Boletins Officiais» de todas as colónias.

Paços do Governo da República, 24 de Março de 1936. — ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA — António de Oliveira Salazar — Francisco José Vieira Machado.

MINISTÉRIO DA INSTRUÇÃO PÚBLICA

Direcção Geral do Ensino Superior e das Belas Artes

Decreto n.º 26:450

Sob parecer do Conselho Superior do Ensino Superior; Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Nos termos do artigo 24.º do decreto n.º 20:985, de

7 de Março de 1932, são classificados edificios e monumentos de interesse público a igreja, escadório e mosteiro de Santa Marinha da Costa, nos arredores de Guimarães, com todos os seus imóveis.

Publique-se e cumpra-se como nêlé se contém.

Paços do Governo da República, 24 de Março de 1936. — ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA — António de Oliveira Salazar — António Faria Carneiro Pacheco.

10.ª Repartição da Direcção Geral
da Contabilidade Pública

Decreto n.º 26:451

Com fundamento nas disposições do artigo 3.º do decreto n.º 24:914, de 10 de Janeiro de 1935, e mediante proposta aprovada pelo Ministro das Finanças, nos termos do mesmo artigo;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do ar-

tigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo único. E. autorizado o pagamento das quantias de 2448, 1.247,595 e 903,560 pela verba inscrita no orçamento do Ministério da Instrução Pública para o ano económico de 1936 sob a rubrica «Despesas de anos económicos findos», capítulo 8.º, artigo 862.º, respeitantes respectivamente a emolumentos em dívida ao Tribunal do Contas pelo Liceu de Nun'Alvares, de Castelo Branco, à renda da Sé Catedral e fóro do extinto Colégio dos Paulistas e a ajudas de custo e despesas de deslocação da Direcção Escolar do distrito da Horta.

Publique-se e cumpra-se como nêlé se contém.

Paços do Governo da República, 24 de Março de 1936. — ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA — António de Oliveira Salazar — Mário Pais de Sousa — Manuel Rodrigues Júnior — Abílio Augusto Valdez de Passos e Sousa — Manuel Ortins de Bettencourt — Armindo Rodrigues Monteiro — Joaquim José de Andrade e Silva Abranches — Francisco José Vieira Machado — António Faria Carneiro Pacheco — Pedro Teotónio Pereira — Rafael da Silva Neves Duque.

Imóvel de Interesse Público – 3

Igreja de S. João de Calvos (Lugar da Igreja entre os rios Ave e Vizela, freguesia de Calvos)

I.I.P., Decreto 40 361 de 20.10.1955



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 2\$00

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre 200\$
A 1.ª série	140\$	» 80\$
A 2.ª série	130\$	» 70\$
A 3.ª série	130\$	» 70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério do Interior:

Decreto-Lei n.º 40 355 — Introduce alterações no Código Administrativo e no Estatuto dos Distritos Autónomos das Ilhas Adjacentes — Insere disposições relativas à situação de funcionários de vários corpos administrativos.

Ministério da Justiça:

Declaração de ter sido autorizada a transferência de uma verba dentro do capítulo 5.º do orçamento do Ministério.

Ministério das Obras Públicas:

Decreto n.º 40 356 — Autoriza a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato para a elaboração do projecto do novo edifício destinado à sede da Alfândega de Ponta Delgada.

Decreto n.º 40 357 — Autoriza a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato para a execução da empreitada de construção do anexo ao edifício do Comando da Polícia de Segurança Pública de Faro.

Decreto n.º 40 358 — Autoriza a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato para a execução da empreitada de obras de conservação periódica do Instituto Superior de Ciências Económicas e Financeiras (continuação).

Decreto n.º 40 359 — Autoriza a Comissão Administrativa das Novas Instalações para a Marinha a celebrar contrato para a execução da obra de construção de novas oficinas de tecelagem e de artefactos na Fábrica Nacional de Cordoaria.

Ministério da Educação Nacional:

Decreto-Lei n.º 40 360 — Aprova o novo plano de estudos do curso médico-cirúrgico das Faculdades de Medicina das Universidades de Coimbra, Lisboa e Porto.

Decreto n.º 40 361 — Classifica como imóveis de interesse público diversos imóveis existentes em vários concelhos.

Decreto-Lei n.º 40 362 — Torna aplicável aos livros da 4.ª classe do ensino primário elementar o regime legal para a edição do livro único do mesmo ensino, fixado no Decreto-Lei n.º 30 660 — Revoga o artigo 11.º e seu § único do referido decreto-lei.

MINISTÉRIO DO INTERIOR

Direcção-Geral de Administração Política e Civil

Decreto-Lei n.º 40 355

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º Os artigos 140.º, § 1.º, 153.º, 154.º, 455.º, 458.º, § 2.º, 461.º, 470.º, 471.º, 497.º, n.º 2.º, 514.º, § 6.º, 535.º, § único, 620.º, §§ 1.º e 2.º, 636.º, alínea b), 643.º, 645.º, 646.º, 647.º, 649.º e 699.º, §§ 1.º e 2.º, do

Código Administrativo passam a ter a seguinte redacção:

Art. 140.º

§ 1.º As funções de tesoureiro das câmaras municipais cuja receita ordinária, apurada pela média arrecadada nos últimos três anos, não exceda 1000 contos serão, à medida que vagarem aqueles lugares, desempenhadas pelos tesoureiros da Fazenda Pública dos respectivos concelhos, mediante a gratificação mensal de 150\$, 200\$ ou 300\$, conforme se tratar de concelhos com receitas ordinárias até 300, de mais de 300 até 600 e de mais de 600 até 1000 contos.

Art. 153.º

Compete obrigatoriamente aos veterinários municipais:

1.º A direcção técnica dos matadouros, mercados ou praças de pescado, centrais leiteiras ou pastorizadoras e frigoríficos de exploração municipal, assegurando que os respectivos serviços funcionem com eficiência;

2.º A inspecção sanitária dos matadouros, fábricas ou oficinas de preparação de carnes, frigoríficos, talhos, salsicharias e quaisquer outros estabelecimentos ou locais onde se preparem, armazenem ou exponham à venda produtos alimentares de origem animal, providenciando por que sejam mantidos sempre em condições de funcionamento higiénico;

3.º A inspecção sanitária das reses, criação miúda, caça e bem assim das respectivas carnes e subprodutos destinados ao consumo público;

4.º A inspecção sanitária do pescado fresco ou por qualquer forma preparado ou conservado;

5.º A inspecção dos leites e lacticínios e dos respectivos locais de produção, preparação, armazenagem e venda, promovendo os necessários melhoramentos ou beneficiações nos estábulos e seus anexos e divulgando as normas higirotécnicas conducentes à perfeita obtenção, acondicionamento e resguardo do produto;

6.º A fiscalização dos produtos de origem animal que se encontrem nos hotéis, pensões, restaurantes e casas de pasto;

7.º A inspecção das embalagens e dos meios de transporte dos produtos alimentares de origem animal, tendo em vista os materiais a utilizar, as condições de limpeza e o modo de acondicionamento dos produtos;

8.º A inspecção dos animais e seus alojamentos e das respectivas forragens;

9.º A inspecção dos despojos dos animais e a fiscalização sobre as condições de transporte e enterramento dos cadáveres ou do seu aproveitamento industrial;

6.º ano

Clínica Médica — anual.
 Pneumotisiologia — semestral.
 Clínica das Doenças Infecciosas — anual.
 Clínica Cirúrgica — anual.
 Urologia (para clínica geral) — semestral.
 Otorrinolaringologia (para clínica geral) — semestral.
 Clínica Pediátrica e Puericultura — anual.
 Medicina Legal e Toxicologia Forense — anual.
 Psiquiatria — semestral.

Art. 2.º As disciplinas de Física Médica e de Química Médica são professadas nas Faculdades de Ciências.

Art. 3.º Os programas das diferentes disciplinas, incluindo os de Física Médica e Química Médica, serão propostos, dentro de um plano de conjunto, pelo conselho escolar da respectiva Faculdade de Medicina.

§ 1.º Os conselhos devem proceder à revisão dos programas, pelo menos, de três em três anos.

§ 2.º É obrigatória a comparência dos professores que regerem Física Médica e Química Médica à sessão do conselho escolar destinada à apreciação ou revisão dos programas destas disciplinas.

§ 3.º Compete à Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes promover a publicação dos programas logo que sejam aprovados por despacho ministerial.

§ 4.º Os professores catedráticos são obrigados, como responsáveis pela direcção dos trabalhos práticos das suas cadeiras, a assistir, pelo menos duas vezes por mês, a esses trabalhos e a tomar as disposições necessárias para que eles se traduzam na rigorosa aplicação dos programas seguidos nas aulas teóricas.

Art. 4.º O número e a duração das aulas teóricas e práticas serão fixados de forma que em hipótese alguma se excedam os seguintes limites da escolaridade semanal:

- 1.º e 2.º anos — vinte horas.
- 3.º e 4.º anos — vinte e três horas.
- 5.º e 6.º anos — vinte e sete horas.

§ único. Os horários deixarão livre de aulas em cada semana uma tarde, que será destinada às actividades ginodesportivas dos alunos.

Art. 5.º Os cursos semestrais de especialidades serão constituídos por pequenas séries de lições teórico-práticas, destinadas exclusivamente a fornecer as noções basilares necessárias à formação do clínico geral.

Art. 6.º Só podem inscrever-se em disciplinas de um ano os alunos a quem não falte aprovação em mais de uma do ano anterior.

§ único. Não são, porém, consentidas as inscrições seguintes:

- a) No 2.º ano sem aprovação em Anatomia Descritiva (1.ª parte);
- b) No 3.º ano sem aprovação em Anatomia Descritiva (2.ª parte) e Anatomia Topográfica e em Fisiologia;
- c) No 4.º ano sem aprovação em Anatomia Patológica, em Bacteriologia e Parasitologia e em Farmacologia;
- d) No 5.º ano sem aprovação em Propedêutica Médica, em Propedêutica Cirúrgica e em Terapêutica Geral e Hidrologia;
- e) No 6.º ano sem aprovação em Patologia Médica e Anatomia Patológica Especial, em Patologia Cirúrgica e Anatomia Patológica Especial e na Clínica Obstétrica.

Art. 7.º Os exames finais realizam-se por disciplinas isoladas e constam de duas provas: uma escrita ou prática e outra oral.

§ 1.º Os júris são constituídos, pelo menos, por dois elementos, designados pelo director, um dos quais não pode deixar de ser professor catedrático ou professor extraordinário com regência de aulas teóricas.

§ 2.º Os exames realizam-se nos meses de Junho-Julho imediatos à frequência das respectivas disciplinas. É, porém, permitido aos alunos fazer até dois exames em Outubro, mesmo que neles tenham sido excluídos na época de Junho-Julho.

Nesta época há, para cada exame, duas chamadas, separadas por três dias.

Art. 8.º Os alunos que ingressaram nas Faculdades de Medicina durante a vigência da reforma de 1930 prosseguirão os seus estudos segundo os planos dessa reforma. Mas, se não concluírem o curso antes de decorridos dois anos sobre o período mínimo em que poderão fazê-lo, ficarão sujeitos ao plano do presente decreto, observando-se as equivalências que vierem a ser determinadas.

Os alunos que seguem o plano da reforma de 1948 ingressarão no plano deste decreto. Os directores das Faculdades fixarão para cada caso as condições do ingresso, que deverá verificar-se dentro de um prazo não excedente a três anos lectivos e que em hipótese alguma poderá traduzir-se em alongamento do curso.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 20 de Outubro de 1955. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — Marcello Caetano — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Virtuoso Cunha — Eduardo de Aranes e Oliveira — Raul Jorge Rodrigues Ventura — Francisco de Paula Leite Pinto — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — Henrique Veiga de Macedo.

Decreto n.º 40 361

Nos termos dos artigos 2.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do Regimento da Junta Nacional da Educação, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta o ou promulga o seguinte:

Artigo único. São classificados como imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Beja

Concelho de Almodôvar. — Igreja de Santa Cruz, na freguesia deste nome.

Distrito de Braga

Concelho de Braga. — Ruínas arqueológicas do monte de Santa Marta, na freguesia de Nogueira.
 Concelho de Guimarães:

Capela de Nossa Senhora da Conceição, na freguesia de Azurém.

Igreja de S. João de Calvos, na freguesia de Santiago de Lordelo.

Concelho de Vila Verde. — Cruzeiro de Cervães, no lugar de Sobral.

Distrito de Bragança**Concelho de Bragança:**

Fortaleza do Outeiro, na freguesia deste nome.
Castelo de Rebordãos, na freguesia deste nome.
Cruzeiro do Outeiro, existente no adro fronteiro à Igreja de Santo Cristo do Outeiro.

Concelho de Freixo de Espada à Cinta.— Castelo de Alva, na freguesia de Poiães.

Concelho de Miranda do Douro:

Castelo de Miranda do Douro.
Cruzeiro de Malhadas, junto da estrada que liga Bragança a Miranda do Corvo.

Concelho de Mirandela:

Castelo de Mirandela.
Torre de D. Chama, na freguesia de Torre de D. Chama.

Concelho de Mogadouro:

Altar-mor e respectivas pinturas da igreja do Convento de S. Francisco, em Mogadouro.
Igreja de Algozinho, em Mogadouro.
Castro Vicente, na freguesia de Castro Vicente.

Concelho de Torre de Moncorvo:

Castelo de Torre de Moncorvo.
Castelo de Mós, na freguesia deste nome.

Concelho de Vila Flor.— Castelo de Vila Flor.

Concelho de Vimioso:

Torre da Atalaia, em Vimioso.
Castelo de Algosos, na freguesia deste nome.

Distrito de Coimbra

Concelho de Condeixa-a-Nova.— Igreja matriz de Ega.

Distrito de Faro

Concelho de Faro.— Sé catedral de Faro.
Concelho de Silves.— Igreja de S. Bartolomeu de Messines.

Distrito de Leiria

Concelho de Óbidos.— Capela de Nossa Senhora do Carmo, situada em Óbidos, fora dos muros, na encosta poente da vila.

Concelho de Porto de Mós.— Gruta dos Moinhos Velhos, em Mira de Aire.

Distrito de Lisboa

Concelho de Alenquer.— Castelo de Alenquer.
Concelho de Sobral de Monte Agraço.— Capela romano-gótica de Sobral de Monte Agraço.

Distrito do Porto

Concelho de Baião.— Igreja do Ermelo, na freguesia de Ancede.

Distrito de Santarém

Concelho de Vila Nova de Ourém.— Antiga vila de Ourém.

Distrito de Setúbal

Concelho de Setúbal.— Igreja de Santa Maria da Graça, em Setúbal.

Distrito de Viseu

Concelho de Lamego.— Igreja do Desterro, em Lamego.

Concelho de S. Pedro do Sul.— Castro de Cárcoda, em Carvalhais.

Concelho de Sernancelhe.— Igreja de Fonte Arcada.
Concelho de Tarouca.— Ponte românica de Mondim da Beira, no lugar de Mondim de Baixo.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 20 de Outubro de 1955.— FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Francisco de Paula Leite Pinto*.

Direcção-Geral do Ensino Primário**Decreto-Lei n.º 40 362**

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º O regime legal para a edição do livro único do ensino primário elementar, fixado no Decreto-Lei n.º 30 660, de 20 de Agosto de 1940, é aplicável aos livros da 4.ª classe do mesmo ensino, mas a data do início da edição de cada um dos livros desta classe será determinada por despacho ministerial.

Art. 2.º O Ministro da Educação Nacional poderá escolher individualidades de reconhecido mérito ou nomear comissões para a elaboração dos textos do livro único e escolher também artistas para a sua ilustração. As remunerações pelos trabalhos relativos a cada livro, variáveis consoante a matéria do ensino a que se destina, texto, ilustrações e número de autores, não poderão em nenhum caso exceder 100.000\$.

§ único. O pagamento das remunerações referidas neste artigo envolve a aquisição da respectiva propriedade literária e artística pelo Estado.

Art. 3.º Poderá o Ministro da Educação Nacional determinar a abertura de concurso para a fixação do preço máximo da impressão do livro único de cada edição, nas condições que em portaria forem estabelecidas.

Art. 4.º É elevado para 40 000 o número mínimo de exemplares a editar, referido no n.º 4.º do artigo 14.º do Decreto-Lei n.º 30 660.

Art. 5.º A adjudicação de edições de livros únicos é limitada a um número de concorrentes igual ao do quociente inteiro da divisão dos exemplares a editar por 40 000.

§ único. Dos cadernos de encargos deverão constar as preferências a considerar.

Art. 6.º Quando de duas ou mais firmas fizerem parte o mesmo indivíduo ou simultaneamente o mesmo indivíduo e o seu cônjuge, casados em regime de comunhão geral de bens ou comunhão de adquiridos, só uma delas poderá ser admitida como concorrente às edições do livro único.

§ único. O disposto neste artigo não se aplica às firmas que anteriormente ao Decreto-Lei n.º 30 660 já editavam livros de texto oficialmente aprovados para o ensino primário, encontrando-se nas situações nele expressas.

Art. 7.º Pela falta de comunicação das vendas e de entrega da receita, prevista nos n.ºs 4.º e 5.º do artigo 16.º do Decreto-Lei n.º 30 660, nos devidos prazos serão aplicadas pelo Ministro da Educação Nacional, e salvo no caso de cabal justificação, as seguintes multas:

Pela primeira falta	2.000\$00
Pela segunda falta	5.000\$00
Por cada falta além das anteriores	10.000\$00

Imóvel de Interesse Público —4

Cruzeiro de Granito Brasonado (freguesia de S. Salvador do Souto)

I.I.P., D.G. n.º 63 Decreto 33 587 de 27.03.1944



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTA NÚMERO — \$30

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		
As 2.ª e 3.ª séries	Ano 240\$	Semestre 120\$
A 1.ª série	30\$ 60\$
A 2.ª série	80\$ 160\$
A 3.ª série	80\$ 160\$

Para o estrangeiro e colónias acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 24\$00 a linha, acrescido de respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se referem os §§ 1.º e 2.º do artigo 2.º do decreto n.º 10.112, de 24-IX-1934, têm 40 por cento de abatimento.

SUMÁRIO

Ministério da Educação Nacional:

Decreto n.º 33:587 — Classifica monumentos nacionais e de interesse público vários imóveis em diversos distritos.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção Geral do Ensino Superior e das Belas Artes

Decreto n.º 33:587

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do decreto n.º 20:985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do regimento da Junta Nacional da Educação, aprovada pelo decreto-lei n.º 26:611, de 19 de Maio de 1936;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º São classificados monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Braga

Concelho de Braga. — Capela de S. Frutuoso, em S. Jerónimo de Real.

Distrito de Bragança

Concelho de Moncorvo. — Igreja românica de Adeganha.

Distrito de Évora

Concelho de Vila Viçosa:

Igreja e claustro do Convento das Chagas.
Igreja dos Agostinhos.

Distrito de Lisboa

Concelho de Loures. — Dois dólmenes existentes em Caneças, um deles a sul 77º este do moinho do Baeta e a norte 49º este do marco geodésico do Bispo, no calcáreo do Turoniano, no sítio actualmente denominado Sítio das Pedras Grandes, e o outro a norte 34º este do marco geodésico do Bispo e a norte 76º este do moinho do Baeta, no calcáreo do Cenomaniano, o qual é conhecido por «dólmen no sítio das Batalhas».

Distrito do Porto

Concelho de Amarante. — Igreja de Gatão, incluindo as pinturas murais a fresco que a decoram.

Distrito de Viana do Castelo

Concelho de Melgaço. — Castelo de Castro Laboreiro ou Laboredo.

Art. 2.º São classificados imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Beja

Concelho de Moura:

Ponte romana sobre o rio Brenhas, próximo da vila de Moura.

Igreja e claustro do Convento do Carmo, na vila de Moura.

Castelo de Moura, incluindo as ruínas do convento das freiras dominicanas e igreja anexa.

Distrito de Braga

Concelho de Braga. — Igreja e mosteiro de Tibães, fontes e construções arquitectónicas da respectiva quinta, situados na freguesia de Mire de Tibães, Braga.

Concelho de Guimarães. — Cruzeiro de granito, brasonado, existente na paróquia de S. Salvador do Souto.

Distrito de Coimbra

Concelho de Arganil. — Dois túmulos existentes na parede e no pavimento da capela-mor da igreja de Pombeiro, sendo um de Mateus da Cunha e outro de «...võo da Cunha prior de Martinho de São Guinhêda», conforme a inscrição.

Concelho de Cantanhede. — Igreja matriz da Tocha.

Distrito de Évora

Concelho de Borba. — Igreja das Servas, em Borba, sua torre e claustro.

Concelho de Vila Viçosa:

Igreja da Esperança, junto ao antigo convento deste nome.

Igreja de Nossa Senhora da Conceição, matriz de Vila Viçosa.

Distrito de Faro

Concelho de Lagos. — Capela-mor da igreja da Luz, situada na povoação da Luz.

Distrito do Funchal

Concelho do Funchal. — Antiga casa de D. Mécia, construção do século XVI, na cidade do Funchal.

Distrito da Guarda

Concelho de Fornos de Algodres. — Capela de Santo Cristo, de Sobral Pichorro.

Concelho de Trancoso. — Igreja de Nossa Senhora da Fresta, em Trancoso.

Distrito de Lisboa

Concelho de Arruda dos Vinhos. — Igreja matriz de Arruda dos Vinhos e seu conteúdo — escultura, azulejos e pintura.

Cidade de Lisboa:

Igreja paroquial das Mercês.

Paço de S. Vicente, não sendo abrangida a cêrca anexa.

Igreja paroquial de S. Cristóvão.

Zona circundante do Palácio Nacional da Ajuda, a saber:

1 — O Jardim das Damas, com seu mirante e outras obras architectónicas, único recinto ao ar livre que terá acesso directo do andar nobre do Palácio.

2 — Sala de Física, pavilhão independente, do século XVIII, com obra de pintura, estuques, talha, etc., numa interessante decoração interior.

3 — Torre sineira, do século XVIII, architectonicamente interessante.

4 — O chamado Paço Velho, ao norte do Jardim Botânico e com a frontaria para a Calçada da Ajuda. Contém quatro interessantes tetos, ricamente decorados, com pinturas e dourados, que precisam de restauro.

5 — O Jardim Botânico da Ajuda, com casas anexas ao sul (onde morou Brotero) e outra no ângulo sueste.

Distrito de Portalegre

Concelho do Crato. — Igreja matriz do Crato.
Concelho de Portalegre. — Igreja da Misericórdia e consistório na cidade de Portalegre.

Distrito do Pôrto

Concelho de Lousada. — *Loggia* quincentista e capela manuelina da igreja de S. Tomé de Negrelos.

Concelho de Marco de Canaveses. — Igreja paroquial da freguesia do Tabuado.

Concelho de Vila do Conde. — Capela de S. João da igreja de Vairão.

Distrito de Santarém

Concelho de Ferreira do Zêzere. — Igreja matriz da freguesia de Areias.

Distrito de Viana do Castelo

Concelho de Monção. — Capela de S. Sebastião na igreja matriz de Monção.

Distrito de Viseu

Concelho de Lamego. — Igreja paroquial da freguesia de Ferreirim.

Concelho de Vouzela. — Ruínas do castelo de Vilharigues.

Publique-se e cumpra-se como nêle se contém.

Paços do Governo da República, 27 de Março de 1944. — ANTÓNIO OSCAR DE FRAGOSO CARMONA — António de Oliveira Salazar — Mário de Figueiredo.

Imóvel de Interesse Público – 5

**Cruzeiro, tendo na Cruz uma Imagem de Cristo em Bronze (Lugar da Careta –
freguesia de S. Salvador do Souto)**

I.I.P., Decreto 35 817 de 20.08.1946

Imóvel de Interesse Público – 6

Capela de Nossa Senhora da Conceição (Lugar da Conceição – freguesia de Azurém)

I.I.P., D.G. n.º 228, 1.ª Série, Decreto 40 361 de 20.10.1955



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 2\$00

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares abonam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre 200\$
A 1.ª série	140\$	80\$
A 2.ª série	120\$	70\$
A 3.ª série	150\$	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido da respectiva taxa do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério do Interior:

Decreto-Lei n.º 40 355 — Introduce alterações no Código Administrativo e no Estatuto dos Distritos Autónomos das Ilhas Adjacentes — Insere disposições relativas à situação de funcionários de vários corpos administrativos.

Ministério da Justiça:

Declaração de ter sido autorizada a transferência de uma verba dentro do capítulo 5.º do orçamento do Ministério.

Ministério das Obras Públicas:

Decreto n.º 40 356 — Autoriza a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato para a elaboração do projecto do novo edificio destinado à sede da Alfândega de Ponta Delgada.

Decreto n.º 40 357 — Autoriza a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato para a execução da empreitada de construção do anexo ao edificio do Comando da Polícia de Segurança Pública de Faro.

Decreto n.º 40 358 — Autoriza a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato para a execução da empreitada de obras de conservação periódica do Instituto Superior de Ciências Económicas e Financeiras (continuação).

Decreto n.º 40 359 — Autoriza a Comissão Administrativa das Novas Instalações para a Mariña a celebrar contrato para a execução da obra de construção de novas oficinas de tecelagem e de artefices na Fábrica Nacional de Cordoaria.

Ministério da Educação Nacional:

Decreto-Lei n.º 40 360 — Aprova o novo plano de estudos do curso médico-cirúrgico das Faculdades de Medicina das Universidades de Coimbra, Lisboa e Porto.

Decreto n.º 40 361 — Classifica como imóveis de interesse público diversos imóveis existentes em vários concelhos.

Decreto-Lei n.º 40 362 — Torna aplicável aos livros da 4.ª classe do ensino primário elementar o regime legal para a edição do livro único do mesmo ensino, fixado no Decreto-Lei n.º 30 660 — Revoga o artigo 11.º e seu § único do referido decreto-lei.

MINISTÉRIO DO INTERIOR

Direcção-Geral de Administração Política e Civil

Decreto-Lei n.º 40 355

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º Os artigos 140.º, § 1.º, 153.º, 151.º, 455.º, 458.º, § 2.º, 461.º, 470.º, 471.º, 497.º, n.º 2.º, 514.º, § 6.º, 535.º, § único, 620.º, §§ 1.º e 2.º, 636.º, alínea b), 643.º, 645.º, 646.º, 617.º, 619.º e 699.º, §§ 1.º e 2.º, do

Código Administrativo passam a ter a seguinte redacção:

Art. 140.º

§ 1.º As funções de tesoureiro das câmaras municipais cuja receita ordinária, apurada pela média arrecadada nos últimos três anos, não exceda 1000 contos serão, à medida que vagarem aqueles lugares, desempenhadas pelos tesoueiros da Fazenda Pública dos respectivos concelhos, mediante a gratificação mensal de 150\$, 200\$ ou 300\$, conforme se tratar de concelhos com receitas ordinárias até 300, de mais de 300 até 600 e de mais de 600 até 1000 contos.

Art. 153.º Compete obrigatoriamente aos veterinários municipais:

1.º A direcção técnica dos matadouros, mercados ou praças de pescado, centrais leiteiras ou pastorizadoras e frigoríficos de exploração municipal, assegurando que os respectivos serviços funcionem com eficiência;

2.º A inspecção sanitária dos matadouros, fábricas ou oficinas de preparação de carnes, frigoríficos, talhos, salchicharias e quaisquer outros estabelecimentos ou locais onde se preparem, armazenem ou exponham à venda produtos alimentares de origem animal, providenciando por que sejam mantidos sempre em condições de funcionamento higiénico;

3.º A inspecção sanitária das reses, criação miúda, caça e bem assim das respectivas carnes e subprodutos destinados ao consumo público;

4.º A inspecção sanitária do pescado fresco ou por qualquer forma preparado ou conservado;

5.º A inspecção dos leites e laticínios e dos respectivos locais de produção, preparação, armazenagem e venda, promovendo os necessários melhoramentos ou beneficiações nos estábulos e seus anexos e divulgando as normas higirotécnicas conducentes à perfeita obtenção, acondicionamento e resguardo do produto;

6.º A fiscalização dos produtos de origem animal que se encontrem nos hotéis, pensões, restaurantes e casas de pasto;

7.º A inspecção das embalagens e dos meios de transporte dos produtos alimentares de origem animal, tendo em vista os materiais a utilizar, as condições de limpeza e o modo de acondicionamento dos produtos;

8.º A inspecção dos animais e seus alojamentos e das respectivas forragens;

9.º A inspecção dos despojos dos animais e a fiscalização sobre as condições de transporte e enterramento dos cadáveres ou do seu aproveitamento industrial;

6.º ano

Clinica Médica — anual.
 Pneumotisiologia — semestral.
 Clínica das Doenças Infecciosas — anual.
 Clínica Cirúrgica — anual.
 Urologia (para clínica geral) — semestral.
 Otorrinolaringologia (para clínica geral) — semestral.
 Clínica Pediátrica e Puericultura — anual.
 Medicina Legal e Toxicologia Forense — anual.
 Psiquiatria — semestral.

Art. 2.º As disciplinas de Física Médica e de Química Médica são professadas nas Faculdades de Ciências.

Art. 3.º Os programas das diferentes disciplinas, incluindo os de Física Médica e Química Médica, serão propostos, dentro de um plano de conjunto, pelo conselho escolar da respectiva Faculdade de Medicina.

§ 1.º Os conselhos devem proceder à revisão dos programas, pelo menos, de três em três anos.

§ 2.º É obrigatória a comparação dos professores que regerem Física Médica e Química Médica à sessão do conselho escolar destinada à apreciação ou revisão dos programas destas disciplinas.

§ 3.º Compete à Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes promover a publicação dos programas logo que sejam aprovados por despacho ministerial.

§ 4.º Os professores catedráticos são obrigados, como responsáveis pela direcção dos trabalhos práticos das suas cadeiras, a assistir, pelo menos duas vezes por mês, a esses trabalhos e a tomar as disposições necessárias para que eles se traduzam na rigorosa aplicação dos programas seguidos nas aulas teóricas.

Art. 4.º O número e a duração das aulas teóricas e práticas serão fixados de forma que em hipótese alguma se excedam os seguintes limites da escolaridade semanal:

- 1.º e 2.º anos — vinte horas.
- 3.º e 4.º anos — vinte e três horas.
- 5.º e 6.º anos — vinte e sete horas.

§ único. Os horários deixarão livre de aulas em cada semana uma tarde, que será destinada às actividades ginodesportivas dos alunos.

Art. 5.º Os cursos semestrais de especialidades serão constituídos por pequenas séries de lições teórico-práticas, destinadas exclusivamente a fornecer as noções basilares necessárias à formação do clínico geral.

Art. 6.º Só podem inscrever-se em disciplinas de um ano os alunos a quem não falte aprovação em mais de uma do ano anterior.

§ único. Não são, porém, consentidas as inscrições seguintes:

- a) No 2.º ano sem aprovação em Anatomia Descritiva (1.ª parte);
- b) No 3.º ano sem aprovação em Anatomia Descritiva (2.ª parte) e Anatomia Topográfica e em Fisiologia;
- c) No 4.º ano sem aprovação em Anatomia Patológica, em Bacteriologia e Parasitologia e em Farmacologia;
- d) No 5.º ano sem aprovação em Propedêutica Médica, em Propedêutica Cirúrgica e em Terapêutica Geral e Hidrologia;
- e) No 6.º ano sem aprovação em Patologia Médica e Anatomia Patológica Especial, em Patologia Cirúrgica e Anatomia Patológica Especial e na Clínica Obstétrica.

Art. 7.º Os exames finais realizam-se por disciplinas isoladas e constam de duas provas: uma escrita ou prática e outra oral.

§ 1.º Os júris são constituídos, pelo menos, por dois elementos, designados pelo director, um dos quais não pode deixar de ser professor catedrático ou professor extraordinário com regência de aulas teóricas.

§ 2.º Os exames realizam-se nos meses de Junho-Julho imediatos à frequência das respectivas disciplinas. E, porém, permitido aos alunos fazer até dois exames em Outubro, mesmo que neles tenham sido excluídos na época de Junho-Julho.

Nesta época há, para cada exame, duas chamadas, separadas por três dias.

Art. 8.º Os alunos que ingressaram nas Faculdades de Medicina durante a vigência da reforma de 1930 prosseguirão os seus estudos segundo os planos dessa reforma. Mas, se não concluírem o curso antes de decorridos dois anos sobre o período mínimo em que poderão fazê-lo, ficarão sujeitos ao plano do presente decreto, observando-se as equivalências que vierem a ser determinadas.

Os alunos que seguem o plano da reforma de 1948 ingressarão no plano deste decreto. Os directores das Faculdades fixarão para cada caso as condições do ingresso, que deverá verificar-se dentro de um prazo não excedente a três anos lectivos e que em hipótese alguma poderá traduzir-se em alongamento do curso.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 20 de Outubro de 1955. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — Marcello Caetano — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Américo Deus Rodrigues Thomas — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Raul Jorge Rodrigues Ventura — Francisco de Paula Leite Pinto — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — Henrique Veiga de Macedo.

Decreto n.º 40 361

Nos termos dos artigos 2.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do Regimento da Junta Nacional da Educação, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo único. São classificados como imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Beja

Concelho de Almodôvar. — Igreja de Santa Cruz na freguesia deste nome.

Distrito de Braga

Concelho de Braga. — Ruínas arqueológicas do monte do Santa Marta, na freguesia de Nogueira
 Concelho de Guimarães:

Capela do Nossa Senhora da Conceição, freguesia de Azurém.

Igreja do S. João do Calvos, na freguesia do Santiago do Lordolo.

Concelho de Vila Verde. — Cruzeiro do Corvão no lugar do Sobral.

Distrito de Bragança

Concelho de Bragança:

Fortaleza do Outeiro, na freguesia deste nome.
Castelo de Robordãos, na freguesia deste nome.
Cruzeiro do Outeiro, existente no adro fronteiro à Igreja de Santo Cristo do Outeiro.

Concelho de Freixo de Espada à Cinta.—Castelo de Alva, na freguesia de Poiares.

Concelho de Miranda do Douro:

Castelo de Miranda do Douro.
Cruzeiro de Malhadas, junto da estrada que liga Bragança à Miranda do Corvo.

Concelho de Mirandela:

Castelo de Mirandela.
Torre de D. Chama, na freguesia de Torre de D. Chama.

Concelho de Mogadouro:

Altar-mor e respectivas pinturas da igreja do Convento de S. Francisco, em Mogadouro.
Igreja de Algozinho, em Mogadouro.
Castro Vicente, na freguesia de Castro Vicente.

Concelho de Torre de Moncorvo:

Castelo de Torre de Moncorvo.
Castelo de Mós, na freguesia deste nome.

Concelho de Vila Flor.—Castelo de Vila Flor.

Concelho de Vimioso:

Torre da Atalaia, em Vimioso.
Castelo de Algosó, na freguesia deste nome.

Distrito de Coimbra

Concelho de Condeixa-a-Nova.—Igreja matriz de Ega.

Distrito de Faro

Concelho de Faro.—Sé catedral de Faro.
Concelho de Silves.—Igreja de S. Bartolomeu de Messines.

Distrito de Leiria

Concelho de Óbidos.—Capela de Nossa Senhora do Carmo, situada em Óbidos, fora dos muros, na encosta poente da vila.
Concelho de Porto de Mós.—Gruta dos Moinhos Velhos, em Mira de Aire.

Distrito de Lisboa

Concelho de Alenquer.—Castelo de Alenquer.
Concelho de Sobral de Monte Agraço.—Capela romano-gótica de Sobral de Monte Agraço.

Distrito do Porto

Concelho de Baião.—Igreja do Ermelo, na freguesia de Ancede.

Distrito de Santarém

Concelho de Vila Nova de Ourém.—Antiga vila de Ourém.

Distrito de Setúbal

Concelho de Setúbal.—Igreja de Santa Maria da Graça, em Setúbal.

Distrito de Viseu

Concelho de Lamego.—Igreja do Desterro, ou Lamego.

Concelho de S. Pedro do Sul.—Castro de Cárcoda, em Carvalhais.

Concelho de Sernancelho.—Igreja de Fonte Arcada.
Concelho do Tarouca.—Ponto românica de Mondim da Beira, no lugar de Mondim de Baixo.

Publicou-se e cuipra-se como nelo se contém.

Paços do Governo da República, 20 do Outubro de 1955.—FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES—António de Oliveira Salazar—Francisco de Paula Leite Pinto.

Direcção-Geral do Ensino Primário

Decreto-Lei n.º 40 362

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º O regime legal para a edição do livro único do ensino primário elementar, fixado no Decreto-Lei n.º 30 660, de 20 de Agosto de 1940, é aplicável aos livros da 4.ª classe do mesmo ensino, mas a data do início da edição de cada um dos livros desta classe será determinada por despacho ministerial.

Art. 2.º O Ministro da Educação Nacional poderá escolher individualidades de reconhecido mérito ou nomear comissões para a elaboração dos textos do livro único e escolher também artistas para a sua ilustração. As remunerações pelos trabalhos relativos a cada livro, variáveis consoante a matéria do ensino a que se destina, texto, ilustrações e número de autores, não poderão em nenhum caso exceder 100.000\$.

§ único. O pagamento das remunerações referidas neste artigo envolve a aquisição da respectiva propriedade literária e artística pelo Estado.

Art. 3.º Poderá o Ministro da Educação Nacional determinar a abertura de concurso para a fixação do preço máximo da impressão do livro único de cada edição, nas condições que em portaria forem estabelecidas.

Art. 4.º E elevado para 40 000 o número mínimo de exemplares a editar, referido no n.º 4.º do artigo 14.º do Decreto-Lei n.º 30 660.

Art. 5.º A adjudicação de edições de livros únicos é limitada a um número de concorrentes igual ao do quociente inteiro da divisão dos exemplares a editar por 40 000.

§ único. Dos cadernos de encargos deverão constar as preferências a considerar.

Art. 6.º Quando de duas ou mais firmas fizerem parte o mesmo indivíduo ou simultaneamente o mesmo indivíduo e o seu cônjuge, casados em regime de comunhão geral de bens ou comunhão de adquiridos, só uma delas poderá ser admitida como concorrente às edições do livro único.

§ único. O disposto neste artigo não se aplica às firmas que anteriormente ao Decreto-Lei n.º 30 660 já editavam livros de texto oficialmente aprovados para o ensino primário, encontrando-se nas situações nele expressas.

Art. 7.º Pela falta de comunicação das vendas e de entrega da receita, prevista nos n.ºs 4.º e 5.º do artigo 16.º do Decreto-Lei n.º 30 660, nos devidos prazos serão aplicadas pelo Ministro da Educação Nacional, e salvo no caso de cabal justificação, as seguintes multas:

Pela primeira falta	2.000\$00
Pela segunda falta	5.000\$00
Por cada falta além das anteriores	10.000\$00

Imóvel de Interesse Público – 7

Capela do Espírito Santo (Lugar de Rechã – freguesia de S. Lourenço de Sande)

I.I.P., D.G. n.º 274, 1.ª Série - Decreto 516 de 22.11.1971

disciplinas do actual curso médico-cirúrgico das Faculdades de Medicina das Universidades portuguesas, efectuem, com aproveitamento, um ano de prática clínica em hospitais escolares, sob a directa responsabilidade das respectivas Faculdades.

Art. 2.º Esta prática clínica, de carácter transitório, manter-se-á durante um período de três anos, após a publicação da reforma do ensino médico, findos os quais todos os alunos ficarão integrados nos novos planos de estudo.

Art. 3.º — 1. O ano de prática a que se refere o artigo 1.º será remunerado nas mesmas condições do antigo 1.º ano de internato geral, para o que os hospitais escolares inscreverão nos seus orçamentos verba apropriada.

2. Esta inscrição para os Hospitais de Santa Maria, de S. João e da Universidade de Coimbra será feita por força das verbas do III Plano de Fomento destinadas a formação de pessoal do Ministério da Saúde e Assistência.

3. Depois da vigência do III Plano de Fomento, os mesmos encargos serão suportados pelo Ministério da Saúde e Assistência.

4. Aos Hospitais Escolares de Luanda e Lourenço Marques será atribuída por verbas do Plano de Fomento uma dotação destinada a pagar as remunerações referidas no n.º 1 deste artigo.

5. Depois da vigência do Plano de Fomento as despesas serão suportadas por verba própria a inscrever no orçamento destinado àqueles hospitais universitários.

Art. 4.º A admissão à prática clínica será assegurada, mediante requerimento, aos alunos que obtiverem aprovação em todas as disciplinas do actual curso médico-cirúrgico das Faculdades de Medicina das Universidades portuguesas.

Art. 5.º Ficam revogados os artigos 1.º, 2.º e 3.º do Decreto-Lei n.º 48 879, de 22 de Fevereiro de 1969.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros. — *Marcello Cactano — Joaquim Moreira da Silva Cunha — José Veiga Simão — Baltasar Leite Rebelo de Sousa.*

Promulgado em 11 de Novembro de 1971.

Publique-se.

O Presidente da República, AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ.

Para ser publicado nos *Boletins Officiais* de Angola e Moçambique. — *J. da Silva Cunha.*

Para ser presente à Assembleia Nacional.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Decreto n.º 516/71

de 22 de Novembro

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 1.º do § 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Évora:

Concelho de Évora — Anta Grande do Zambujeiro de Valverde, na Herdade do Zambujeiro, freguesia de Tourega.

Concelho de Reguengos de Monsaraz:

Ermida de Santa Catarina de Monsaraz.

Menir da Abelhoá, entre as aldeias do Telheiro e do Outeiro.

Menir do Outeiro, entre as aldeias do Outeiro e da Barrada.

Distrito de Lisboa:

Concelho da Azambuja — Castro de Vila Nova de S. Pedro, lugar de Torre de Penalva, freguesia de Vila Nova de S. Pedro.

Art. 2.º São classificados como imóveis de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Angra do Heroísmo:

Concelho de Angra do Heroísmo — Antigo Convento e Igreja de S. Gonçalo, em Angra do Heroísmo.

Distrito de Aveiro:

Concelho da Feira — Propriedade designada por Quinta do Engenho Novo, freguesia de Paços de Brandão.

Distrito de Beja:

Concelho de Castro Verde — Igreja de S. Miguel de Castro Verde, incluindo todo o seu recheio.

Distrito de Braga:

Concelho de Amares — Capela de Nossa Senhora da Apresentação, anexa à igreja paroquial de Carrzedo.

Concelho de Braga:

As duas «Casas das Gelasias», na Rua de S. Marcos, 37, 39 e 41, em Braga.

«Casa dos Maciéis Aranhas», no Campo da Vinha, em Braga.

Concelho de Guimarães — Capela do Espírito Santo, incluindo todo o seu recheio, lugar da Rechã, freguesia de S. Lourenço de Sande, e o Cruzeiro que lhe fica fronteiro.

Concelho de Terras de Bouro — Ruínas da Calcedónia, na serra do Gerês, próximo das freguesias de Covide e de S. João do Campo.

Distrito de Bragança:

Concelho de Vinhais — Igreja matriz de Moimenta, incluindo todo o seu recheio.

Distrito de Coimbra:

Concelho de Coimbra — Rua da Sofia, no seu conjunto, em Coimbra.

Distrito de Évora:

- Concelho de Estremoz — Convento dos Congregados, em Estremoz.
 Concelho de Reguengos de Monsaraz — Núcleo de seis menires, na Herdade dos Perdigões.

Distrito de Faro:

- Concelho de Albufeira — «Castelo de Paderne», na margem esquerda da ribeira de Quarteira, a sul de Paderne.

Distrito de Lisboa:

- Concelho da Azambuja — Igreja matriz da Azambuja.
 Concelho de Lisboa:
 Edifício da Estação dos Caminhos de Ferro do Rossio, em Lisboa.
 Igreja de Nossa Senhora de Fátima, em Lisboa.
 Edifício da Rua da Escola Politécnica, 147, em Lisboa, conhecido pelas designações de Palácio Bramão ou Palácio Ceia.
 Palácio Foz, na Praça dos Restauradores, em Lisboa.
 Edifício do Museu Nacional de Arte Antiga.

- Concelho de Loures — Estação Paleolítica do Casal do Monte, próxima da Póvoa de Santo Adrião.

Distrito de Portalegre:

- Concelho de Portalegre — «Casa Amarela», no Largo de Cristóvão Falcão, 13, em Portalegre.

Distrito do Porto:

- Concelho de Amarante:
 Solar dos Magalhães, em Amarante.
 Igreja de Lufrei.

Concelho de Marco de Canaveses:

- Cruzeiro do Senhor da Boa Passagem e Capela de S. Lázaro, na freguesia de S. Nicolau.
 Conjunto formado pelas Igrejas de Santa Maria sobre Tâmega e de S. Nicolau.

Concelho de Matosinhos:

- Castro do Monte Castelo de Guifões, na freguesia de Guifões.
 Ponte do Carro, na freguesia de Santa Cruz do Bispo.
 Ponte de D. Goimil, no lugar de Esposade.
 Ponte de Guifões, na freguesia de Guifões.

- Concelho do Porto — Conjunto urbano constituído pela Praça da Ribeira e suas naturais extensões, ou sejam a Rua de S. João e respectiva transversal, e Rua do Infante D. Henrique, no Porto.

Distrito de Setúbal:

- Concelho do Seixal — Residência da Quinta da Trindade.
 Concelho de Setúbal — Aqueduto de Setúbal, também conhecido por Aqueduto da Estrada dos Arcos, em Setúbal.

Distrito de Vila Real:

- Concelho de Chaves — Capela da Granjinha, freguesia de Vale de Anta.

Distrito de Viseu:

- Concelho de Sernancelhe — Convento de S. Bernardo, no lugar de Tabosa, freguesia de Carregal.
 Concelho de Tarouca — Ruínas românicas no local de Abadia Velha, na freguesia de Ucanha, concelho de Tarouca.

Art. 3.º A classificação como monumento nacional limitada pelo Decreto n.º 95 443, de 2 de Janeiro de 1946, à Fortificação da Praça de Monsaraz, concelho de Reguengos de Monsaraz, distrito de Évora, passa a abranger toda a vila intramuros, com a seguinte designação: «Fortificações e todo o conjunto intramuros da vila de Monsaraz.»

Art. 4.º É eliminada da relação dos monumentos nacionais o seguinte imóvel, classificado pelo Decreto n.º 8938, de 20 de Junho de 1928:

Distrito de Coimbra:

- Concelho de Coimbra — Capela do Tesoureiro (numa das absides da Igreja de S. Domingos).

Art. 5.º Fica rectificado:

- a) Que o Decreto n.º 40 361, que classifica a Estação Arqueológica de Santa Marta das Cortiças, na freguesia de Nogueira, do concelho e distrito de Braga, é de 20 de Outubro de 1955, e não de 20 de Outubro de 1956, como vem indicado na alínea b) do artigo 3.º do Decreto n.º 251/70, de 3 de Junho;
 b) Que o monumento nacional referido no artigo 4.º do Decreto n.º 251/70, de 3 de Junho, é a igreja da Póvoa de Santo Adrião, e não a igreja de Santo Adrião, como se lê no mesmo diploma.

Marcello Cactano — José Veiga Simão.

Promulgado em 10 de Novembro de 1971.

Publique-se.

O Presidente da República, AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ.

MINISTÉRIO DA ECONOMIA

SECRETARIA DE ESTADO DO COMÉRCIO

Portaria n.º 638/71

de 22 de Novembro

O atraso verificado na maturação das uvas, retardando os trabalhos da vindima, e as circunstâncias em que tem decorrido a campanha em curso aconselham que se prolongue o período de duração desta.

Nestes termos, ouvidos os organismos competentes:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Secretário de Estado do Comércio, ao abrigo do artigo 3.º do Decreto-Lei n.º 31 565, de 10 de Outubro de 1941, adiar para 1 de Dezembro próximo a data a partir da qual são autorizadas a compra e venda, por grosso e a retalho, e o trânsito de vinhos comuns de pasto, simples ou misturados, da colheita do corrente ano.

O Secretário de Estado do Comércio, Valentim Xavier Pintado.

Imóvel de Interesse Público – 8

Paço de São Cipriano (Lugar da Igreja - freguesia de Taboadelo)

I.I.P., D.G. n.º 226 - Decreto 129 de 29.09.1977

**PRESIDENCIA DO CONSELHO DE MINISTROS
E MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E INVESTIGAÇÃO
CIENTÍFICA**

Decreto n.º 129/77

de 29 de Setembro

Em conformidade com os artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e o n.º 1.º do § 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965, o Governo decreta, nos termos da alínea g) do artigo 202.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Beja:

Concelho de Beja: área arqueológica da Quinta de Suratesta, nos arredores de Beja, onde se encontram os restos de uma «Villa» lusitano-romana.

Distrito da Guarda:

Concelho de Figueira de Castelo Rodrigo: ruínas de Almofoala, conhecidas pela designação de «Casarão da Torre», situadas na margem direita da ribeira de Aguiar, próximo do cruzamento da estrada Figueira de Castelo Rodrigo-Vermiosa com a de Almofoala.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Loures, monumento megalítico de Casinhos, na freguesia de Fanhões.

Distrito do Porto:

Concelho de Felgueiras:

Igreja de Santa Maria de Airães.
Igreja de S. Vicente de Sousa.

Concelho de Marco de Canaveses:

Conjunto de elementos românicos da igreja de Soalhães.
Igreja de Vila Boa do Bispo, incluindo os túmulos.

Concelho de Matosinhos: Padrão do Bom Jesus de Matosinhos.

Concelho de Penafiel: igreja de Abragão, incluindo os túmulos.

Concelho do Porto: Igreja e Convento de S. Bento da Vitória, no Porto.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Arcos de Valdevez: Mosteiro de Ermelo (restos da igreja e da abadia cisterciense).

Art. 2.º São classificados como de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Aveiro:

Concelho de Anadia: Casa da Quinta do Tanque, ou dos Cerveiras, e grupo escultório de

S. Cosme e S. Damião existente na capela anexa à referida casa, em Aguim, freguesia de S. Pedro de Tamengos.

Concelho de Castelo de Paiva:

Fonte existente nos jardins da Quinta da Boavista, na freguesia de Sobrado.

Quinta da Figa, pátios e jardins que a rodeiam, na freguesia de Bairos.

Concelho da Feira: Casa da Torre, na freguesia de S. João de Ver.

Distrito de Beja:

Concelho de Beja: Capela de Nossa Senhora dos Prazeres.

Distrito de Braga:

Concelho de Amares: Casa da Tapada, na freguesia de S. Miguel de Fiscal.

Concelho de Barcelos: Casa de Santo António de Vessadas, capela e jardins que a circundam, na freguesia de Barcelinhos.

Concelho de Braga:

Casa da Avenida Central, 118-124.

Casa Grande do Campo das Hortas.

Casa da Naia.

Casa de Val de Flores ou de Infias.

Igreja e Convento do Pópulo, em Braga.

Igreja da Misericórdia de Braga.

Igreja Paroquial de S. Vitor.

Concelho de Celorico de Basto:

Casa da Boavista, incluindo o jardim e os elementos decorativos que este contém, na freguesia de Veade.

Casa do Outeiro, na freguesia de Veade.

Estela de Vila Boa.

Casa de Canciros, na freguesia de Santa Eulália de Fermentões.

Casa dos Lobos Machados, no Largo da Misericórdia, em Guimarães.

Paço de Góminhães, na freguesia de Caldas de Vizela.

Paço de S. Cipriano, na freguesia de Tabuadelo.

Concelho de Vila Nova de Famalicão: Casa do Vinhal, incluindo a capela e os jardins.

Distrito de Bragança:

Concelho de Carrazeda de Ansiães: Casa de Selores, em S. Gregório de Selores.

Concelho de Freixo de Espada à Cinta: Calçada de Alpaiares, também chamada dos Mouros ou do Diabo, que vai da ribeira do Mosteiro até ao Crasto de S. Paulo, na freguesia de Poiares.

Concelho de Mirandela: Igreja de Guide, na freguesia de Torre de D. Chama.

Imóvel de Interesse Público – 9

Paço de Gominhões (Lugar do Paço, freguesia de S. João de Caldas de Vizela)

I.I.P., D.G. n.º 226 - Decreto 129 de 29.09.1977

**PRESIDENCIA DO CONSELHO DE MINISTROS
E MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E INVESTIGAÇÃO
CIENTÍFICA**

Decreto n.º 129/77

de 29 de Setembro

Em conformidade com os artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e o n.º 1.º do § 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965, o Governo decreta, nos termos da alínea g) do artigo 202.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Beja:

Concelho de Beja: área arqueológica da Quinta de Suratesta, nos arredores de Beja, onde se encontram os restos de uma «Villa» lusitano-romana.

Distrito da Guarda:

Concelho de Figueira de Castelo Rodrigo: ruínas de Almofala, conhecidas pela designação de «Casarão da Torre», situadas na margem direita da ribeira de Aguiar, próximo do cruzamento da estrada Figueira de Castelo Rodrigo-Vermiosa com a de Almofala.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Loures, monumento megalítico de Casinhos, na freguesia de Fanhões.

Distrito do Porto:

Concelho de Felgueiras:

Igreja de Santa Maria de Airães.
Igreja de S. Vicente de Sousa.

Concelho de Marco de Canaveses:

Conjunto de elementos românicos da igreja de Soalhães.
Igreja de Vila Boa do Bispo, incluindo os túmulos.

Concelho de Matosinhos: Padrão do Bom Jesus de Matosinhos.

Concelho de Penafiel: igreja de Abração, incluindo os túmulos.

Concelho do Porto: Igreja e Convento de S. Bento da Vitória, no Porto.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Arcos de Valdevez: Mosteiro de Ermelo (restos da igreja e da abadia cisterciense).

Art. 2.º São classificados como de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Aveiro:

Concelho de Anadia: Casa da Quinta do Tanque, ou dos Cerveiras, e grupo escultório de

S. Cosme e S. Damião existente na capela anexa à referida casa, em Aguiar, freguesia de S. Pedro de Tamengos.

Concelho de Castelo de Paiva:

Fonte existente nos jardins da Quinta da Boavista, na freguesia de Sobrado.

Quinta da Figa, pátios e jardins que a rodeiam, na freguesia de Barros.

Concelho da Feira: Casa da Torre, na freguesia de S. João de Ver.

Distrito de Beja:

Concelho de Beja: Capela de Nossa Senhora dos Prazeres.

Distrito de Braga:

Concelho de Amares: Casa da Tapada, na freguesia de S. Miguel de Fiscal.

Concelho de Barcelos: Casa de Santo António de Vessadas, capela e jardins que a circundam, na freguesia de Barcelinhos.

Concelho de Braga:

Casa da Avenida Central, 118-124.

Casa Grande do Campo das Hortas.

Casa da Naja.

Casa de Val de Flores ou de Infias.

Igreja e Convento do Pópulo, em Braga.

Igreja da Misericórdia de Braga.

Igreja Paroquial de S. Vitor.

Concelho de Celorico de Basto:

Casa da Boavista, incluindo o jardim e os elementos decorativos que este contém, na freguesia de Veade.

Casa do Outeiro, na freguesia de Veade.

Estela de Vila Boa.

Casa de Caneiros, na freguesia de Santa Eulália de Fermentões.

Casa dos Lobos Machados, no Largo da Misericórdia, em Guimarães.

Paço de Góminhães, na freguesia de Caldas de Vizela.

Paço de S. Cipriano, na freguesia de Tabuadelo.

Concelho de Vila Nova de Famalicão: Casa do Vinhal, incluindo-a capela e os jardins.

Distrito de Bragança:

Concelho de Carrazeda de Ansiães: Casa de Selores, em S. Gregório de Selores.

Concelho de Freixo de Espada à Cinta: Calçada de Alpajares, também chamada dos Mouros ou do Diabo, que vai da ribeira do Mosteiro até ao Crasto de S. Paulo, na freguesia de Poiares.

Concelho de Mirandela: Igreja de Guide, na freguesia de Torre de D. Crama.

Imóvel de Interesse Público – 10

Casa de Caneiros (Lugar de Caneiros – freguesia de Fermentões)

I.I.P., D.G. n.º 226 - Decreto 129 de 29.09.1977

**PRESIDENCIA DO CONSELHO DE MINISTROS
E MINISTERIO DA EDUCACAO E INVESTIGACAO
CIENTIFICA**

Decreto n.º 129/77
de 29 de Setembro

Em conformidade com os artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e o n.º 1.º do § 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965, o Governo decreta, nos termos da alínea g) do artigo 202.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Beja:

Concelho de Beja: área arqueológica da Quinta de Suratesta, nos arredores de Beja, onde se encontram os restos de uma «Villa» lusitano-romana.

Distrito da Guarda:

Concelho de Figueira de Castelo Rodrigo: ruínas de Almofala, conhecidas pela designação de «Casarão da Torre», situadas na margem direita da ribeira de Aguiar, próximo do cruzamento da estrada Figueira de Castelo Rodrigo-Vermiosa com a de Almofala.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Loures: monumento megalítico de Casainhos, na freguesia de Fanhões.

Distrito do Porto:

Concelho de Felgueiras:

Igreja de Santa Maria de Airães;
Igreja de S. Vicente de Sousa.

Concelho de Marco de Canaveses:

Conjunto de elementos românicos da igreja de Soalhães.
Igreja de Vila Boa do Bispo, incluindo os túmulos.

Concelho de Matosinhos: Padrão do Bom Jesus de Matosinhos.

Concelho de Penafiel: igreja de Abragão, incluindo os túmulos.

Concelho do Porto: Igreja e Convento de S. Bento da Vitória, no Porto.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Arcos de Valdevez: Mosteiro de Ermelo (restos da igreja e da abadia cisterciense).

Art. 2.º São classificados como de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Aveiro:

Concelho de Anadia: Casa da Quinta do Tanque, ou dos Cerveiras, e grupo escultório de

S. Cosme e S. Damião existente na capela anexa à referida casa, em Aguim, freguesia de S. Pedro de Tamengos.

Concelho de Castelo de Paiva:

Fonte existente nos jardins da Quinta da Boavista, na freguesia de Sobrado.

Quinta da Figa, pátios e jardins que a rodeiam, na freguesia de Bairros.

Concelho da Feira: Casa da Torre, na freguesia de S. João de Ver.

Distrito de Beja:

Concelho de Beja: Capela de Nossa Senhora dos Prazeres.

Distrito de Braga:

Concelho de Amares: Casa da Tapada, na freguesia de S. Miguel de Fiscal.

Concelho de Barcelos: Casa de Santo António de Vessadas, capela e jardins que a circundam, na freguesia de Barcelinhos.

Concelho de Braga:

Casa da Avenida Central, 118-124.

Casa Grande do Campo das Hortas.

Casa da Naia.

Casa de Val de Flores ou de Infias.

Igreja e Convento do Pópulo, em Braga.

Igreja da Misericórdia de Braga.

Igreja Paroquial de S. Vitor.

Concelho de Celorico de Basto:

Casa da Boavista, incluindo o jardim e os elementos decorativos que este contém, na freguesia de Veade.

Casa do Outeiro, na freguesia de Veade.

Estela de Vila Boa.

Casa de Caneiros, na freguesia de Santa Eulália de Fermentões.

Casa dos Lobos Machados, no Largo da Misericórdia, em Guimarães.

Paço de Góminhães, na freguesia de Caldas de Vizela.

Paço de S. Cipriano, na freguesia de Tabuadelo.

Concelho de Vila Nova de Famalicão: Casa do Vinhal, incluindo a capela e os jardins.

Distrito de Bragança:

Concelho de Carrazeda de Ansiães: Casa de Selores, em S. Gregório de Selores.

Concelho de Freixo de Espada à Cinta: Calçada de Alpajares, também chamada dos Mouros ou do Diabo, que vai da ribeira do Mosteiro até ao Crasto de S. Paulo, na freguesia de Poiares.

Concelho de Mirandela: Igreja de Guide, na freguesia de Torre de D. Chama.

Imóvel de Interesse Público – 11

Casa do Alto (Lugar do Alto – freguesia de Nespereira)

I.I.P., D.G. n.º 47 –Decreto n.º 28 de 26.02.1982



DIÁRIO DA REPÚBLICA

PREÇO DESTE NÚMERO — 16\$00

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e a assinaturas do «Diário da República» e do «Diário da Assembleia da República», deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional-Casa da Moeda, Rua de S. Francisco Manuel de Melo, 5 — 1092 Lisboa Codex

Assinaturas	Anual		Semestral	
	Assinatura	Correio	Assinatura	Correio
Completa	5 500\$00	1 700\$00	3 000\$00	850\$00
1.ª série	2 200\$00	1 000\$00	1 200\$00	500\$00
2.ª série	2 200\$00	1 000\$00	1 200\$00	500\$00
3.ª série	2 200\$00	1 000\$00	1 200\$00	500\$00
Dois séries diferentes..	3 800\$00	1 300\$00	2 100\$00	650\$00
Apêndices	1 500\$00	200\$00	—	—

O preço dos anúncios é de 348 a linha, dependendo a sua publicação do pagamento antecipado, a efectuar na Imprensa Nacional-Casa da Moeda, quando se trata de entidade particular.

SUMÁRIO

Aviso

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Avisos:

Torna público que o Governo da República do Bangladesh depositou os instrumentos de ratificação da Convenção sobre o Comércio Internacional de Espécies da Fauna e Flora Selvagens Ameaçadas de Extinção.

Torna público ter o Governo das Ilhas Salomão depositado a notificação de sucessão respeitante à Convenção Internacional para a Unificação de Certas Regras Relativas à Competência Civil em Matéria de Abaloamento.

Ministério da Indústria, Energia e Exportação:

Decreto-Lei n.º 58/82:

Estabelece normas sobre gestão de energia.

Ministério da Cultura e Coordenação Científica:

Decreto n.º 28/82:

Classifica vários imóveis como monumentos nacionais, edifícios de interesse público e valores concelhios.

Por ordem superior se torna público que, segundo informação da Embaixada da Bélgica em Lisboa, o Governo das Ilhas Salomão, depositou, em 17 de Setembro de 1981, a notificação de sucessão respeitante à Convenção Internacional para a Unificação de Certas Regras Relativas à Competência Civil em Matéria de Abaloamento, assinada em Bruxelas em 10 de Maio de 1952, com efeitos a partir da independência daquele Estado, em 7 de Julho de 1978, com os direitos e obrigações assumidos anteriormente pelo Reino Unido e as reservas formuladas ao tempo pela Grã-Bretanha.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos, 8 de Fevereiro de 1982. — O Adjunto do Director-Geral, António Guilherme Lopes de Oliveira Cascais.

MINISTÉRIO DA INDÚSTRIA, ENERGIA E EXPORTAÇÃO

SECRETARIA DE ESTADO DA ENERGIA

Direcção-Geral de Energia

Decreto-Lei n.º 58/82

de 26 de Fevereiro

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos

Aviso

Por ordem superior se torna público que, segundo notificação do Departamento Federal dos Negócios Estrangeiros da Suíça, o Governo da República do Bangladesh depositou, em 20 de Novembro de 1981, os instrumentos de ratificação da Convenção sobre o Comércio Internacional de Espécies da Fauna e Flora Selvagens Ameaçadas de Extinção, concluída em Washington em 3 de Março de 1973.

Em conformidade com o artigo 23.º, parágrafo 2, a Convenção produzirá os seus efeitos, em relação à República do Bangladesh, a partir de 18 de Fevereiro de 1982.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos, 12 de Fevereiro de 1982. — O Adjunto do Director-Geral, António Guilherme Lopes de Oliveira Cascais.

A crise energética e o seu continuado agravamento tem sido objecto de constante atenção do Governo, através do estabelecimento das medidas que se mostram necessárias para atenuar os seus efeitos.

Sem prejuízo de disposições que venham a ser consignadas no plano energético nacional, e que contemplarão, de forma mais generalizada, todos os aspectos do problema, deverão ser postas em execução medidas parcelares que, estando já estudadas e sendo de interesse imediato, nada justifica o protelamento da sua entrada em vigor.

Entre tais medidas conta-se a da gestão da energia, a qual constitui um meio eficaz para minorar as dificuldades resultantes da crise energética, utilizando técnicas de custo não elevado, de fácil aplicação e de resultados positivos a curto prazo.

Os investimentos envolvidos traduzem-se em acções de economia efectiva de energia ao nível das empresas que os suportam, tornando-se afinal, a muito curto prazo, em benefício dos próprios consumidores.

Criam-se, deste modo, meios para minorar os efeitos da crise energética no País, sem contudo agravar as condições de utilização da energia por parte dos consumidores.

A reversão dos montantes resultantes das penalidades aplicadas em favor dos investimentos de poupança dos próprios infractores mostra claramente que a finalidade primeira deste diploma se orienta no sentido de se conseguir a máxima eficiência e racionalidade nos consumos energéticos e, consequentemente, a minimização dos efeitos da própria crise de energia.

Nestes termos:

O Governo decreta, nos termos da alínea a) do n.º 1 do artigo 201.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º — 1 — O presente decreto-lei aplica-se a instalações consumidoras intensivas de energia e será regulamentado por portarias do Ministério da Indústria, Energia e Exportação.

2 — As portarias referidas no número anterior determinarão as instalações consumidoras intensivas de energia a que se aplicam.

Art. 2.º — 1 — As entidades proprietárias ou utentes que tenham a responsabilidade pela utilização das instalações consumidoras intensivas de energia deverão, em relação às mesmas e em termos a fixar pelos regulamentos:

- a) Fazer examinar as condições em que operam relativamente à utilização de energia;
- b) Elaborar um plano de racionalização do consumo de energia, sujeito à aprovação da Direcção-Geral de Energia;
- c) Cumprir o referido plano, sob a responsabilidade de um técnico qualificado.

2 — Os regulamentos fixarão as condições exigidas para o exercício da actividade dos técnicos examinadores, dos autores de planos e dos responsáveis pelo controle da sua execução.

Art. 3.º Os planos de racionalização de consumos de energia definirão obrigatoriamente metas de redução dos consumos específicos, os quais não poderão ter valor inferior aos que venham a ser fixados pelos regulamentos que lhes sejam aplicáveis.

Art. 4.º O Governo, através do Ministério da Indústria, Energia e Exportação, poderá, nos termos dos artigos 6.º e 7.º, conceder subsídios às entidades proprietárias ou utentes que tenham a responsabilidade pela utilização de instalações consumidoras intensivas de energia, com vista à melhoria das condições de utilização de energia na respectiva instalação.

Art. 5.º — 1 — O incumprimento das obrigações previstas no n.º 1 do artigo 2.º por parte das entidades proprietárias ou utentes que tenham a responsabilidade pela utilização de instalações consumidoras de energia fica sujeito a:

- a) Perda de direito a benefícios de esquemas de apoio e de incentivos a investimentos, no domínio da energia, salvo o disposto no artigo 7.º deste diploma;
- b) Multas de 100 000\$ a 1 000 000\$, que serão elevadas ao dobro em caso de reincidência.

2 — A Direcção-Geral de Energia procederá à cobrança da multa prevista na alínea b) do número anterior, devendo para o efeito expedir a competente

guia de receita, a qual deverá ser paga no prazo de 30 dias, findo o qual a cobrança será efectuada de acordo com o estabelecido no artigo 144.º do Código de Processo das Contribuições e Impostos, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 95 005, de 27 de Abril de 1963.

Art. 6.º — 1 — As importâncias resultantes da aplicação das penalidades a que se refere a alínea b) do n.º 1 do artigo anterior serão escrituradas em rubrica especial do orçamento das receitas do Orçamento Geral do Estado, servindo de contrapartida à verba inscrita no orçamento de despesas do Ministério da Indústria, Energia e Exportação, tendo em atenção o artigo 7.º, e por elas serão satisfeitos todos os encargos resultantes da aplicação do presente diploma.

2 — Na rubrica a que se refere o número anterior poderão também ser inscritas, e com o mesmo fim, quaisquer outras dotações.

Art. 7.º — 1 — Os subsídios a que se refere o artigo 4.º deste diploma serão concedidos às entidades proprietárias ou utentes que tenham a responsabilidade pela utilização de instalações consumidoras de energia que, tendo sido multadas nos termos do artigo 5.º, mostrem, no entanto, cumpridas, no prazo de 1 ano, as obrigações previstas no n.º 1 do artigo 2.º

2 — Estes subsídios terão exclusivamente o fim a que se refere o artigo 4.º

3 — Estes subsídios terão, para cada empresa, como máximo, o valor das multas pagas pela mesma.

Art. 8.º As dívidas resultantes da aplicação do presente diploma e seus regulamentos serão resolvidas por despacho do Ministro da Indústria, Energia e Exportação.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 3 de Dezembro de 1981. — *Francisco José Pereira Pinto Balsemão.*

Promulgado em 11 de Fevereiro de 1982.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

MINISTÉRIO DA CULTURA E COORDENAÇÃO CIENTÍFICA

Instituto Português do Património Cultural

Decreto n.º 28/82

de 26 de Fevereiro

De acordo, nomeadamente, com os artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, do n.º 1 do § 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965, do n.º 1 do artigo 1.º e n.º 1 do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 1/78, de 7 de Janeiro, da alínea a) do artigo 2.º e alínea a) do artigo 9.º do Decreto-Lei n.º 59/80, de 3 de Abril, e do artigo 3.º do Decreto Regulamentar n.º 34/80, de 2 de Agosto, o Governo decreta, nos termos da alínea g) do artigo 202.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como monumentos nacionais os seguintes imóveis:

Distrito de Bragança:

Concelho de Mirandela:

Ponte de Pedra, sobre o rio Tuela, 3 km a oeste da Torre de Dona Chama.

Distrito da Guarda:

Concelho do Sabugal:
Castelo de Alfaiates.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Lisboa:
Palácio, jardins, horta e mata dos marqueses de Fronteira, no Largo de São Domingos de Benfica, em Lisboa.

Distrito do Porto:

Concelho do Porto:
Igreja e Convento dos Grilos, incluindo o seu recheio, no Largo do Colégio, no Porto.
Palácio da Bolsa, no Porto.
Ponte de D. Maria Pia, no Porto.

Distrito de Vila Real:

Concelho de Vila Pouca de Aguiar:
Castelo de Pena de Aguiar, na freguesia de Telões.

Art. 2.º São classificados como de interesse público, s seguintes imóveis:

Distrito de Aveiro:

Concelho de Estarreja:
Casa do Outeiro e respectiva capela, situadas na freguesia de Avanca.

Concelho da Feira:

Casa da Portela, situada na freguesia de Paços de Brandão.

Distrito de Beja:

Concelho de Almodôvar:
Ponte antiga sobre a ribeira de Cobres, em Almodôvar.

Concelho de Alvito:

Igreja Matriz de Nossa Senhora da Assunção de Vila Nova de Baronia, incluindo os retábulos de talha e os azulejos do século XVII que revestem o seu interior.

Concelho de Cuba:

Igreja matriz de Vila Alva, incluindo o retábulo em talha e os azulejos tipo «tapete» que revestem o seu interior.
Igreja matriz de Vila Ruiva.
Igreja de S. Vicente, em Cuba.

Distrito de Braga:

Concelho de Esposende:
Forte de Esposende, situado na foz do rio Cávado.

Concelho de Guimarães:

Casa do Alto e jardim anexo, em Nespereira, Guimarães.

Concelho da Póvoa de Lanhoso:

Casa solarenga, no lugar da Costa, freguesia de Geraz do Minho.
Igreja Paroquial de S. João Baptista de Rei.

Concelho de Vila Verde:

Citânia de S. Julião de Caldelas, freguesia de Ponte de São Vicente.

Distrito de Bragança:

Concelho de Miranda do Douro:

Abrigo rupestre da Solhapa, situado no termo da freguesia de Duas Igrejas.

Concelho de Mirandela:

Igreja de S. Tomé, na freguesia de Abambres.

Concelho de Torre de Moncorvo:

Capela do Sagrado Coração de Jesus de Moncorvo, com toda a sua talha, órgão, quadros e demais recheio.

Concelho de Vinhais:

Edifício dos antigos condes de Vinhais, pertencente à família Costa e Pessoa, denominado «Casas Novas», situado na antiga Rua da Vila, em Vinhais.

Distrito de Castelo Branco:

Concelho da Covilhã:

Conjunto de fornalhas e poços cilíndricos da antiga tinturaria da Real Fábrica de Panos da Covilhã.
Edifício de interesse histórico existente dentro das muralhas do Castelo da Covilhã, sob um prédio urbano da Rua do 1.º de Dezembro, 10.

Concelho de Idanha-a-Nova:

Aldeia Velha de Monsanto.

Distrito de Coimbra:

Concelho de Arganil:

Capela do Senhor da Agonia, em Arganil.

Concelho de Cantanhede:

Capela de Santo Amaro, no lugar da Quintã, freguesia de Cadima.

Distrito de Évora:

Concelho de Arraiolos:

Convento de S. Francisco e cemitério anexo, em Arraiolos.

Concelho de Redondo:

Convento de S. Paulo, sito na serra de Ossa, incluindo azulejos setecentistas que revestem o seu interior, o retábulo fingido da capela-mor, os 2 fontanários em mármore, uma fonte decorativa e os jardins circundantes.

Concelho de Reguengos de Monsaraz:

Capela de Nossa Senhora dos Remédios, sita na Herdade do Esporão, Reguengos de Monsaraz.

Distrito da Guarda:**Concelho de Figueira de Castelo Rodrigo:**

Cruzeiro de Almofala, situado na encruzilhada do caminho velho de Figueira de Castelo Rodrigo a Escarigo e de Almofala a Almeida, a cerca de 1 km da povoação de Almofala.
Igreja matriz de Escarigo.

Concelho da Guarda:

Antigo paço episcopal e seminário, na Guarda.
Igreja de S. Vicente, na Guarda.

Concelho de Manteigas:

Casa das Obras, em Manteigas.

Concelho de Pinhel:

Antigos paços do concelho (edifício onde se encontra instalado o museu), em Pinhel.

Concelho de Vila Nova de Foz Côa:

Castelo de Castelo Melhor.

Distrito de Leiria:**Concelho da Batalha:**

Igreja matriz de Reguengo do Fetal, incluindo as peças antigas de pintura e de escultura ainda existentes.
Igreja da Misericórdia e anexos, na Batalha.
Viaduto conhecido por «Ponte da Boutaca», na Batalha.

Concelho das Caldas da Rainha:

Chafariz das Cinco Bicas, na Rua do Diário de Notícias, nas Caldas da Rainha.
Chafariz da Estrada da Foz.
Chafariz da Rua Nova, no Largo de D. Manuel I, nas Caldas da Rainha.

Concelho de Figueiró dos Vinhos:

Torre da cadeia comarcã, em Figueiró dos Vinhos.

Concelho de Leiria:

Capela de Nossa Senhora da Encarnação, em Leiria.

Convento de Santo Agostinho e antigo seminário, em Leiria.

Convento de Santo António dos Capuchos, em Leiria.

Imóvel onde está instalado o Colégio do Dr. Correia Mateus, situado no gaveto da Avenida dos Combatentes da Grande Guerra com a Rua de Alcobaça, em Leiria.

Concelho de Pedrógão Grande:

Igreja da Misericórdia de Pedrógão Grande e edifício contíguo.

Distrito de Lisboa:**Concelho de Lisboa:**

Casa de António Sérgio, situada na Travessa do Moinho de Vento, 4 e 4-A, em Lisboa.

Casa de Malhoa, actualmente Casa-Museu do Dr. Anastácio Gonçalves, Avenida de 5 de Outubro, 8, em Lisboa.

Casa de Ventura Terra, incluindo os elementos decorativos que a integram e o respectivo parque, situada na Rua do Marquês de Fronteira, 20, em Lisboa.

Edifício do antigo Jardim Cinema, nomeadamente a zona do monumental salão de jogos, situado na Avenida de Álvares Cabral, 33 a 37, em Lisboa.

Edifício dos Banhos de S. Paulo, sito na Travessa do Carvalho, 21 a 25, em Lisboa.

Edifício do século XVIII situado na Rua de Pedrouços, 84 a 88-A, em Lisboa.

Igreja de S. Miguel, no Largo de São Miguel, em Alfama, Lisboa.

Palácio Burnay, seus anexos e jardim, na Rua da Junqueira, 86, em Lisboa.

Palácio Valada-Azambuja (dos condes da Azambuja), incluindo os azulejos do século XVIII nele existentes, situado no Largo do Calhariz, 15 a 19, Rua da Bica de Duarte Belo, 73 a 79, e Rua do Marechal Saldanha, 32 a 38, em Lisboa.

Prédio situado no gaveto formado pela Avenida do Almirante Reis, 2 a 2-K, e Largo do Intendente Pina Manique, 1 a 6.

Solar da Quinta dos Lagares d'El-Rei, ao Areeiro, em Lisboa.

Concelho de Loures:

Quinta de Valflores, na freguesia de Santa Iria de Azoia.

Concelho da Lourinhã:

Padrão do Vimeiro, na povoação do mesmo nome.

Concelho de Mafra:

Penedo de Lexim, freguesia da Igreja Nova, em Mafra.
Ponte antiga em Cheleiros.

Concelho de Oeiras:

Capela de Nossa Senhora da Conceição, na Quinta de Sinel de Cordes, em Barcarena.

Distrito de Portalegre:**Concelho de Alter do Chão:**

Castelo de Seda (restos), em Seda.
Estação arqueológica de Alter do Chão, situada no Ferragial d'El-Rei.

Concelho do Crato:

Castelo do Crato (restos), no Monte do Ervedal.

Concelho de Marvão:

Convento de Nossa Senhora da Estrela, em Marvão.

Concelho de Portalegre:

Palácio Barahona, situado no Largo de Serpa Pinto, em Portalegre.

Distrito do Porto:**Concelho de Amarante:**

Casa do Carvalho, situada em São Salvador, na freguesia de Real.
Igreja de S. Pedro, incluindo a sacristia, bem como os retábulos de talha e os azulejos que revestem o interior, em Amarante.
Solar de Vila Garcia ou de Igreja, situado na freguesia de Vila Garcia.

Concelho de Felgueiras:

Cruzeiro do Bom Jesus de Barrosas, no lugar de Barrosas, freguesia de Idães, junto à estrada de Lousada a Felgueiras.

Concelho de Marco de Canaveses:

Ponte do Arco, no lugar do Arco, freguesia de São João da Folhada.

Concelho de Matosinhos:

Igreja paroquial de Matosinhos, incluindo o seu recheio.

Concelho de Paredes:

Igreja de Bitarães.

Concelho de Penafiel:

Igreja da Misericórdia de Penafiel.

Concelho do Porto:

Estátua equestre de D. Pedro IV, na Praça da Liberdade, no Porto.

Igreja de S. José das Taipas, incluindo os retábulos com pinturas e esculturas, na Rua do Dr. Barbosa de Castro, frente ao Jardim da Cordoaria, no Porto.

Mercado de Ferreira Borges, junto à Praça do Infante D. Henrique, no Porto.

Pilares (2) que sustentavam a ponte pênsil, sitos na margem direita do rio Douro, imediatamente a jusante da Ponte de D. Luís, no Porto.

Ponte de D. Luís, no Porto.

Prédio, incluindo todo o conjunto disperso por uma mata exótica com espécies raras e do qual fazem parte integrante a estufa, a casa do guarda, o coreto, o lago, moinhos de vento e jardim, situado no gaveto da Avenida da Boavista e a Rua dos Belos Arcs, no Porto.

Teatro de S. João, sito na Praça da Batalha, no Porto.

Concelho de Santo Tirso:

Casa do Mosteiro, na freguesia de Roziz.

Concelho de Vila do Conde:

Capela de Nossa Senhora da Guia, em Vila do Conde.
Capela de Santa Catarina, em Areia, freguesia de Árvore, Vila do Conde.
Igreja da Misericórdia de Vila do Conde, incluindo o edifício anexo e o cruzeiro que lhe fica fronteiro.
Ponte de São Miguel de Arcos, freguesia de Arcos.

Concelho de Vila Nova de Gaia:

Casa e jardins da família Barbot, na Avenida da República, em Vila Nova de Gaia.

Distrito de Santarém:**Concelho do Cartaxo:**

Palácio dos Chavões, na Quinta dos Chavões, freguesia de Vila Chã de Ourique.

Concelho de Santarém:

Estação arqueológica de Chões de Al-pompé, em Vale de Figueira.

Distrito de Setúbal:**Concelho de Almada:**

Quinta de S. Lourenço, considerada no seu todo — habitação e dependências de lavoura, capela (S. Sebastião), portão de entrada, jardim e terrenos anexos que a delimitam e ainda os conjuntos de azulejos que decoram os inóveis e jardins e as pinturas da

capela —, situada na zona do Pragal, freguesia de Almada.

Concelho de Sesimbra:

Estação arqueológica da Lapa do Fumo, situada entre Sesimbra e o Cabo Espichel, no concelho de Sesimbra.

Concelho de Setúbal:

Edifício do Grande Salão Recreio do Povo, em Setúbal.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Arcos de Valdevez:

Casa do Terreiro, no lugar do Espírito Santo, freguesia de Arcos de Valdevez (São Paio).

Casa de Valverde, em Arcos de Valdevez.

Igreja matriz de Arcos de Valdevez, incluindo os azulejos tipo «tapete» e os retábulos de talha.

Concelho de Ponte de Lima:

Albergaria de S. João de Deus, ou quartéis, em Ponte de Lima.

Casa da Garrida, em Ponte de Lima.

Igreja de Nossa Senhora da Boa Morte, incluindo todos os elementos que fazem parte integrante do conjunto do santuário e o sítio em que se implantam, na freguesia de São Tomé da Correlhã.

Penedo de granito insculturado conhecido por «Pedra do Cavalinho», 5 m a sul do muro de suporte do adro da Capela de Santo Ovídio, no monte do mesmo nome.

Concelho de Vila Nova de Cerveira:

Capela de Santa Luzia, no lugar de Campos.

Distrito de Vila Real:

Concelho de Valpaços:

Igreja paroquial de Carracedo de Montenegro.

Igreja de Poçacos.

Concelho de Vila Pouca de Aguiar:

Altar de talha dourada existente na capela situada na aldeia de Cidadelha.

Concelho de Vila Real:

Igreja de Mondrões.

Prédio contíguo ao edifício da junta distrital, também conhecido por Casa de Diogo Cão, na Avenida de Carvalho Araújo, 17 e 19, em Vila Real.

Distrito de Viseu:

Concelho de Moimenta da Beira:

Solar das Guedes, no Terreiro das Freiras, em Moimenta da Beira.

Solar do Sarzedo, na freguesia de Sarzedo.

Concelho de Nelas:

Casa onde se encontra instalado o consultório do Dr. António Pinto Fernandes Pega, na Rua de Keil do Amaral, em Canas de Senhorim.

Concelho de São Pedro do Sul:

Ponte de Manhouce, sobre a ribeira de Manhouce.

Art. 3.º São classificados como valores concelhios os seguintes imóveis:

Distrito de Beja:

Concelho de Beja:

Igreja paroquial de Santa Clara do Louredo.

Distrito de Braga:

Concelho de Guimarães:

Antiga igreja paroquial das Caldas de São Miguel, em Vizela.

Distrito de Castelo Branco:

Concelho de Castelo Branco:

Capela do Espírito Santo, na confluência da Rua do Espírito Santo com a Rua Detrás do Espírito Santo, em Castelo Branco.

Capela de Nossa Senhora da Piedade, em Castelo Branco.

Concelho da Covilhã:

Casa das Morgadas, na Rua de Alexandre Herculano, na Covilhã.

Distrito de Coimbra:

Concelho de Cantanhede:

Casa de António Mendes da Fonseca, situada na Rua da Sara, em Pocariça.

Concelho de Coimbra:

Capela do Espírito Santo, em Eiras.

Concelho da Figueira da Foz:

Solar de Tavadede, em Tavadede.

Distrito da Guarda:

Concelho de Figueira de Castelo Rodrigo:

Capela de Mata de Lobos, no cemitério local.

Concelho da Guarda:

Solar, sito na Rua do Encontro, 33, na Guarda.

Concelho de Pinhel:

Casa do Doutor David, em Pinhel.
Casa Grande (antigo Solar dos Antas e Meneses), na Praça Principal de Pinhel, frente ao pelourinho.

Concelho do Sabugal:

Igreja matriz e torre anexa, em Vilar Maior.

Distrito de Leiria:

Concelho da Batalha:

Capela do Senhor Bom Jesus dos Aflitos, situada em Golpilheira.
Edifício do século XVIII, no Largo de Goa, Damão e Diu, na Batalha.

Concelho de Figueiró dos Vinhos:

Casa mandada construir pelo pintor José Malhoa e conhecida por «O Casulo», em Figueiró dos Vinhos.

Concelho da Nazaré:

Teatro Chaby Pinheiro, no lugar de Sítio, Nazaré.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Mafra:

Capela do Espírito Santo, na freguesia de Cheleiros.

Concelho de Oeiras:

Ponte do século XVII, sobre o rio Jamor, na Cruz Quebrada.

Concelho de Vila Franca de Xira:

Capela de Santa Eulália (ruínas), na freguesia de Vialonga.

Distrito do Porto:

Concelho de Marco de Canaveses:

Campa medieval de granito, situada no início da avenida contígua ao Campo dos Mouros, na freguesia de Alpendurada.

Concelho do Porto:

Alminhas da Ponte, na Ribeira, freguesia da Sé, no Porto.
Conjunto formado por habitação e logradouro arborizado, sito na Rua do Campo Alegre, 855 a 1021, no Porto.

Distrito de Santarém:

Concelho de Tomar:

Casa de Vieira Guimarães, com fachadas para as Ruas do Marquês de Tomar e de Serpa Pinto, em Tomar.
Palácio de Alvaizere, em Tomar.

Distrito de Setúbal:

Concelho de Alcácer do Sal:

Solar dos Salemas, em Alcácer do Sal.

Concelho de Almada:

Nora de ferro, situada em terrenos da Escola Preparatória da Cova da Piedade.

Distrito de Viana do Castelo:

Concelho de Arcos de Valdevez:

Casa da Coutada, com seu jardim, portão e largo fronteiro, com frondosas árvores e verduras, na freguesia de Giela.

Igreja paroquial de São Paio e escadaria, em Arcos de Valdevez.

Concelho de Ponte de Lima:

Capela das Pereiras e escadarias, em Ponte de Lima.
Penedo de S. Simão, sito no Alto do Couto, freguesia de Refóios.

Distrito de Vila Real:

Concelho de Valpaços:

Casa senhorial de Argemil, na freguesia de Carrizado de Montenegro.

Distrito de Viseu:

Concelho de Castro Daire:

Capela das Carrancas, em Castro Daire.
Casa da Cerca, em Castro Daire.

Concelho de Mangualde:

Imóvel denominado «Relógio Velho», em Mangualde.

Concelho de Viseu:

Solar dos Peixotos, no Largo de São Martinho, em Viseu.

Art. 4.º Fica esclarecido que:

- a) O imóvel classificado como monumento nacional pelo Decreto de 16 de Junho de 1910, no concelho de Pedrógão Grande, distrito de Leiria, se denomina «Ponte do Cabril», e não «Fonte do Cabril», como, por lapso, se lê no referido decreto;
- b) A classificação de monumento nacional atribuída pelo Decreto de 16 de Junho de 1910 ao Mosteiro de Santo Tirso e limitada ao seu claustro pela alínea b) do artigo 3.º do Decreto n.º 38 491, de 6 de Novembro de 1951, passa a abranger o conjunto formado pela igreja do Mosteiro de S. Bento, convento e respectiva cerca e o cruzeiro processional em frente daquela;
- c) O prédio da Rua de Cecílio de Sousa, em que, pelo Decreto n.º 30 762, de 26 de Setembro de 1940, se encontram classifi-

- casas, como imóvel de interesse público, 2 salas no primeiro andar, alterou o seu número de polícia, deixando de ser o n.º 90 para passar a ter a n.º 52;
- d) O prédio situado no Largo de Sousa Macedo, 7, classificado como imóvel de interesse público pelo Decreto n.º 44 075, de 5 de Dezembro de 1961, passa a ter a seguinte designação: prédio setecentista, também conhecido por Palácio Cabral, situado no Largo do Dr. António Sousa Macedo, 7 a 7-E, em Lisboa;
- e) A classificação de imóvel de interesse público atribuída à Capela de S. Bartolomeu, em Alcácer do Sal, pelo Decreto n.º 44 075, de 5 de Dezembro de 1961, passa a abranger também o corpo da Igreja do Senhor dos Mártires e as capelas do século XIII e de Maria Resende, que lhe ficam anexas;
- f) O imóvel situado a sueste do cabo da Roca, no local denominado «Alto das Entradas», no concelho de Sintra, classificado como imóvel de interesse público pelo Decreto n.º 129/77, de 29 de Setembro, se denomina «Forte da Roca», e não «Fonte da Roca», como, por lapso, se lê no referido decreto;
- g) A ilhota do Outeiro, na confluência dos rios Paiva e Douro, lugar do Castelo, freguesia de Souselo, concelho de Cinfães, classificada como imóvel de interesse público pelo Decreto n.º 129/77, de 29 de Dezembro, se situa no distrito de Viseu;
- h) O valor concelhio situado na Rua do Castelo, em Freixo de Numão, concelho de Vila Nova de Foz Côa, distrito da Guarda, se denomina «Capela de Nossa Senhora da Conceição», e não como consta no artigo 3.º do Decreto n.º 95/78, de 12 de Setembro, «Capela de S. Pedro».

Francisco José Pereira Pinto Balsemão — Francisco António Lucas Pires.

Promulgado em 11 de Fevereiro de 1982.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

Património Edificado
Imóveis como Valores Concelhios

Imóveis como Valores Concelhios

1 – Casa do Proposto (Terreiro em frente da Rua de S. Gonçalo)

V.C., Decreto n.º 8 de 24.01.1983

2 – Capela do Bom Despacho (Senhora do Bom Despacho – freguesia de Gominhães)

V.C., Decreto n.º 31 de 9.05.1983

Imóvel de Valor Concelhio – 1

Casa do Proposto (Terreiro em frente da Rua de S. Gonçalo)

V.C., Decreto n.º 8 de 24.01.1983

encontram na sua nave, na freguesia de Mouços.

Art. 2.º São classificados como valores concelhios os seguintes imóveis:

Distrito de Braga:

Concelho de Amares:

Aqueduto de Cales, no lugar de Cales, freguesia de Figueiredo.

~~Concelho de Guimarães:~~

Casa do Proposto e seus jardins, em Guimarães.

Distrito da Guarda:

Concelho de Figueira de Castelo Rodrigo:

Chafariz da Casqueira, na freguesia de Castelo Rodrigo.

Distrito de Lisboa:

Concelho de Lisboa:

Conjunto de edifícios situados no Largo de São Sebastião da Pedreira, 46 a 53, tornejando para a Rua do Dr. António Cândido, em Lisboa.

Edifício de Miguel Ventura Terra (Prémio Valmor 1903), situado na Rua de Alexandre Herculano, 57, em Lisboa.

Concelho de Sintra:

Conjunto formado pela casa dos Lafetás, também conhecida por Vila Cosme, com as ruínas da residência renascentista e construções anexas, nomeadamente a capela, o celeiro, a adega e o pombal, na freguesia de São Martinho, em Colares.

Distrito do Porto:

Concelho do Porto:

Conjunto na zona de Campo Alegre/Arrábida, junto às Ruas do Campo Alegre, da Rainha D. Estefânia, do Bom Sucesso e da Travessa do Campo Alegre, no Porto.

Edifício situado na Rua de Pereira Reis, incluindo o seu logradouro e a mata anexa, no Porto.

Distrito de Santarém:

Concelho de Coruche:

Ponte da Coroa, situada junto à estrada nacional n.º 114, nas proximidades de Coruche.

Distrito de Setúbal:

Concelho de Almada:

Quinta de Nossa Senhora da Conceição, incluindo o celeiro, o pombal, a nora

e o jardim, situada junto à estrada nacional n.º 377, freguesia de Almada e Caparica.

Quinta de São Francisco de Borja, considerada no seu todo, habitação com capela, dependências de lavoura, terrenos anexos e todos os azulejos que a decoram, situada na zona do Pragal, freguesia de Almada.

Distrito de Vila Real:

Concelho de Alijó:

Igreja de São Mamede de Ribatua.

Concelho de Vila Real:

Capela de Santa Maria Madalena, de Justes.

Distrito de Viseu:

Concelho de Penalva do Castelo.

Cruzeiro situado na rua principal de Sezures.

Francisco José Pereira Pinto Balsemão — Francisco António Lucas Pires.

Promulgado em 11 de Janeiro de 1983.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

MINISTÉRIO DA HABITAÇÃO, OBRAS PÚBLICAS E TRANSPORTES

Decreto-Lei n.º 35/83

de 24 de Janeiro

Tendo em conta a evolução verificada nas condições de exploração da Ponte de 25 de Abril com a intensificação do tráfego entre as duas margens do Tejo e tornando-se, por isso, necessário simplificar os métodos de cobrança das taxas de portagem por forma a facilitar o seu pagamento pelos utentes, considerou-se indispensável rever o sistema de emissão de bilhetes até agora estabelecido.

Assim:

O Governo decreta, nos termos da alínea a) do n.º 1 do artigo 201.º da Constituição, o seguinte:

Artigo único. O regime e modalidades da emissão de bilhetes de portagem da Ponte de 25 de Abril serão fixados por portaria do Ministro da Habitação, Obras Públicas e Transportes.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 2 de Dezembro de 1982. — *Francisco José Pereira Pinto Balsemão — José Carlos Pinto Soromenho Viana Baptista.*

Promulgado em 6 de Janeiro de 1983.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

Imóvel de Valor Concelhio – 2

Capela do Bom Despacho (Senhora do Bom Despacho – freguesia de Gominhães)

V.C., Decreto n.º 31 de 9.05.1983

tes da lista anexa à Portaria n.º 36/83, de 2 de Abril, até 31 de Maio próximo.

Ministério dos Assuntos Sociais

Assinada em 6 de Abril de 1983.

O Ministro dos Assuntos Sociais, *Luis Eduardo da Silva Barbosa*.

MINISTÉRIO DA CULTURA E COORDENAÇÃO CIENTÍFICA

Instituto Português do Património Cultural

Decreto do Governo n.º 31/83
de 9 de Maio

Em conformidade com os artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, do n.º 1 do § 1.º do artigo 19.º do Decreto n.º 46 349, de 22 de Maio de 1965, do n.º 1 do artigo 1.º e n.º 1 do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 1/78, de 7 de Janeiro, da alínea a) do artigo 2.º e alínea a) do artigo 9.º do Decreto-Lei n.º 59/80, de 3 de Abril, e do artigo 3.º do Decreto Regulamentar n.º 34/80, de 2 de Agosto:

O Governo decreta, nos termos da alínea g) do artigo 202.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º São classificados como de interesse público os seguintes imóveis:

Distrito de Bragança:

Concelho de Freixo de Espada à Cinta:

Estação com gravuras rupestres em Mazouco, no local de o «Carneiro» — Cabeço da Vigia.

Distrito de Évora:

Concelho de Évora:

Igreja da Misericórdia de Évora.

Distrito de Lisboa:

Concelho da Azambuja:

Igreja e edifício da Misericórdia da Azambuja.

Concelho de Lisboa:

Convento de Santos-o-Novo, incluindo a igreja, o claustro e as respectivas dependências.

Edifício na Avenida de Berna, n.ºs 1 e 1-A, em Lisboa.

Edifício na Rua de São Lázaro, n.ºs 150 e 154, em Lisboa.

Edifício e estabelecimento da Panificação Mecânica, L.ª, na Rua de Silva Carvalho, n.ºs 209 e 225, esquina com a Rua de Campo de Ourique, n.ºs 2 e 16, em Lisboa.

Concelho de Loures:

Casa da Quinta da Francelha de Cima, freguesia de Sacavém.

Concelho de Mafra:

Ermita de Nossa Senhora do Codeçal, freguesia de Sobral da Abelheira.

Recebido em 2 de Abril, 1983

Regist. sob o n.º

Processo n.º

Distrito de Santarém:

Concelho de Constância:

Casa dos Arcos, ou Casa de Camões, em Constância.

Distrito de Viseu:

Concelho de Armamar:

Ponte antiga de Santo Adrião sobre o rio Tedo.

Concelho de Mangualde:

Igreja matriz de Mangualde.

Art. 2.º São classificados como valores concelhios os seguintes imóveis:

Distrito de Beja:

Concelho de Ferreira do Alentejo:

Capela do Calvário, ou de Santa Maria Madalena, em Ferreira do Alentejo.

Distrito de Braga:

Concelho de Guimarães:

Capela do Bom Despacho, freguesia de Gominhães.

Distrito da Guarda:

Concelho do Sabugal:

Cruzeiro de Aldeia da Ponte.

Francisco José Pereira Pinto Balsemão — Francisco António Lucas Pires.

Assinado em 22 de Abril de 1983.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

Referendado em 27 de Abril de 1983.

O Primeiro-Ministro, *Francisco José Pereira Pinto Balsemão.*

MINISTÉRIO DA HABITAÇÃO, OBRAS PÚBLICAS E TRANSPORTES

Decreto-Lei n.º 185/83
de 9 de Maio

Considerando o prazo estabelecido no n.º 1 do artigo 3.º do Decreto-Lei n.º 43/82, de 8 de Fevereiro, para que os novos projectos de edifícios apresentem já as alterações introduzidas por esse diploma no Regulamento Geral das Edificações Urbanas;

Considerando que o prazo fixado pelo Decreto-Lei n.º 204/82, de 22 de Maio, se mostrou insuficiente para a adaptação dos projectos às novas regras estabelecidas, designadamente para empreendimentos cuja

Patrimônio Arqueológico

Património Arqueológico

1 – Brito (Igreja)

Pia de água-benta visigótica (grupo suévico)

2 – Caldelas (Caldas das Taipas)

Termas via romana

3 – Caldelas (Bouça Nova)

Megalitismo

4 – Caldelas (Faisca)

Cerâmica de Bronze)

5 – Caldelas (Souto)

Habitat romano (colunas e tijolos)

6 – Costa (Penha – Estação Arqueológica da Penha)

7 – Silvares (Passo)

Habitat romano ou medieval (Tégula em abundância)

8 – Fermentões (Santa Eulália)

Castro romanizado

9 – Gominhães (Senhora do socorro)

Capitel de Ordem coríntia

10 – Gonça (Vale de Mouros)

Habitat romano

11 – Gonça (Cruzciro)

Sepulturas abertas no saibro

12 – Gonça (Igreja Velha)

Necrópole medieval

13 – Gandarela (Outeiro do Combro)

Habitat romano

14 – Gondomar (Castelo e fonte dos mouros – Penice)

Vestígios das muralhas

- 15 – Gondomar (Monte de S. Simão)**
Restos de povoado antigo
- 16 – Gondomar (Igreja)**
Arquitectura e epigrafia medieval
- 17 – Guardizela (Igreja)**
Habitat romano
- 18 – Infias (Igreja)**
Romanização
- 19 – Infantas (Igreja)**
Epigrafia medieval
- 20 – Mascotelos (Picoto de Santo Amaro)**
Castro romanizado
- 21 – Mesão Frio (Veiga)**
Habitat romano
- 22 – Moreira de Cónegos (Mouro – Vela)**
Necrópole romana
- 23 – Vermil (S. Miguel-O-Anjo)**
Castro da idade do ferro
- 24 – Oleiros (S. Vicente – Casa do Paço)**
Habitat romano
Ruínas do hipoclausto e termas (Monte Suzana)
- 25 – Polvoreira (Monte de Lijó)**
Necrópole (Anta de Polvoreira)
- 26 – Polvoreira (Igreja)**
Achados Romanos diversos
- 27 – Ronfe (Igreja)**
Ara consagrada a divindade indígena

28 – Briteiros S. Salvador (Citânia de Briteiros)

Castro romanizado

Pedra formosa

29 – Sande S. Lourenço (Sabroso)

Citânia de sabroso

Povoado fortificado

Penedo com fossettes

30 – Prazins St.^a Eufémia

Habitat romano

31 – Briteiros St.^a Leocádia (Covas)

Necrópole megalítica

32 – Briteiros St.^a Estevão (Ribas)

Epigrafia romana

33 – Prazins St.^a Tirso (Igreja)

Habitat romano

34 – Prazins St.^a Tirso (Monte Crasto)

Reduto fortificado (idade do ferro)

35 – Sande S. Clemente (Quinta da Mogada)

Habitat romano

36 – Selho S. Jorge (Crasto)

Penedo com fossettes

37 – Selho S. Jorge (Igreja)

Romanização

38 – Selho S. Jorge (Monte da Santa)

Castro da idade do ferro

39 – Costa (Santa Catarina)

Mamoia

- 40 – Gandarela (Igreja)**
Vestígios da cerâmica antiga e tégula
- 41 – S. Torcato (Castro)**
Castro da idade do ferro
- 42 – Silvares (Igreja)**
Arte rupestre
Romanização
- 43 – Arosa (Igreja)**
Friso visigótico
- 44 – Barco (Ponte Nova)**
Forno para fabrico de tégula
- 45 – Barco (S. Martinho)**
Necrópole romana
- 46 – Abação (Devesa Escura)**
Sepultura romana
Habitat e edifício romana
Necrópole romana de inumação (Monte da Fornalha)
- 47 – Donim (Ponte)**
Ponte medieval e inscrição
- 48 – Pencilo S. Tiago (Monte de S. Tiago)**
Castro romanizado
Gruta
- 49 – Sande S. Martinho (Rocha)**
Habitat romano
- 50 – Sande S. Martinho (Quatro Irmãos)**
Achados cerâmicos dispersos

51 – Serzedelo (Igreja)

Ara dedicada a Júpiter

52 – Serzedelo (Senhora do Monte)

Reduto fortificado

53 – Taboadelo (Casa das lamas)

Habitat romano

**Tabela Cronológica do Património Edificado
e Arqueológico Classificado no Concelho de Guimarães**

Tabela Cronológica do Património Edificado e Arqueológico Classificado no Concelho de Guimarães

- **1919, 16 de Junho – D.G. n.º 136** (classifica como Monumento Nacional a Citânia de Briteiros, a Citânia de Sabroso, a Lápide das taipas, a Anta de Polvoreira, a Via de Braga a Guimarães – 2 marcos miliários e a Igreja de S. Martinho de Candoso)
- **1922, 4 de Julho.- D.G. n.º 133** (classifica como Monumento Nacional a capela de S. Torcato. Situada no Lugar Mosteiro/S. Torcato).
- **1926, 19 de Fevereiro – Decreto n.º 11454** (classifica com Monumento Nacional a Ponte do Rio Ave nas Taipas)
- **1927, 15 de Outubro – D.G. N.º 228, Decreto n.º 14425, Zona de protecção n.º 226, II Série de 26.09.1929. Boletim da D.G.E.M.N. n.º 96** (classifica como Monumento Nacional a Igreja de Serzedelo)
- **1938, 22 de Março – Decreto n.º 28536** (classifica com Monumento Nacional a Ponte de Serves, sobre o Rio Ave/Gondar).
- **1944, 27 de Março – D. G. N.º 63 – Decreto-Lei n.º 33 587** (classifica como I.I.P. o Cruzeiro DE Granito brasonado existente na Paróquia de S. Salvador do Souto)
- **1946, 20 de Agosto – Decreto n.º 35817** (classifica como I.I.P. o Cruzeiro sito no Lugar da Careta, tendo na Cruz uma imagem de Cristo em bronze situado em S. Salvador de Briteiros)
- **1953, 17 de Abril – D.G. n.º77 – Decreto-lei n.º 39 175** (classifica como I.I.P. a Estação Arqueológica da Penha)
- **1953, 18 de Janeiro – D.G. n.º 14 II Série – Zona de protecção** (Define a zona de Protecção à estação arqueológica da Penha)
- **1955, 20 de Outubro – Decreto n.º 40361** (classifica com I.I.P. a capela de Nossa Senhora da Conceição situada na freguesia de Azurém).
- **1955, 20 de Outubro – Decreto n.º 40361** (classifica com I.I.P. a Igreja de S. João de Calvos situada em S. Tiago de Lordelo).
- **1959, 24 de Março – D.G. n.º69** (classifica com I.I.P. a Igreja, Escadório e Mosteiro de Stª Marinha da Costa, com todos os seus imóveis)

- **Zona de Protecção – D.P.A. 78.12 (8)**
- **1971, 22 DE Novembro – D.G. n.º 274 – Decreto-Lei n.º 516** (classifica com I.I.P. a Capela do Espírito Santo, incluindo todo o seu recheio no Lugar de Rechã, freguesia de S. Lourenço de Sande, e Cruzeiro que lhe fica fronteiro)
- **1977, 29 de Setembro – D.G. n.º 226, Decreto-Lei** (classifica com I.I.P. o Paço de S. Cipriano situado na freguesia de Taboadelo, o Paço de Gominhães situado na freguesia de S. João das Caldas de Vizela e a Casa de Carneiros, situada na freguesia de Stª Eulália de Fermentões, abrangendo o Jardim a nascente e o muro que separa o terreiro)
- **1978, 21 de Junho – D.M. OF n.º 9044** (classifica como Imóveis de Valor Concelhio a Igreja Paroquial de Vizela situada em S. Niguel)
- **1979, 18 de Setembro – D.M. – of. N.º 13369**
- **1980, 10 de Abril – D.M. of. N.º 3601** (classifica como I.V.C. a Casa do Proposto, conjunto formado pela casa e respectivos jardins)
- **1981, 8 de Julho – D.M. of. n.º 7824** (classifica como I.V.C. a Capela do Bom Despacho, situada na Freguesia de Gominhães)
- **1982, 26 de Fevereiro- D.R. n.º 47, I Série – Decreto-Lei n.º 28** (classifica como I.I.P. a Casa do Alto e jardim anexo, em Nespereira).

Guimarães (Portugal)

No 1031

Identification

<i>Nomination</i>	Historic Centre of Guimarães
<i>Location</i>	Province of Minho, District of Braga
<i>State Party</i>	Portugal
<i>Date</i>	27 June 2000

Justification by State Party

The historic centre of Guimarães is an ensemble and a testimony of urban development that brings together renowned examples of a special type of construction. Because of its unity, its construction system (in traditional techniques), its architectural characteristics (diversity of typologies, illustrating the evolution of the city at different periods), and its integration with the landscape setting, the town represents outstanding universal values.

The zone proposed for inscription contains an urban fabric that has medieval origins and includes a succession of places of great formal significance, where the built structure (mainly from the 17th century), while representing a variety of types, is built using traditional technology, ie the *colombage* and the *pisé de fasquio* in which timber is a fundamental element.

The authenticity and integrity of the traditional construction methods remain a living presence in the city. This type of construction is still widely used in the urban area and represents a cultural heritage to be safeguarded.

The authenticity and the strong visual impact of the historic centre of Guimarães result from the unified protection strategies that have been implemented by the Municipal Technical Offices (GTL). The policies of urban conservation have been based on the promotion of rehabilitation and the re-evaluation of public spaces, retaining the resident population, protecting and maintaining the existing historic structures built in traditional technology, as well as guaranteeing a strict implementation, which have resulted in an exemplary case that distinguishes Guimarães amongst the other towns of the country.

The exemplary results have been recognized by several international and national awards, such as the Prix Europa Nostra in 1985.

The traditional techniques used in Guimarães derive from experience and from oral transmission, transferring the past to the present and guaranteeing continuity to the knowhow and manual skills. The wealth of traditional techniques

resides in the combination of these factors, man being an agent of practice and of tradition. **Criterion ii**

Category of property

In terms of the categories of cultural property set out in Article 1 of the 1972 World Heritage Convention, this is a *group of buildings*.

History and Description

History

Guimarães was situated on the most important early medieval route of communication connecting Monção and Braga with Viseu and Caminha, the seat of the Portuguese (*Portugalense*) Counts from the 10th century. This urban settlement developed as a result of two forces, a monastery and a fort, one in the valley, the other on the hill, surrounded by two rivers. The town thus dominated the fertile plain that extended towards the sea. The two focal points continued growing in parallel until they were brought together within a single enclosure in the 13th and 14th centuries.

The early history of Guimarães is closely associated with the forming of the national identity and the language of Portugal, being associated with the early Portuguese sovereigns. The region was given as a feudal property to the family that created the country in the 12th century. In 1139 Count Dom Afonso Henriques declared the independence of Portugal from León and took the name of Afonso I as the first king of the new kingdom. Because of the association of the family with the region, the monastery of Guimarães was transformed into a royal college, thus obtaining a primary institutional role in the country. It also became a pilgrimage place on the route of Santiago de Compostela because of an image of the Madonna that was considered to be miraculous.

In the 15th and 16th centuries, the Bourg developed a variety of activities, including the manufacture of cutlery and jewellery, the treatment of leather, and marketing of the goods. The production reinforced the position of Guimarães on the route between the coast and the inland. The establishment of Dominican and Franciscan orders outside the walls of the Bourg contributed to the beginning of urbanization *extra muros*, including an area for the treatment of leather close to the river Couros. The economic and social status of the town was recognized in the new charter granted by Dom Manuel in 1517.

The 18th century was a period of intensive construction activity, particularly marked by noble residences. It was also the period of the first urban master plan, though most of the implementation took place in the first half of the 19th century. There were also new access roads, which came to modify the medieval situation, establishing the basis for the present-day layout in the region. The medieval defence walls and gates, which had already lost their function in the 16th century, were gradually demolished starting from the 17th to 19th centuries.

In the 20th century the town expanded at an increasing speed owing to industrial development. In the 1980s the municipality recognized the importance of the historic centre of the town, establishing a technical office responsible for the strategies of conservation and rehabilitation.

Description

The nominated area of Guimarães (16ha) consists of the historic centre as it was formed at the time of the construction of the medieval enclosure in the 13th century. This core area is surrounded by a buffer zone (45ha), which roughly corresponds to the built area in the first half of the 20th century. The nominated area has a population of about 1000 and the buffer zone 1850 inhabitants.

The urban layout of the historic centre is an area some 850m long and about 250m wide, with the castle in the north and the original monastic complex in the south. The different constructions fall into several periods, though the single buildings may have undergone various changes and additions over time. The following have been identified as the main periods of construction:

- I. The early settlement, 950–1279;
- II Unification within one enclosure, 1279–1498;
- III Renaissance to Baroque, 1498–1750;
- IV Rococo to Neo-Classicism, 1750–1863;
- V Eclectic to industrial period, 1863–1926;
- VI Modern expansion, 1926 till today.

The historic centre is characterized by a large number of buildings from the different periods. Periods I and II have a number of stone constructions, including the two poles around which the town initially developed, the castle in the north and the monastic complex in the south. The third and fourth periods are characterized by noble houses and the development of civic facilities, city squares, etc. The fifth and sixth periods are characterized by some modern changes, though the town essentially has maintained its medieval urban layout.

The systems and techniques of construction and building types have evolved over time. The residential buildings in the nominated area are characterized by the use of two construction techniques, one dating from before the 16th century, called *taipa de rodízio*, a particular type of half-timber structure, which mixed granite with a structure in timber and a filling in sun-dried brick, using clay mortar. The other technique, called *taipa de fasquio*, came into use in the 19th century and was built entirely in timber. These techniques are still mastered today. This technology was first developed in the region of Guimarães. From here it was exported to Portuguese colonies in other parts of the world, becoming a distinct characteristic of the personality of Portuguese colonial architecture.

Considering that the town had begun to develop *extra muros* in the 16th century, the historic area is not limited to the core zone within the original medieval enclosure. The core area and the buffer zone contain several listed monuments of national and public interest: twelve in the core area and ten in the buffer zone. Furthermore, the municipality has identified buildings of particular heritage interest: 36 in the core zone and 24 in the buffer zone.

The monuments of national interest include the medieval CASTLE, built on the site of the first fort of the 10th century. The present construction was built in stone, begun at the time of Afonso I in the 12th century and continued with various modifications in the following centuries. The building is an austere crenellated structure with towers, designed for

defence. Part of it was demolished in the 18th century and it has been subject to restorations in the 19th and 20th centuries.

Close to the castle, there is a small Romanesque church, SÃO MIGUEL DO CASTELO, which was consecrated in 1239. Having been ruined in the 19th century, the building was restored in the 1920s.

The church of NOSSA SENHORA DA OLIVEIRA was founded in the 12th century on the site where the first monastery had existed some three centuries earlier. The church was completely renovated from 1387 to 1413, with three naves and a wooden roof structure, according to the Portuguese Gothic model. The cloister was added in the 16th century and the present sanctuary to the church in the 17th century.

The PALACE OF THE DUKES OF BRAGANÇA is a large complex built in stone down the hill from the castle. The first construction dates from 1420–22, most probably under French influence. The building, a late medieval type, was conceived as a symbol of the pride of the Bragança family. The building underwent various vicissitudes, serving as a military headquarters in the late 19th century. It was restored in the 1930s, much of the restoration based on hypothesis.

The TOWN HALL, in the square in front of the church of Nossa Senhora, dates mainly from the 16th and 17th centuries. The palace, primarily in stone, has one main floor with large doors opening to a balcony along the main facade. The ground floor is characterized by open arcades. In the same square, in front of the church, there is also a 14th century Gothic arch, a monument commemorating the victory of Dom Afonso IV in the battle of Padrão do Salado.

The core area and the buffer zone contain several interesting religious buildings, such as the CONVENT OF SANTA CLARA from the 17th and 18th centuries and the CHURCH OF MISERICÓRDIA from the early 17th century.

Guimarães has a rich typology of houses and palaces ranging from the 16th to the 19th and even the 20th centuries, continuing to use similar traditional techniques. The BOURGEOIS HOUSES OF THE 16TH CENTURY have a ground floor in granite and the upper floors are built using the half-timbered structure of *taipa de rodízio*. The 16th century houses of noble families have often been an alteration of a previous structure, and have generally their elevation built in granite, as a sign of distinction.

The typical HOUSES OF THE 17TH CENTURY continued using the same construction technique, ie granite in the ground floor and half-timbered structure in the upper floors, usually three, which extend stepwise over the ground floor. Another type of house of the same century was built with a peristyle and arcaded ground floor, and is usually found in public squares. The noble palaces were built in granite ashlar, including a series of recesses. The building extended along the street front with its characteristic windows and balconies, giving it a dignified aspect. More modest town houses have a simple facade without any decorative features.

The NOBLE PALACES OF THE 18TH CENTURY were built in ashlar stone with recessed elevations, but more modest dimensions than in the previous century. In the transition from the 18th to the 19th and 20th centuries, the constructions still continued using certain traditional features, but they are distinguished by their size and the

horizontal accent. In the 20th century it is fashionable to use *azulejos* as a decorative element in the elevations.

The continuity in traditional technology and the maintenance and gradual change have contributed to an exceptionally harmonious townscape, but limited to the core area. The buffer zone has several interesting monuments, including an entire traditional street, Rua Dom João I, though otherwise the area results from industrial housing developments in the 20th century.

Management and Protection

Legal status

The public areas of the historic centre are the property of the municipality of Guimarães. Apart from some state-owned properties, most of the building stock is privately owned.

The historic centre is subject to legal prescriptions regarding the protection of historic buildings (L. 13/85; L. 120/97; D.L. 3/98), and related to town planning (D.L. 38/382 of 1951; L. 445/91; D.L. 250/94). The urban master plan dates from 1994 and includes norms for the protection of the historic centre.

In the historic centre there are 14 historic buildings legally protected as national monuments (8) or as historic buildings of public interest (6), according to the Portuguese Law on the Protection of Historic Monuments. Where no protected zone has been established, the protection also includes prescriptions regarding the setting of the protected buildings, up to 50m from the exterior of the construction.

During the mission to the site, the ICOMOS expert noted that parts of the buffer zone remained outside the protection zone. While norms for the protection of the historic core area exist, these have not been established for the buffer zone. Consequently, the municipality has already taken measures to rectify the situation and to extend protection to the entire area proposed for inscription and to prepare the required norms for the buffer zone.

Management

The management of the historic centre is the responsibility of the Local Technical Office for the Historic Centre of the Municipality (GTL), established in 1985. Any interventions related to listed buildings is under the control of the Portuguese Institute of Architectural Heritage (IPPAR).

The ICOMOS site mission was able to verify and confirm that the conservation and maintenance of the historic area is exceptionally well managed. In fact, the area is in good condition, also as a result of the systematic maintenance programme, sponsored by European funding. Most of the building stock has already been subject to this maintenance programme.

It is noted furthermore that Guimarães has continued to make use of traditional knowhow and skills up to the present day. As a consequence maintenance work and repairs have been executed using traditional methods, thus guaranteeing a harmony with and respect for the existing historic fabric.

The historic town has a considerable number of visitors, out of whom about 75% are foreigners, mainly from Europe. It is well equipped to manage such tourism flows.

Conservation and Authenticity

Conservation history

The town of Guimarães has been fortunate in that it has never been subject to any major disasters in its history. As a result the town represents an exceptional harmony in the continuation of eventual changes and developments. This is also due to the continuity in the use of traditional techniques and materials since the Middle Ages. Although the different epochs have introduced a variety of building types, the typology as a whole also represents a continuity that gives the town a remarkably well balanced townscape.

So far as the single buildings are concerned, there have been various interventions, changes, and additions, resulting from changes in uses. Some of the public buildings, such as the Castle, the Bragança Palace, and several churches have been subject to restoration in the 19th and early 20th centuries. These restorations have been carried out following the criteria of the time, including reconstructions on the basis of evidence or sometimes based on hypothesis. However, these interventions can be seen as part of the history of the place and they do not impair the overall issue of authenticity.

Authenticity and integrity

ICOMOS regards the historic area of Guimarães as having well retained its historic stratigraphy and passing the test of authenticity. The historic core also presents an area of great integrity, where the different phases of development are well integrated into the whole.

It is also to be noted that the core area obviously represents the historic centre of a town, which has continued to grow and develop around it in the 20th century. As a result the areas outside the perimeter of the protected zone reflect a more ordinary townscape.

Evaluation

Action by ICOMOS

An ICOMOS expert mission visited the site in February 2001. ICOMOS also consulted its International Committee on Historic Towns and Villages (CIVVIH).

Qualities

The history of Guimarães is closely associated with the creation of the national identity and language of Portugal. It was the feudal territory of the Portuguese Dukes who declared the independence of Portugal from León in the mid 12th century.

Guimarães has well preserved its historic building stock, which represents the evolution of building typologies from the Middle Ages to the 19th century. This development is documented in the rich variety of different building types that have responded to the evolving needs of the community.

Guimarães also developed a particular version of a type of construction using granite mixed with a timber-framed structure, a technology which was widely diffused in the Portuguese colonies.

Comparative analysis

In the Portuguese context there are basically two urban developments. One is related to the Roman, Germanic, and Arabic inheritance, such as Evora (inscribed on the World

Heritage List 1986: criteria ii, iv), which were then expanded in the Portuguese period. The other development has a Portuguese basis, resulting in cities such as Guimarães and Minho.

As the seat of the king and the government Lisbon has had its own particular basis for the development. There is also a difference with cities such as Oporto (1996: iv), which architecturally represents a different development, becoming a major metropolis, when compared with the traditionally evolved and small-scale Guimarães.

While Portugal certainly has a rich heritage with numerous historic cities, Guimarães is distinguished in particular for its integrity, where the historically authentic building stock is presented in an exceptionally well managed context.

ICOMOS recommendations for future action

Considering the verified lack of protection in certain areas of the buffer zone and the lack of specified norms of protection in the same areas, ICOMOS urges the State Party to take the necessary action and to provide the required legal protection and protection norms for the areas concerned.

Brief description

The historic town of Guimarães is associated with the creation of the Portuguese national identity in the 12th century. The town is an exceptionally well preserved and authentic example of the evolution of a medieval settlement into a modern township, retaining a rich building typology representing the specifically Portuguese development over the centuries, particularly from the 15th to the 19th centuries, and consistently built using traditional building materials and techniques.

Statement of Significance

The historic town of Guimarães is associated with the definition of the Portuguese national identity and language in the 12th century. The town is exceptionally well preserved, illustrating the different phases of the evolution of particular building types from the medieval settlement to a modern township, and particularly from the 15th to the 19th centuries, and consistently built in traditional building materials and techniques. Because of the role of Guimarães in the exploration of new territories, the specialized building techniques developed there in the Middle Ages were introduced to Portuguese colonies, becoming their characteristic feature.

ICOMOS Recommendation

That this property be inscribed on the World Heritage List on the basis of *criteria ii, iii, and iv*:

Criterion ii Guimarães is of considerable universal significance by virtue of the fact that specialized building techniques developed there in the Middle Ages were transmitted to Portuguese colonies in Africa and the New World, becoming their characteristic feature.

Criterion iii The early history of Guimarães is closely associated with the establishment of Portuguese national identity and the Portuguese language in the 12th century.

Criterion iv An exceptionally well preserved town, Guimarães illustrates the evolution of particular building types from the medieval settlement to the present-day city, and particularly in the 15th–19th centuries.

Bureau Recommendation

That the Historic Centre of Guimarães be inscribed on the World Heritage List on the basis of *criteria ii, iii, and iv*.

ICOMOS, September 2001

Guimarães (Portugal)

No 1031

Identification

<i>Bien proposé</i>	Centre historique de Guimarães
<i>Lieu</i>	Province du Minho, district de Braga
<i>État Partie</i>	Portugal
<i>Date</i>	27 juin 2000

Justification émanant de l'État partie

Le centre historique de Guimarães est un ensemble qui témoigne du développement urbain et rassemble de remarquables exemples de constructions de types particuliers. L'harmonie de la ville, les techniques traditionnelles de construction, les particularités architecturales, la diversité des types illustrant l'évolution de la cité à travers les âges et l'intégration dans le paysage environnant confèrent à Guimarães des valeurs universelles exceptionnelles.

La zone proposée pour inscription comporte un tissu urbain aux origines médiévales, une succession de lieux d'une grande signification formelle, dont la structure bâtie (essentiellement au XIIe siècle), tout en représentant une diversité de types, illustre les techniques de construction traditionnelles : le colombage et le pisé *de fasquio* où le bois est un élément fondamental.

L'authenticité et l'intégrité des méthodes de construction traditionnelles demeurent une constante dans la ville, car elles sont encore largement utilisées dans la zone urbaine et constituent un patrimoine culturel à sauvegarder.

L'authenticité et le puissant impact visuel du centre historique de Guimarães sont le résultat des stratégies de protection cohérentes, mises en œuvre par le Bureau technique de la municipalité (G.T.L.). Les politiques de conservation urbaine, basées sur la réhabilitation du patrimoine bâti, la revalorisation des espaces publics, le maintien des habitants sur place, la protection et l'entretien des structures historiques dans le respect des techniques traditionnelles, font de Guimarães un cas exemplaire qui se distingue des autres villes du pays.

L'exemplarité des résultats a été reconnue par plusieurs récompenses nationales et internationales, parmi lesquelles le prix *Europa Nostra* décerné en 1985.

Les techniques traditionnelles utilisées à Guimarães sont le fruit de la transmission orale et de l'expérience, du passé au présent, garantes de la continuité des savoir-faire et des métiers manuels. La richesse des techniques traditionnelles résulte de l'association de ces facteurs, l'homme étant un agent de pratique et de tradition.

Critère ii

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *ensemble*.

Histoire et description

Histoire

Guimarães est née sur l'axe de communication le plus important du début du Moyen Âge, qui reliait Monçao et Braga à Viseu et Caminha, le fief des Comtes portugais (*Portuclaense*) à partir du Xe siècle. Cette installation urbaine se développa autour de deux pôles, un monastère et un fort, l'un dans la vallée, l'autre sur la colline, entre deux fleuves. La ville dominait la plaine fertile qui descendait vers la mer. Les deux pôles poursuivirent leur développement en parallèle jusqu'à ce qu'une enceinte les réunisse aux XIIIe et XIVe siècles.

Guimarães est étroitement associée à la formation de l'identité nationale du Portugal et de la langue portugaise ; elle est la ville des premiers souverains portugais. La région fut donnée en fief à la famille qui fut à l'origine de la création du pays au XIIe siècle. En 1139, le comte D. Afonso Henriques déclara l'indépendance du Portugal à l'égard du Léon. Il devint le premier roi du nouveau royaume sous le nom d'Alphonse Ier. L'association de cette famille à la région a entraîné la transformation du monastère de Guimarães en un collège royal, donnant ainsi à la cité un rôle institutionnel de premier plan dans le pays. Guimarães fut aussi un lieu de pèlerinage sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle, à cause de l'image de la Madone, considérée comme miraculeuse.

Aux XVe et XVIe siècles, l'économie du bourg se développa autour de diverses activités, notamment la coutellerie, la joaillerie, la peausserie et le commerce. L'importance de Guimarães sur la route entre la côte et l'intérieur du pays s'en trouva renforcée. L'installation des ordres dominicain et franciscain hors des murs de la bourgade contribuèrent à un début d'urbanisation *extra-muros*, y compris une zone consacrée au traitement du cuir sur les rives du Couros. Le statut économique et social de la cité était reconnu dans la nouvelle charte de D. Manuel en 1517.

Le XVIIIe siècle connut une période de construction intense, en particulier des demeures de familles nobles. Ce fut aussi l'époque du premier plan directeur urbain, dont la mise en œuvre date surtout de la première moitié du XIXe siècle. On construisit aussi de nouvelles routes d'accès, ce qui vint à modifier le site médiéval et jeta les bases de l'aspect actuel de la région. Les murailles et les portes médiévales, qui avaient déjà perdu leur fonction au XVIe siècle, furent progressivement détruites, du XVIIe au XIXe siècle.

Au XXe siècle, la ville s'étendit rapidement sous l'effet du développement industriel. Dans les années 1980, la municipalité reconnut l'importance du centre historique de la ville et créa un bureau technique responsable des stratégies de préservation et de réhabilitation.

Description

La zone de Guimarães proposée pour inscription (16 ha) est constituée du centre historique tel qu'il a été formé à l'époque de la construction de l'enceinte médiévale au XIIIe siècle. Cette zone centrale est entourée d'une zone tampon (45 ha) qui correspond approximativement à la zone construite dans la première moitié du XXe siècle. La zone centrale comporte une population d'environ 1000 personnes et la zone tampon, 1850 habitants.

Le centre historique est une zone de quelque 850 m de long sur 250 m de large, entre le château au nord et le complexe monastique d'origine au sud. Les différentes constructions datent de plusieurs époques, bien que chaque bâtiment ait souvent subi plusieurs remaniements et ajouts au fil du temps. Les principales périodes de construction sont les suivantes :

- I – Premier établissement, 950-1279 ;
- II - Unification dans une enceinte, 1279-1498 ;
- III – De la Renaissance à l'époque baroque, 1498-1750 ;
- IV – Du rococo au néoclassicisme, 1750-1863 ;
- V – De l'éclectisme à la période industrielle, 1863-1926 ;
- VI – Expansion moderne, 1926 à nos jours.

Le centre historique rassemble un grand nombre de bâtiments construits aux différentes périodes. Les périodes I et II ont vu la construction d'édifices en pierre, y compris les deux pôles autour desquels la ville s'est initialement développée, à savoir le château au nord et le complexe monastique au sud. Les périodes III et IV ont surtout donné des demeures nobles et le développement des services publics, des places publiques, etc. Les périodes V et VI ont connu quelques aménagements modernes, mais la ville a conservé son tracé essentiellement médiéval.

Les systèmes et les techniques de construction et les types de bâtiments ont évolué avec le temps. Les constructions résidentielles de la zone centrale se définissent par l'utilisation de deux techniques de construction : l'une antérieure au XVIe siècle, appelée *taipa de rodízio*, un type particulier de construction à colombage qui mêle le granit avec une structure de bois et remplissage de briques séchées au soleil et de mortier d'argile ; l'autre, appelée *taipa de fasquio*, à partir du XIXe siècle, utilise une structure entièrement faite en bois. Ces techniques sont encore utilisées aujourd'hui. Cette technologie a d'abord été développée dans la région de Guimarães. De là, elle a été exportée dans les colonies portugaises pour devenir une caractéristique de l'architecture coloniale portugaise.

La ville s'étant développée *extra muros* à partir du XVIe siècle, la zone historique n'est pas limitée à la zone comprise dans l'enceinte médiévale. La zone centrale et la zone tampon comportent plusieurs monuments classés d'intérêt national et public : 12 dans la zone centrale et 10 dans la zone tampon. De plus, la municipalité a identifié des bâtiments d'intérêt particulier pour le patrimoine : 36 dans la zone centrale et 24 dans la zone tampon.

Les monuments d'intérêt national sont le château médiéval, construit sur le site du premier fort du Xe siècle. La construction en pierre a commencé à l'époque d'Alphonse Ier au XIIe siècle, et s'est poursuivie avec différentes modifications au cours des siècles suivants. Ce bâtiment austère, crénelé, comporte des tours de défense. Une partie détruite au XVIIIe siècle a été restaurée aux XIXe et XXe siècles.

Près du château, la petite église romane de Sao Miguel do Castelo a été consacrée en 1239. En ruine au XIXe siècle, l'édifice a été restauré dans les années 1920.

L'église Nossa Senhora da Oliveira fut fondée au XIIe siècle sur le site du premier monastère qui n'existait plus depuis trois siècles. De style gothique portugais, elle a été entièrement rénovée de 1387 à 1413 et comporte trois vaisseaux et une charpente en bois. Le cloître a été ajouté au XVIe siècle et le sanctuaire actuel, au XVIIe siècle.

Le palais des ducs de Bragança, grand ensemble en pierre, est construit au pied de la colline au sommet de laquelle se dresse le château. La première construction date de 1420 à 1422, très probablement d'influence française. Construit à fin du Moyen Âge, le bâtiment symbolise la fierté des Bragança. Il a connu diverses vicissitudes et servit entre autres de quartier général à l'armée à la fin du XIXe siècle. Il a été restauré dans les années 1930, surtout sur la base d'hypothèses.

Sur la place devant l'église Nossa Senhora, l'Hôtel de ville date essentiellement des XVIe et XVIIe siècles. Le palais en pierre possède un étage principal avec des grandes portes-fenêtre ouvrant sur un balcon qui court le long de la façade. Le rez-de-chaussée se distingue par des arcades ouvertes. Sur la même place, devant l'église, une arche gothique du XIVe siècle commémore la victoire d'Alphonse IV à la bataille de Padrão do Salado.

La zone principale et la zone tampon renferment plusieurs bâtiments religieux intéressants, tels que le couvent de Santa Clara des XVIIe et XVIIIe siècles et l'église de la Misericórdia, du début du XVIIIe siècle.

Guimarães possède une vaste typologie de maisons et de palais allant du XVIe au XIXe et jusqu'au XXe siècle, qui utilisent les mêmes techniques traditionnelles. Les maisons bourgeoises du XVIe siècle ont un rez-de-chaussée en granit et les étages supérieurs ont une structure à colombage *taipa de rodízio*. Les demeures des familles nobles du XVIe siècle sont souvent aménagées dans des structures plus anciennes, les étages supérieurs sont habituellement construits en granit, signe de distinction.

Les maisons typiques du XVII^e siècle utilisent les mêmes techniques de construction, à savoir le rez-de-chaussée en granit et des structures à colombage pour les étages supérieurs, habituellement au nombre de trois et construits en avancée. Un autre type de maison, toujours du XVII^e siècle comporte un péristyle et un rez-de-chaussée à arcade, généralement en bordure des places publiques. Les palais nobles étaient construits en pierre de taille de granit et comportaient des séries de niches et de renforcements. Les façades sur rue, qui comportent des fenêtres et des balcons caractéristiques, ont un très bel aspect. Des maisons de ville plus modestes ont une façade simple sans élément décoratif.

Les palais nobles du XVIII^e siècle, également construits en pierre de taille avec élévations en retrait par rapport au rez-de-chaussée, étaient de plus petites dimensions que les palais du siècle précédent. Durant la transition, du XVIII^e au XIX^e et au XX^e siècles, les constructions utilisent certains éléments architectoniques traditionnels qui se distinguent cependant par leurs dimensions et la prépondérance des volumes horizontaux. Au XX^e siècle, la mode est à l'usage des *azulejos* en éléments décoratifs dans les étages.

L'utilisation continue des technologies traditionnelles, l'entretien et l'adaptation progressive ont permis un développement exceptionnellement harmonieux du paysage urbain, quoique limité à la zone centrale. La zone tampon possède plusieurs monuments intéressants, y compris une rue traditionnelle intacte, Rua D. João I, mais le reste de la zone tampon a connu le développement de logements sociaux au XX^e siècle.

Gestion et protection

Statut juridique

Les espaces publics du centre historique sont la propriété de la municipalité de Guimarães. Hormis les biens qui sont la propriété de l'État, la plupart des bâtiments sont des propriétés privées.

Le centre historique est soumis à un ensemble de règles relatives à la protection des bâtiments historiques (L. 13/85 ; L. 120/97 ; D.L. 3/98) et à l'urbanisme (D.L. 38/382 de 1951 ; L. 445/91 ; D.L. 250/94). Le plan directeur actuel date de 1994 et comporte des règles de protection du centre historique.

Le centre historique comprend 14 bâtiments historiques dont 8 sont classés monuments nationaux et 6 d'intérêt public, au titre de la loi portugaise sur la protection des monuments historiques. Au cas où il n'existerait pas de zone protégée, la protection peut aussi se faire par le biais d'un périmètre de protection autour d'un bâtiment protégé pouvant aller jusqu'à 50 m des limites extérieures de la construction.

Pendant sa mission sur le site, l'expert de l'ICOMOS a remarqué que des parties de la zone tampon étaient en dehors de la zone protégée. Il existe des règles de protection pour les zones historiques mais pas pour la zone tampon. La municipalité a donc pris des mesures pour remédier à la situation, étendre la zone protégée à la totalité de la zone proposée pour inscription et préparer les règlements requis pour la zone tampon.

Gestion

La gestion du centre historique est placée sous la responsabilité du Bureau technique local pour le centre historique de la municipalité (G.T.L.) créé en 1985. Toute intervention sur un bâtiment classé est placée sous le contrôle de l'Institut portugais du patrimoine architectural (IPPAR).

La mission de l'ICOMOS a pu vérifier que la préservation et l'entretien de la zone historique sont extrêmement bien gérés. Dans les faits, la zone est en bon état, en partie grâce au programme d'entretien systématique, financé par des fonds européens. La plus grande partie des bâtiments a bénéficié de ce programme d'entretien.

De plus, on continue d'utiliser à Guimarães les techniques et le savoir-faire traditionnels. En conséquence, les travaux d'entretien et de réparation sont exécutés dans le respect des pratiques traditionnelles, garantissant ainsi une harmonie respectueuse du tissu historique existant.

La ville historique reçoit un nombre considérable de visiteurs, dont les ¾ viennent de l'étranger et surtout d'Europe. Elle est bien équipée pour gérer un tel flux de tourisme.

Conservation et authenticité

Historique de la conservation

La ville de Guimarães a le privilège de ne jamais avoir subi de grand désastre au cours de son histoire. Elle présente par conséquent une harmonie exceptionnelle dans les adaptations et modifications successives qu'elle a connues. Ce trait est renforcé par l'utilisation ininterrompue des techniques et des matériaux traditionnels depuis le Moyen Âge. Bien que les différentes époques aient apporté divers types de bâtiments, l'ensemble présente un caractère de continuité qui donne à la ville un aspect remarquablement équilibré.

Les bâtiments considérés individuellement ont été modifiés, aménagés ou agrandis en fonction des changements d'utilisation. Certains bâtiments publics, tels que le château, le palais des Bragance et plusieurs églises, ont été restaurés au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Ces restaurations ont été réalisées selon les critères de l'époque, y compris la reconstruction sur la base de documents et parfois sur de simples hypothèses. Néanmoins, ces interventions peuvent être replacées dans leur contexte historique et ne portent pas atteinte à l'authenticité générale du lieu.

Authenticité et intégrité

L'ICOMOS considère que la stratigraphie historique de la zone historique de Guimarães est bien conservée et satisfait au test d'authenticité. Le centre historique présente une zone de grande intégrité, où les différentes phases de développement sont bien intégrées à l'ensemble.

La zone centrale représente à l'évidence le centre historique d'une ville qui a poursuivi sa croissance et son développement au XX^e siècle. Il en résulte que les zones

extérieures au périmètre protégé offrent un paysage urbain plus ordinaire.

Évaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expertise de l'ICOMOS a visité le site en février 2001. L'ICOMOS a également consulté son Comité scientifique international pour les villes et villages historiques (CIVVIH).

Caractéristiques

L'histoire de Guimarães est étroitement associée à la formation de l'identité nationale du Portugal et à la langue portugaise. Elle était le territoire féodal des ducs portugais qui déclarèrent l'indépendance du Portugal à l'égard du Léon au milieu du XIIe siècle.

Guimarães a bien conservé son ensemble de bâtiments historiques qui montrent l'évolution des différents types d'édifices depuis le Moyen Âge jusqu'au XIXe siècle. Ce développement se reflète dans la riche diversité des types de bâtiments qui ont répondu à l'évolution des besoins de la communauté.

Guimarães a également développé une version particulière d'un type de construction en utilisant le granit associé au colombage, une technologie qui connut une large diffusion dans les colonies portugaises.

Analyse comparative

Dans le contexte portugais, il existe essentiellement deux types de développements urbains : l'un est lié aux héritages romain, germanique et arabe, puis portugais, comme Evora (inscrit sur la Liste en 1986 : critères ii, iv) ; l'autre commence avec la naissance du Portugal, comme les villes de Guimarães et Minho.

Lisbonne, siège du roi et du gouvernement, possède sa propre base de développement. Il y a également une différence avec des villes comme Oporto (1996: iv) qui, d'un point de vue architectural, présente un développement différent. Elle est devenue une grande ville alors que Guimarães a conservé une échelle relativement modeste.

Le Portugal possède un riche patrimoine de villes historiques, parmi lesquelles Guimarães se distingue surtout pour son intégrité et parce que ses bâtiments historiques sont présentés dans un contexte exceptionnellement bien géré.

Commentaires de l'ICOMOS pour des actions futures

Étant donné l'absence avérée de protection dans certaines parties de la zone tampon, et l'absence de règles spécifiques de protection dans les mêmes domaines, l'ICOMOS engage l'État partie à prendre les mesures nécessaires et à fournir une protection juridique et les règles de protection nécessaires pour les zones concernées.

Brève description

La ville historique de Guimarães est associée à la formation de l'identité nationale portugaise au XIIe siècle. Elle est un exemple extrêmement bien préservé et authentique de l'évolution d'une ville médiévale en une ville moderne ; elle a conservé une riche typologie de bâtiments qui rend compte de l'évolution spécifique portugaise, du XIVe siècle au XIXe siècle ; elle a préservé les matériaux et les techniques de construction traditionnels.

Déclaration de valeur

La ville historique de Guimarães est associée à la formation de l'identité nationale portugaise et à la langue portugaise au XIIe siècle. La ville est exceptionnellement bien conservée. Elle illustre l'évolution des différents types de bâtiments, de la ville médiévale à la ville moderne et surtout du XVe au XIXe siècle, toujours construits dans les matériaux et selon les techniques traditionnelles. En raison du rôle de Guimarães dans l'exploration de nouveaux territoires, ces techniques spécifiques de construction développées au Moyen Âge furent introduites dans les colonies portugaises, devenant leur caractéristique distinctive.

Recommandation de l'ICOMOS

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères ii, iii et iv* :

Critère ii Guimarães possède une valeur universelle considérable, en ce que des techniques spécialisées de construction qui y furent mises au point au Moyen Âge furent ensuite transmises aux colonies portugaises d'Afrique et du Nouveau Monde, dont elles furent les caractéristiques fondamentales.

Critère iii Les premiers temps de Guimarães sont étroitement associés à l'établissement d'une identité nationale portugaise et de la langue portugaise au XIIe siècle.

Critère iv Exceptionnellement bien préservée, Guimarães illustre l'évolution de divers types d'édifice depuis le peuplement médiéval jusqu'à la ville actuelle, particulièrement entre le XVe et le XIXe siècle.

Recommandation du Bureau

Que le centre historique de Guimarães soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sur la base des *critères ii, iii et iv*.

ICOMOS, septembre 2001